



LE MONDE diplomatique

DÉCIBELS
ET EXTRÊME
DROITE
EN HONGRIE

PAR EVELYNE PIEILLER
Pages 22 et 23.

5,40 € - Mensuel - 28 pages

N° 752 - 63^e année, Novembre 2016

INTERNATIONALISATION DES GUERRES DU PROCHE-ORIENT

Quitte ou double de la Russie à Alep

Ravageuses, les guerres en Irak et en Syrie impliquent chaque jour davantage les puissances étrangères. La bataille qui s'engage à Mossoul inquiète les États-Unis, contraints de composer avec les rivalités régionales, notamment entre la Turquie, l'Iran et l'Arabie saoudite. D'autre part, une reprise sanglante d'Alep pourrait compromettre la dynamique diplomatique qui avait suivi l'engagement militaire direct de la Russie aux côtés du régime syrien.



JABER AL AZMEH. - « The Creation of Freedom » (La Création de la liberté), de la série « Wounds » (Blessures), 2012

PAR JACQUES LÉVESQUE *

LE PREMIER objectif de l'engagement militaire russe en Syrie, qui a débuté en septembre 2015, a été facilement et rapidement atteint : empêcher une défaite militaire du régime, qui perdait alors du terrain depuis plusieurs mois (1). L'implication des forces aériennes russes rendait également impossible une interdiction par les États-Unis de survol du territoire syrien. En 2013 déjà, la diplomatie russe avait compliqué une éventuelle intervention occidentale contre le régime du président Bachar Al-Assad en obtenant de sa part un renoncement contrôlé aux armes chimiques (2).

* Professeur émérite de science politique, université du Québec à Montréal.

Les objectifs mis en avant par M. Vladimir Poutine dans son discours à l'Organisation des Nations unies (ONU) du 28 septembre 2015 étaient autrement plus ambitieux. Formulés comme un défi aux États-Unis et à leurs alliés occidentaux, ils visaient à les mettre sur la défensive. Mais le moment choisi fut décisif : on était alors au plus fort de l'afflux de réfugiés syriens en Europe et des attentats organisés depuis la Syrie par l'Organisation de l'État islamique (OEI).

M. Poutine faisait valoir que seules les forces du régime Al-Assad et les Kurdes « affrontaient courageusement le terrorisme » et que, comme elle avait lieu à la demande du gouvernement syrien, l'ac-

tion russe se situait dans le cadre du droit international, à la différence des bombardements occidentaux. Par ailleurs, il rappelait que la zone d'exclusion aérienne mise en place en Libye puis le soutien aux rebelles avaient conduit non seulement à l'élimination du régime de Mouammar Kadhafi, mais aussi à la destruction de tout l'appareil d'État, créant un terreau favorable à l'implantation de l'OEI.

(Lire la suite et « Casse-tête américain à Mossoul » pages 14 et 15.)

(1) Lire Alexei Malachenko, « Le pari syrien de Moscou », *Le Monde diplomatique*, novembre 2015.

(2) Lire « La Russie est de retour sur la scène internationale », *Le Monde diplomatique*, novembre 2013.

ENGOUEMENT POUR UNE GOUROU INDIENNE

Amma, l'empire du câlin

Honorée par les Nations unies, invitée par le pape François, célébrée par les médias du monde entier, la gourou indienne Amma attire les foules, inspire les artistes et côtoie les plus grands dirigeants de la planète grâce à ses câlins prodigués à la chaîne lors d'événements de masse. Elle fait escale en France ce mois-ci.

UNE ENQUÊTE
DE JEAN-BAPTISTE MALET *

DE L'ENCENS se dissipe dans l'atmosphère. Des musiciens entonnent des chants spirituels indiens hypnotiques. Et, au-dessus des têtes, tel un slogan, s'impose une immense inscription en lettres majuscules : « Êtreindre le monde » - la traduction du nom de l'organisation internationale Embracing the World (ETW), personnifiée par sa cheffe religieuse, M^{me} Mata Amritanandamayi, plus connue sous le nom d'Amma («maman» en hindi). Sous l'œil vigilant de ses gardes du corps patibulaires, Amma, vêtue d'un sari immaculé, est assise en tailleur sur un petit trône autour duquel se serrent, extasiés, ses dévots. Au cœur du Zénith Oméga de Toulon, plusieurs milliers de personnes patientent afin de se traîner, à genoux sur les derniers mètres, contre la poitrine de cette gourou indienne originaire de l'État du Kerala. Toutes sont venues recevoir le *darshan*, l'étreinte d'Amma devenue le symbole de son organisation. Celle-ci revendique plus de trente-six millions de personnes enlacées dans le monde.

en Israël ou en Amérique du Nord. De juin à juillet 2016, l'«Amma Tour» a fait étape à Seattle, San Ramon, Los Angeles, Santa Fe, Dallas, Chicago, New York, Boston et Washington, avant Toronto et Tokyo.

Multinationale du câlin, ETW impressionne par sa rigueur logistique. Partout où passe la caravane d'Amma, de gigantesques cuisines industrielles mobiles, dignes d'une intendance militaire, entrent en action. Des centaines de bénévoles travaillent aux fourneaux ; d'autres servent et vendent des repas indiens végétariens par milliers, tandis qu'Amma, sur son trône, reproduit inlassablement le même geste : elle enlace tous ceux qui détiennent un bon, délivré gratuitement, permettant de recevoir le *darshan* après plusieurs heures d'attente. Des volontaires de l'organisation sont chargés de gérer la foule considérable, aux origines sociales hétéroclites, venue se faire câliner. Passant leur main au niveau de la nuque de celle ou celui dont c'est le tour, les bénévoles fluidifient la chaîne continue de câlins et interviennent immédiatement si une erreur vient enrayer le flux tendu de tendresse.

(Lire la suite pages 10 et 11.)

La scène se passe en novembre 2015, en France, où la « mère divine » se rend tous les ans (1) depuis 1987 dans le cadre de sa tournée mondiale. Mais les foules sont tout aussi denses en Espagne, en Allemagne, en Suisse, aux Pays-Bas, en Finlande, en Italie, au Royaume-Uni,

* Journaliste.

(1) Après un passage par Pontoise (Val-d'Oise) du 26 au 28 octobre 2016, Amma est annoncée à Toulon du 7 au 9 novembre 2016.

Masochisme électoral

PAR SERGE HALIMI

SINGULIER PARADOXE, l'héritage de Margaret Thatcher est répudié dans son pays au moment où ses potions économiques les plus amères font école en France. Le 5 octobre dernier, la première ministre britannique Theresa May assénait aux militants de son parti un discours qui a dû en décontenancer quelques-uns. Dénonciation d'une société gangrenée par les privilèges des riches, défense du rôle de l'État « qui est là pour fournir ce que les individus, les communautés et les marchés ne peuvent pas apporter », mention insistante des « droits des travailleurs », éloge de l'impôt, « prix que nous payons pour vivre dans une société civilisée », panégyrique des services publics, notamment d'éducation et de santé, dont le personnel fut ovationné, relance des dépenses publiques dans les secteurs du logement et des transports : même verbal, un tel tête-à-tête programmatique a suscité un haut-le-cœur chez les amants inconsolables de la Dame de fer. L'un d'eux a d'ailleurs dénoncé une « contre-révolution antilibérale (1) ».

Qu'il se rassure : son héroïne vient d'obtenir, à titre posthume, l'asile politique de l'autre côté de la Manche, où un pot-pourri de mesures néolibérales fait office de programme commun de la droite française. Signe de la volonté quasi unanime de se débarrasser de M. François Hollande l'année prochaine, mais aussi de l'état de décomposition dans lequel celui-ci laisse son parti, on annonce déjà la victoire de candidats conservateurs qui promettent aux électeurs le report de deux à trois ans de l'âge du départ à la retraite, quatre heures supplémentaires de travail hebdomadaire sans augmentation de salaire, la suppression de l'impôt sur la fortune - alors que la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), qui frappe les revenus modestes, serait, elle, relevée -, la dégressivité des allocations chômage,

la suppression de 300 000 à 500 000 postes de fonctionnaires... Dans un pays où l'invocation des sondages tient pourtant lieu de débat politique, le fait que les trois premières mesures suscitent un rejet profond est presque passé inaperçu (2).

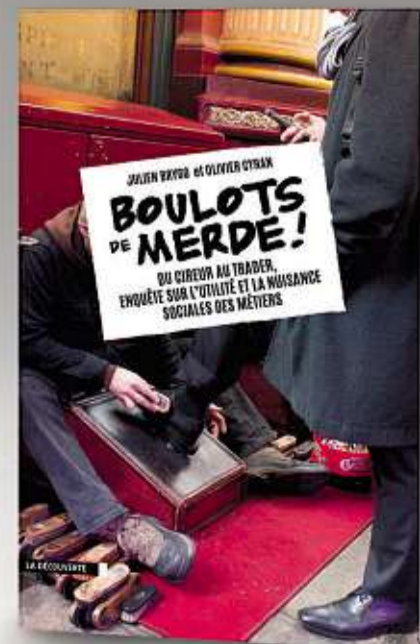
Mais le plus stupéfiant reste à venir. Au lieu de se mobiliser contre une purge thatcherienne à laquelle même les conservateurs britanniques renoncent, certains électeurs de gauche, généreusement relayés par les médias, se préparent à participer ce mois-ci à la primaire de la droite. Au risque de conférer au candidat qui en sortira vainqueur une légitimité supplémentaire quand il appliquera son programme. En 2012, le « vote utile » avait conduit des adversaires du néolibéralisme à choisir M. Hollande dès le premier tour afin de garantir l'échec de M. Nicolas Sarkozy. On connaît le résultat : les grandes orientations du président battu furent confirmées par celui qui s'était fait élire contre lui, et le Front national est devenu le premier parti de France. Cette fois, toujours pour battre M. Sarkozy, il faudrait soutenir un de ses anciens ministres, M. Alain Juppé, qui, incidemment, fut l'artisan il y a trente ans du virage libéral de la droite française (3)... Est-il devenu vraiment trop compliqué de réserver son énergie politique à la défense de ses idées ?

(1) Nicolas Baverez, « Le virage antilibéral de Theresa May », *Le Figaro*, Paris, 17 octobre 2016.

(2) 56 % d'hostilité à la suppression des trente-cinq heures, 64 % au recul de l'âge de la retraite, 67 % à la suppression de l'impôt sur la fortune (sondage IFOP-Atlantico, 23 mai 2016).

(3) Lire François Denord, « Et la droite française devint libérale », *Le Monde diplomatique*, mars 2008.

Le livre qui donne (vraiment)
envie de se lever le matin



Éditions
La Découverte

240 pages, 18,50 euros
ePub disponible



★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

Afrique CFA : 2 400 F CFA, Algérie : 250 DA, Allemagne : 5,50 €, Antilles-Guyane : 5,50 €, Autriche : 5,50 €, Belgique : 5,40 €, Canada : 7,50 \$, Espagne : 5,50 €, États-Unis : 7,50 \$, Grande-Bretagne : 4,50 £, Grèce : 5,50 €, Hongrie : 1835 HUF, Irlande : 5,50 €, Italie : 5,50 €, Luxembourg : 5,40 €, Maroc : 35 DH, Pays-Bas : 5,50 €, Portugal (cont.) : 5,50 €, Réunion : 5,50 €, Suisse : 7,80 CHF, TOM : 780 CFP, Tunisie : 5,90 DT.

AU-DELÀ D'UN MOT CREUX

« **INDÉPENDANCE** » : il est périlleux de commencer un article sur la presse, et à plus forte raison un appel, par ce mot. C'est courir le risque que nul n'en achève la lecture tant le terme semble dorénavant réservé à l'aigrefin qui veut distraire l'attention de son interlocuteur afin de lui dérober son bien. D'ailleurs, l'actualité ne manque pas de nous rappeler que les médias indépendants relèvent d'une espèce en voie d'extinction.

Indépendants du pouvoir du capital ? Examinons ce qui se joue à i-Télé. Au départ, cette chaîne d'information continue n'était ni plus soumise ni plus nocive qu'une autre. Juxtaposition haletante et abrutissante de spots publicitaires, de faits divers plus ou moins secondaires et d'émissions de commérages confiées à des histrions surjouant l'indignation, la « polémique » constituait son fonds de commerce. Soudain, le propriétaire de la chaîne, M. Vincent Bolloré, principal actionnaire du groupe Vivendi, décide d'imposer à l'antenne un de ses vieux amis, un animateur graveleux tout juste mis en examen pour corruption de mineur aggravée. En général, la protestation des journalistes se résume au vote d'une motion de défiance à laquelle les propriétaires n'attachent aucune importance (1). Cette fois, la quasi-totalité de la rédaction d'i-Télé se met en grève.

Afin que l'épisode soit plus édifiant encore, M. Bolloré décide également de rapatrier dans les locaux d'i-Télé les salariés de son quotidien gratuit, *Direct Matin*, l'un des journaux les plus déconsidérés de la presse française, surtout connu à vrai dire pour ses « articles » célébrant les entreprises du groupe Bolloré et les chefs d'État africains leur ayant un jour concédé un contrat de travaux publics. On ne sait pas dans quel état la chaîne sortira de cette épreuve, mais le mépris de M. Bolloré pour les journalistes étant notoire, c'est surtout l'avis des annonceurs qui risque de déterminer son choix. Or, redoutant la dégradation de leur image s'ils continuent d'associer leur marque à l'animateur graveleux mis en examen, la plu-



part d'entre eux ont décidé de fuir son émission. M. Bolloré ne peut l'ignorer : le patron de Canal Plus et d'i-Télé est également... actionnaire décisionnaire d'Havas, premier groupe publicitaire de France.

Un problème de surpuissance capitaliste se nicherait-il derrière cette affaire ? Pas pour M. Nicolas Sarkozy, vieil ami de M. Bolloré : « *S'agissant de nos groupes de communication, débarrassons-nous d'abord d'une idée particulièrement fautive, celle de la prétendue trop grande concentration. C'est tout le contraire. Nos groupes sont trop disséminés, trop petits, pas assez internationaux. (...) Il faudra donc complètement revoir les règles propres à ce secteur, en encourageant au lieu de dissuader la constitution de grandes entreprises de communication multimédia* (2). » Même si un tel engagement est au moins aussi capital que celui d'interdire le burkini sur les plages, il a été infiniment moins commenté.

Indépendance de la presse vis-à-vis du pouvoir politique ? Chacun savait que M. François Hollande adore la compagnie des journalistes (soixante-dix d'entre eux recevraient ses textos...). On ignorait toutefois qu'elle était devenue son oxygène. La publication rapprochée de trois ouvrages d'entretiens avec le chef de l'État révèle qu'il a reçu leurs cinq auteurs, longuement, plus d'une centaine de fois,

leur laissant entendre ses conversations téléphoniques avec des chefs de gouvernement étrangers, leur donnant accès aux notes diplomatiques prises par un conseiller de l'Élysée, se rendant parfois à leur domicile pour s'épancher davantage. On en est au point, en France, où le directeur de *Libération*, Laurent Joffrin, un vieux compère de M. Hollande, est suspecté de collaborer à la rédaction de certains de ses discours, sans que cela l'empêche ensuite de les commenter un peu partout.

Quand il ne dévoile pas des secrets d'État à un journaliste, M. Hollande se déploie à l'Élysée pour y décorer un patron de presse. Jean Daniel, le fondateur du *Nouvel Observateur*, a ainsi été fait grand officier de la Légion d'honneur en 2013. Tout comme, deux ans plus tard, M. Pierre Bergé, coactionnaire majoritaire du groupe Le Monde et président du conseil de surveillance du *Nouvel Observateur* (devenu *L'Obs* en 2014). Le mois dernier, même traitement de faveur, mais à un grade inférieur (commandeur), pour Jacques Julliard, à la fois éditorialiste à *Marianne* et chroniqueur au *Figaro* après avoir sévi lui aussi, pendant quarante ans, au *Nouvel Observateur*. L'effondrement de l'influence de ces journaux (*Libération* vend en kiosques moins de vingt mille exemplaires par jour...) suggère assez la vanité d'une telle entreprise de séduction, surtout quand elle a pour destinataires des propagandistes déjà chevronnés.

Ne pas subir les oukases d'un milliardaire, ne pas dépendre de ses budgets publicitaires, ne pas entretenir de rapports de connivence avec les plus hautes autorités de l'État : ces trois libertés ressemblent à une définition de l'indépendance. Nous en disposons, grâce à vous.

S. H.

(1) Les journalistes Nicolas Demorand et Laurent Joffrin à *Libération*, Christophe Barbier à *L'Express*, Matthieu Croissant à *L'Obs* ou, grâce à l'appui des actionnaires, survécu au désaveu public massif des rédactions qu'ils dirigeaient.

(2) Nicolas Sarkozy, *Tout pour la France*, Plon, Paris, 2016.

COURRIER DES LECTEURS

Filière bois

L'enquête de Guillaume Pitron « *Braderie forestière au pays de Colbert* » (octobre 2016) a incité plusieurs correspondants à faire part de leur expérience, comme M. Guido Peeters, architecte de Haute-Savoie :

Un volet n'a pas assez été évoqué dans l'article : la phase du bûcheronnage précédant l'arrivée en scierie. Il est évident que la coupe en montagne, à cause des pentes, est plus coûteuse qu'en plaine, ce qui peut expliquer la fermeture des scieries.

Dans ma région, le revendeur de bois auprès duquel je m'approvisionne pour les travaux d'aménagement de notre maison ne reçoit que des camions venant de Pologne, de Finlande ou de Bulgarie. D'un côté on exporte vers la Chine, de l'autre on importe des pays de l'Est et du Nord !

Petit propriétaire dans les Vosges, M. Jean-Marc Waris précise que la comparaison avec l'Europe du Nord ne peut pas être complète, car la France compte peu de résineux (hors les Landes) : « *En forêt feuillue, la sylviculture est fondée sur la régénération naturelle accompagnée.* » Il apporte lui aussi un témoignage direct :

Nous avons exploité un peu plus de 200 mètres cubes de hêtre l'hiver dernier. Je les destinai prioritairement à la scierie installée dans la même commune que la parcelle de bois concernée. Cet industriel dit et répète, comme tous ses confrères, qu'il a du mal à s'approvisionner en matière première. Sur le lot de 200 mètres cubes que je lui ai proposé, il a pris 36 mètres cubes. Le reste m'est resté sur les bras et j'ai dû le brader en bois d'industrie à une papeterie belge.

Autrefois, un scieur achetait du bois sur pied par coupes entières. Il cherchait un utilisateur final par essence et par qualité. Les bois les plus nobles étaient destinés au tranchage, à la merranderie, à l'ébénisterie, les autres au parquet, à l'emballage, etc. Seuls les bois aux sections les plus petites étaient orientés vers l'industrie du papier et du panneau. Aujourd'hui, ce scieur cherche une seule qualité de bois et laisse le propriétaire se débrouiller avec le reste. Or la forêt reste un milieu naturel dont les produits sont obtenus au terme d'un temps long et d'une sylviculture adaptée. Les forestiers ne savent pas encore produire la seule qualité qui sera demandée par l'industrie... dans cent cinquante ans. Une coupe dans un peuplement produit nécessairement plusieurs qualités de bois. Si les industriels ne trouvent pas de bois, il faut qu'ils s'interrogent aussi sur leur politique d'approvisionnement.

Libre-échange

En complément de l'article de Serge Halimi « *Les États-Unis tentés par le risque* » (octobre 2016), M. Marc Jachym revient sur la position des démocrates sur le libre-échange :

Il est à noter que le rejet des traités de libre-échange affichés par la candidate Hillary Clinton est une chose toute récente chez elle, et c'est bien le succès de la campagne « socialiste » de son rival Bernie Sanders qui l'a poussée à adopter une telle

position, plus que le succès encore plus éclatant de Donald Trump sur ce même thème.

Comme secrétaire d'État, elle avait participé activement à la promotion de l'accord TPP [Trans-Pacific Partnership, partenariat transpacifique] avec une douzaine de pays d'Asie-Pacifique. Et c'est maintenant au sein du Parti démocrate qu'il risque d'y avoir des déchirements. M. Barack Obama pousse très activement en direction de la ratification de l'accord par le Congrès, qui aurait lieu lors d'une ultime session en novembre 2016, le nouveau président étant déjà élu mais pas encore entré en fonctions. Il en a fait un axe majeur de sa stratégie pour contrer le géant chinois en expansion continue, économique et militaire. Le vrai risque pour les États-Unis se situe bien, actuellement, en mer de Chine du Sud. Certains analystes parlent même du « piège de Thucydide », quand le développement de la puissance athénienne face à Sparte avait conduit à la guerre du Péloponnèse.

Vous souhaitez réagir à l'un de nos articles :

Courrier des lecteurs, 1, av. Stephen-Pichon 75013 Paris ou courrier@monde-diplomatique.fr

RECTIFICATIFS

Évoquée dans l'article « *De l'art d'ignorer le peuple* » (octobre), l'œuvre d'Ambrogio Lorenzetti *L'Effet du bon et du mauvais gouvernement* n'est pas un tableau mais une fresque réalisée sur trois murs de la salle de la Paix au Palazzo Pubblico de Sienne.

La holding royale du Maroc ne détient pas de parts dans la société Addoha, comme nous l'écrivions dans l'article « *Le Maroc pétrifié par son roi* » (octobre).

Contrairement à ce qu'indiquait l'article « *Les vengeurs masqués de la rue mexicaine* » (octobre), Aztlán n'est pas le dieu de l'inframonde, mais désigne en langue nahuatl la mystérieuse cité mythique à partir de laquelle les Mexicas (Aztéques) auraient commencé leur migration vers le centre du Mexique. Le seigneur de l'inframonde porte le nom de Mictlantecuhtli.

Edité par la SA Le Monde diplomatique.

Actionnaires : Société éditrice du Monde, Association Gunter Holzmann, Les Amis du Monde diplomatique
1, avenue Stephen-Pichon, 75013 Paris
Tél. : 01-53-94-96-01. Télécopieur : 01-53-94-96-26
Courriel : secretariat@monde-diplomatique.fr
Site Internet : www.monde-diplomatique.fr

Directoire : Serge HALIMI, président, directeur de la publication
Autres membres : Vincent CARON, Bruno LOMBARD, Pierre RIMBERT, Anne-Cécile ROBERT
Directrice des relations et des éditions internationales : Anne-Cécile ROBERT
Secrétaire générale : Anne CALLAIT-CHAVANEL

Directeur de la rédaction : Serge HALIMI
Rédacteur en chef : Philippe DESCAMPS
Rédacteurs en chef adjoints : Benoît BRÉVILLE, Martine BULARD, Renaud LAMBERT
Cheffe d'édition : Mona CHOLLET
Rédaction : Evelyne PIEILLER, Hélène RICHARD, Pierre RIMBERT, Anne-Cécile ROBERT
Site Internet : Guillaume BAROU, Thibault HENNETON
Conception artistique : Maria IERARDI, Boris SÉMÉNIKO (avec la collaboration de Delphine LACROIX pour l'iconographie)
Rédacteur documentaliste : Olivier PIRONET
Mise en pages et photogravure : Jérôme GRILLIÈRE, Patrick PUECH-WILHEM
Correction : Xavier MONTHÉARD, Nicole THIRON

Directeur de la gestion : Bruno LOMBARD
Directeur commercial, chargé de la diffusion numérique : Vincent CARON
Contrôle de gestion : Zaïa SAHALI
Secrétariat : Yuliya DAROUKA (9621), Sophie DURAND-NGO, attachée communication et développement (9674), Eleonora FALETTI (9601)
Courriel : prenom.nom@monde-diplomatique.fr
Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY, Anciens directeurs : François HONTI, Claude JULIEN, Ignacio RAMONET
Publicité : Brigitte ANTOINE (01-57-28-39-29)

Diffusion, mercatique : Brigitte BILLIARD, Sophie GERBAUD, Carole MERCERON, Marie-Dominique RENAUD
Relations marchands de journaux (numéro vert) : 0805-050-147

Service relations abonnés

• Depuis la France : 03-21-13-04-32 (non surtaxé) www.monde-diplomatique.fr
• Depuis l'étranger : (33) 3-21-13-04-32

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

© ADAGR, Paris, 2016, pour les œuvres de ses adhérents

Prix de l'abonnement annuel à l'édition imprimée : France métropolitaine : 59 €
Autres destinations : www.monde-diplomatique.fr/abo

Soutenez « Le Monde diplomatique »

Je fais un don de _____ € au profit exclusif de **MONDE diplomatique**

Et je libelle mon chèque à l'ordre de : Presse et pluralisme / Opération *Le Monde diplomatique*

Je précise mes coordonnées

(afin que Presse et pluralisme puisse émettre le reçu fiscal qui me permettra de bénéficier de la réduction d'impôt* sur le revenu 2016, acquitté en 2017)

Les informations recueillies sont indispensables au traitement de votre don. Elles sont enregistrées dans le respect de la loi informatique et libertés. Vous bénéficiez, sur simple justification de votre identité, d'un droit d'accès et de rectification sur toutes ces informations.

* Les dons aux journaux ouvrent droit à une réduction d'impôt égale à 66 % du montant versé, dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi, lorsque vous versez 100 euros au « Diplo », vous déduisez 66 euros de votre impôt ; il ne vous en coûte donc que 34 euros.

Plus rapide, par Internet : www.monde-diplomatique.fr/dons

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Courriel _____

Téléphone _____

Coupon à compléter et à retourner, accompagné de votre chèque, exclusivement à : Presse et pluralisme, TSA 32649, 91764 Palaiseau Cedex

Informez-vous, abonnez-vous

... et contribuez à l'indépendance du Monde diplomatique

2 ans - 24 numéros pour 109 €

1 an - 12 numéros pour 59 €

Coordonnées : RMDMN1600PBA011

M. M^{me}

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____

Ville _____

Courriel _____

J'accepte de recevoir des offres du Monde diplomatique : Oui Non

J'accepte de recevoir des offres des partenaires du Monde diplomatique : Oui Non

À renvoyer, accompagné de votre règlement, à l'adresse suivante :

Le Monde diplomatique, service abonnements, A 2300, 62066 Arras Cedex 9
Tél. : 03-21-13-04-32 (numéro non surtaxé)

Règlement : Chèque bancaire à l'ordre du Monde diplomatique SA

Carte bancaire

Numéro de carte bancaire _____

Expire fin _____

Notez les trois derniers chiffres du numéro inscrit au dos de votre carte _____

Date et signature obligatoires →

Offre réservée à la France métropolitaine, valable jusqu'au 30/06/2017, pour l'étranger merci de nous consulter. En application de la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations vous concernant (s'adresser au service des abonnements). Ces informations peuvent être exploitées par des sociétés partenaires du Monde diplomatique. Si vous ne souhaitez pas recevoir de propositions de ces sociétés, merci de cocher la case ci-contre



Le mensuel en version imprimée directement dans votre boîte aux lettres

+ Accès offert à la version numérique et aux 24 derniers numéros

+ NOUVEAU : les articles en version audio lus par des professionnels (podcast)

Plus simple et plus rapide : retrouvez cette offre sur www.monde-diplomatique.fr/abo

RECOMPOSITION DU PAYSAGE POLITIQUE EN EUROPE

Crépuscule de l'« extrême centre »

Le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) a décidé le 23 octobre de laisser le conservateur Mariano Rajoy former un gouvernement. La décision met fin à dix mois de blocage institutionnel. Elle donne également corps à la « caste » que dénonce la formation Podemos : un camp politique soucieux de préserver le statu quo, alors que la critique du système s'intensifie dans la population.

PAR MIGUEL URBÁN *

LA POLITIQUE européenne traverse une période de polarisations. Ce processus n'est pas né par hasard. Il répond à la radicalisation du projet néolibéral après la crise financière de 2008 : augmentation brutale des inégalités, accélération de la destruction de l'État-providence, expulsion de millions de travailleurs de ce qui leur donnait jusqu'ici accès à la pleine citoyenneté – l'emploi... Une série de bouleversements économiques et sociaux ont bousculé les fidélités partisanes, renversé les consensus d'antan et conduit à des glissements tectoniques dont nul ne saurait prédire l'aboutissement.

Pourquoi parler de polarisations, au pluriel ? Parce que, même si elles résultent le plus souvent de phénomènes liés aux politiques européennes (l'austérité, le problème des réfugiés, etc.), celles-ci se traduisent par des affrontements structurés sur le plan national et varient d'un pays à l'autre.

Ces polarisations ne délimitent pas des champs aussi opposés que les bornes d'une pile électrique. Certains voisinages peuvent même surprendre, comme sur la question de la sortie de l'Union européenne. Ici, l'opposition « gauche-droite » nous éclaire moins qu'une autre, structurée autour de la question de la souveraineté nationale. Parmi les partisans de la sortie, on trouve une partie de l'extrême droite aux côtés de certains secteurs de la gauche radicale. Côté « européiste », la chancelière allemande Angela Merkel et l'un de ses principaux adversaires de l'année 2015, le premier ministre grec Alexis Tsipras. Tous deux s'entendent pour subordonner l'indépendance nationale à la consolidation de l'Union – même si l'effort coûte moins à la première, dont le pays joue le rôle de boussole pour Bruxelles. En dépit de leur proximité stratégique, ces étonnants compagnons

Un imaginaire de la pénurie

EN GRÈCE, par exemple, la crise de la social-démocratie s'est traduite par de longs mois de lutte contre des gouvernements d'« extrême centre » soumis à la « troïka » (Banque centrale, Commission européenne et Fonds monétaire international). Cette lutte s'est soldée par la victoire de Syriza aux élections législatives de janvier 2015 et par la marginalisation du parti socialiste grec, le Pasok. Mais, dans sa confrontation avec les institutions européennes, Syriza a refusé d'envisager la moindre perspective de rupture. L'échec de cette stratégie réformiste l'a conduit à se transformer en équivalent fonctionnel de son adversaire social-libéral d'hier... En Autriche, au contraire, le vote protestataire a profité à la formation d'extrême droite Freiheitliche Partei Österreichs (Parti de la liberté, FPÖ).

La crise des réfugiés structure un autre axe de polarisation. Pour l'heure, la réponse de la plupart des dirigeants européens a été la fermeture des frontières – une autre conséquence de l'austérité. Car, bien au-delà des coupes budgétaires et des privatisations, celle-ci impose ce que l'économiste Isidro López a qualifié d'« imaginaire de la pénurie », l'idée qu'« il n'y en aura pas pour tout le monde » (3). Organisant l'opposition entre identité nationale et citoyenneté, cet

de route ne partagent toutefois aucune ambition politique...

L'enclassement de polarisations multiformes caractérise la période de recomposition des camps que nous connaissons. Les antagonismes se déplacent : ils s'expriment souvent par le biais de séismes électoraux qui effraient les élites – le vote en faveur du « Brexit », la victoire de Syriza en Grèce, les scores obtenus par Podemos en Espagne, etc. – mais qui affectent finalement très peu la vie quotidienne des peuples. Nous n'en sommes toutefois qu'aux prémices d'une reconfiguration politique, économique et culturelle à l'échelle du continent...

D'importantes mutations s'observent déjà. L'intellectuel Stuart Hall a défini la politique menée par la première ministre britannique Margaret Thatcher dans les années 1980 comme un « populisme autoritaire », conçu pour répondre à l'affaiblissement de la social-démocratie keynésienne d'après-guerre. Opérant la fusion de l'argent et du pouvoir, cette révolution conservatrice a connu sa principale victoire avec l'apparition de la « troisième voie » travailliste, incarnée par M. Anthony Blair (1). Interrogée sur sa plus grande réussite, la Dame de fer n'avait-elle pas répondu : « Tony Blair et le New Labour (2) » ? Cette mutation de la social-démocratie en social-libéralisme a produit ce que l'intellectuel britannique Tariq Ali appelle l'« extrême centre », qui réunit la gauche proentrepreneurielle et la droite pro-patronale au service des « 1 % », l'élite oligarchique des plus riches. Ce camp connaît aujourd'hui une crise qui renforce des organisations jusque-là cantonnées aux marges. Dans la plupart des cas, le phénomène a conduit à un déplacement du champ politique vers la droite. Mais pas toujours.

axe de polarisation profite aux classes dominantes, dont la responsabilité s'efface derrière la mise en accusation des plus fragiles : les migrants, les étrangers ou, tout simplement, les « autres ».

Elle aussi contradictoire, la campagne autour du « Brexit » a montré que le manque de solution politique crédible à l'échelle européenne laissait le champ libre à la peur, à la xénophobie, au repli identitaire, à l'égoïsme et à la recherche de boucs émissaires. La campagne s'est organisée autour de diverses préoccupations populaires, dont celle liée à la dégradation de la démocratie. Certaines formations, pas toujours de gauche, comme le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP), se sont emparées de cette inquiétude, prenant dans leurs discours la défense du peuple contre les élites, de « ceux d'en bas » contre « ceux d'en haut ». Et elles ont convaincu. La nouvelle première ministre britannique Theresa May a fait de même récemment.

Le Mouvement 5 étoiles, en Italie, offre l'une des expressions les plus éclatantes de ce vote de protestation. La formation de M. Giuseppe (« Beppe ») Grillo résulte d'une double dénonciation : celle de la montée en puissance d'un populisme autoritaire incarné par le berlusconisme et celle d'une gauche en décomposition à la suite de son soutien au gouvernement de M. Romano Prodi. Mais dénoncer revient à se définir en négatif : reste la



ALBERTO MAGNELLI. – « Opposition n°1 », 1945

question de l'identification du projet que l'on souhaite porter.

Certes, le flou peut s'avérer fertile. Quel était, en Espagne, le 15 mai 2011 et les jours qui suivirent, le cri du mouvement d'occupation des places (le 15-M) ? « Ils ne nous représentent pas ! », une dénonciation du choc austéritaire imposé par le gouvernement et de la corruption de la classe politique. Ce cocktail explosif a brisé les consensus sociaux sur lesquels reposait la légitimité du régime né de la Constitution de 1978 (4). Pas de projet : un rejet.

Le cas espagnol éclaire fort bien le phénomène qui nous intéresse ici. Tout d'abord dans la mesure où le pays a servi de laboratoire à la mise en œuvre des mesures d'austérité exigées par l'Union européenne. En second lieu, parce que le pays avait connu l'émergence d'un imaginaire consacrant l'endettement comme mode de vie. L'éclatement de la bulle immobilière a révélé les illusions d'une telle vision et introduit une dissonance dans l'environnement culturel qui alimentait les rêves de prospérité des classes moyennes propriétaires. Conséquence ? Une désaffection à l'égard du monde politique sensible à celle qui s'exprime dans toute l'Europe et qui bascule de tel ou tel côté de l'échiquier en fonction de l'existence – ou non – de luttes sociales animées par des organisations populaires.

Dans un tel contexte, l'irruption de Podemos, en 2014, représente un pas de plus dans cette distanciation des populations vis-à-vis des élites. Elle s'inscrit dans la foulée du 15-M, des élans de solidarité avec la Plate-forme des victimes des hypothèques (PAH) ou des « marées », ces mouvements sociaux identifiés par la couleur vestimentaire adoptée lors des manifestations : blanc pour la santé, vert pour l'éducation, rouge pour la science, bleu pour la défense de l'eau, noir pour la défense des conditions de travail des fonctionnaires et contre les coupes budgétaires, violet pour les droits des femmes...

Il serait toutefois prématuré de proclamer le trépas des partis de l'« extrême centre », à tout le moins en Espagne. D'ailleurs, notre formation n'est pas parvenue (bien qu'il s'en soit fallu de peu) à dépasser le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) lors des dernières élections générales (5). Depuis décembre 2015, le pays n'a toujours pas réussi à se doter d'un gouvernement, et il a dû

organiser de nouvelles élections en juin 2016 – une première dans son histoire récente. On ne saurait comprendre cette instabilité sans prendre en compte ce climat de polarisations, dans la rue comme au Parlement. La capacité des élites (et des appareils) à se réorganiser demeure colossale, tandis que les difficultés à constituer un bloc social affichant un projet de rupture demeurent. Reste que, peu à peu, de nouvelles façons de voir le monde et de nouvelles forces sociales se construisent.

Dans ce contexte de polarisations, la lutte pour la construction d'une majorité sociale ne se mène pas au centre de l'échiquier politique, mais sur ses côtés : là où s'organise la lutte entre peuple et élites comprise dans son sens le plus strict d'antagonisme de classe. Née pour freiner la saignée qui prive la population de droits conquis de haute lutte, cette confrontation offre une occasion stratégique : celle d'en conquérir de nouveaux et d'inventer des formes démocratiques inédites.

En deux ans, des milliers de personnes sont passées par les cercles de Podemos. Mais, si toutes ont voté pour ce parti lors

des divers scrutins, la plupart n'ont pas participé de manière régulière à la vie de ses structures de base. Podemos a su donner corps à une politique « de l'exceptionnel », parvenant à mobiliser des millions de personnes lors d'événements ponctuels, mais s'est montré moins habile à proposer une politique « du quotidien », à créer une communauté, des solidarités, des réseaux de soutien mutuel susceptibles de renforcer la résistance et les luttes. Nul doute qu'il ne parviendra pas seul à « territorialiser la politique ». Il lui faudra travailler avec d'autres acteurs pour tisser des liens dans tous les espaces de la vie sociale et générer des institutions de classe autonomes, capables de résister aux assauts des néo-libéraux. Il s'agit là de l'un des principaux défis pour la prochaine période, si nous souhaitons éviter deux écueils : rester dans les mémoires comme un parti-éclair, mort aussi vite qu'il était né ; ou nous transformer en une formation de plus, à l'image des autres. Le mouvement du 15 M a ouvert le cycle politique qui a rendu possible l'émergence de Podemos, mais le passage à la nouvelle étape de la vie du parti requiert un retour de la mobilisation sociale et une intensification du phénomène de polarisations. Alors s'ouvrira la voie du changement, interdisant la restauration du régime actuel.

« Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître, et dans ce clair-obscur surgissent les monstres », écrivait l'intellectuel sarde Antonio Gramsci en une formule souvent citée en ce moment. Dans le camp antisystème, deux pôles se forment : l'un pro-meu la xénophobie, l'autre, la lutte des classes. Les monstres surgissent quand le champ de bataille politique se structure autour des questions d'identité ou d'appartenance nationale plutôt que de démocratie et de justice sociale.

(1) Lire Keith Dixon, « Dans les soutes du "blairisme" », *Le Monde diplomatique*, janvier 2000.

(2) Conor Burns, « Margaret Thatcher's greatest achievement: New Labour », 11 avril 2008, <http://conservativehome.blogspot.com>

(3) Isidro López, « Seis tesis sobre la Unión Europea », *La Circular*, 2 juin 2016, www.lacircular.info

(4) Lire Renaud Lambert, « Podemos, le parti qui bouscule l'Espagne », *Le Monde diplomatique*, janvier 2015.

(5) 20,68 % des voix pour Podemos contre 22 % pour le PSOE lors du scrutin du 20 décembre 2015 ; puis respectivement 21,10 % et 22,66 % lors du scrutin du 26 juin 2016.

Pour une France moins à l'Ouest
... et plus proche de l'Équateur !

ON REVIENT DE LOIN
OPÉRATION CORREA 2

UN FILM DE
PIERRE CARLES
& NINA FAURE

ACTUELLEMENT AU CINÉMA !

Espace St Michel - Paris

Kosmos - Fontenay-Sous-Bois

Méliès - Montreuil

Méliès - Villeneuve d'Ascq

Colisée - Colmar

Colisée - Montbéliard

Eldorado - Dijon

Studio - Brest

Concorde - Nantes

Rio - Clermont-Ferrand

Ciné Duchère - Lyon

Club - Grenoble

American Cosmograph - Toulouse

Diagonal - Montpellier

Sémaphore - Nîmes

Castillet - Perpignan

Utopia - Bordeaux ...

Plus d'informations sur :
www.filmsdesdeuxrives.com

* Cofondateur du parti espagnol Podemos, député européen.

LES ÉTRANGES AFFAIRES D'AREVA EN AFRIQUE

Aux sources du scandale UraMin

Championne mondiale du nucléaire, Areva peine à sortir de la tourmente. Aux inquiétudes sur l'avenir de la filière depuis l'accident de Fukushima s'ajoutent les retards des réacteurs de troisième génération en Finlande et à Flamanville. Mais, surtout, l'entreprise publique française est mise en cause pour des investissements suspects dans trois gisements d'uranium africains.

UNE ENQUÊTE
DE JUAN BRANCO *

C'EST UNE FINE RIVIÈRE rouge sang qui traverse un empire de verdure. Cent trente-quatre kilomètres de piste oubliés de la modernité et du monde. Tracée en toute hâte il y a cinq ans par d'immenses machines, la route en latérite brûlante relie Bangassou à Bakouma, en République centrafricaine. Elle devait apporter la prospérité à tout le pays – l'un des plus pauvres du monde –, la fortune à ses travailleurs, et de l'énergie pour un siècle à la France. On lui avait promis qu'elle deviendrait l'aorte d'un Nouveau Monde, conçu en toute hâte entre l'Afrique du Sud, Toronto, Paris et les îles Vierges. Aujourd'hui dévorée par une végétation féroce et insatiable, criblée de crevasses, colonisée par les papillons et les fourmis rouges, elle ne nourrit plus que le silence – et l'un des plus grands scandales industriels du siècle naissant.

On accède à Bakouma depuis Bangui, la capitale. Après deux jours de voyage au milieu de la misère et des groupes armés, il faut encore passer quelques heures sur une motocyclette sujette aux pannes. Une chaussée toujours plus étroite, les branches, l'humidité et un soleil de plomb forcent en définitive à mettre pied à terre pour traverser les derniers fleuves, rivières et ruisseaux qui nourrissent la forêt vierge de la préfecture de Bangassou. Enfin apparaît un ensemble de cases faites de la même terre que le sol, aux toits couverts de branches sèches et aux intérieurs garnis de lits sans matelas. Un lieu sans odeur ni couleur particulière, que le soleil habite de 6 heures du matin à 6 heures du soir toute l'année; un lieu dont l'autarcie est régulièrement rompue par un flot d'étranges pèlerins arrivant les yeux pleins de lucre et repartant toujours asséchés, repoussés par le poison doré qu'ils recherchaient. Un lieu encerclé par un minerai qui avait promis à l'Occident l'éternité et qui prend chaque jour un peu plus la forme de son ultime malédiction : l'uranium. Ces cases abritent les secrets de l'effondrement du plus grand groupe nucléaire du monde : Areva.

Huit millions de dollars versés au Trésor centrafricain

En 2007, le groupe français avait racheté l'entreprise UraMin, détentrice depuis l'année précédente des droits miniers de Bakouma (voir la chronologie). La « découverte » (lire l'encadré ci-contre) d'immenses gisements d'uranium dans l'est de la Centrafrique avait suscité de tels espoirs que le général François Bozizé, qui présidait alors aux destinées du pays, exigea d'Areva la construction d'une centrale nucléaire près d'un village où n'étaient encore arrivés ni l'eau potable, ni l'électricité, ni le téléphone. Les dirigeants du groupe préférèrent montrer les plans d'écoles, de stades et d'hôpitaux qu'ils s'approprièrent – disaient-ils – à construire dans la région pour un montant qui aurait dû atteindre le milliard d'euros.

Assorti d'importants bonus financiers, l'accord signé le 10 août 2008 permit le décaissement un mois plus tard de 8 millions de dollars versés au Trésor centrafricain, en provenance des fonds spéciaux de l'entreprise française. Les voitures, avions et engins de construction géants envahirent peu après une capitale habituée au rythme précautionneux et engourdi des trafiquants de diamants. Un peu plus de cent employés furent recrutés à travers le pays, l'université de Bangui fut mobilisée pour former des géologues et des topographes. Le « général » lui-même se rendit en mars 2011 dans le petit village de Bakouma pour annoncer l'arrivée des temps glorieux.

L'étrange rêve qu'avait fait naître Areva a rapidement pris l'allure d'un des cauchemars habituels de la mondialisation. À Bakouma, les premiers salaires frôlaient à peine les 70 euros par

mois, pour des journées de treize heures, sept jours par semaine, « sans pause déjeuner », précise M. Sylvain Nguéké, un ancien foreur : « Nous n'avions droit qu'à un jour de repos toutes les deux semaines, passé sur le site minier lui-même, sous une chaleur intense et soumis à ces rayonnements radioactifs permanents. » Le cadre centrafricain le mieux rémunéré, le directeur adjoint du site, touchait « 700 000 francs CFA [environ 1 050 euros] par mois », indique un autre ancien membre du personnel, qui lutte depuis trois ans à Bangui pour obtenir des indemnités de licenciement.

Huit ans et une guerre civile plus tard, M. Bozizé est parti en exil, le gisement de Bakouma a été abandonné, l'espérance de vie ne dépasse toujours pas 50 ans dans le pays et le produit intérieur brut par habitant, 350 dollars. Les routes, les hôpitaux et les écoles promis n'ont jamais été construits. Le ventre gonflé, des dizaines d'enfants souffrant de malnutrition sévère hantent les cases en terre cuite d'un village qui n'avait jamais connu la faim et qui vient de perdre son dernier médecin. L'électricité, l'eau potable et le réseau téléphonique, qui y avaient brièvement fait leur apparition, ont complètement disparu.

Le basculement est intervenu en 2012, à la veille de l'élection présidentielle française. Comme tous les premiers dimanches du mois, après avoir pris une avionnette pour parcourir les huit cents kilomètres qui séparent Bakouma de la capitale du pays, M. Gianfranco Tantarini, dit « le géant », se rend à la messe de la paroisse. Ancien officier de marine italien naturalisé français, ce colosse au crâne rasé d'une cinquantaine d'années, qui fume cigarette sur cigarette, a commandé entre 2002 et 2004 un sous-marin nucléaire d'attaque. Il entre dans l'église financée par l'Opus Dei espagnol, s'installe sur une banquette en bois sans dossier, entouré de ses ouvriers et de leurs familles, et suit pieusement la cérémonie.

La maire de Bakouma, M^{me} Eugénie Damaris Nakité Voukoulé, se souvient parfaitement de ce grand homme *munzu* – blanc – qui a dirigé en 2011 et 2012 le site minier de son village. Celui-ci employait 133 personnes, dont 127 Centrafriens. Elle se souvient surtout de ce jour où, à l'issue de la messe, M. Tantarini a réuni l'ensemble des personnels du site pour leur annoncer, après un long silence, que Bakouma serait « mis en sommeil ». Peu après le rachat d'UraMin par Areva, ses représentants avaient promis aux employés cinquante ans de travail, et leur avaient fait signer des contrats qui prévoyaient augmentations et primes régulières.

« Bip, bip, bipbipbip... » Le compteur Geiger crépite. À travers les hautes herbes, les chemises se détrempe et la respiration devient difficile. 35, 36, 37... 40 degrés. Le camp minier de Bakouma ressemble au no man's land de *Stalker*, le film



d'Andreï Tarkovski : un espace maudit où verdure, ruines et rouille se mêlent en un amas de moins en moins différencié. Quarante ans d'expéditions faillies et de relations franco-africaines se concentrent dans cette immense cuvette radioactive où une épaisse couche de boue et de feuillages a déjà recouvert les constructions abandonnées il y a moins de quatre ans. À terre gisent des centaines de boîtes en plastique qui ont servi au stockage d'échantillons de minerai, tandis que, quelques mètres plus loin, des sacs hermétiques en aluminium jonchent le sol. Utilisés pour transporter des morceaux de minerai radioactifs, ils n'ont jamais été évacués par Areva et sont aujourd'hui tous éventrés : « Les Peuls les ont probablement confondus avec des sachets d'alimentation », nous dit un ancien foreur ayant travaillé sur place.

Des opérations aussi délicates et essentielles que l'enfouissement des déchets radioactifs, la décontamination des infrastructures et la sécurisation d'un site qui pourrait se révéler fatal pour les populations environnantes n'ont jamais été menées. En violation des règles les plus élémentaires, aucun panneau d'avertissement, aucune barrière n'en interdit l'accès. Lorsqu'on s'aventure sur le principal gisement, les rayonnements sont omniprésents. Au-dessus de déchets radioactifs abandonnés tels quels au milieu des champs, entre une petite plantation de maïs et un troupeau de zébus, les doses mesurées représentent quarante fois l'irradiation naturelle de la région (1) et dix-sept fois les doses maximales autorisées en France pour les employés du nucléaire. Les infrastructures sanitaires ont été complètement démantelées avec le départ des derniers expatriés, et les fichiers médicaux des employés locaux ont disparu. Aucun suivi n'a été mis en place.

À quelques milliers de kilomètres de là, Areva, société anonyme propriété de l'État français, a annoncé en mars 2015 des pertes de 4,8 milliards d'euros et doit engager une restructuration qui impliquera la suppression de six mille emplois. L'État a dû participer à une recapitalisation de 5 milliards d'euros pour restaurer son bilan, tandis que son activité « réacteurs » doit être complètement cédée à EDF d'ici à 2017. Le scandale industriel du siècle et les sommes astronomiques qu'il charrie semblent à des années-lumière de ce petit village centrafricain. Comment comprendre qu'Areva ait dépensé plusieurs milliards d'euros pour l'achat de trois mines

fantômes en Namibie (Trekopje), en Afrique du Sud (Ryst Kuil) et en Centrafrique (Bakouma), avant de les fermer précipitamment sans en avoir tiré un gramme de minerai ? Quatre milliards d'euros de pertes sèches inscrites dans les comptes de l'entreprise publique, soit l'équivalent de vingt années de budget de l'État centrafricain...

Racheté au plus fort de la course à l'uranium

Lorsque M^{me} Voukoulé, qui, à 70 ans passés, travaille encore quotidiennement aux champs, se voit expliquer l'affaire, elle demande à trois reprises qu'on lui répète les montants en jeu. Elle rappelle qu'elle a dû se battre pendant deux ans afin d'obtenir d'Areva 100 000 francs CFA (200 euros) pour le seul investissement qui soit resté dans le village : la rénovation de sa mairie. Les 400 000 euros de dépenses sociales et sanitaires promis, soit moins de 0,5 % de l'argent théoriquement investi dans le site et 0,01 % du coût global de l'opération, ne sont aujourd'hui visibles nulle part. « La seule activité sociale qu'organisait Areva, c'étaient les barbecues du chef du camp avec ses amis expatriés un week-end par mois », lance, amer, un villageois.

Areva présente aujourd'hui sur son site Internet les raisons de son départ de Bakouma de façon lapidaire : « En raison du faible coût de l'uranium depuis Fukushima et de l'insécurité présente dans le pays depuis plusieurs mois, Areva a annoncé en septembre 2012 la suspension de l'exploitation minière de Bakouma, en République centrafricaine. » Ce gisement a en effet été racheté au plus fort de la course à l'uranium. Les prix *spot* – d'achat immédiat – atteignaient alors leur plus haut niveau. Mais ils ne reflétaient pas la réalité d'un marché déterminé essentiellement par les contrats de long terme, dont les variations ont été relativement faibles pendant la période concernée. Le démantèlement du site avait d'ailleurs commencé bien avant l'accident nucléaire de Fukushima, et peu avant que l'entreprise investisse dans d'autres mines, notamment en Mongolie et dans l'immense exploitation de Cigar Lake, au Canada. « En réalité, aucun matériel d'exploitation n'a jamais été amené sur le site, confie un cadre de l'entreprise, sur place à l'époque des faits. Nous sentions dès 2009 que l'exploitation n'aurait jamais lieu. » Soit deux ans avant Fukushima...

L'argument sécuritaire paraît plus faible encore, dans la mesure où la situation ne s'est dégradée sérieusement qu'un an et demi plus tard. La communication d'Areva mentionne une attaque contre le site minier en date du 24 juin 2012. Des habitants de Bakouma racontent avoir vu ce jour-là le chef du camp accompagner des rebelles jusqu'au gisement. « Il leur a dit de "piller" ce qu'ils souhaitent et a demandé au groupe de sécurité Fox de ne pas tirer », raconte un géologue sous couvert d'anonymat. « Quand on parlait de l'attaque avec les gars d'Areva, c'était toujours avec un demi-sourire », ajoute un expatrié soustraitant de l'entreprise en Centrafrique. Fantômes ? Peu avant les faits, M. Tantarini avait en tout cas ordonné l'évacuation de tous les documents sensibles, ainsi que des personnels qualifiés. Car, loin des simples considérations

Une mine connue de longue date

LE GISEMENT de Bakouma apparaît pour la première fois dans les archives de ce qui s'appelle encore la Cogema en 1969. Mais, dès 1949, les géologues français du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) survolent la région et la cartographient avec précision. Il s'agissait de répertorier et de sécuriser au plus vite les gisements uranifères disponibles dans les colonies françaises pour permettre à la métropole d'obtenir la bombe atomique et de retrouver ainsi son rang dans le monde.

Il a pourtant fallu attendre vingt ans de plus, et le développement du nucléaire civil, pour qu'aient lieu les premiers forages. Des télégrammes diplomatiques datant de 1968 montrent que le village de Bakouma fait déjà l'objet d'échanges serrés entre Michel Debré, alors ministre des affaires étrangères, et Jean-Bedel Bokassa, qui n'est pas encore « empereur » de son pays et qui apparaît déjà pour le Quai d'Orsay comme « le problème le plus important » dans ses relations avec l'État africain. La France promet des chemins de fer.

Suivant l'exemple du général de Gaulle, dont Bokassa avait été le dernier visiteur présidentiel, M. Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981) réserve à l'ancienne colonie son premier déplacement, avant d'en faire un véritable camp de vacances, où il chasse l'éléphant plusieurs fois par an et jouit des plus grands égards. Le président François Mitterrand et ses successeurs prendront leurs distances, échaudés par la fameuse affaire des diamants, qui plomba la réélection de M. Giscard d'Estaing. Mais, depuis, aucun chef d'État centrafricain n'a été intronisé ou destitué sans l'intervention de l'ancienne métropole, qui maintient une présence militaire ininterrompue. Depuis l'intervention du 5 décembre 2013, près de 15 000 militaires français se sont succédé au sein de la force « Sangaris », dont la mission devait s'achever fin octobre.

J. B.

* Chercheur en droit international, auteur de *L'Ordre et le monde. Critique de la Cour pénale internationale*, Fayard, Paris, 2016.

(1) Elles atteignent les 3 micro-sieverts par heure (µSv/h), alors qu'elles ne dépassent pas autour du village 0,08 µSv/h.



industrielles ou énergétiques, la mine de Bakouma recouvre un scandale majeur, qui alimente la chronique politico-judiciaire française depuis maintenant trois ans : l'affaire UraMin.

Fondée en 2005 par MM. Stephen Dattels et James Mellon avec 100 000 dollars (91 000 euros) de mise de départ (2), la société UraMin investit rapidement dans trois mines, en Afrique du Sud, en Namibie et en Centrafrique, où elle prospecte intensément pour se doter d'un bilan flatteur. Valorisée à 300 000 dollars en mars 2005 et détenant 150 millions de dollars d'actifs début 2007 – dont moins de 50 millions d'actifs miniers –, UraMin est rachetée par Areva en juin 2007 pour rien de moins que 2,5 milliards de dollars (alors 1,86 milliard d'euros). Cette opération fait étrangement écho au destin qu'ont connu trois autres entreprises de M. Dattels, reprises par de grands groupes d'État pour des sommes tout aussi faramineuses avant de rapidement disparaître des comptes et des radars. Son entreprise principale, Oriol Resources PLC, dont la valorisation s'est accrue elle aussi de 60 % dans les mois ayant précédé son rachat par le groupe russe Mechel, est mentionnée dans les « Panama papers » en tant que copropriétaire d'une entité située dans un paradis fiscal.

Loin d'avoir été échaudée par l'échec d'UraMin, Areva perdra à nouveau plusieurs centaines de millions d'euros, en 2010, lors du rachat des parts de M. Dattels dans Marenica Energy, propriétaire d'une mine jamais exploitée en Namibie, puis dans le rachat par Eramet, alors filiale d'Areva, de la mine de nickel fantôme de Weda Bay, en Indonésie, pour 270 millions de dollars canadiens (198 millions d'euros). Cette dernière, officiellement « mise en sommeil », n'a jamais été exploitée.

Areva, une excroissance de l'État français

Comment expliquer une telle succession de transactions ruineuses ? Selon le *Mail & Guardian* (3) de Johannesburg, Areva aurait racheté UraMin à un prix largement surévalué pour qu'une partie de la transaction permette de verser plusieurs centaines de millions d'euros de commission au clan du président sud-africain d'alors, M. Thabo Mbeki. En échange, Areva espérait gagner un appel d'offres pour plusieurs centrales nucléaires et une usine d'enrichissement de l'uranium – une hypothèse reprise par d'autres sources. Un ancien ministre des mines centrafricain nourrit le même soupçon de rétrocommissions en ce qui concerne Bakouma : « Nous avons rapidement pensé qu'Areva avait utilisé UraMin comme couverture. Tout le monde savait en tout cas qu'UraMin n'était que de passage, pour servir de tête de pont à une grande entreprise nucléaire. »

Ancien inspecteur des impôts, il est devenu, après son passage au ministère, le détenteur d'un 4x4 avec chauffeur et de plusieurs propriétés en France, financées grâce aux « bonus » attribués par les entreprises minières. Il nous reçoit dans le seul hôtel cinq étoiles de la capitale centrafricaine, où la chambre lui coûte chaque jour l'équivalent d'une année du revenu moyen de ses concitoyens. « Ces affaires étaient traitées directement par la présidence, mais l'information circulait. Lorsque l'appel d'offres pour le gisement de Bakouma a été rendu public, Areva a fait une proposition ridicule, qui nous a forcés à accepter celle d'UraMin. Puis ils ont saisi l'occasion pour effectuer des malversations en survalorisant les permis lors du rachat d'UraMin. »

Areva n'est pas n'importe quelle entreprise. Soupçonnée de corruption et de graves négligences sanitaires et environnementales dans des pays aussi divers que la Chine, l'Afrique du Sud, le Niger, l'Allemagne, la Namibie ou encore le Gabon, elle est une excroissance de l'État français, son principal actionnaire via le Commissariat à l'énergie atomique. Ses activités dans le nucléaire civil et militaire français, partiellement couvertes par le secret défense, ont fait l'objet d'une réorganisation accélérée à l'orée des années 2000, sous la direction de M^{me} Anne Lauvergeon, ancienne secrétaire adjointe de la présidence de la République sous François Mitterrand. Appartenant au corps le plus puissant de la République, les X-Mines, dont elle a animé le réseau d'anciens,

M^{me} Lauvergeon manifeste un entregent politique transversal : le président Nicolas Sarkozy lui a proposé le ministère de l'enseignement supérieur en 2007, avant que M. François Hollande n'envisage de la nommer à son tour au gouvernement en 2012.

À la tête d'Areva, elle demande et obtient des marges de manœuvre exceptionnelles, qui lui permettent de court-circuiter la tutelle des autorités de contrôle de l'État et d'engager des chantiers pharaoniques qui mèneront à l'effondrement de l'entreprise. Ainsi, tant le rachat que l'abandon des gisements d'UraMin ont eu lieu sous la supervision directe du ministre de l'économie de l'époque, M. Thierry Breton, puis de l'Élysée, à travers un homme, M. Patrick Balkany, alors député et maire de Levallois. Ce dernier est intervenu en 2008 pour calmer la colère du président centrafricain : « Bozizé a senti la trahison, nous raconte un haut fonctionnaire en poste à l'époque. Il a tout de suite compris ce qui se tramait et a bloqué l'exploitation de la mine de Bakouma, menaçant de faire annuler les permis et de les remettre en jeu. » Selon une plainte de l'État centrafricain, qui a saisi le parquet centrafricain, M. Balkany a touché une commission de 5 millions d'euros pour ses services, qui ont permis de résoudre le conflit.

Pourquoi le groupe Areva a-t-il décidé de payer au moins trente fois sa valeur pour le gisement qu'il connaissait peut-être le mieux au monde, d'y investir – affirment ses services – près de 100 millions d'euros, de mobiliser le ban et l'arrière-ban de la



politique française pour en assurer l'exploitation, avant de tout simplement l'abandonner aux mauvaises herbes ? L'incapacité du groupe à donner une explication claire a amené certaines personnes, dont le spécialiste minier Vincent Crouzet, l'enquêteur Marc Eichinger, WikiLeaks (4) ou encore l'intermédiaire Saïf Durbar, à affirmer que le rachat d'UraMin pourrait avoir eu pour seul but de mettre en œuvre un immense système de rétrocommissions alimentant *in fine* la France.

M. Durbar, qui avait été nommé vice-ministre par M. Bozizé, a été auditionné le 2 juillet 2015 par le juge Renaud Van Ruymbeke. Arrêté et condamné à trois ans de prison ferme en France pour une affaire d'escroquerie, il avait été étrangement libéré trois mois plus tard, après ce qu'il affirme être un accord avec les services de renseignement (5). Alors que son nom apparaît plusieurs centaines de fois dans les articles relatifs à l'affaire UraMin, M^{me} Éliane Houlette, qui dirige le parquet national financier, nous assurera lors de deux entretiens consécutifs n'avoir « jamais entendu parler de lui ». Ce même parquet qui, après des mois d'attentisme, a dû se résoudre en mars 2015 à ouvrir deux informations judiciaires pour escroquerie, corruption d'agent public étranger et abus de pouvoir, diffusion de fausses informations et présentation de comptes inexacts.

Areva s'est contentée de nous transmettre un communiqué de presse dans lequel l'entreprise prétend avoir obtenu un « quitus » de la part de l'État centrafricain, alors que des documents exhumés par WikiLeaks et par notre enquête tendent à démontrer le contraire (6). Boris Heger

et Étienne Huver, journalistes du collectif Slug News travaillant sur le sujet, ont fait l'objet de menaces provenant du cabinet du ministre de la défense (7). M^{me} Lauvergeon a poursuivi en justice son ancien directeur des mines, M. Sébastien de Montessus, après qu'un consultant spécialisé et un détective privé (8) eurent été payés par Areva pour espionner la présidente de l'entreprise.

En Centrafrique, toutes les archives relatives à UraMin et à la présence d'Areva sur le territoire ont mystérieusement disparu après que la milice Seleka eut chassé M. Bozizé du pouvoir, en mars 2013, avec l'assentiment tacite de la France. Le jour même de l'arrivée au pouvoir des milices, le directeur général des mines du pays voyait sa maison fouillée de fond en comble, puis saccagée. Avant le départ en catastrophe d'Areva, et alors qu'une mission d'enquête de l'État centrafricain était en chemin vers Bakouma, M. Tantardini aurait, selon un géologue alors sur place, rappelé à ses collaborateurs la nécessité de « bien vider leurs corbeilles », avant de reformater l'ensemble des disques durs restés sur le site minier et de mettre sous clé le serveur, puis d'évacuer par avion l'ensemble des archives du groupe. Depuis, ce personnage-clé a obtenu une belle promotion à la tête de la Société nationale maritime Corse-Méditerranée, dont il supervise le redressement judiciaire.

L'État centrafricain lui-même ne dispose plus d'une seule copie d'un document relatif à Areva, ce qui rend difficile toute poursuite locale contre le groupe français. M. Joseph Agbo, l'actuel

ministre des mines, dit son « impuissance complète » sur ce dossier, qu'il a tenté de réactiver plusieurs fois sans jamais réussir à entrer en contact avec le groupe français, si ce n'est via un « notaire bangouais qui les représente ici » et qui se montre peu disert. Les travailleurs centrafricains ont bien tenté, malgré tout, de lancer une procédure judiciaire contre Areva à Bangui, qu'ils disent encore en cours. Las, le procureur de la République centrafricaine, M. Ghislain Grésenguet, dit « ne jamais en avoir entendu parler ».

Aucun protagoniste français de l'affaire n'a accepté de répondre à nos questions. M^{me} Lauvergeon n'a accordé que deux entretiens depuis sa mise en examen. Au Parisien, elle a affirmé que l'acquisition d'UraMin s'était faite « avec le feu vert de toutes les tutelles et de l'État », tandis que les dépréciations d'actifs auraient « scrupuleusement » respecté les normes comptables (30 mars 2016). Sur France 3 (9), elle a présenté son éviction comme une conséquence de son opposition à deux projets de M. Sarkozy : la privatisation de la branche mines au profit d'intérêts qataris et la vente d'une centrale nucléaire à la Libye de Mouammar Kadhafi. Elle assure aussi n'avoir jamais parlé du rachat d'UraMin à son mari Olivier Fric. Ce dernier, impliqué dans l'opération, est mis en examen pour délit d'initié. Il est soupçonné d'avoir spéculé sur le titre de l'entreprise à travers la société Vigici, sise à Lausanne, la veille de sa prise de contrôle par Areva. Il en aurait tiré un bénéfice de 300 000 euros.

Lors de l'arrivée d'Areva, un Sud-Africain prénommé Michael, directeur du site de Bakouma

Matériel et commerce abandonnés sur le site minier de Bakouma après le départ d'Areva (reportage photographique réalisé par l'auteur en août 2015)

De promesses en abandon

- 1949. Découverte du gisement de Bakouma par le Commissariat à l'énergie atomique.
- 1963. Premières études sur la viabilité du site après l'indépendance (1960).
- 1968. Le président centrafricain Jean-Bedel Bokassa réclame de la France la mise en exploitation.
- 1969. Première exploration du site par la Compagnie française des minerais d'uranium (CFMU), qui revend les permis en 1973 à une société suisse.
- 1991. Abandon du site.
- Février 2005. Création d'UraMin.
- 26 février 2006. UraMin achète les permis miniers de Bakouma pour 16 millions de dollars.
- 31 juillet 2007. Areva rachète UraMin pour 2,5 milliards de dollars et valorise l'ensemble à 3,8 milliards de dollars.
- 10 août 2008. Areva accepte de verser 10 millions d'euros au pouvoir centrafricain, ainsi que 50 millions supplémentaires étalés sur cinq ans, pour obtenir l'autorisation d'exploitation.
- 3 mars 2011. Première dépréciation d'actifs liés à UraMin, à hauteur de 426 millions d'euros. Elle est alors présentée comme « réversible ».
- Juin 2011. Annonce de la « mise en sommeil » du site de Bakouma.
- 30 juin 2011. M^{me} Anne Lauvergeon est remplacée à la tête d'Areva par M. Luc Oursel.
- 2 mars 2012. Seconde dépréciation des actifs d'UraMin, à hauteur de 1,45 milliard d'euros. Areva réduit à zéro la valeur du site de Bakouma.
- 24 juin 2012. « Attaque » du site, puis évacuation.
- 19 décembre 2012. Les salariés de Bakouma sont licenciés sans préavis.
- 4 mars 2015. Areva officialise de lourdes pertes : 4,8 milliards d'euros.
- 27 mars 2015. Ouverture, à Paris, par le parquet national financier de deux informations judiciaires à la suite d'un signalement de la Cour des comptes. Les dossiers de « corruption d'agent public étranger », « blanchiment » et autres chefs sont confiés aux juges Charlotte Bilger, Claire Thépaut et Renaud Van Ruymbeke.
- 23 mars 2016. Mise en examen de M. Olivier Fric, époux de M^{me} Lauvergeon, pour « délit d'initié » et « blanchiment ».
- 13 mai 2016. Mise en examen de M^{me} Lauvergeon pour « présentation et publication de comptes inexacts » et « diffusion de fausse information ».

JUAN BRANCO.

(2) « Jim Mellon interview », *Spear's WMS Magazine*, n° 13, février 2010.

(3) « French nuclear frontrunner's toxic political dealings in SA », *Mail & Guardian*, Johannesburg, 3 août 2012.

(4) Cf. « La nouvelle guerre sale pour l'uranium et les minerais d'Afrique », dossier de WikiLeaks, 5 février 2016, et le roman d'espionnage de Vincent Crouzet *Radioactif*, Belfond, Paris, 2014.

(5) « Areva, 3 milliards en fumée », « Pièces à conviction » du 10 décembre 2014, sur France 3.

(6) « Rapport d'activité sur la mine de Bakouma et Areva », WikiLeaks, 5 février 2016.

(7) « Areva & UraMin, la bombe à retardement du nucléaire français », *Arte*, 14 mai 2015.

(8) MM. Marc Eichinger et Mario Brero.

(9) « Areva : les secrets d'une faillite », « Pièces à conviction » du 19 octobre 2016, sur France 3.

alors qu'il appartenait encore à UraMin, avait réuni les employés à l'entrée du camp pour leur annoncer, avec un mélange de fatalisme et de grandiloquence entrepreneuriale : « UraMin, c'est terminé. Nous étions un chien qui aboie mais ne mange pas. Demain viendra peut-être un chien qui aboie et qui mange... »



Les photographies qui accompagnent ce reportage sont d'Alice Proutjansky. Elles sont tirées de la série « Women's Work » (Travail féminin).
 Ci-contre : Jennifer Carnig dans son bureau de la New York Civil Liberties Union, dont elle est responsable de la communication (2013).
 Page 7, en haut : la peintre Marcie Paper dans l'atelier où elle travaille pour l'artiste Allan McCollum (2016).
 En bas : la nourrice Carolina Herrera, membre de Beyond Care, avec deux enfants de 1 et 4 ans (2016).

Toutes les Américaines ne s'appellent pas Hillary Clinton

QUAND elle se penche, son chemisier s'entrouvre, et l'on peut lire sur son décolleté : « Elle s'en croyait capable, alors elle l'a fait. » Ce tatouage, c'est son credo. Après avoir travaillé quelques années dans l'administration, mal payée faute de diplôme, M^{me} Tiffany Runion s'est décidée à reprendre des études. Elle s'est inscrite à l'université de Toledo, petite ville de l'Ohio, dans le Middle West, et a choisi la sociologie, option *gender studies* (études de genre). Au prix de cinq années de travail acharné, de nombreux sacrifices et d'un endettement qui la poursuivra longtemps, la voici bientôt avec un métier – assistante sociale – et des projets. M^{me} Runion est emblématique des *millennials* (la génération du millénaire), ces 16-36 ans qui font dire à Gloria Steinem, icône de la défense des droits des femmes : « Les nouvelles féministes, ce sont elles ! »

Elle a attendu d'être mère pour comprendre ce qu'était « l'exception américaine ». Pas de congé maternité payé. Pas de crèches publiques. Pas de structures de garde pour les jeunes enfants (l'école publique ne les accueille qu'à partir de 5 ans). Et des droits – à l'avortement, notamment – qui peuvent toujours être remis en question. M^{me} Runion s'étrangle en dressant la liste de ce qui ne va pas pour les femmes aux États-Unis : « Que le pays le plus puissant du monde ne soit pas capable de prendre soin de ses citoyens, cela me révolte ! »

« Ici, on peut conduire. On n'est pas obligées d'avoir un homme à ses côtés pour sortir, voyager, travailler ou se faire soigner. On peut étudier sans craindre de se faire attaquer. On n'est pas forcées de se marier dès notre plus jeune âge, énumère Jessica Ravitz, journaliste spécialisée dans les questions de société pour la chaîne Cable News Network (CNN). Nous préférons voir les États-Unis comme un exemple. Et pourtant, dans bien des domaines, nous sommes à la traîne en ce qui concerne les femmes. »

Un taux record de mortalité maternelle

Deux points épineux sont régulièrement soulevés : l'inégalité d'accès à la santé et le salaire minimum. Aux États-Unis, le taux de mortalité maternelle est le plus élevé du monde développé. Loin de diminuer, il a plus que doublé depuis la fin des années 1980. Selon l'organisation Black Women's Roundtable, le nombre d'Afro-Américaines décédées des suites de leur grossesse ou de leur accouchement est aujourd'hui de 42,8 pour 100 000 naissances vivantes. Pour les femmes

Coutumier des propos misogynes et rattrapé par des accusations de harcèlement sexuel, M. Donald Trump s'est aliéné une partie de l'électorat féminin. Profitant de cette impopularité, M^{me} Hillary Clinton se présente comme un modèle pour les femmes désirant s'émanciper. Mais l'égalité des sexes demeure un horizon lointain aux États-Unis...

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE FLORENCE BEAUGÉ *

blanches, le taux est moindre, mais élevé lui aussi : 12,5, contre 9,6 en France et 4 en Suède. Selon M^{me} Terry O'Neill, présidente de la National Organization for Women (NOW), ce record « consternant » tient à l'absence d'assurance-maladie pour de nombreuses mères ni assez riches pour pouvoir la payer, ni assez pauvres pour bénéficier d'un accès gratuit aux soins. Si elles représentent presque la moitié de la force de travail, les femmes constituent les deux tiers des salariés payés au salaire minimum fédéral, bloqué à 7,25 dollars l'heure depuis 2009.

Quatre pays seulement ne garantissent pas de congé maternité payé : le Swaziland, le Lesotho, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et... les États-Unis. S'il est une doléance récurrente des Américaines, c'est bien celle-là. Jusqu'à présent, la seule obligation faite aux entreprises au niveau fédéral est d'accorder douze semaines de congé (non rétribué) aux femmes enceintes, avec la garantie de retrouver leur poste à leur retour.

Chez les *millennials*, la révolte gronde, mais pas au point de les pousser à manifester dans la rue. « Pas d'interférence des pouvoirs publics dans la vie privée ! Cette idée a la vie dure aux États-Unis », regrette Virginia Valian, professeure de psychologie au Hunter College, à New York. Pourtant, on assiste à une prise de conscience, surtout au sein de la jeune génération. « De plus en plus de gens avouent, quand nous les interrogeons : "Ce n'est pas la vie que je veux" », assure-t-elle. Pour la politiste Karlyn Bowman, de l'American Enterprise Institute, un think tank conservateur, « l'exception américaine » tient surtout à la différence de mentalité de part et d'autre de l'Atlantique. « J'aime bien le système français, mais ici nous sommes beaucoup plus individualistes. Nous ne réclamons pas nécessairement l'intervention de l'État, même si nous avançons dans cette direction. » Le mot « socialisme » ne provoque plus, en effet, le même effroi qu'autrefois. D'où, sans doute, le relatif succès remporté par le candidat Bernie Sanders auprès des jeunes lors de la primaire démocrate.

À Toledo, M^{me} Meghan Cunningham, 32 ans, explique que, sans l'aide de sa famille, elle ne s'en serait pas sortie. Alors qu'elle était reporter au quotidien régional *The Blade*, elle a accouché un samedi matin : « Je m'étais arrêtée la veille, le vendredi ! Presque toutes les femmes font comme moi : elles gardent le maximum de jours pour la période suivant la naissance, pris essentiellement sur leurs congés payés. » Le problème est tel que l'humoriste John Oliver l'a abordé le 10 mai 2015, jour de la fête des mères, dans son émission « Last Week Tonight », sur la chaîne Home Box Office (HBO) : « Elles nous ont donné la vie, elles nous ont élevés, elles ont fait de nous ce que nous sommes aujourd'hui. En ce jour de fête des mères, nous n'avons qu'un conseil à leur donner : retournez maintenant à votre p... de boulot ! »

Les choses évoluent cependant. Pas encore au niveau fédéral, mais au niveau local. San Francisco est ainsi devenue, en avril 2016, la première ville à imposer aux entreprises six semaines de congé maternité payé à partir de 2017 (1). Si beaucoup de sociétés poussent de hauts cris, d'autres voient l'intérêt de récupérer leurs employées après une naissance. Facebook, Microsoft et Yahoo, par exemple, accordent déjà seize semaines.

Autre préoccupation majeure des mères américaines, souvent citée comme un obstacle à leur carrière : le mode de garde des jeunes enfants, et surtout son coût. « Je n'ai ouvert les yeux que quand j'ai eu ma fille. Avant, je n'étais même pas capable d'identifier les problèmes liés à mon "genre" ! Le jardin d'enfants privé est ruineux, et le système scolaire est fait de telle sorte que l'un des parents doit rester à la maison », déplore M^{me} Anna Allen, New-Yorkaise responsable d'une organisation non gouvernementale (ONG), mère célibataire d'une fillette de 3 ans qu'elle a adoptée. Pour la faire garder, elle paye 2 100 dollars par mois (environ 1 900 euros), l'équivalent de son loyer. Une fois ces deux postes réglés, il ne lui reste plus grand-chose pour vivre. « Ici, on célèbre sans relâche les valeurs familiales, mais on ne les défend pas. Il n'y a pas

de cohérence. En réalité, on continue de soutenir un système patriarcal », estime-t-elle.

Les « problèmes de genre » ne constituent pas le premier souci de M^{me} Sandra Pagan, une mère célibataire de cinq enfants habitant le Bronx. La vraie question, à ses yeux, ce sont les disparités de classe et de moyens. « Comment gagner assez d'argent pour m'en sortir ? » Cette femme de 38 ans, d'origine portoricaine, se pose la question chaque matin, lorsqu'elle se lève à 5 heures pour s'occuper de sa famille avant de se rendre dans son petit commerce de lunettes. « J'ai beau faire, entre les charges, les impôts et les frais de garde de mes enfants, tout mon salaire y passe. Je me demande tous les jours si j'ai raison de continuer à travailler. » L'autre option : vivre de maigres allocations et de *food stamps* (bons alimentaires).

« Beaucoup préféreraient rester à la maison »

Est-ce un hasard si beaucoup renoncent à l'emploi depuis 2000 ? Il y a un quart de siècle, les États-Unis occupaient la sixième place au sein des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour le taux de travail des femmes. Aujourd'hui, ils sont au dix-septième rang.

Les prétendants démocrates à la Maison Blanche, M. Sanders et M^{me} Hillary Clinton, ainsi que la candidate écologiste Jill Stein, ont fait des inégalités de salaire un cheval de bataille. D'après une étude du Bureau du recensement de 2014, en effet, les salariées gagnent en moyenne 21 % de moins que leurs collègues masculins (2). L'écart s'aggrave quand elles sont noires (36 % de moins) ou hispaniques (44 %). Chez les *millennials*, cependant, la différence tombe à 10 %.

Les hommes ne sont pas plus diplômés, au contraire ; mais ils monopolisent des professions mieux rémunérées. Les femmes, elles, restent plus souvent cantonnées dans des métiers comme infirmière, enseignante, etc. Mais faire carrière est-il pour elles de l'ordre du choix ? « La thèse dominante, c'est qu'elles choisissent de lever le pied quand elles ont des enfants (3). Mais c'est

(1) La Californie, Rhode Island et le New Jersey (et prochainement l'État de New York) garantissent déjà aux nouveaux parents un congé partiellement payé.

(2) On note en outre une stagnation du salaire des femmes depuis 2001 (source : Heidi Hartmann, Institute for Women's Policy Research).

(3) Les Américaines ont en moyenne 1,9 enfant. Ce taux s'explique en grande partie par l'apport des immigrantes d'origine sud-américaine.

faux. La plupart du temps, elles subissent la pression des employeurs», répond Virginia Valian. Ce n'est pas l'avis de Karlyn Bowman : «*Beaucoup préféreraient rester à la maison avec leurs enfants, si elles le pouvaient*, affirme-t-elle. La demande de jardins d'enfants publics est certes énorme, mais je doute que cette mesure soit prise un jour, car son coût serait astronomique!»

L'égalité des sexes ne figure pas dans la Constitution

Dans les rangs conservateurs, on n'est pas prêt à lâcher du lest. Jamais la méfiance envers l'État fédéral n'a été aussi forte. Agricultrice bio à temps partiel dans l'Ohio, M^{me} Elizabeth Bergman, 32 ans, s'assume républicaine de cœur. Elle est passée dans le camp du Parti libertarien en 2016 par répulsion pour M. Donald Trump. Sa hantise : une augmentation des impôts. Pour elle, les femmes ne sont pas à plaindre aux États-Unis. Elles sont libres de leurs choix ; il ne leur reste qu'à les assumer. «*J'ai repris des études pour être psychologue. J'aurai des horaires flexibles le jour où j'aurai des enfants. C'est un choix!*, insiste-t-elle. *Si je travaille à temps partiel, mon salaire s'en ressentira, évidemment, mais je l'aurai voulu!*» M^{me} Bergman est-elle représentative de sa génération ? Elle éclate de rire : «*Je ne le crois pas!*»

Les mutations de la société ont transformé la condition féminine. Seuls 46 % des enfants vivent avec leurs deux parents. Les femmes se marient de moins en moins, et de plus en plus tard. Quand elles ont leur premier enfant, 70 % des Noires ne sont pas mariées, contre 30 % des Blanches. Les célibataires sont désormais plus nombreuses que les femmes mariées. Plus nombreuses aussi sont les femmes *breadwinners* (soutiens de famille), «*soit parce qu'elles élèvent seules leurs enfants, soit parce qu'elles gagnent plus que leur conjoint*», d'après D'Vera Cohn, analyste au Pew Research Center de Washington. Comme elles n'ont pas peur de faire entendre leur voix, les politiques les courtisent ou les craignent. Elles ne transigent pas, en effet, sur certaines questions : droits reproductifs, égalité de salaire... Et, ils le savent, elles votent en majorité démocrate.

Pourtant, en politique, la parité est loin d'être atteinte : le Congrès ne compte que 19,4 % d'élues. La quasi-totalité des postes de gouverneur sont tenus par des hommes (44 sur 50). Même chose pour les maires, avec seulement 18,8 % de femmes à la tête des villes de plus de trente mille habitants. Quand on leur rappelle ces données, un certain nombre de nos interlocutrices haussent les épaules. «*La politique, telle qu'elle est pratiquée aux États-Unis, ne m'attire pas. Elle ne correspond pas à ma vision du monde*», déclare M^{me} Emmaia Gelman, enseignante new-yorkaise, mère de trois jeunes enfants qu'elle élève avec sa compagne.

D'autres, au contraire, font preuve d'une détermination inattendue : «*Un jour, je me porterai candidate à une élection. Peut-être au conseil municipal*», annonce tranquillement M^{me} Lucy Franck, 21 ans, étudiante en sciences politiques à l'université de Toledo. Originaire de Wauseon, petite ville de l'Ohio, elle affirme que «*toute [sa] famille vote républicain*». Elle raconte son enfance et son adolescence dans un milieu rural ouvertement conservateur et même raciste : les insultes envers les musulmans, l'interdit absolu de l'avortement «*même en cas de viol*», et toutes les pesanteurs de ce milieu «*qui refuse de se remettre en tant soit peu en question*».

Être conservateur n'empêche pas certaines tolérances dans l'Ohio. Les homosexuels, ou plus largement les lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT), sont acceptés à condition «*de ne pas se promener main dans la main*», comme le résume M^{me} Gina Mercurio, propriétaire de la seule librairie féministe de Toledo. La salle de lecture de la librairie s'appelle Steinem's Sisters, en hommage à Gloria Steinem, née à Toledo il y a quatre-vingt-deux ans. En août de chaque année, une Gay Pride se tient dans la ville et rassemble quinze mille à vingt mille personnes, sans incident.

M^{me} Marcy Kaptur est un modèle pour bien des jeunes femmes de Toledo. Éluë du 9^e district de l'Ohio à la Chambre des représentants fédérale, cette démocrate élégante et soignée de 70 ans, proche de M. Sanders, est la doyenne des parlementaires. «*Il n'y avait qu'une douzaine d'élues au Congrès quand j'y suis entrée. Désormais, nous sommes cent quatorze. Les progrès sont lents, mais réguliers*», assure-t-elle. Recourir à la politique des quotas pour accélérer le mouvement ? Comme bien des Américains, M^{me} Kaptur l'exclut. «*Nous avons l'esprit de compétition*», objecte-t-elle. Selon elle, le principal obstacle lorsqu'on veut faire de la politique n'est pas le sexisme, mais «*le rôle de l'argent dans les campagnes électorales*».



S'il faudra encore du temps avant d'aboutir à la parité, les mentalités évoluent. En 1937, dix-huit ans après que les femmes eurent obtenu le droit de vote au niveau fédéral, les Américains n'étaient que 33 % à se déclarer prêts à voter pour l'une d'entre elles, selon un sondage Gallup. Aujourd'hui, ils sont 92 %. Peter Glick, universitaire et psychologue, souligne cependant que le sexisme est loin d'avoir disparu. «*Jamais le comportement d'un Trump n'aurait été admis de la part d'une femme! Les interdits les concernant – ne pas avoir soif de pouvoir, par exemple – restent forts, de même que les stéréotypes sur la femme "idéale"*», observe cet enseignant en sciences sociales à l'université Lawrence d'Appleton, dans le Wisconsin.

Ces barrières sont autrement plus hautes pour les Afro-Américaines. «*Le plafond de verre et la supériorité des hommes blancs, nous savons toutes ce que c'est! Mais nous, nous sommes face à une arme à double tranchant. Sommes-nous discriminées parce que nous sommes femmes ou parce que nous sommes noires?*», s'interroge M^{me} Janet Charles, juriste sans emploi, et M^{me} Valerie Bradley, qui tient une chambre d'hôtes à Harlem.

Le mouvement féministe américain actuel est marqué par cette «*intersectionnalité*» (lire l'encadré ci-dessous) des oppressions. «*Le simple fait d'être autre chose qu'un homme blanc, en*

bonne santé, appartenant à la classe moyenne, est un défi aux États-Unis», explique Roxane Gay, figure noire du féminisme américain. M^{me} Morgan Newton, étudiante noire, confirme, désabusée : «*On nous dit : "Donne-toi du mal, et toi aussi tu accèderas au rêve américain." Mais nous sommes écrasées de dettes et nos familles sont décimées par la prison et par la drogue. Et puis, à tout moment, un policier peut nous blesser ou nous tuer, puisque nous sommes noires...*»

Les chiffres de la violence sont terriblement éloquentes : «*Une femme sur cinq est violée aux États-Unis, et une sur quatre est physiquement violentée par son partenaire*» (4), indique M^{me} Meghan Rhoad, responsable des droits des femmes au sein de Human Rights Watch. La non-ratification par les États-Unis de la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, adoptée par les Nations unies en 1979 (5), est restée en travers de la gorge des féministes de la première génération. Autant les *millennials* interrogées répondent que ce dossier «*n'est pas en tête de leurs préoccupations*», autant leurs aînées s'en disent meurtries. L'absence de mention explicite de l'égalité entre les sexes dans la Constitution américaine est un autre motif de ressentiment (6). «*Pour moi, c'est une blessure ouverte. Nous devons remédier à ce vide, car il nous rend*

vulnérables», déclare M^{me} Teresa Fedor, élue démocrate à la Chambre des représentants de l'Ohio.

En dépit du chemin qui reste à parcourir, les Américaines dans leur majorité semblent confiantes. «*À Toledo, le poste de maire est tenu par une femme. Celui de président d'université également. À l'échelle du pays, de plus en plus de femmes prennent la place des hommes quand ils partent à la retraite*», observe Shanda Gore, responsable du programme «*Équité, diversité et engagement communautaire*» à l'université de Toledo. À cette Afro-Américaine, première de sa famille à être allée à l'université, sa mère, qui a eu treize enfants, dit souvent : «*Tu as de la chance d'être une femme aujourd'hui!*»

À l'université, les études de genre ont la cote

Pour que les femmes s'imposent, il faut, selon Jay Newton-Small, journaliste au magazine *Time*, qu'elles dépassent la «*masse critique*» de 30 %. C'est le cas dans l'administration. On en est loin encore au Congrès, même si «*75 % des lois les plus importantes de ces dernières années ont été produites par les 20 % d'élues*», relève cette auteure d'un livre à succès (7).

En 2030, la génération des baby-boomers aura pris sa retraite. Le pays sera alors à court de main-d'œuvre : quelque vingt-six millions d'emplois pourraient être vacants, selon les estimations de Jay Newton-Small. «*Pour des raisons économiques, il faudra faire appel soit à l'immigration, soit... aux femmes*, explique-t-elle. *Et pour que ça marche vraiment, il en faudra à tous les niveaux.*»

Plus encore que ces projections, de petits signes indiquent que les rôles sont de moins en moins figés, en particulier au sein de la jeunesse diplômée. Le nombre de pères qui restent à la maison (7 %) a presque doublé en dix ans. Asma Halim, qui enseigne les questions de genre à l'université de Toledo, compte dans sa classe entre sept et dix garçons sur un total de quarante étudiants. «*Cette matière a la cote. De plus en plus de jeunes hommes suivent ces cours, car ils sont conscients que c'est un atout pour travailler à l'étranger ou dans une ONG, par exemple.*» En début d'année, garçons et filles arrivent en classe «*assez indifférents, ou plutôt ignorants*». Asma Halim leur demande : «*Qui se dit féministe ici?*» En général, la moitié des filles lèvent la main ; mais, cette année, il y a eu «*en plus deux garçons*». À la fin de l'année, l'enseignante a reposé la question. Cette fois, «*toute la classe a levé la main!*»

FLORENCE BEAUGÉ.

(4) «*The national intimate partner and sexual violence survey*», Centers for Disease Control and Prevention, Atlanta, 2011.

(5) Cinq membres des Nations unies ne l'ont pas ratifiée : les États-Unis, l'Iran, la Somalie, le Soudan et les îles Tonga.

(6) Dans le monde, 165 Constitutions mentionnent explicitement l'égalité entre femmes et hommes. Seules 32 ne le font pas, dont la Constitution américaine. L'Equal Rights Amendment, proposé au Congrès pour la première fois en 1923 et plusieurs fois relancé, n'a jamais pu être ratifié par les trois quarts des États.

(7) Jay Newton-Small, *Broad Influence : How Women Are Changing the Way America Works*, Time Books, New York, 2016.

Féminisme « new look »

LE FÉMINISME AUX États-Unis reste vivace, mais les chemins qu'il emprunte sont si nombreux et déconcertants qu'ils font parfois croire, à tort, à sa disparition. À côté des grands mouvements traditionnels – National Organization for Women (NOW), Emily's List –, proches du Parti démocrate, de multiples courants non partisans fleurissent sur Internet à travers réseaux sociaux, sites, blogs... «*Les "like" et les clics ont remplacé l'activisme et les manifestations de rue des générations précédentes*, estime l'écrivaine Carolyn Burke, installée en Californie. *La communication s'est substituée à une démarche politique.*»

L'une des formes de ce féminisme *new look* s'épanouit sur la scène musicale, avec le «*féminisme pop*», dont la chanteuse Beyoncé est devenue l'égérie. Mais la démarche de ces guerrières sexy et provocantes ne fait pas l'unanimité : les uns y voient des symboles de l'émancipation féminine ; les autres, de simples instruments de marketing.

Le petit écran, ses séries et ses émissions de divertissement constituent un autre vecteur de ce féminisme réinventé. Lena Dunham, comédienne et réalisatrice de la série *Girls* (Home Box Office, HBO), ou encore l'humoriste Amy Poehler sont très suivies par la jeune génération, de même que la série *Masters of Sex*, qui se veut davantage pédagogique. Sa quatrième saison met en scène le militantisme radical des années 1968-1970. «*On prend le téléspectateur par la main pour lui faire découvrir cette époque de façon distanciée, dénuée d'agressivité*», explique Iris Brey, auteure de *Sex and the Series* (1). Selon cette chercheuse franco-américaine, les principaux enjeux contemporains «*ne tournent plus tant autour du féminisme que du genre et de la "théorie queer"*», qui défend l'idée que le genre d'un individu n'est pas déterminé par son sexe biologique. Une thématique abordée par la série à succès *Transparent* (Amazon Video), qui raconte le *coming out* d'un père de famille ayant décidé de changer de sexe.

À New York et dans les grandes villes peuplées de classes moyennes, de nouveaux mots sont apparus, comme «*cisgenre*» (qui s'oppose à «*transgenre*»), «*hétéronormatif*», etc. «*On ne veut plus être défini par "elle" et "lui" mais par "elles" et "eux"*», confirme l'écrivaine et militante franco-américaine Catherine Texier. Selon elle, la bipolarisation des sexes serait en passe de voler en éclats :

«*Le spectre va du plus masculin au plus féminin. Les gens ne veulent plus se sentir enfermés dans des cases.*»

Dans ce contexte, le «*féminisme d'intersection*» (2) est la règle. Figure du mouvement féministe américain depuis les années 1960, Gloria Steinem considère qu'en faisant valoir les multiples préjudices dont elles sont victimes simultanément (genre, race, orientation sexuelle, classe sociale...) les Noires sont devenues «*les vraies actrices du changement*» (3). Lancé en 2013 par une militante noire et deux amies *queer* pour riposter aux violences policières, le mouvement Black Lives Matter («*Les vies des Noirs comptent*») illustre cette nouvelle tendance (4) : il est porté par les voix de femmes et de représentants de la communauté lesbienne, gay, bisexuelle et trans (LGBT) qui, le plus souvent, ne se reconnaissent pas dans le «*féminisme blanc*», majoritairement hétérosexuel et bourgeois, incarné par M^{me} Hillary Clinton.

Au mot *feminism*, certaines Afro-Américaines préfèrent d'ailleurs *womanism* (5), à la consonance plus large, humaniste et universelle, estiment-elles. Un terme qui rend hommage à Sojourner Truth. En 1851, devant la convention des droits des femmes à Akron (Ohio), cette ancienne esclave prononça un discours qui est entré dans l'histoire grâce à son leitmotiv resté fameux : «*Ain't I a woman?*» («*Ne suis-je pas une femme?*»). Bien avant l'heure, cette pionnière du féminisme américain avait compris la difficulté que posait le fait d'être non seulement une femme, mais une femme noire.

F. B.

(1) Iris Brey, *Sex and the Series. Sexualités féminines, une révolution télévisuelle*, Soap Éditions, Mionnay, 2016.

(2) Le concept d'«*intersectionnalité*» renvoie à l'expérience vécue par des personnes victimes de discriminations multiples.

(3) Déclaration faite lors du Black Enterprise Women of Power Summit, à Fort Lauderdale, en mars 2015.

(4) Lire Sylvie Laurent, «*Black Lives Matter, le nouveau militant*», *Manière de voir*, n° 149, «*Affrontements américains*», octobre-novembre 2016.

(5) Notion introduite dans les années 1980 par l'écrivaine Alice Walker, pour qui le féminisme n'est qu'une composante du mouvement *womanist* – un mot à rapprocher de l'idée de «*féminité*».

DE SÉISMES EN OURAGANS

Haïti, l'imposture humanitaire

Avec près de cinq cents morts dénombrés une semaine après son passage en octobre, l'ouragan Matthew a causé davantage de dégâts en Haïti que dans les autres régions traversées. Le pays le plus pauvre des Caraïbes serait-il condamné à rechuter sans fin en dépit de l'aide reçue ? En réalité, les plans de développement qui ont suivi les précédentes catastrophes l'ont conduit dans une impasse.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL FRÉDÉRIC THOMAS*

ONZE HEURES. Les ouvrières de la Factory 4 et leurs rares collègues masculins débouchent et, lentement, s'égrènent sous le soleil de plomb. La plupart portent encore le tablier et le bonnet réglementaires. Celles et ceux qui ne s'engouffrent pas dans la cantine se disputent le peu d'ombre que projettent quelques arbres pour prendre leur repas. Une quarantaine d'Haïtiennes autorisées à pénétrer dans l'enceinte du parc se sont levées plus tôt encore pour préparer les plats qu'elles vendent 50 gourdes (0,70 euro). Comme ses collègues, Johnny ne réglera que dans quelques jours, et d'un bloc, lorsqu'il recevra sa paie bimensuelle.

Il ne travaille ici que depuis quinze jours. Après dix-neuf ans passés en République dominicaine, il est rentré en Haïti « à cause des problèmes là-bas... ». En septembre 2013, la Cour constitutionnelle de la République dominicaine a en effet privé de citoyenneté entre 100 000 et 200 000 habitants d'ascendance haïtienne, entraînant des expulsions massives et des tensions racistes. Tous les jours, sauf le dimanche, Johnny fait donc le chemin depuis Cap-Haïtien. Lever avant 5 heures, retour après 18 heures, pour toucher le salaire minimum : 300 gourdes (un peu plus de 4 euros) par jour. Difficile ? Tout est relatif à ses yeux : le taux de chômage avoisine les 60 %. Plus de 9 000 ouvriers (dont près de deux tiers de femmes) s'épuisent au cœur du Parc industriel de Caracol (PIC), qui fêtera bientôt sa quatrième année d'existence.

Le 12 janvier 2010, un tremblement de terre de magnitude 7 frappait Haïti, faisant plus de 200 000 morts et 1,5 million de sans-abri (1). L'élan mondial de solidarité lié à l'emballage médiatique s'est traduit par une déferlante humanitaire, qui a transformé Haïti en « république des ONG [organisations non gouvernementales] » (2). Mais l'essentiel des 10 milliards de dollars (environ 7,2 milliards d'euros) promis n'est jamais arrivé : le chiffre mêlait prêts, sommes déjà budgétées, annulations de dettes et promesses de dons (pas toujours tenues). L'aide s'est métamorphosée en marché.

Transformer la catastrophe en « occasion »

Début octobre, l'ouragan Matthew a frappé de plein fouet le pays, comme ses prédécesseurs Jeanne, en 2004, Gustav, Hanna et Ike, en 2008, et Sandy, en 2012. Selon un rapport des Nations unies paru le 13 octobre, 230 000 personnes seraient mortes à cause de catastrophes naturelles en Haïti depuis 1995. Cette fois encore, on s'inquiète d'une recrudescence du choléra, de l'insécurité alimentaire, de l'absence d'accès à l'eau potable et aux soins. Les images du cataclysme font la « une » des journaux, l'aide internationale arrive, et les humanitaires disent avoir tiré les leçons du fiasco de 2010. Mais quelles leçons ?

Inauguré en grande pompe le 22 octobre 2012, en présence du couple Clinton (3), du président haïtien de l'époque et de son prédécesseur – MM. Michel Martelly et René Préal –, le PIC incarne la convergence de l'aide humanitaire et du projet néolibéral, synthétisée par ses deux slogans : « Reconstruire en mieux » et « Haïti est ouvert aux affaires ». Ici, un locataire est privilégié : S&H Global, une filiale de la multinationale sud-coréenne Sae-A, leader dans la fabrication de vêtements pour de grandes marques telles que Walmart, Target, Gap... Elle jouit d'un accès au marché américain grâce à la loi Hope/Help

(« espoir/aide »), qui accorde un statut privilégié aux produits textiles fabriqués en Haïti.

Bâti sous la supervision de l'État haïtien en un temps record (dix mois) et financé à hauteur de plus de 300 millions de dollars par le gouvernement américain ainsi que par la Banque interaméricaine de développement (BID), le PIC prétend contribuer à la décentralisation du pays, créer des dizaines de milliers d'emplois et transformer la catastrophe de 2010 en « occasion ». Mais il existait déjà avant le séisme : il forme la pointe la plus visible et la plus avancée d'une stratégie globale, celle du corridor économique Nord-Nord-Est. Ce plan d'aménagement du territoire s'étend de Cap-Haïtien, à l'ouest, à la frontière dominicaine. Son but : garantir la coordination des projets touristiques et miniers avec les zones franches, dont le PIC, qui en présente toutes les caractéristiques, à commencer par des avantages fiscaux, juridiques et commerciaux.

Il faut annoncer l'objet de sa visite au garde armé qui surveille l'entrée de ce que l'on a surnommé « village La Différence » : « *Nous venons voir Sherley, celle du P48.* » Peintes en couleurs pastel (rose, bleu et vert), distribuées selon un quadrillage serré de rues, les maisonnettes des salariés dessinent ici un univers aseptisé, clôturé, qui n'est pas sans rappeler l'atmosphère anxieuse de la série télévisée britannique *Le Prisonnier*. L'idée de l'Agence des États-Unis pour le développement international (Usaid), maître d'œuvre de leur construction, était de fournir des logements à des familles victimes du séisme de 2010, tout en offrant au PIC une main-d'œuvre proche et disponible. D'une pierre deux coups, en somme. Mais ces quelque 900 maisons ont accumulé retards, surcoûts et défauts techniques. Si le lotissement dispose d'une école, financée par S&H Global, il n'y a ni marché, ni aire de jeux, ni centre de santé...

Le PIC épouse la logique des plans de développement que l'on impose à Haïti depuis quarante ans : favoriser les « leviers de croissance » tels que le tourisme, l'exploitation minière ou l'industrie de sous-traitance, en ouvrant toujours davantage de zones franches. Une stratégie « *partiellement* » gagnante, concède M. Gilles Damais, qui travaille pour la BID dans le pays. M. Liszt Quitel, directeur exécutif du PIC, émet un avis similaire, tout en soulignant les 9 000 emplois créés et l'électricité fournie à prix réduit grâce à la centrale électrique du PIC. « *Le parc va générer des emplois indirects,*



ALLISON SHELLEY.
– Port-au-Prince, Haïti,
26 février 2010
(de la série
« Haïti : Year Five »)

augmenter le pouvoir d'achat, permettre l'ouverture de petits commerces qui n'auraient pas pu exister avant. L'évolution naturelle, c'est que, dans dix à vingt ans, la société évolue vers les services, quand les gens auront fait plus d'études... »

Aucun de nos deux interlocuteurs n'idéalise le modèle de la sous-traitance. « *Les parcs industriels constituent plus des enclaves qu'autre chose* », reconnaît par exemple M. Damais, avant d'ajouter que l'étape lui semble « *indispensable* » : « *L'idée, c'est de passer d'une industrie de base, où on ne favorise que la main-d'œuvre bon marché, à une industrie d'assemblage, avec plus de valeur ajoutée, plus de savoir-faire incorporé, avant de passer ensuite à des industries de services.* » Un simple regard alentour conduit toutefois à douter de la plausibilité de ce cercle vertueux.

« Les Coréens sont les maîtres ici »

Ses 8 000 salariés font de S&H Global le deuxième employeur du secteur du textile dans le pays. La multinationale sud-coréenne s'est engagée à créer à terme 20 000 emplois, et le gouvernement Martelly en a annoncé pas moins de 65 000 au total pour le PIC. Mais les études sur les zones franches tendent à surévaluer le nombre de postes créés et ne mesurent presque jamais la précarité qu'elles produisent. Sans compter que les chiffres avancés pour le PIC reposent sur une simple projection calculée à partir... de la surface disponible dans le parc et du nombre de travailleurs qu'elle permettrait d'y faire tenir. En outre, le salaire minimum – dans les faits, une sorte de salaire maximum... – est si bas qu'il permet tout juste de vivre. Avec l'inflation (autour de 15 %) et la dévalorisation de la gourde par rapport au dollar (– 40 % entre avril 2015 et septembre 2016), le pouvoir d'achat fond vite dans ce pays qui importe 60 % de la nourriture qu'il consomme.

« *Mais toi, le blan, de tout cela, que feras-tu ? Tu le diras ?* », nous interpelle Rose-Myrlande. Habitué à voir défileur fonctionnaires internationaux,

consultants et experts de toutes sortes – dont les diplômés et la rémunération sont le plus souvent aussi imposants que leur ignorance et leur incompetence –, les Haïtiens ont appris à être vigilants. Pour la plupart jeunes et combattifs, les membres de Batay Ouvrye – l'un des deux syndicats présents au sein du PIC –, qui revendique 3 000 membres, entretiennent l'espoir de ne rester qu'un temps, avant de reprendre des études ou de trouver un « vrai » emploi. Ce jour-là, ils reviennent d'une manifestation pour exiger un salaire minimum de 500 gourdes (sous la pression, le gouvernement l'a fait passer de 240 à 300 gourdes pour le secteur du textile).

Dans l'enceinte du parc, la hiérarchie recoupe la division internationale du travail : au sommet, les Coréens ; un étage au-dessous, des cadres administratifs issus d'Amérique centrale et de la République dominicaine ; au bas de l'échelle, une main-d'œuvre non qualifiée, haïtienne, noire. « *Les Coréens sont très durs. Ils sont les maîtres ici.* » « *C'est "Silence !" et "Non, madame !", ajoute Sherley. Ils ne t'écoutent pas. Et quand ils crient sur toi, tu dois te taire, tu ne peux pas répondre.* »

12 h 55. Sherley, Rose-Myrlande, Azemar et les autres lèvent leurs corps engourdis, chassent tant bien que mal la fatigue et se redirigent vers la Factory 1. Les autres ateliers ont déjà repris le travail. Encore trois heures à tenir. Davantage s'il y a un « extra » – une heure supplémentaire payée 45 gourdes, que l'on peut difficilement refuser. Puis ce sera le bus bondé jusqu'à la maison... Avant de recommencer le lendemain, tant que les Haïtiens ne seront pas parvenus à lever les obstacles qui les empêchent de « *défricher la misère et planter la vie nouvelle* » (4).

(1) Lire Maurice Lemoine, « Haïti, doublement maudite », *Le Monde diplomatique*, janvier 2010.

(2) Lire Céline Raffalli, « Haïti dépecé par ses bienfaiteurs », *Le Monde diplomatique*, mai 2013.

(3) M^{me} Hillary Clinton en tant que secrétaire d'État et son mari William au titre d'envoyé spécial de l'Organisation des Nations unies (ONU). La Fondation Clinton joue un rôle actif (et controversé) à Haïti.

(4) Jacques Roumain, *Gouverneurs de la rosée*, Zulma, Paris, 2013.

L'agriculture oubliée des élections

LE 10 MARS 2010, M. William Clinton a formulé – fait rare – une autocritique. Elle concernait la dérégulation du marché du riz mise en place en Haïti sous la pression des États-Unis en 1994, alors qu'il siégeait à la Maison Blanche. Les tarifs douaniers du riz passèrent de 35 % à 3 %. Plutôt que de produire laborieusement leur propre alimentation sur des parcelles toujours plus petites, ne valait-il pas mieux, pour les paysans haïtiens, travailler dans les zones franches ? Grâce à leur salaire, ils pourraient ainsi acheter le riz en provenance du géant agricole américain. Une opération « gagnant-gagnant », selon l'ancien président. Mais la prophétie ne s'est que partiellement réalisée. Les Haïtiens achètent bien du riz importé, abondant sur le marché. Mais les emplois se sont volatilisés, l'insécurité alimentaire s'est accrue, et le pays s'est enfoncé dans la dépendance. Ce que M. Clinton a reconnu : « *Ce fut une erreur* » (1). L'opération a surtout profité aux agriculteurs nord-américains.

En dépit de cette épiphanie, les mêmes politiques se poursuivent. Le bourgeoisement des zones franches illustre le mépris dans lequel est tenue l'agriculture. Il s'agit moins de créer des emplois que de convertir une masse rurale surnuméraire en une main-d'œuvre bon marché et disciplinée. D'où le paradoxe d'une situation de pauvreté, de stress et de crise alimentaires des populations autour de ces zones franches (2).

Première zone franche agricole, juste en face du « village La Différence » (lire l'article ci-dessus), Agritrans consacre cette logique. Son ancien président-directeur général n'est autre que M. Jovenel Moïse, dauphin

désigné du président Michel Martelly, arrivé en tête aux élections de 2015 – une « *farce électorale* » pour l'ensemble des organisations haïtiennes, mais soutenue jusqu'au bout par les pays occidentaux. Sous la pression de la rue, une commission indépendante a confirmé les irrégularités et les fraudes. L'annulation du scrutin devait mener à une nouvelle élection prévue en octobre dernier, mais elle a été repoussée de quelques semaines après le passage de l'ouragan Matthew.

En mars 2016, les États-Unis ont fait un don de cinq cents tonnes de cacahuètes. Ce type de geste n'a rien de généreux : il permet de se débarrasser à bon compte d'une surproduction favorisée par des subventions publiques (3), tout en détruisant l'économie locale. Soutenir l'agriculture paysanne qui fait vivre la moitié de la population supposerait trop de bouleversements et, surtout, impliquerait d'aller à contre-courant des intérêts dominants. Il est plus facile de déposséder la paysannerie et de saboter son économie pour, ensuite, constater sa non-compétitivité et son caractère improductif, assurant ainsi un débouché aux surplus américains, ce qui entérine la faillite des paysans haïtiens.

F. T.

(1) « Bill Clinton apologizes for past rice policies », Center for Economic and Policy Research, 22 mars 2010, <http://cepr.net>

(2) « Perspectives sur la sécurité alimentaire », Commission nationale de la sécurité alimentaire (CNSA), Port-au-Prince, février-septembre 2016.

(3) « Polémique autour de l'envoi de cacahuètes des États-Unis vers Haïti », Radio France Internationale, 25 avril 2016, www.rfi.fr

* Politologue, chargé d'études au Centre tricontinental (Cetri), Louvain-la-Neuve (Belgique). Auteur de *L'Échec humanitaire. Le cas haïtien*, Couleur Livres, Bruxelles, 2012.

LE PRÉSIDENT SANTOS CONTRAINT DE RENÉGOCIER AVEC LES FARC

Pourquoi les Colombiens ont rejeté la paix

Tous les sondages donnaient le « oui » gagnant avec une marge confortable. Le 2 octobre, les Colombiens ont pourtant rejeté l'accord de paix entre le gouvernement et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), qui orchestrait la fin d'un conflit vieux de plus d'un demi-siècle. Tout aussi étrange, la participation n'a atteint que 37,4 %. Le pays préférerait-il la guerre à la paix ?

PAR GREGORY WILPERT *

COMPRENDRE le rejet de l'accord entre le gouvernement et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) lors du référendum du 2 octobre dernier implique de saisir les raisons qui ont conduit les deux parties à engager des pourparlers et, surtout, d'analyser le contexte dans lequel ceux-ci se sont déroulés. Le pays est en effet engourdi par cinquante-deux ans de conflit, et quatre années de négociations n'ont pas suffi à le sortir d'une torpeur politique entretenue par les grands médias.

Si les FARC et le gouvernement ont entamé ces discussions, c'est parce que les deux parties avaient compris qu'une solution militaire était impossible (1). Les FARC ont essayé de lourdes pertes, notamment du fait de la surenchère répressive de l'ancien président Álvaro Uribe (2002-2010), qui avait mobilisé toutes les ressources de l'État pour anéantir les mouvements de guérilla. À l'époque, M. Juan Manuel Santos, l'actuel président, occupait le poste de ministre de la défense. Il était parvenu à faire exécuter plusieurs grandes figures des FARC, tandis que diverses mesures d'accompagnement invitaient les guérilleros à déposer les armes. Leurs rangs s'étaient éclaircis, mais ils n'avaient pas disparu.

L'État a compris que ses offensives ne suffiraient pas. Depuis la politique d'« ouverture économique » amorcée par le président César Gaviria (1990-1994), la Colombie entend participer davantage

aux échanges mondiaux en rendant son économie plus « attractive » : réduction des droits de douane, déréglementation, privatisation, libéralisation des échanges et production destinée à l'exportation (2). Ce tournant néolibéral a cependant été contrarié par la guerre civile : les FARC et les autres acteurs du conflit ont imposé des taxes aux propriétaires terriens ; les enlèvements avec demande de rançon se sont multipliés ; les entreprises ont dépensé des fortunes pour assurer leur sécurité...

Autre facteur déterminant : la création, au début des années 1990, de forces paramilitaires d'extrême droite, notamment les Autodéfenses unies de Colombie (AUC). Leur objectif affiché était d'aider l'État à combattre les guérillas. Mais elles ont également mené une violente campagne d'assassinats politiques et œuvré au déplacement de millions de personnes qui dérangeaient l'oligarchie foncière et freinaient l'extension de l'exploitation agricole et minière tournée vers l'exportation. De sorte que paramilitarisme et néolibéralisme ont longtemps marché main dans la main.

Ce binôme s'est révélé si efficace qu'il a fini par perdre de son utilité. Au début des années 2010, l'élection de M. Santos, incarnation de l'élite néolibérale cosmopolite, suggérait que cette dernière souhaitait « moderniser » le régime d'accumulation colombien. L'heure était venue d'entamer des pourparlers avec les FARC.

Les arrières-pensées d'Álvaro Uribe

LES NÉGOCIATIONS, qui se sont ouvertes en septembre 2012 à La Havane, visaient six grands objectifs (3) : fixer les modalités d'un cessez-le-feu et d'un dépôt des armes ; rendre justice aux victimes de la guerre civile, qui a fait 220 000 morts ; résoudre le problème du trafic de drogue ; soutenir le développement rural, la pauvreté dans les campagnes étant l'un des principaux facteurs déclencheurs du conflit ; permettre aux anciens combattants de s'engager dans la vie politique et, plus largement, favoriser la participation de la population ; enfin, assurer la mise en place et le suivi de l'ensemble des accords. Soucieux d'en renforcer la légitimité, M. Santos a tenu à organiser un référendum national au sujet du document final – une proposition que les FARC, surmontant leurs réticences initiales, ont fini par accepter. Il s'en mord sans doute les doigts.

L'accord ne prévoit ni la transformation du système économique ni la résorption des inégalités foncières, dans un pays où 1 % de la population possède plus de 50 % des terres. Autrement dit, il ne traite aucun des problèmes qui sont à l'origine du conflit : il se borne à favoriser le statu quo, sans toutefois prétendre rétablir la situation d'avant-guerre. Compte tenu du nombre de Colombiens que le conflit a déplacés, les négociateurs ont convenu que la récupération des terres serait un processus délicat à mettre en œuvre.

D'emblée, la campagne en faveur des accords de paix s'est trouvée confrontée à une difficulté majeure : il fallait synthétiser un document de trois cents pages en très peu de temps, car six semaines

seulement séparaient la fin des négociations (24 août) du référendum (2 octobre). Le camp du « oui » a également souffert d'une autre faiblesse : l'impopularité du président Santos, liée aux difficultés économiques du pays, où le chômage atteint 9 % et l'inflation, 7 %. Quelques semaines avant le scrutin, sa cote de popularité dépassait à peine les 20 %. Enfin, au vu des sondages, qui donnaient le « oui » largement gagnant, ses partisans ont cru leur victoire acquise et n'ont pas pris l'opposition suffisamment au sérieux.

Les handicaps de la campagne du « oui » ont rendu celle de l'autre camp d'autant plus facile. Lors d'un entretien accordé quelques jours après le référendum au quotidien *La República*, M. Juan Carlos Vélez, le responsable de la campagne du « non », en a révélé – accidentellement, peut-être – les dessous avec force détails (4). L'une des principales stratégies consistait à susciter « l'indignation » en diffusant des informations partielles ou fallacieuses. Les partisans du « non » ont par exemple attiré l'attention sur l'aide financière que recevraient les membres des FARC tant qu'ils n'auraient pas d'autres sources de revenus. Ils n'ont cessé de rappeler le montant de l'allocation – 212 dollars par mois, soit 90 % du salaire minimum –, jugé excessif pour un pays pauvre.

Des allégations plus pernicieuses prétendaient que les accords incluaient des clauses visant à renforcer la légalisation du mariage homosexuel en Colombie (5), pays où 30 % de la population appartient à une Église évangélique. En réalité, le texte ne mentionne ni le mariage ni l'homosexualité. Ses détracteurs ont par ailleurs proclamé qu'il transformerait la Colombie en un pays « castro-chaviste », c'est-à-dire semblable à Cuba ou au



DESSIN DE SELÇUK

Venezuela. Enfin, l'un de leurs arguments les plus efficaces portait sur le programme de justice transitionnelle, grâce auquel les membres des FARC pourraient bénéficier de remises ou de commutations de peine s'ils avouaient leurs crimes. Cette disposition a particulièrement scandalisé une population dont la perception du conflit a été biaisée par les médias.

Une étude de la chercheuse Alexandra García (6) portant sur plus de cinq cents articles publiés dans les grands journaux (*El Tiempo*, *El Colombiano*, *El Herald*, etc.) entre 1998 et 2006 a montré que le terme « paramilitaire » ou le nom des organisations d'extrême droite n'apparaissait pas dans 75 % des articles se référant à des violences qui leur étaient imputables ; il était seulement question d'« hommes armés » ou d'« hommes encaoulés ». Dans le cas d'actes de violence impliquant la guérilla, en revanche, 60 % des articles la mentionnaient explicitement. De sorte que, pour 32 % de la population, les FARC sont les principales instigatrices de la violence en Colombie, alors que toutes les études s'entendent pour établir une autre hiérarchie des responsabilités : l'État ; la population en général ; les paramilitaires ; les narcotrafiquants ; et enfin la guérilla (7).

Tout au long de la campagne, le principal représentant du camp du « non », M. Uribe, a martelé son opposition aux dispositions en matière de justice transitionnelle. Human Rights Watch (HRW) a soutenu le camp du « non » pour les mêmes motifs. Les membres des FARC qui avouent avoir commis des crimes pendant la guerre civile ne devraient pas pouvoir commuer leurs peines de prison en simples travaux d'intérêt général ou en assignation à résidence, disent-ils tous. Pourtant, la plupart des accords de paix – par exemple ceux signés au Salvador ou en Afrique du Sud – prévoient de tels dispositifs de justice réparatrice.

L'hostilité de M. Uribe envers les accords de paix a probablement des motivations différentes de celles de HRW. Son bilan en matière de droits humains pendant son mandat de gouverneur de l'Antioquia, puis de président, laisse penser que la justice ne figure pas au nombre de ses priorités. En outre, en 2005, lorsqu'il était chef de l'État, n'avait-il pas fait en sorte que les paramilitaires bénéficient de mécanismes de justice transitionnelle encore plus généreux que ceux prévus pour les FARC ?

Ce qui le préoccupe est plus probablement la question de la restitution des terres. M. Uribe entretient en effet des liens étroits avec l'oligarchie, qui craint de devoir rendre leurs terres aux paysans déplacés. Après le résultat du référendum, il a présenté des propositions de modification du texte, et la principale

porte sur ce sujet : « Les accords doivent reconnaître l'existence d'une production commerciale à grande échelle, son importance dans le développement rural et l'économie nationale et l'obligation de l'État de la promouvoir (8). » Selon lui, il faudrait renoncer à la saisie de terres privées en friche qui appartenaient auparavant à des paysans déplacés. On ne devrait pas obliger ceux qui les ont achetées « de bonne foi » à les rendre à leurs anciens propriétaires, même si ces derniers avaient été contraints de fuir par des incursions de paramilitaires ou par la guerre civile.

Néanmoins, le rejet de l'accord s'explique surtout par le faible taux de participation : 18 % des électeurs ont voté « non », tandis que 63 % n'ont pas voté du tout. Les intempéries du 2 octobre dans les régions côtières ont sans aucun doute joué un rôle dans cette abstention massive, qui a atteint 75 % dans le département de Magdalena et 80 % dans celui de La Guajira. Mais elle résulte sans doute également de la dépolitisation de la société, fruit de la répression et de la manipulation médiatique qui caractérisent l'histoire récente du pays. Les « escadrons de la mort » des paramilitaires ont pratiquement éliminé toute une génération de militants et de défenseurs des droits sociaux. Dans ces conditions, il n'est guère étonnant que la Colombie présente l'un des taux de participation électorale les plus faibles d'Amérique latine...

La victoire du « non » place les deux camps dans une situation inconfortable. Les FARC avaient déclaré qu'elles seraient prêtes à retourner à la table des négociations, en précisant toutefois qu'elles ne reviendraient pas sur le volet de la justice transitionnelle, un point crucial pour les opposants. Ces derniers marchent également sur des œufs. Si M. Uribe a fait campagne contre la justice transitionnelle, il visait en réalité la restitution des terres. M. Santos pourrait peut-être sauver l'accord en apportant des rectifications sans conséquence à la partie consacrée à la justice, et en obtenant des FARC des concessions plus importantes sur la question agricole. Les guérilleros devraient alors accepter de concentrer leurs efforts sur la mise en œuvre de la loi sur la restitution des terres votée en 2011.

Pendant ce temps, dans toute la Colombie, les mouvements sociaux se sont mobilisés en faveur de l'application des accords de paix tels qu'ils ont été signés. Ils ont commencé à occuper l'une des plus grandes places de Bogotá et entrepris de contester le référendum auprès de la Cour suprême en arguant du caractère malhonnête de la campagne du « non ». Mais le recours risque de ne pas avoir le temps d'aboutir : l'attribution du

prix Nobel de la paix 2016 à M. Santos lui confère une légitimité supplémentaire pour conclure rapidement le processus. Et un autre facteur pourrait ajouter à l'urgence : l'ouverture de négociations avec une autre guérilla, l'Armée de libération nationale (Ejército de Liberación Nacional, ELN), prévue pour le 27 octobre, à Quito, sous les auspices du gouvernement équatorien.

(1) Lire « Pourquoi la Colombie peut croire à la paix », *Le Monde diplomatique*, octobre 2012.

(2) Cf. Forrest Hylton, « Peace in Colombia: A new growth strategy », *NACLA Report on the Americas*, vol. 48, n° 3, New York, 2016.

(3) Lire Maurice Lemoine, « En Colombie, "pas de justice, pas de paix" », *Le Monde diplomatique*, février 2013.

(4) « El No ha sido la campaña más barata y más efectiva de la historia », *La República*, Bogotá, 5 octobre 2016.

(5) En avril 2016, la Cour suprême colombienne a légalisé le mariage homosexuel, arguant qu'il était inconstitutionnel de réserver le mariage aux couples hétérosexuels.

(6) Auteure du blog *La Perorata*, *laperorata.wordpress.com*

(7) Adriaan Alsema, « How Colombia's newspapers consistently misinformed the public on the armed conflict », *Colombia Reports*, 18 octobre 2016, www.colombiareports.com

(8) Adriaan Alsema, « Uribe formally presents proposals to revive Colombia peace deal », *Colombia Reports*, 13 octobre 2016.

TOUJOURS DISPONIBLE EN DVD ET VOD

A l'occasion de la sortie DVD de «**MERCI PATRON !**», retrouvez également le DVD du film

LES NOUVEAUX CHIENS DE GARDE

« C'est un film qui vous saisit, vous tient fermement du commencement à la fin. Et vous fait terriblement réfléchir. »
COSTA-GAVRAS

www.epicentrefilms.com

* Producteur pour The Real News Network (www.therealnews.com) et auteur de *Changing Venezuela by Taking Power: The History and Policies of the Chávez Government* (Verso, Londres, 2007).

Amma, une gourou indienne

(Suite de la première page.)

Amma, qui ne parle que le malayalam (langue dravidiennne parlée notamment dans le Kerala), susurre néanmoins à chaque individu enlacé un « *Mon chéri* », mot doux dont les traductions se déclinent en fonction des espaces linguistiques qu'elle visite. Sur toute la Terre, Amma usine son câlin standard avec une rigueur dans l'exécution des tâches que n'aurait pas reniée Frederick W. Taylor : ouverture des bras ; enveloppement de l'inconnu ; berceement de dix secondes ; remise à chaque être câliné d'un pétale de rose, d'une pomme ou d'un bonbon. Ces séances d'étreintes de masse se prolongent plusieurs heures durant.

Au sein de l'immense espace de spectacle consacré au rituel, où chacun déambule pieds nus après l'étreinte, il est aisé d'observer que certains sont soudainement pris d'une forte émotion, sanglotent et parfois s'effondrent en larmes. « *Ce que je ressens est indescriptible. Amma, c'est l'amour pur* », témoigne une jeune secrétaire célibataire au chômage dont les joues luisent. « *Amma m'a donné plus d'amour que mes propres parents* », ajoute un ingénieur informatique. « *Dans ce monde de fous, cela fait du bien de couper, de se retrouver avec Amma et de se recentrer sur soi* », commente encore une mère, auxiliaire puéricultrice, venue avec sa fille. Toutes deux ont attendu trois heures et demie afin de pouvoir venir s'agenouiller contre Amma.

« *Beaucoup d'individus de nos sociétés modernes, profondément narcissiques, sont en quête permanente d'eux-mêmes. À l'approche d'Amma, un véritable processus d'idéalisation se met en place, observe, à quelques mètres de la gourou, la psychologue Élodie Bonetto. Amma, le "leader", peut alors incarner l'idéal de l'individu, dont la dévotion s'explique le plus souvent par son désir d'être reconnu comme exceptionnel. Trois profils types se dégagent : l'adepte socioaffectif, en quête de réconfort et de sociabilité ; l'adepte utilitariste, en quête de réalisation de soi ; et l'adepte flexible, qui se situe entre les deux.* »



KEITH HARING. – Sans titre, 1985

Si ETW fait office de fédération des filiales qui se consacrent aux tournées d'Amma, la maison mère s'appelle Mata Amritanandamayi Math (M. A. Math). Cette entité a reçu en juillet 2005 le statut d'organisation non gouvernementale (ONG) consultative auprès du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations unies (ONU). Trois ans auparavant, l'ONU avait décerné à Amma son prix Gandhi-King pour la paix et la non-violence, qu'elle avait auparavant attribué à M. Kofi Annan, son ancien secrétaire général, ou à Nelson Mandela. Depuis, Amma s'est régulièrement exprimée à la tribune des Nations unies. En décembre 2014, assise à la gauche du pape François, elle signait à la cité du Vatican une Déclaration universelle des chefs religieux contre l'esclavage.

En 2015, dans le cadre de la préparation de la 21^e conférence des Nations unies sur le climat (COP 21), l'écologiste Nicolas Hulot, envoyé spécial du président de la République, fut chargé de réunir cinquante autorités morales et spirituelles ; Amma fut solennellement invitée à participer aux échanges à l'Élysée. La « mère divine » a envoyé un message vidéo et dépêché son bras droit, le swami (religieux) Amritaswarupananda, vice-président de l'organisation, qui a ainsi pu poser pour une photographie-souvenir en compagnie de M. François Hollande. Amma est allée

jusqu'au Congrès des États-Unis pour y câliner des figures du Parti démocrate.

Les vedettes Marion Cotillard, Sharon Stone, Jim Carrey ou Russell Brand ont déjà reçu le *darshan*. « *Elle m'a pris dans ses bras et on est restés comme ça. On régresse, il y a quelque chose de fétal. La dernière fois qu'on a eu ça, c'est dans les bras de sa mère. C'est comme un très joli bain chaud* », témoigne l'acteur Jean Dujardin (2), qui a joué aux côtés d'Amma dans une récente fiction cinématographique intitulée *Un plus une*. La gourou, dans son propre rôle de « déesse », y accomplit des miracles. « *Mes cinquante premiers films ont simplement servi à préparer [celui-ci] (3)* », considère le réalisateur, Claude Lelouch. « *Amma est peut-être la personne qui m'a le plus épaté dans ma vie et qui m'a donné encore plus de plaisir que mes oscars et ma Palme d'or (4)* ».

Reconnaissance internationale, invitations prestigieuses, florilège de personnalités enlacées en quête d'exotisme ou de réconfort... Amma peut compter sur un très fort capital symbolique doublé d'un vaste réseau diplomatique. Elle apparaît ainsi au-dessus de tout soupçon aux yeux des médias, qui la qualifient fréquemment de « *grande figure humanitaire* » ou de « *sainte indienne* ». Selon la prolifique littérature d'ETW, M^{me} Amritanandamayi aurait eu la peau bleue à sa naissance, comme celle du dieu Krishna.

Lors de sa mise au monde, Amma n'aurait ni pleuré ni crié, et se serait contentée d'un sourire. Capable de parler à l'âge de 6 mois, elle aurait également accompli plusieurs miracles, notamment en embrassant un cobra qui terrorisait son village natal. Face à des incrédules rationalistes, Amma aurait transformé de l'eau en lait. En léchant les plaies d'un lépreux, elle l'aurait guéri. Ces miracles, qui la mettent en concurrence avec d'autres figures des principales religions pratiquées à la surface du globe, sont tous consignés au sein d'ouvrages édités au Kerala par ETW. La liste des actes extraordinaires accomplis par Amma fluctue en fonction des années d'impression, des langues de traduction ou des initiatives de réécriture par les cadres de l'organisation.

Sachets de basilic ou de poudre de santal « sacrés » bénits par Amma, tee-shirts d'ETW, posters de la gourou,

livres pour enfants, guides de médecine ayurvédique proposant de soigner le cancer, disques de chants, DVD de prière, guirlandes, arbustes, grigris, cristaux « *généralisant l'abondance* », cailloux « *énergétiques* », colliers en laiton, huiles essentielles, cierges... Dans la salle du *darshan* où la foule se presse, d'innombrables produits dérivés sont proposés à la vente. Les tiroirs-caisses s'y remplissent à rythme soutenu. La poupée à l'effigie d'Amma coûte 90 euros. « *Si vous souhaitez recevoir un darshan, mais que vous êtes loin d'Amma, vous pouvez câliner la poupée* », explique très sérieusement une vendeuse. Ce poupon est notamment utilisé par les dévots les plus fidèles, ceux qui travaillent bénévolement aux tournées d'Amma et pour qui la réception du *darshan* est limitée par des quotas, afin qu'ils n'abusent pas des câlins gratuits. Sur Internet, le « *Amma Shop* » propose également des cosmétiques biologiques, des compléments alimentaires de « *désintoxication purifiante* », les œuvres complètes d'Amma, des statues ou étoffes de décoration d'intérieur, des autocollants, des porte-clés, des Thermos... autant de marchandises qui seraient des fétiches parés de l'amour d'Amma. Et ce parce qu'ils permettraient, selon les attachés de presse d'ETW, le financement d'« *œuvres humanitaires* ». En plus de ses activités de restauration et de négoce, l'organisation recueille des dons grâce aux nombreux troncs disséminés lors des événements internationaux. « *L'amour d'Amma est gratuit, inconditionnel. C'est donc à chacun de décider de ce qu'il veut donner en fonction de ce qu'il a reçu d'Amma* », précise une de ses représentantes.

Travailleurs bénévoles et gros profits

LES BÉNÉFICES CUMULÉS sont réalisés grâce à une main-d'œuvre gratuite de plusieurs centaines de travailleurs. Un passage d'Amma dans une localité entraîne la réservation complète de son parc hôtelier, parfois plusieurs semaines avant l'arrivée de la gourou. Chaque déplacement de la « mère divine » engendre celui des « enfants d'Amma ». Ces centaines de dévots de toutes nationalités suivent, à leurs frais, celle qu'ils nomment « la déesse » afin de pouvoir travailler bénévolement aux multiples tâches qu'implique une tournée internationale digne des plus grandes vedettes de l'industrie culturelle. Parmi eux, une surreprésentation de femmes célibataires sans emploi, prêtes à dormir à même le sol si leurs économies ou leurs minima sociaux ne leur permettent pas de s'offrir un hébergement. C'est le cas à Toulon, où, au mépris des règlements de sécurité incendie, de très nombreux adeptes couchent chaque année dans des couloirs ou des coins dérobés du Zénith Oméga.

Rejoindre la tournée européenne coûte près de 1 500 euros aux volontaires qui souhaitent emprunter les autocars de l'organisation ; certains s'endettent pour pouvoir les payer. Ils sont alors vêtus intégralement de blanc, identifiés par un badge et considérés comme des membres à part entière d'ETW. Les repas végétariens et l'hébergement restent à leur charge. Les bénévoles les plus pauvres mangent avec parcimonie. « *Beaucoup s'épuisent et s'appauvrissent*, témoigne M^{me} Amah Ozou-Mathis, ancienne adepte qui a participé aux tournées européennes durant cinq ans. *Les journées débutent très tôt par des mantras et la récitation des cent huit noms d'Amma. Elles continuent par un travail considérable et s'achèvent par des cérémonies rituelles où beaucoup entrent en transe, qui finissent très tard. Le plus souvent, on ne dort que trois ou quatre heures par nuit.* »

Des outils de communication d'excellente facture graphique, parmi lesquels d'immenses cubes en carton où figurent des photographies d'hôpitaux, d'écoles ou d'enfants des rues, ne cessent d'asséner aux badauds que tous les bénéfices réalisés permettent le financement d'actions caritatives en Inde. Le luxueux kit

de presse remis aux journalistes soigne une image de paisible ONG bienfaitrice de l'humanité. Ces éléments de langage sont ensuite relayés sans discernement par des centaines de supports d'information du monde entier, dont les reportages évoquent, depuis plus de trente ans, l'ambiance des tournées d'Amma ainsi que les « émotions » ressenties par le journaliste ayant reçu le *darshan* – un classique du genre.

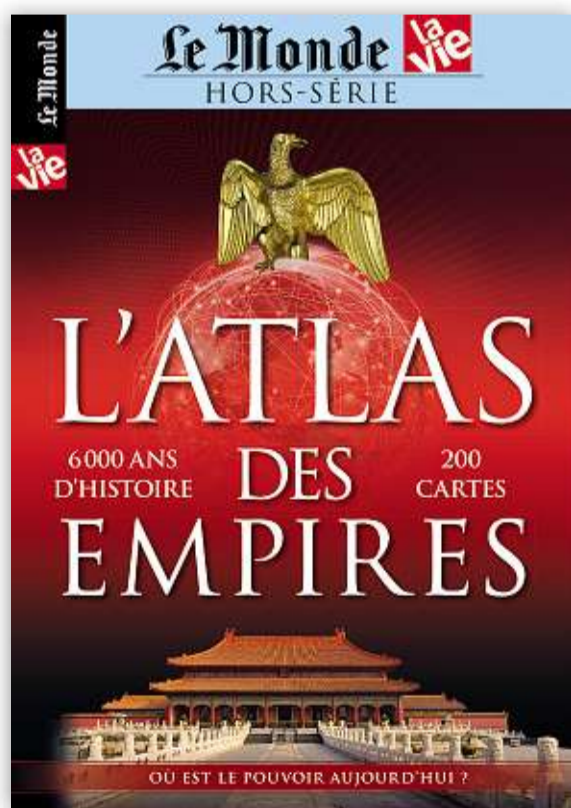
En France, où Amma et son organisation font l'objet d'une vénération de la part des médias, le coup d'envoi a été donné en 1994 par *Libération*, avec un article intitulé « *Amma, Mère divine aux 500 câlins quotidiens* ». Après quoi les recensions se sont multipliées de manière exponentielle. « *D'une simple étreinte, Amma console des milliers d'adeptes* » (*Le Figaro*, 5 novembre 2014) ; « *Amma, la mère de tous les câlins* » (*Le Nouvel Obs*, 2 novembre 2013) ; « *Amma, la gourou indienne qui répand l'amour par ses étreintes* » (*20 minutes*, 1^{er} novembre 2012) ; « *Les miracles d'Amma* » (*Figaro TV*, 6 novembre 2013) ; « *J'ai reçu l'étreinte d'Amma, prêtresse de l'amour* » (*Femme actuelle*, 5 novembre 2014) ; « *J'ai reçu le "darshan"* » (*Le Figaro Madame*, 24 octobre 2012) ; « *Amma : la prêtresse de l'amour* » (*M6*, 6 novembre 2006) ; « *Cinq raisons d'aller se faire câliner par Amma* » (*Var Matin*, 3 novembre 2015). Les évocations louangeuses, qu'elles proviennent de médias en ligne, du *Parisien*, de *Direct Matin*, de *Psychologies*, du *Monde des religions*, de chaînes telles que LCI ou France 2, des ondes de Radio France ou de stations privées, pourraient toutes être résumées par ce propos de la journaliste Elisabeth Assayag sur Europe 1 : « *Amma, c'est une sorte de grande sage, une grande âme comme on dit en Inde, qui passe sa vie à réconforter et inonde de compassion ceux qu'elle approche* » (22 octobre 2015).

Ce n'est toutefois que l'un des innombrables mantras médiatiques qui s'élèvent

(2) « Jean Dujardin rencontre Amma : "Une Gandhi au féminin" », Europe 1, 4 décembre 2015.

(3) Ammafrance.org, 19 janvier 2014.

(4) « "Amma est la personne qui m'a le plus épaté dans ma vie" », Paris, 18-20 octobre 2015, www.etw-france.org



Les dynamiques d'empire ont forgé notre histoire depuis plus de 6000 ans. Mais de quoi parlons-nous au juste ? De l'Égypte pharaonique à la Chine impériale, de Rome et Byzance aux divers califats, des vastes espaces coloniaux européens aux géants modernes du Net et de la finance internationale, retour sur les ambitions, les conquêtes et les rivalités de tous ces empires que notre monde a successivement portés pour les réinventer aujourd'hui.

L'épopée impériale des sociétés humaines racontée par les meilleurs spécialistes dans un ouvrage de référence aux 200 cartes originales. Un voyage surprenant et stimulant.

L'ATLAS DES EMPIRES

Un hors-série **Le Monde** 188 pages - 12 €
Chez votre marchand de journaux et sur Lemonde.fr/boutique

EN QUÊTE DE TRANSCENDANCE

à la tête de l'empire du câlin

sur tous les continents afin de chanter la gourou. Du Liban à la Jamaïque, du Japon au Canada, de la télévision italienne aux centaines d'articles de presse en Amérique du Nord, les préceptes singuliers d'Amma sont présentés avec bienveillance, et ce d'autant plus qu'ils émaneraient d'une « figure religieuse hindoue ». Amma conteste dans ses ouvrages la prétention de l'individu à comprendre le monde et à le changer : « Jusqu'à ce que vous compreniez que vous êtes impuissant, que votre ego ne peut pas vous sauver et que toutes vos acquisitions ne sont que néant, Dieu ou le gourou créera les circonstances nécessaires pour vous faire comprendre cette vérité (5). » Elle prône le retrait intérieur, somme toute classique, estimant que « si Dieu fait partie de notre vie, le monde suivra. Mais si nous faisons passer le monde en premier, Dieu ne suivra pas. Si nous embrassons le monde, Dieu ne nous embrassera pas ». Il importe de ne pas s'encombrer l'esprit d'un entendement trop remuant : « Efforçons-nous de vider l'intellect des pensées inutiles et de remplir notre cœur d'amour. » Et ce afin de soutenir Amma dans l'accomplissement de sa tâche de dirigeante d'ONG : « La mission d'Amma en cette vie est d'éveiller l'énergie divine infinie, imée, présente en chacun de nous, et de guider l'humanité sur le juste chemin du service et de l'amour désintéressés. » Cette vision messianique sature l'espace médiatique international depuis près de trois décennies. *Darshan. L'étreinte*, film « documentaire » hagiographique consacré à Amma, réalisé par Jan Kounen, présenté hors compétition au Festival de Cannes en 2005, fut diffusé la même année en première partie de soirée sur Arte.

Des milliers d'articles et de reportages assènent sans relâche qu'ETW serait une « ONG caritative ». Et ses sites Internet proposent bien des photographies de « réalisations humanitaires », ainsi que des clichés où l'on aperçoit l'ancien président américain William Clinton tenant un chèque de 1 million de dollars signé Amma afin de venir en aide aux victimes de l'ouragan Katrina, qui avait frappé la Louisiane en 2005. Mais l'organisation n'a jamais jugé pertinent de publier son budget global détaillé, et ce qu'il s'agisse

Liens avec le nationalisme hindou

« NON, l'empire d'Amma n'a rien d'une ONG caritative, affirme M. Sanal Edamaruku, qui vit en exil en Finlande, où il préside l'Association des rationalistes indiens. Amma, c'est une entreprise, un "business" sale. On peut ajouter Amma à la longue liste des charlatans qui sévissent en Inde. La plus parfaite opacité règne quant à la destination exacte des fonds collectés lors de ses tournées. » Nous avons pu consulter des documents officiels émanant du ministère de l'intérieur indien, ainsi que des déclarations fiscales d'une branche américaine de l'organisation d'Amma. Le recouplement des déclarations officielles des deux entités juridiques, rassemblées sur plusieurs années, montre qu'elles ne coïncident absolument pas : les sommes que la maison mère déclare avoir reçues s'avèrent très largement inférieures aux sommes que la filiale américaine déclare



© ADAGP PARIS 2016 - CLICHÉ : PIERRE SCHWARTZ / BANQUE D'IMAGES DE L'ADAGP

HERVE DI ROSA. – « Besame mucho » (Embrasse-moi fort), 1990

de ses recettes, de ses dépenses ou de ses frais de fonctionnement. Une fois amortie la location des gigantesques salles, les bénéficiaires des journées d'exploitation de la tournée mondiale se chiffrent quotidiennement en dizaines de milliers d'euros – la prodigalité des individus ayant reçu le *darshan* étant d'autant plus grande qu'ils ont une confiance aveugle dans les œuvres d'Amma.

lui avoir versées. Où est passée la différence ? Plus surprenant encore : pour l'année 2012-2013, M. A. Math aurait touché 219 millions de roupies d'intérêts bancaires, soit près de 2,9 millions d'euros. Une « organisation humanitaire » remplissant des cassettes afin de faire travailler son argent ? Les attachés de presse d'ETW se refusent à tout commentaire.

Le personnage d'Amma clive la société indienne depuis 1998, année où M. T. K. Hamza, dirigeant communiste de l'État du Kerala, a tenu publiquement des propos critiques à l'égard de la gourou. Ceux-ci ont déclenché les foudres du Bharatiya Janata Party (BJP), la grande formation nationaliste hindoue, qui a répliqué par des protestations de masse. L'Australienne Gail Tredwell, ancienne disciple et secrétaire particulière d'Amma pendant plus de vingt ans, a quant à elle publié un livre (6) en octobre 2013. Elle y raconte comment Amma est passée, en trente ans, du statut de gourou locale au rang de vedette internationale. Dénonçant des « malversations » et des violences, parmi lesquelles des viols, au sein de l'organisation, elle souligne les liens étroits existant entre Amma et le pouvoir politique nationaliste hindou. La multinationale du câlin est parvenue à obtenir l'interdiction pour « blasphème » de ce livre dans l'État du Kerala. Dès 1985, l'ouvrage de l'expliciteur Sreeni Pattathanam, qui évoquait des morts suspectes survenues dans l'ashram d'Amma, avait été lui aussi censuré pour « blasphème » – son auteur est aujourd'hui le secrétaire régional pour le Kerala de l'Association des rationalistes indiens. Plus récemment, une librairie indienne ayant édité un livre d'entretiens avec M^{me} Tredwell a été vandalisée par des disciples d'Amma, qui ont laissé sur place une banderole

appelant à l'arrêt des critiques contre leur gourou.

Cela n'empêche pas l'essor de l'influence d'Amma en Inde, où l'anniversaire de la « mère divine » est devenu un événement de la vie politique. Tous les 27 septembre, cette célébration peut rassembler jusqu'à plusieurs dizaines de milliers de personnes. Elle s'accompagne d'une cérémonie évoquant l'ouverture des Jeux olympiques : les dévots de tous les pays sont conviés à venir parader vêtus de costumes traditionnels de leurs pays respectifs ; les délégations arborent les drapeaux de toutes les nations du monde. En 2003, lors du cinquantième anniversaire d'Amma, célébré au stade Nehru de Kochi (Kerala), la multinationale a mobilisé plus de 2 500 autocars et réservé la totalité des chambres d'hôtel dans un rayon de quinze kilomètres autour du stade, décoré pour l'occasion en ashram, et ce afin d'accueillir plus d'une centaine de milliers de personnes. Le 27 septembre 2015, ce fut à l'ambassadeur de France en Inde, M. François Richier, d'être convié aux festivités : « C'est un grand honneur d'être parmi vous aujourd'hui à l'occasion de l'anniversaire de notre Amma bien-aimée, a-t-il déclaré en présence du premier ministre indien Narendra Modi et du président du BJP Amit Shah. Les pensées et la sagesse d'Amma nous éclairent sur des problèmes-clés d'aujourd'hui, par exemple sur le moyen de construire la paix entre les pays ou les peuples, mais aussi sur des questions qui nous concernent tous, telles que l'éducation ou le changement climatique. »

« Attention ! Si Amma construit bel et bien en Inde des infrastructures – hôpitaux, écoles, universités – dont on retrouve des photographies dans sa propagande, il ne faut pas se leurrer, avertit M. Edamaruku. Le plus souvent, ce sont des établissements privés, destinés à générer du profit, qui permettent à son organisation de s'institutionnaliser et d'asseoir un peu plus son pouvoir. » Van-tée lors des tournées comme l'initiatrice de grandes réalisations caritatives, ETW est aujourd'hui à la tête d'un réseau d'universités et d'un hôpital universitaire, regroupés sous le label « Amrita », qui compte plus de 18 000 élèves. Le clip de présentation de ce réseau s'enorgueillit de ses 23 centres de recherche

scientifique, à l'origine de 51 brevets. L'institution présidée par Amma figure en tête de multiples classements internationaux et noue de nombreuses collaborations avec des universités européennes et nord-américaines. Formation en aérospatiale, chimie, génie civil, informatique, électronique, mécanique, médecine, biotechnologies : les bras d'Amma enlacent toutes les disciplines où la concurrence globalisée fait rage.

Financée grâce aux oboles des dévots du monde entier, l'université s'avère très prisée de la bourgeoisie indienne. Le cursus permettant de devenir médecin coûte 144 000 dollars. Certes, les étudiants les plus pauvres peuvent y avoir accès, mais à condition de souscrire un emprunt. Servant de supports publicitaires lors des tournées d'Amma, ces multiples réalisations permettraient également, selon M^{me} Tredwell, d'offrir des soins médicaux et des formations universitaires gra-

tuites aux familles de dirigeants politiques nationalistes hindous.

En juillet 2014, au Parlement européen, la branche jeunesse de l'organisation, Amrita Yuva Dharma Dhara (Ayudh), a réuni autour d'elle les députés Frank Engel (Luxembourg), Deirdre Clune (Irlande), Miltiadis Kyrkos (Grèce) et Jani Toivola (Finlande). À la pointe de la défense des intérêts d'Amma en Europe, Ayudh participe à la campagne de la jeunesse du Conseil de l'Europe « contre le discours de haine en ligne » par « l'éducation pour les droits de l'homme » et a déjà reçu des financements du Fonds européen pour la jeunesse. La Commission européenne, quant à elle, soutient financièrement les événements religieux d'Amma, dont les programmes se divisent en temps de prière et d'initiation à l'art-thérapie ou à la permaculture, tous placés sous l'égide de la gourou du Kerala.

La ferveur d'une commissaire européenne

AMMA peut d'ailleurs compter sur un relais politique majeur en la personne de M^{me} Martine Reicherts, l'actuelle directrice générale pour l'éducation et la culture de la Commission européenne, professeuse de yoga au Luxembourg, qui n'a cessé ces dernières années de la louer publiquement. Sur le site Internet d'Amma, elle pose, joviale, parmi de jeunes dévots, et elle figure sur les brochures de l'organisation de jeunesse que la Commission subventionne.

Le 21 octobre 2014, alors qu'elle était commissaire européenne à la justice, elle est même venue à la rencontre d'Amma à Pontoise (Val-d'Oise) durant le rassemblement de masse annuel. Sur la vidéo de l'événement, on voit la gourou indienne lancer des pétales à la tête de la commissaire. Celle-ci s'approche alors du trône où elle siège et, lui passant un collier de fleurs autour du cou, l'enlace, très émue, puis s'agenouille devant elle. Elle joint ensuite ses mains en signe de révérence et incline totalement sa tête afin que son front touche les genoux d'Amma. Quand elle se lève enfin, c'est pour prendre la parole à la tribune et s'adresser solennellement aux milliers de personnes présentes : « J'exerce les fonctions de commissaire,

c'est-à-dire l'équivalent de la fonction de ministre européenne de la justice, et je tenais, dans ce monde désacralisé, à venir témoigner de mon attachement, pas en tant que disciple, pas en tant qu'élève (...). Nous vivons dans un monde où nous avons besoin de spirituel, où nous avons besoin de valeurs, et nous avons aussi besoin d'oser. Grâce à Amma, je me suis rendu compte que le concret, le quotidien, le politique, pouvait mener au spirituel. Nous l'avons trop souvent oublié dans notre société, et notamment en Europe. »

JEAN-BAPTISTE MALET.

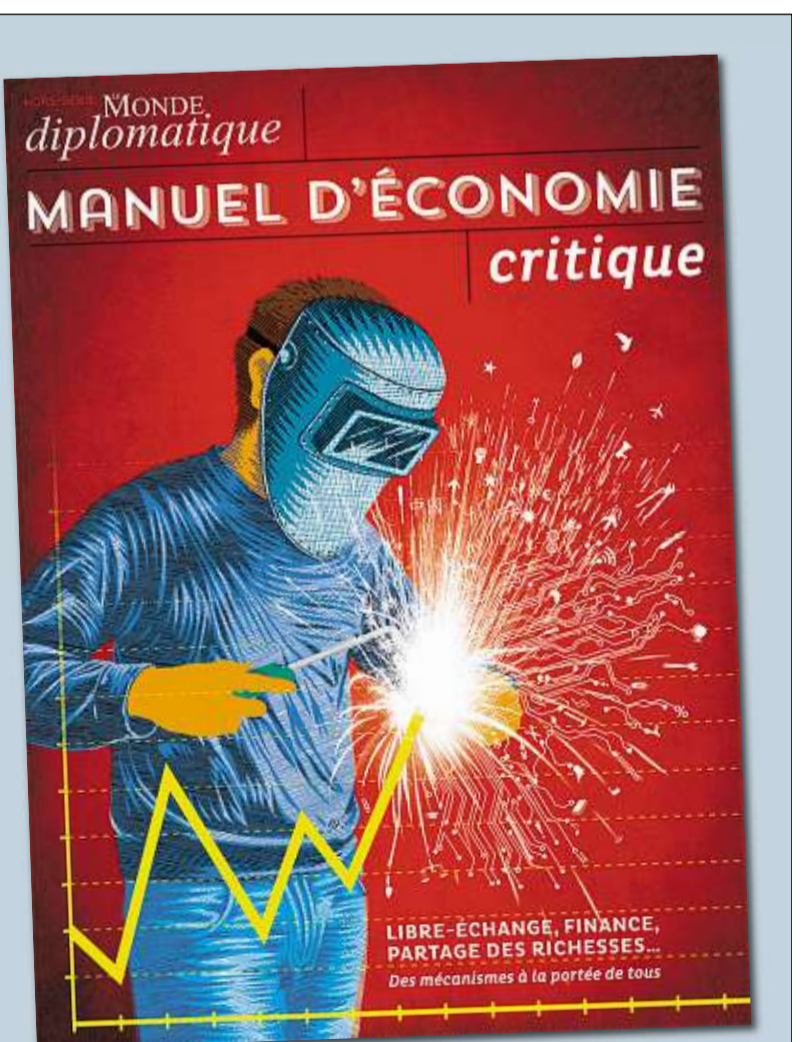
(5) www.amma-europe.org

(6) Gail Tredwell, *Holy Hell : A Memoir of Faith, Devotion, and Pure Madness*, Wattle Tree Press, Londres, 2013.

Calendrier des fêtes nationales

1^{er} - 30 novembre 2016

1 ^{er}	ALGÉRIE	Fête nationale
	ANTIGUA-ET-BARBUDA	Fête de l'indépend.
3	DOMINIQUE	Fête de l'indépend.
	MICRONÉSIE	Fête de l'indépend.
	PANAMA	Fête de l'indépend.
9	CAMBODGE	Fête de l'indépend.
11	ANGOLA	Fête nationale
	POLOGNE	Fête de l'indépend.
18	LETONIE	Fête nationale
	OMAN	Fête nationale
19	MONACO	Fête nationale
22	LIBAN	Fête de l'indépend.
25	SURINAM	Fête de l'indépend.
28	ALBANIE	Fête nationale
	MAURITANIE	Fête de l'indépend.
30	BARBADE	Fête de l'indépend.



En vente chez votre marchand de journaux et sur www.monde-diplomatique.fr/manuel

Le Maghreb entre autoritarisme

Alors que les turbulences politiques et la guerre balayent le Proche-Orient, Algérie, Maroc et Tunisie peuvent apparaître comme un pôle de stabilité dans le monde arabe. Une situation qui tient à la nature homogène des pouvoirs et des populations. Mais, exception faite de la Tunisie, l'ouverture démocratique n'a pas duré : les régimes en place continuent de s'arc-bouter sur leurs privilèges.

PAR HICHAM ALAOUÏ *

EN JANVIER 2011, la chute de la dictature tunisienne a ouvert le cycle des soulèvements populaires qui allaient balayer le monde arabe. Mais le précurseur historique de ce mouvement est lui aussi localisé au Maghreb : l'Algérie, où les immenses émeutes d'octobre 1988 avaient fait surgir la promesse d'une ouverture démocratique avant de déboucher sur une sanglante guerre civile.

Pour des observateurs extérieurs, le Maroc, l'Algérie et la Tunisie paraissent fort différents en termes de régime, d'économie et de politique étrangère. Ce qui rapproche les trois pays tient au fait que le Maghreb représente une entité bien distincte au sein du monde arabo-musulman, sur les plans à la fois culturel, social et géopolitique. Par la notion de culture, il ne s'agit pas de désigner un éventail rigide de valeurs et de comportements. Des similitudes superficielles existent bel et bien, que ce soit à travers les variantes locales de la langue arabe ou la gastronomie – on dit souvent que le Maghreb s'arrête et que le Proche-Orient commence là où les gens préfèrent le riz à la semoule. Mais la culture renvoie plutôt à un répertoire commun de mémoires et de pratiques qui génère une

mentalité de même nature face aux institutions. Par exemple, les pays du Maghreb ont tous bâti leur indépendance sur un appareil d'État fortement centralisé, héritage à la fois du colonialisme français et de la géographie. Dès leurs origines, ils ont partagé le principe d'une gouvernance nationale et l'idée qu'une bureaucratie civile permettrait de réguler la vie sociale et économique.

Le Maghreb ne se définit pas seulement par la cohérence de ses États, mais aussi par la cohésion de ses nations, sujettes à des clivages ethniques et religieux moins prononcés que d'autres pays arabes. Nulle division entre sunnites et chiïtes, comme celle qui fait rage en Irak ou à Bahreïn. Pas de système confessionnel source de fractures politiques et de blocages institutionnels, contrairement à ce qui se passe au Liban. Certes, le statut de l'identité berbère au Maroc et en Algérie fait toujours l'objet de négociations opiniâtres, et la guerre civile en Algérie (1992-1999) a montré que la violence pouvait jaillir partout et à tout moment. Reste que ces pays sont largement épargnés par les combats fratricides autour des questions d'unité nationale, d'identité ethnique ou d'appartenance religieuse.

Similitudes entre Algérie et Maroc

LES ÉTATS du Maghreb forment par ailleurs un espace géopolitique unique au monde. Quand d'autres pays arabes regardent vers Washington et Londres, eux restent encore largement influencés par Paris. Une partie importante de leur population vit en Europe de l'Ouest, nourrissant un flux intense d'idées, de personnes et de biens qui traverse la Méditerranée dans les deux sens. Ils se tiennent en outre relativement à l'écart des grands conflits qui secouent le monde arabe. La solidarité envers les Palestiniens y fait consensus, mais la crise israélo-palestinienne les affecte peu. Ils n'ont pas davantage été aspirés par le maelström idéologique et sectaire où se condense la confrontation entre les pays du Golfe et l'Iran, et où se forment les guerres par procuration qui ensanglantent la Syrie et le Yémen.

Certes, ils ne sont pas immunisés contre les manœuvres stratégiques des puissances régionales, l'Iran et l'Arabie saoudite. Le Maroc s'est joint à la coalition arabo-occidentale contre les rebelles houthistes – proches de l'Iran – au Yémen, tandis que l'Algérie se rangeait aux côtés de la Russie et de la Chine dans leur critique de l'intervention des États-Unis et de l'Europe en Libye. Mais de tels engagements ne requièrent pas d'Alger ou de Rabat de gros moyens économiques ou militaires et n'entament pas leur autonomie politique.

Les pays du Maghreb présentent un autre point commun. Ici comme ailleurs dans le monde arabe, le pouvoir politique appartient à des autocraties qui, tout en conservant une certaine capacité d'adaptation stratégique, se sont bunkérisées au fil des décennies. Les dirigeants s'y montrent plus soucieux de leur propre survie que de la prospérité collective et usent de la coercition pour contenir toute exigence de pluralisme. Cependant, à la différence de leurs voisins du Proche-Orient, ces pays sont peuplés de longue date de citoyens déterminés à se faire entendre, à travers le tissu associatif

mais aussi dans l'arène politique. Ce n'est pas un hasard si le « printemps arabe » a surgi ici à deux reprises – non seulement parce que les gouvernements ont échoué à satisfaire les demandes populaires, mais aussi parce que les sociétés avaient la volonté et l'énergie de contester le statu quo.

Chacun des trois États fait face à des obstacles particuliers. En tâchant de comparer Maroc, Algérie et Tunisie, on comprend mieux pourquoi le Maghreb dispose d'un potentiel de démocratisation aussi prometteur, mais également pourquoi la mise en place des réformes politiques et économiques vitales pour ces pays devient chaque jour un peu plus coûteuse. Le problème essentiel du Maghreb, son principal espoir aussi, tient au rôle joué par l'opinion publique dans la vie politique. Il règne, de ce point de vue, une grande disparité entre l'ouverture démocratique que la Tunisie a conquise et les systèmes plus verrouillés du Maroc et de l'Algérie.

Presque six ans après le « printemps arabe », les régimes autoritaires en place dans ces deux pays tendent à se ressembler de plus en plus. Chacun, bien sûr, a entamé l'histoire de son indépendance de manière bien particulière.

Le Maroc est une monarchie dirigée par une dynastie alaouite qui revendique le pouvoir suprême depuis quatre siècles. D'invention beaucoup plus récente, le régime algérien est une autocratie militariste incarnée par un civil. Ces deux formes de gouvernement puisent leur légitimité dans des fondations distinctes. Au Maroc, l'autorité absolutiste du roi s'appuie sur sa position religieuse de « commandeur des croyants » et d'« ombre de Dieu sur Terre », alors qu'en Algérie l'armée tire sa suprématie de la lutte pour l'indépendance. Elle se présente comme l'héritière directe des combattants qui ont libéré la nation du joug colonial français, en vertu de quoi elle se considère comme la protectrice indiscutable de l'État, ainsi qu'elle l'a brutalement montré dans les années 1990, lorsqu'elle a traité la mobilisation islamiste comme un péril à éradiquer par tous les moyens.

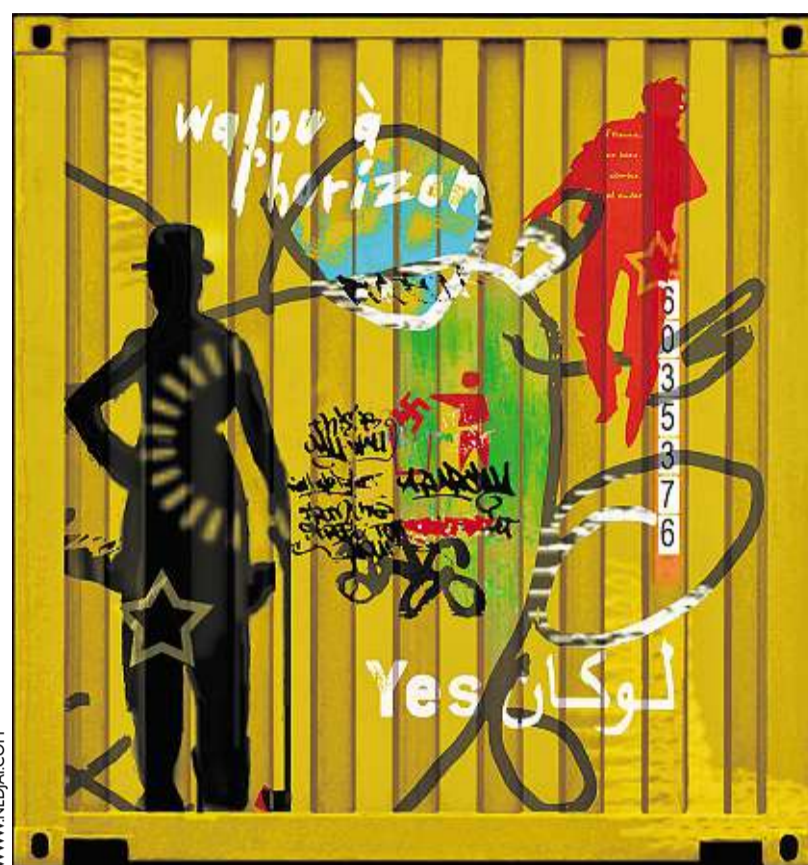
Aujourd'hui, cependant, ces deux systèmes convergent sur de nombreux points. En Algérie, le petit cercle des dirigeants militaires et civils, réputé pour son opacité et son clientélisme, voit son hégémonie menacée par de nouveaux acteurs économiques qui émergent dans la sphère politique. Le pouvoir algérien est en train de se calquer sur le makhzen marocain, ce réseau élitare complexe qui entoure le palais royal. Une évolution liée à la stratégie du président Abdelaziz Bouteflika, qui consiste à laisser la base du régime s'entrouvrir davantage à chaque crise et à incorporer de nouveaux effectifs susceptibles de le soutenir. La dissolution, en 2015, du département de renseignement et de la sécurité (DRS, ex-sécurité militaire), le tout-puissant appareil de renseignement, a levé un obstacle de taille sur cette voie.

Parallèlement, l'essor de l'économie de marché a créé une nouvelle classe de patrons citadins connectés au pouvoir militaire. Contrairement à leurs aînés, ces loyalistes-là ne sont pas jugés à l'aune de leur adhésion à la mémoire des idéaux révolutionnaires, mais en fonction de leur utilité matérielle immédiate. L'oligarchie s'élargit, faisant du chef de l'État le *primus inter pares* – le premier parmi les pairs. Une de ses fonctions, à l'instar du palais marocain, consiste à distribuer les récompenses et à arbitrer entre des intérêts rivaux.

Inversement, le Maroc se rapproche de son voisin algérien en termes d'opacité décisionnelle. La politique nationale y émanait traditionnellement d'un noyau concentré mais prévisible, composé par le monarque et son ministre de l'intérieur, qui ne faisaient aucun effort pour s'en cacher. À la faveur d'une libéralisation soutenue de l'économie, la cour du pouvoir s'est étendue à de nouvelles catégories de milieux d'affaires – exactement comme en Algérie. Des lobbys ont fait leur apparition, offrant au souverain une base de soutien élargie. Aussi le roi se retrouve-t-il à son tour « premier parmi les pairs », c'est-à-dire contraint d'échanger son pouvoir unilatéral contre une fonction de médiateur entre les divers groupes qui rivalisent dans son orbite. Cette diversification du pouvoir s'accompagne d'une dissimulation accrue du processus de décision, de sorte que les Marocains ne se font plus qu'une idée approximative de la manière dont la politique s'élabore à la tête de l'État et des acteurs qui en sont responsables.

L'interdépendance des élites est le moteur-clé de cette transformation. Le recul de l'absolutisme royal au Maroc et le démantèlement du DRS algérien ont permis aux nouvelles classes dominantes de renforcer leur influence financière et politique. En temps ordinaire, ces notabilités se livrent entre elles une concurrence acharnée. Mais qu'une crise surgisse, et elles resserrent les rangs comme une meute de loups afin de préserver le système. Au Maroc, elles ont agi de la sorte après la mort du roi Hassan II en 1999, lors des attentats terroristes de 2003, puis encore en 2011, lorsque le Mouvement du 20-Février a donné lieu à des protestations de masse dans les rues. Nul doute que les élites algériennes montreront le même esprit de corps lorsque M. Bouteflika succombera à ses maladies et que les militaires coopéreront un nouveau président, même si les risques d'instabilité sont plus grands en Algérie en raison du manque de règles claires quant au processus de succession.

Pareille logique signifie que les élites marocaines et algériennes ne disposent d'aucune vision à long terme. Focalisées sur la sauvegarde immédiate du système et de leurs intérêts plutôt que sur les problèmes structurels, elles se montrent incapables de concevoir un autre ordre politique. Cela implique que, si un tel ordre venait à apparaître, à l'issue d'un soulèvement par exemple, elles seraient les plus mal armées pour s'y adapter. Dans une telle situation, le Maroc disposerait sans doute d'un avantage relatif sur l'Algérie, du fait de l'absence de rente pétrolière et de la capacité de la monarchie à faire l'union autour d'elle.



MUSTAPHA NEDJAL – Œuvres de la série « XTorsion », 2010



La Tunisie présente un tout autre cas de figure. Ici, le soulèvement de 2010-2011 a promptement décapité la vieille autocratie régnante. Les élites compromises par le système de l'ancien président Zine El-Abidine Ben Ali, parmi lesquelles les anciens fonctionnaires de l'appareil dictatorial, n'ont occupé qu'une place

mineure dans le premier gouvernement post-révolutionnaire. Au commencement de cette nouvelle ère démocratique, la voix de la rue a pesé non seulement sur la définition de la politique nationale, mais également sur la reconstruction de l'État lui-même – un exemple rare d'implication collective dans les affaires publiques.

L'exemple tunisien

C'EST AINSI que d'importantes organisations de la société civile, comme le syndicat des journalistes ou l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), ont maintenu une pression constante sur les partis politiques – y compris sur la formation islamiste Ennahda – pour les pousser à la transparence. Contrairement au Maroc et à l'Algérie, la Tunisie possède un Parlement qui n'est pas une simple chambre d'enregistrement, mais un véritable organe de législation et de contrôle auquel le pouvoir exécutif est tenu de rendre des comptes. Près d'un tiers des sièges de député (31 %) sont occupés par des femmes – cette proportion, la plus haute du monde arabe et du continent africain, dépasse aussi celle qui prévaut dans nombre de pays occidentaux. L'Instance vérité et dignité, créée en 2014 pour enquêter sur les infractions aux droits humains commises par l'ancien régime, est composée en grande partie de personnalités indépendantes.

La démocratie tunisienne est encore loin d'être consolidée, et les arrangements négociés entre les islamistes et les natio-

nalistes héritiers du Néo-Destour peuvent capoter à tout moment. La Tunisie n'en reste pas moins un exemple vivant de ce qu'un pays du Maghreb peut accomplir en termes de souveraineté populaire dans les limites des institutions élues. La transparence et le principe de responsabilité devant les électeurs y sont mieux assurés non seulement que chez ses voisins du Maghreb, mais aussi que dans la plupart des États arabes.

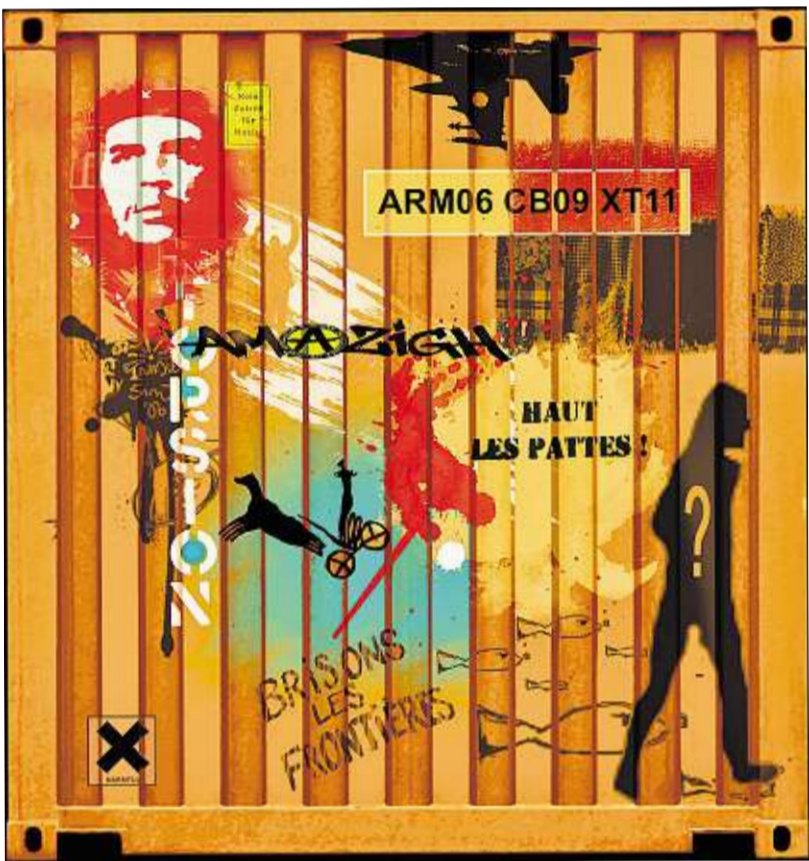
Les trois pays du Maghreb présentent également un large éventail en matière d'expression politique des forces islamistes. Ils démontrent, chacun à sa manière, que la place de la religion dans la vie politique arabe est loin de s'amoindrir et que la stabilité future des États dépendra de leur aptitude au compromis et à l'ouverture.

Le Maroc est un cas trompeur. Sa principale formation islamiste, le Parti de la justice et du développement (PJD), dirige le gouvernement depuis sa victoire aux élections législatives de 2011 – scrutin remporté à nouveau début octobre avec

* Chercheur à l'université Harvard (États-Unis), auteur de *Journal d'un prince banni. Demain, le Maroc*, Grasset, Paris, 2014.

DU MONDE ARABE

et espérance démocratique



125 sièges sur 395 (107 en 2011). Mais il a joué le jeu du régime en neutralisant l'impact du Mouvement du 20-Février. Sur le plan idéologique, le PJD est un parti de l'ordre et non un parti du changement. Il s'est accommodé des impératifs de la monarchie, ne ménageant pas ses efforts pour se tailler une place dans les institutions de l'État, mais sans réussir pour autant à y installer de nouvelles pratiques. À rebours d'une idée répandue, la participation du PJD au gouvernement n'a pas amoindri la force d'attraction de l'islam politique, pour la simple raison que le parti n'a jamais été conçu pour défier le pouvoir en place et qu'il avance dans son sillage.

Cette situation reflète le rôle à part que tient le discours religieux au Maroc. Le PJD ne se donne pas la peine de contester l'autorité du roi en matière de religion, car l'aura historique de la dynastie alaouite ne permet pas de rivaliser avec elle dans ce domaine. Le régime exerce un contrôle strict sur les écoles coraniques, les imams et les mosquées. Les

groupes islamistes qui ont osé contester cette règle du jeu se sont retrouvés exclus de la scène politique, comme le mouvement Justice et spiritualité ou diverses organisations salafistes. En fin de compte, la question de la religion en politique n'a jamais été sérieusement posée. Elle se posera avec acuité en cas de percée démocratique.

Aux yeux du monde extérieur, pourtant, l'islam marocain se distingue par sa combinaison de trois éléments souvent perçus comme un antidote à l'extrémisme : la doctrine malékite, la pensée acharite et le courant soufi. Il est vrai que ces trois croyances puisent dans une longue et riche généalogie intellectuelle qui accorde une large place au jugement humain et favorise plutôt la modération. Le Maroc ne s'est pas privé de projeter cette image vers l'Europe, en faisant valoir la compatibilité de cette version de l'islam avec les principes séculiers chers à la France et à d'autres républiques occidentales (1).

Vulnérabilité en cas de crise économique

IL EN VA DIFFÉREMMENT en Algérie, où le spectre de la guerre civile des années 1990 et de ses plus de cent mille morts semble avoir immunisé la société contre les sirènes de l'islam politique, même si l'on assiste à la résurgence de pratiques fondamentalistes et de discours radicaux qui rappellent ceux des militants de l'ex-Front islamique du salut (FIS) à l'époque. Contrairement à la monarchie marocaine, le régime algérien ne possède ni institu-

tions ni autorité en matière religieuse pour répondre à la contestation fondamentaliste. La peur de la violence est son principal atout face aux grandes organisations rigoristes et aux groupuscules extrémistes comme Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). C'est la raison pour laquelle l'islamisme échoue depuis vingt ans à trouver sa place sur l'échiquier politique algérien, alors qu'au Maroc il s'est fondu dans la hiérarchie officielle.

Du fait de l'association entre islamisme et violence, les groupes religieux en Algérie se préoccupent moins de valeurs sociétales que de leur réintégration dans le jeu politique ; d'où leur engagement en faveur de réformes systémiques telles que le retour de l'armée dans ses casernes ou la réhabilitation du Parlement, avec peu de chances cependant de parvenir à leurs fins. D'autant qu'ils se montrent peu diserts en matière de politique étrangère, laissant les questions de sécurité frontalière aux mains du régime – que ce soit face au fragile Mali ou à la Libye en voie d'effondrement.

La Tunisie incarne là encore un tout autre champ de possibilités. Son histoire récente indique qu'un mouvement islamiste fort peut non seulement être accepté par le système démocratique, mais aussi, et surtout, être incorporé à son fonctionnement.

Les alliances et les pactes conclus entre Ennahda et ses opposants « laïques », principalement Nidaa Tounès, la formation créée par le président de la République Béji Caïd Essebsi, constituent la clé de voûte de la politique tunisienne d'aujourd'hui. Initialement, pourtant, aucun des deux camps n'était disposé au moindre compromis sur la Constitution, et encore moins sur la mise en œuvre de la charia, la loi islamique. La crainte partagée d'une destruction mutuelle dans la foulée de l'épisode révolutionnaire a cependant fini par convaincre les uns et les autres d'en rabattre sur leurs exigences politiques, de sorte qu'un dénominateur commun a pu être trouvé sur des questions aussi fondamentales que la protection des libertés civiles, les droits des femmes et le caractère non religieux de l'État.

Ce dialogue a permis, au terme de plusieurs décennies d'exil et de répression, de formaliser la participation des islamistes à la vie sociale et politique du pays. Il suggère également qu'à bien des égards l'islamisme en Tunisie pourrait être en train de se séculariser. En prenant ses distances avec les groupes plus radicaux – salafistes, notamment – et en privilégiant l'action politique et économique concrète au détriment des abstractions religieuses, Ennahda a amorcé la création d'une nouvelle identité syncrétique. Il tient maintenant davantage la comparaison avec l'Union chrétienne-démocrate (CDU) allemande qu'avec le Parti de la justice et du développement (AKP) turc, qui avait endossé autrefois le costume de l'islamisme pragmatique, capable de fusionner principes religieux et objectifs politiques dans le cadre parlementaire.

Au-delà de toutes ces différences, les pays du Maghreb partagent une même faiblesse : leur extrême vulnérabilité en cas de crise économique ou politique soudaine. Même dans le contexte de démobilité qui pèse comme un étouffoir depuis le « printemps arabe », des étincelles existent. Elles peuvent à tout moment générer des explosions en chaîne susceptibles de remettre en question la capacité des régimes à maintenir leur contrôle sur la population.

Les sociétés du Maghreb, et plus encore leur composante essentielle, la jeunesse, désirent trois choses : le pain, la liberté et la dignité. Le pain fait défaut aux trois pays de la région, caractérisés par des niveaux importants d'inégalités, de pauvreté et de chômage. C'est particulièrement le cas pour l'Algérie, dont la dépendance à la manne gazière et pétrolière s'est muée en calamité depuis la chute des cours des énergies fossiles. Mais le chômage des jeunes est tout autant un fléau chez ses deux voisins.

En Tunisie, dans un contexte où le secteur vital du tourisme a été mis à mal par les attentats de 2015, les protestations de rue contre le manque de débouchés rappellent régulièrement que les accords conclus par un gouvernement acquis au libéralisme se paient par l'indifférence au sort des plus pauvres. Absorbées par la mise en place d'un système démocratique viable, les diverses factions au pouvoir négligent l'urgence de restructurer une économie d'import-export à bout de

souffle. Une impasse qu'ont déjà connue bien des États confrontés à une transition démocratique. Le Maroc, du fait de choix avisés opérés après l'indépendance et d'un meilleur environnement légal, semble mieux outillé pour développer son économie. Mais ses perspectives à long terme sont lourdement obérées par de mauvais indicateurs de développement humain et par un secteur de l'éducation sinistré.

Assurément, le développement prend du temps. Même si les réformes nécessaires étaient engagées sans tarder, il faudrait des années avant que le secteur privé parvienne à donner un emploi aux cohortes de jeunes chômeurs. En attendant, le respect des principes de liberté et de dignité peut tempérer la crise en fournissant du sens et un horizon à tout ce qui ne relève pas strictement de l'économie.

À cet égard, hélas, le Maroc et l'Algérie accusent un sérieux retard. Si le processus de prise de décision politique y est devenu à la fois plus opaque et plus fragmenté, le pouvoir exécutif lui-même reste immuable dans sa nature : plus que jamais, il repose entre les mains d'un groupe restreint qui se refuse à voir remis en question son monopole du pouvoir. Et ce ne sont pas les Parlements qui risquent de le contester. Les élections ont beau se dérouler dans des conditions correctes, elles alimentent des institutions politiquement amorphes, dépourvues d'un véritable droit de regard sur l'action de l'exécutif et des organes de sécurité. C'est vrai surtout en Algérie, où les sempiternelles guerres intestines au sommet de l'État vident la représentation élue de toute sa substance. Au Maroc, au moins, il existe une certaine diversité des formations et idéologies représentées au Parlement, ainsi qu'une vie législative qui n'escamote pas entièrement les débats et les enquêtes. La lutte pour la dévolution des pouvoirs de la monarchie a donné un sens à la vie politique.

En matière de liberté de la presse, en revanche, les deux pays connaissent des évolutions opposées. En Algérie, les

médias libres créés après le « big bang (2) » de 1988 ont réussi à survivre tant bien que mal à la normalisation, tandis qu'au Maroc le régime a étouffé la presse par une stratégie d'asphyxie graduelle entamée il y a plus de dix ans. Dans un premier temps, le palais édicté des règles sanctionnant les périodiques qui auraient l'audace de soulever des controverses économiques ou politiques. Puis il s'attaque à tous les journaux critiques et aux sites d'information, en instaurant des amendes exorbitantes, synonymes de mise en faillite, pour des délits mineurs. Enfin arrive le coup de grâce, avec la mise sur le marché d'une pseudo-presse conçue comme une arme de guerre contre les derniers espaces de libre expression encore existants. Chaque service de sécurité, le palais y compris, va désormais créer son propre média, présenté comme une plate-forme indépendante, mais destiné en réalité à faire taire toute voix discordante par la diffusion d'attaques nauséabondes et diffamatoires. Ces opérations gérées par les plus hautes sphères de l'État sont conduites en douceur. Les écoutes et les surveillances des services de sécurité vont de pair avec les instructions données aux rédacteurs en chef et aux « journalistes ».

Mais une telle stratégie produit aussi des effets collatéraux : en privant les effets des canaux par lesquels elle pouvait exprimer son mécontentement, le pouvoir prend le risque de voir la pression sociale se libérer sous des formes moins maîtrisables.

C'est un jeu d'autant plus dangereux que le Maroc et l'Algérie font face à une exigence croissante de dignité de leurs populations. Entre scandales politiques, affaires de corruption, abus de pouvoir et manquements aux obligations internationales, les gouvernements en place ne cessent de disloquer les droits des citoyens sous le poids de leur autoritarisme. S'ensuit un discrédit de plus en plus cinglant de la gouvernance non démocratique, auquel les appels à l'union nationale n'apportent aucun remède.

Ressentiment au Sahara occidental

À CELA S'AJOUTE que le Maroc ne parvient toujours pas à clore l'épineux dossier du Sahara occidental. Ce territoire, dont le Front Polisario réclame l'indépendance, reste considéré par Rabat comme partie intégrante du royaume. Le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU) a jusqu'à présent apaisé le Maroc, et entend sans doute continuer ainsi aussi longtemps que possible. Cependant, le ressentiment qui bouillonne au Sahara occidental pourrait finir par saper ce statu quo. Chaque crise qui secoue le territoire accule la monarchie à de nouveaux compromis. Le régime ayant toujours fait de ce dossier un sujet d'union sacrée, il se piège lui-même avec cette stratégie. Il exploite le discours nationaliste pour se prémunir en interne de ses erreurs, mais il prend le risque de s'en retrouver prisonnier plus tard, quand surviendront de nouvelles contestations au Sahara.

La fibre patriotique qui a vibré par le passé se trouve aujourd'hui malmenée, ce qui avive un peu plus les tensions au sein de la société marocaine. Il en va de cette affaire comme de l'exigence de dignité : le problème ne tient pas tant aux arguments avancés par le Maroc – en l'occurrence, la défense des droits historiques et de la souveraineté nationale – qu'à l'impossibilité de sortir de l'impasse sans une démocratisation réelle du régime.

Là encore, l'autoritarisme, auquel seule la Tunisie a échappé, se heurte à ses propres limites. Les problèmes de fond qui alimentent la frustration sociale ne peuvent se régler que par le dialogue et le compromis, toutes choses auxquelles les régimes autoritaires résistent, tant est grande leur peur de se voir supplantés par un rival au cas où ils lâcheraient du lest. De plus, dans la mesure où les gouvernements refusent de mettre en place les outils institutionnels qui

permettraient d'impliquer les sociétés dans la résolution des crises, la population tend à en rejeter la responsabilité sur ses dirigeants.

En définitive, compte tenu de ses atouts culturels, sociaux et géopolitiques, l'avenir du Maghreb paraît beaucoup moins sombre que celui du Proche-Orient. Mais il n'est pas assuré. Le nouveau système démocratique de la Tunisie permettra certes à ses dirigeants de mieux répondre aux défis qui viennent que leurs homologues algériens et marocains ; en dépit des inégalités profondes qui le fractionnent, le pays dispose d'une chance véritable de conquérir la paix et la stabilité. Par contraste, les dirigeants du Maroc et de l'Algérie évoquent la figure du pompier pyromane. Prompts à étouffer les crises et les secousses sociales, ils ne peuvent jamais pour autant se sentir réellement à l'aise. Se contentant d'une démocratie formelle, ils se déchargent de leurs problèmes sur des boucs émissaires. Au lieu de réparer les malfaçons, ils les perpétuent, voire les amplifient.

Les trois pays du Maghreb gagneraient en tout cas à dépasser leurs rivalités en s'accordant sur une coopération, fût-elle à minima. La question du Sahara ne devrait pas empêcher l'existence d'une dynamique commune autour de sujets tels que l'environnement, le commerce, la formation, l'énergie et la santé. Ce qui, tout en augmentant leur poids lorsqu'ils négocient avec l'Union européenne, permettrait d'atténuer les tensions bilatérales et de renforcer la stabilité de la région.

HICHAM ALAOUÏ.

(1) Cf. Charlotte Bozonnet et Youssef Ait Akdim, « Mohammed VI se voit en chaire de l'islam modéré », *Le Monde*, 23 août 2016.

(2) Expression utilisée par Dale F. Eickelman et James Piscatori dans leur ouvrage *Muslim Politics*, Princeton University Press, 2004, 2^e édition.

Quitte ou double c...

(Suite de la première page.)

U l'importance stratégique de la Syrie, les mêmes effets seraient décuplés par une défaite militaire du régime en place, arguait-il. Il faisait référence à la grande coalition qui avait réuni l'URSS, les États-Unis et le Royaume-Uni à partir de juin 1941 pour faire face à la puissance hitlérienne. Il plaiderait ainsi en faveur d'une alliance similaire pour combattre le danger de l'OEI, qui cherchait « à dominer le monde islamique », en soulignant : « Des membres de ce que l'on appelle "l'opposition syrienne modérée", soutenue par l'Occident, viennent également grossir les rangs des radicaux. »

En dépit de la responsabilité du régime dans le lourd bilan humain du conflit, tout cela revenait à dire à ses interlocuteurs occidentaux : entre deux maux, il faut savoir choisir le moindre. M. Poutine leur proposait de promouvoir avec lui l'idée d'un cessez-le-feu entre toutes les forces combattantes en Syrie, à l'exception de l'OEI, et, parallèlement, de chercher collectivement une solution politique.

Les dirigeants occidentaux se sont longtemps accordés à penser que le départ de M. Al-Assad constituait un préalable à toute résolution du conflit. Mme Angela Merkel fut la première à briser ce consensus. Le 23 septembre 2015, la chancelière allemande affirmait : « Il faut parler avec de nombreux acteurs, et cela implique Al-Assad (3). » Elle a rapidement été suivie par le Britannique David Cameron, et finalement par M. Barack Obama lui-même. Mais il a fallu attendre les attentats du 13 novembre 2015 à Paris pour que le ministre des affaires étrangères français, M. Laurent Fabius, abandonne à son tour cette condition : « Une Syrie unie implique une transition politique. Cela ne veut pas dire que Bachar Al-Assad doit partir avant même la transition, mais il faut des assurances pour le futur (4). »

Dès le début, on soulignait toutefois, à Washington et ailleurs, que les forces aériennes russes ne frappaient pas beaucoup les bases de l'OEI, mais plutôt celles d'autres formations rebelles, et sans grandes précautions pour épargner les civils. Le premier objectif de Moscou était de renforcer les positions du régime, menacées par d'autres que l'OEI. On pouvait cependant croire qu'il s'agissait surtout de le mettre en meilleure posture politique en vue des négociations à venir.

Pour donner des gages à ses partenaires occidentaux et à leurs alliés, la Russie soucrivit le 18 décembre une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU proposée par les États-Unis qui exigeait une solution politique et « la formation d'un gouvernement de transition doté des pleins pouvoirs ». C'est sur ces bases que put s'établir la difficile, sinon impossible, coopération internationale, et cette résolution fut évidemment mal reçue par le gouvernement de M. Al-Assad. En insistant sur la nécessité d'une concertation internationale, la Russie reconnaissait que l'aide militaire qu'elle était disposée à lui accorder ne suffisait pas à lui permettre de reprendre le contrôle de toute la Syrie, ni même des zones aux mains des rebelles soutenus par les Occidentaux.

La grande coalition préconisée par Moscou est restée un vœu pieux. Il faut plutôt parler de deux coalitions, qui se sont rencontrées dans le cadre des « pourparlers de Vienne », coprésidés par le ministre des affaires étrangères russe Sergueï Lavrov et par le secrétaire d'État américain John Kerry, à la mi-novembre 2015. Celle menée par la Russie compte l'Irak (avec l'appui, sur le terrain, des troupes du Hezbollah libanais) et l'Irak, qui appartient aussi à la seconde. Celle des États-Unis, beaucoup plus vaste, regroupe une cinquantaine d'États. Mais elle est plus hétéroclite et comprend des États très récalcitrants à l'égard du processus, notamment la Turquie et l'Arabie saoudite.

Pour cette dernière, en Syrie comme ailleurs, le danger principal demeure l'Irak, dont les forces Al-Qods combattent avec les soldats syriens. La Turquie, elle, s'inquiète de l'émergence d'un Kurdistan syrien indépendant de facto – d'où son intervention fin août 2016 pour empêcher la jonction des

territoires kurdes au sud de sa frontière. C'est seulement sous la pression de Washington que, à Vienne, l'Arabie saoudite a accepté de s'asseoir à la même table que l'Irak.

La recherche d'une solution politique s'est cependant poursuivie, au niveau non seulement international, mais aussi régional. Sous les pressions conjointes de Moscou et de Washington, un « forum » des parties combattantes sur le terrain (à l'exception de l'OEI et du Front Al-Nosra, une composante d'Al-Qaïda) a été ouvert à Genève par un représentant spécial du Conseil de sécurité de l'ONU. Celui-ci a rencontré les parties séparément plusieurs fois pour discuter avec elles non seulement d'un cessez-le-feu, mais aussi de leurs conditions pour un règlement par étapes du conflit. Sans grand succès.

La coopération entre Washington et Moscou a résisté à la destruction d'un bombardier russe par les forces turques, le 24 novembre 2015, ainsi qu'à la tentative

– infructueuse – du président turc Recep Tayyip Erdoğan d'appeler à la rescousse l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Puis, le 14 mars 2016, à la surprise générale, M. Poutine a annoncé un retrait graduel des forces d'intervention russes, qui s'est amorcé rapidement, et de façon notable. Le message s'adressait avant tout à M. Al-Assad. Grâce à l'appui militaire russe, le président syrien avait pu reconquérir un peu du territoire perdu, et il entendait pousser au maximum l'avantage acquis en tentant la reprise complète d'Alep, la deuxième ville du pays, à l'occasion d'une violation d'un cessez-le-feu péniblement conclu entre les représentants de la Russie et des États-Unis le 27 février.

Visiblement, Moscou contrôlait mal son allié syrien. M. Al-Assad sait fort bien que la Syrie est le seul point d'ancrage de la Russie au Proche-Orient, où elle cherche à retrouver une influence significative. Sans se désolidariser ouvertement de son allié,

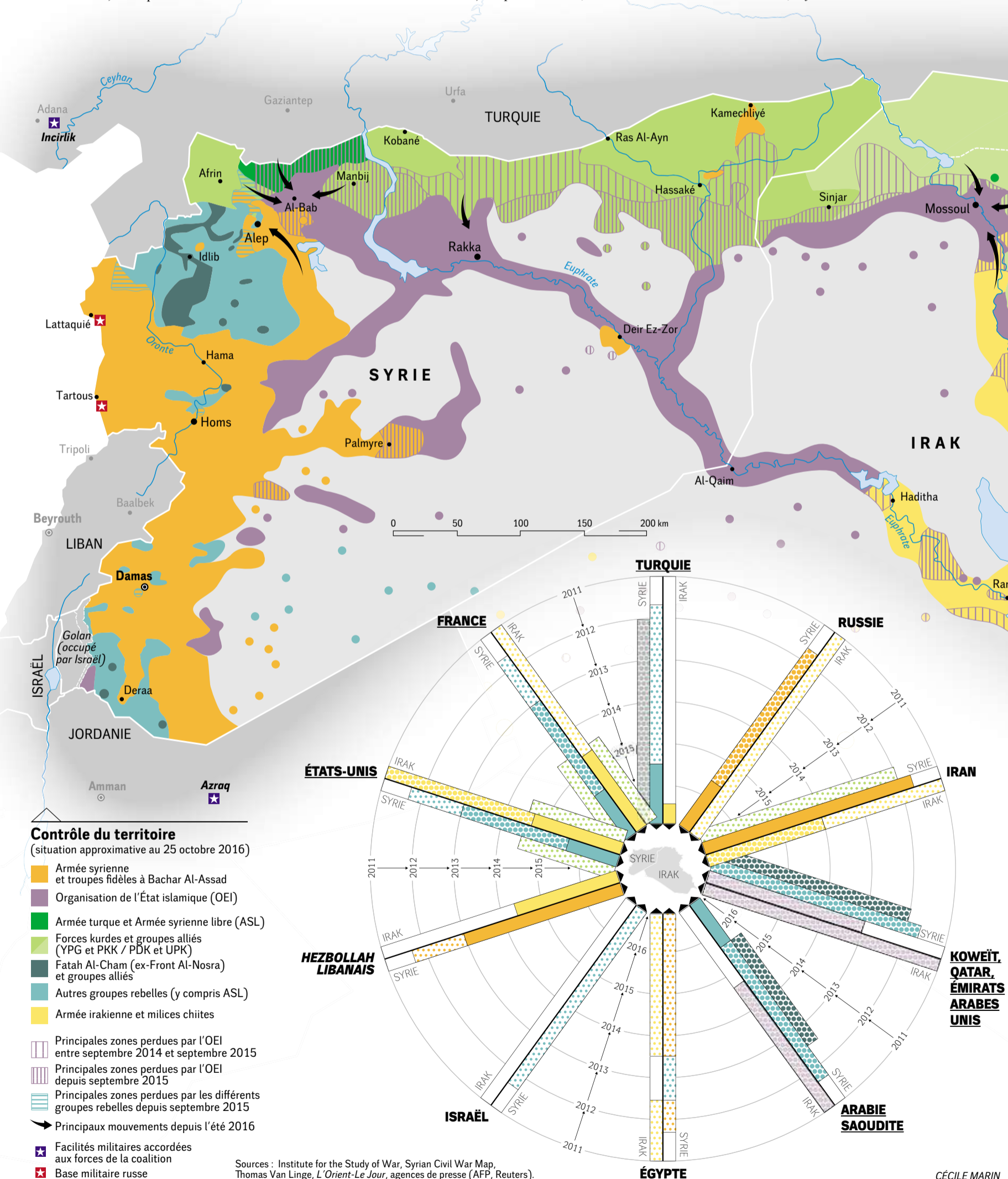
M. Poutine entendait donc montrer qu'il lui appartenait de fixer les conditions de l'engagement de la Russie. La prise d'Alep aurait donné au régime syrien le contrôle d'un territoire où réside 70 % de la population du pays; elle lui aurait permis de camper indéfiniment sur ses positions et de faire échouer les négociations avec l'opposition. Mais elle n'a pas eu lieu, et un nouveau cessez-le-feu précaire a été conclu. En choisissant de prendre ses distances, M. Poutine entendait ne pas compromettre l'objectif principal qu'il poursuivait en Syrie : démontrer que la Russie était pour les États-Unis et l'Europe un partenaire d'une puissance certes inférieure à la leur, mais désormais décisive; et qu'on ne pouvait résoudre les grands problèmes internationaux que par des compromis où ses intérêts seraient pris en compte.

La collaboration entre la Russie et les États-Unis s'est poursuivie pendant encore plusieurs mois, à travers la recherche d'un

cessez-le-feu régulièrement violé par les alliés de l'un ou de l'autre. Fin juin 2016, on a appris que M. Obama avait autorisé une proposition faite à la Russie : des opérations militaires conjointes non seulement contre l'OEI mais aussi contre le Front Al-Nosra, à condition que Moscou obtienne que les forces aériennes syriennes restent au sol et cessent le feu avec les autres formations de résistance armée soutenues par l'Arabie saoudite, les émirats du Golfe et la Turquie (5).

Cette proposition, relayée par M. Kerry, a suscité une forte opposition au sein de l'administration américaine, en particulier chez M. Ashton Carter. Le ministre de la défense estimait qu'elle faisait la part trop

(3) Agence France-Presse, 24 septembre 2015.
(4) Entretien dans *Le Progrès*, Lyon, 5 décembre 2015.
(5) Josh Rogin, « Barack Obama plans new military alliance with Russia in Syria », *The Independent*, Londres, 30 juin 2016.



Depuis l'intervention aérienne de la coalition arabo-occidentale, en août 2014, l'Organisation de l'État islamique (OEI) a perdu du terrain, essentiellement au profit des Kurdes en Syrie et des forces gouvernementales en Irak. Après l'intervention russe, en septembre 2015, les troupes du président syrien Bachar Al-Assad ont cessé de reculer, puis ont repris l'offensive contre l'opposition armée, notamment à Alep. En Syrie, la recherche d'une issue politique bute sur

l'émiettement de troupes parfois très composites : armée loyaliste ; Kurdes et alliés arabes ; groupes rebelles de l'Armée syrienne libre souvent imbriqués avec des djihadistes plus ou moins proches d'Al-Qaïda ; OEI. Cette dernière accueille en Irak et en Syrie des combattants venus de tous les continents, tandis que l'implication de puissances étrangères devient de plus en plus forte. Le schéma met en lumière la diversité des soutiens internationaux, et non les oppositions

(celle de la Turquie aux Kurdes militaires, le paradoxe de ce soutien de ceux-ci à l'opposition directe, aux djihadistes) un courriel de Mme Hillary C

de la Russie à Alep

belle à la Russie et à la Syrie, dans la mesure où le Front Al-Nosra est la force d'opposition armée de loin la plus importante, alors que la trentaine d'autres groupes pèseraient peu.

D'autre part, il s'opposait à un partage d'informations militaires avec la Russie. Il désignait publiquement Moscou comme l'adversaire principal des États-Unis – ce que MM. Obama et Kerry se gardaient de faire. Selon des fuites recueillies par le *Washington Post* (6), il affirmait, non sans raison, qu'en Syrie M. Poutine cherchait surtout à « briser l'isolement qui a suivi son intervention militaire en Ukraine ». En réponse, le Pentagone conduisait un renforcement sans précédent de l'OTAN depuis la fin de la guerre froide, avec le déploiement en Pologne et dans les républiques baltes d'une nouvelle force de quatre mille hommes (7). Ces divisions internes et les ambiguïtés qui en découlaient n'ont pas facilité la tâche de Washington.

Tandis que les forces gouvernementales assiégeaient durablement l'est d'Alep à partir du 4 septembre, la Russie posait elle aussi ses conditions pour accepter la proposition de M. Obama. Elle exigeait que les forces de combat protégées par Washington qui côtoyaient celles du Front Al-Nosra (rebaptisé Fatah Al-Cham en juillet 2016) et collaboraient souvent avec elles s'en dégagent de façon vérifiable, pour pouvoir échapper aux frappes russes.

En somme, les partenaires russe et américain se posaient mutuellement des conditions que ni l'un ni l'autre n'était en mesure de garantir. On touche là à la fragilité des ententes partielles sur lesquelles se fondait le cessez-le-feu de septembre 2016, dont la rupture a conduit à la situation actuelle.

Plusieurs, sinon la majorité, des forces tierces ne veulent ou ne peuvent pas se dégager d'Al-Nosra, omniprésent dans les zones rebelles. Leur priorité est la défaite

du régime Al-Assad. En outre, le Front pourrait se retourner immédiatement contre elles. Malgré tout, les États-Unis ont tenté de les pousser à s'en distancer. En août 2016, selon des correspondants du *New York Times* (8), des représentants de ces forces se plaignaient de ce que l'important flux d'armements fournis par les États-Unis via l'Arabie saoudite (dont une partie était revendue ou passait à Al-Nosra) avait considérablement diminué. M. Kerry a été blâmé pour avoir laissé échapper dans une conversation que deux de ces organisations étaient des « sous-groupes » d'Al-Nosra (9).

Les termes et les conditions du cessez-le-feu entré en vigueur le 13 septembre, négocié entre MM. Lavrov et Kerry, étaient si précaires et si ambigus qu'ils devaient être revus toutes les quarante-huit heures, et qu'ils n'ont même pas été rendus publics. Dans ces circonstances, il est étonnant qu'il ait pu durer ne serait-ce

que quelques jours. Plus étonnant encore, il a été rompu par une attaque américaine contre les forces syriennes qui a fait plus de soixante morts, le 17 septembre. M. Al-Assad a évidemment refusé de croire qu'il s'agissait d'une erreur, comme on l'affirmait à Washington. Il en a profité pour lancer une offensive tous azimuts et tenter la reprise complète d'Alep. Quelques heures après la fin de la trêve, un convoi humanitaire de l'ONU était bombardé à l'ouest de la ville. Washington a tenu Moscou et son allié syrien pour « directement responsables » de cette attaque, au cours de laquelle une vingtaine de personnes ont péri.

En appuyant sans réserve apparente M. Al-Assad alors que l'intensification des bombardements aggrave le désastre humanitaire, la Russie a pris un risque d'isolement. Moscou a dû utiliser son droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU, le 8 octobre, pour bloquer la résolution fran-

çaise demandant l'arrêt des combats. Seul le Venezuela a voté avec la Russie, tandis que la Chine s'est abstenue. M. Poutine entend profiter de la fin du mandat de M. Obama pour mettre ses alliés en position de force avant la recherche d'une solution politique. Mais, s'il ne trouve pas un moyen de relancer les pourparlers, le crédit de la Russie et l'avenir de ses relations avec les États-Unis et l'Europe seront hypothéqués.

JACQUES LÉVESQUE.

(6) Gareth Porter, « A new fight over Syria war strategy », Consortiumnews.com, 8 juillet 2016.

(7) Lire Michael Klare, « À Washington, scénarios pour un conflit majeur », *Le Monde diplomatique*, septembre 2016.

(8) Mark Mazzetti, Anne Barnard et Eric Schmitt, « Military success in Syria gives Putin upper hand in US proxy war », *The New York Times*, 6 août 2016.

(9) Josh Rogin, « Kerry tout le russe line on Syrian rebel groups », *The Washington Post*, 12 juillet 2016.

Casse-tête américain à Mossoul

Après avoir longtemps hésité, Washington a finalement donné son feu vert à une reprise de la grande ville du Nord par l'armée irakienne et ses alliés.

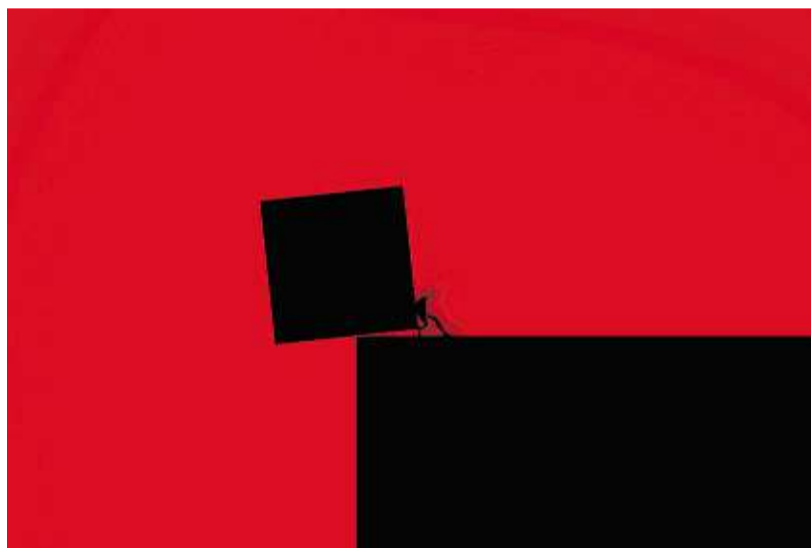
PAR AKRAM BELKAÏD *

« L'IRAK ne renâtra que lorsque Mossoul sera libérée. Nous devons nous hâter d'atteindre cet objectif. » Ainsi parlait le premier ministre Haïdar Al-Abadi en septembre 2014, après avoir obtenu le vote de confiance du Parlement irakien pour former un gouvernement d'unité visant à défaire l'État islamique (OEI). De report en report, il aura donc fallu attendre plus de deux ans pour qu'il annonce le lancement de l'« attaque victorieuse » visant à déloger l'OEI de la ville tombée entre ses mains en juin 2014. Aux États-Unis, M. Barack Obama a salué un « pas décisif vers la destruction totale » des forces djihadistes et estimé lui aussi que la reprise de Mossoul permettrait à l'Irak de retrouver sa cohésion. Une cohésion mise à mal, faut-il encore le rappeler, par une guerre (1991), une décennie d'embargo (1990-2003), puis par une invasion et une occupation militaire américaine (mars 2003-décembre 2011).

Le discours volontariste du président américain cache mal de multiples inquiétudes quant à l'évolution de la situation dans la province de Ninive. Les stratèges du Pentagone doutent de la capacité de l'armée irakienne à l'emporter rapidement. Ils n'ont pas oublié qu'en 2014 ses troupes, nettement supérieures en nombre, s'étaient retirées de la ville sans combattre, en abandonnant leur armement lourd aux mains des djihadistes.

Ces deux dernières années, les États-Unis ont aidé Bagdad à accélérer la réorganisation de l'armée, avec la constitution d'unités spéciales entraînées aux combats urbains. M. Al-Abadi assure que le nécessaire a été fait en matière de formation et que l'armée irakienne veut sa revanche. Par prudence, M. Obama a prévenu que la bataille serait « difficile et marquée par des avancées et des revers ». Il y va de la réussite de son diptyque stratégique : pas de présence au sol autre que celle des conseillers et formateurs, mais un usage intensif de l'aviation pour affaiblir l'ennemi djihadiste et cibler sa chaîne de commandement. De fait, les opérations terrestres sont menées par l'armée et la police irakiennes, appuyées par diverses forces supplétives, dont des milices chiïtes et les peshmergas du Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Ces forces reçoivent les conseils de divers spécialistes étrangers (américains, français, britanniques, iraniens, etc.) et le soutien des frappes aériennes de la coalition internationale contre l'OEI.

Outre qu'elle reposerait la question d'un engagement terrestre américain, une nouvelle dérout



JABER AL AZMEH. – « The People » (Le Peuple), de la série « Wounds » (Blessures), 2012

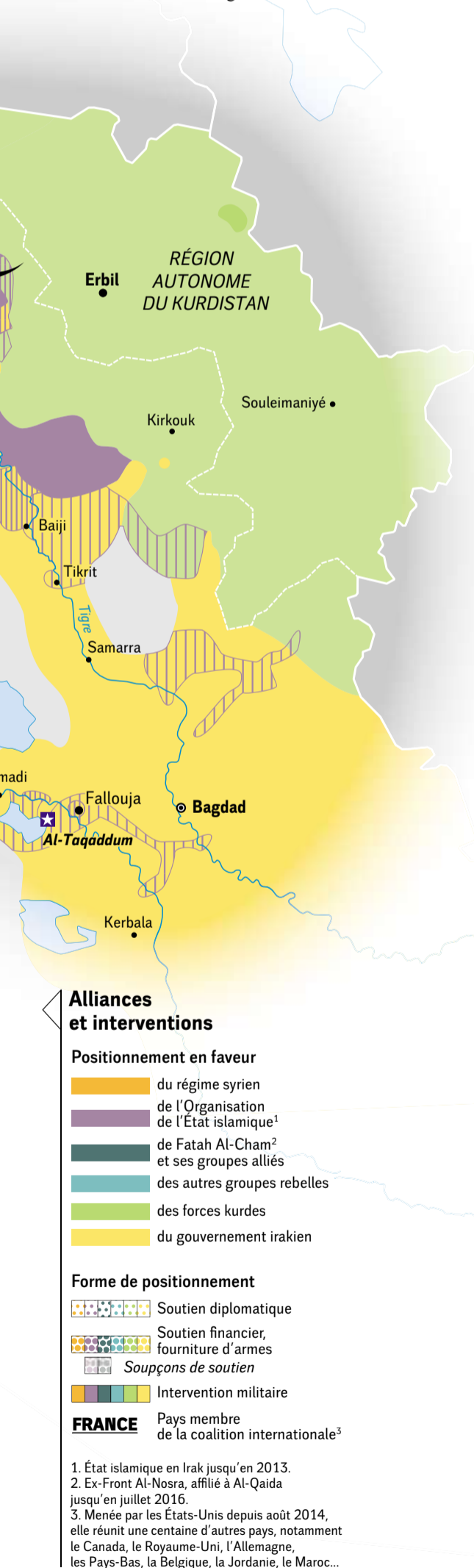
endossant les habits du vainqueur de l'OEI. Une telle évolution provoquerait la panique des monarchies du Golfe, qui exigent que Washington garde toujours un pied en Irak. Ces derniers mois, le ton n'a cessé de monter entre Bagdad et Riyad, au point que les diplomates américains font la navette entre les deux capitales pour calmer le jeu.

Second objectif des États-Unis : perturber le rapprochement en cours entre Bagdad et Moscou. Le premier ministre Al-Abadi loue régulièrement l'intervention russe en Syrie et ne perd aucune occasion de dire le plus grand bien du président Vladimir Poutine.

Certes, le Kremlin entend instrumentaliser la bataille de Mossoul pour rendre la monnaie de leur pièce aux Occidentaux, en accusant par exemple la coalition internationale de « crimes de guerre » (1) ; mais ses critiques épargnent le gouvernement irakien. Mieux : il lui a proposé son assistance dans sa lutte contre les djihadistes, se disant ainsi implicitement prêt, au besoin, à suppléer les Américains. En bons termes avec le maréchal Abdel Fattah Al-Sissi en Égypte, qui approuve son action en Syrie, la Russie est donc en embuscade en Irak – ce que les Américains ne peuvent ignorer.

Les tensions récurrentes entre les gouvernements turc et irakien inquiètent également Washington. À Ankara, le président Recep Tayyip Erdoğan veut que son armée participe à la libération de Mossoul. Il endosse l'habit du protecteur des populations sunnites de cette ville face à la menace des milices chiïtes et de l'Iran. À Bagdad, M. Al-Abadi dénonce la présence de trois mille soldats turcs sur le sol irakien et refuse qu'ils combattent. Plusieurs journaux progouvernementaux accusent même la Turquie de vouloir annexer de fait la région de Mossoul, qui faisait partie de l'Empire ottoman jusqu'à la fin de la première guerre mondiale. En se déplaçant fin octobre à Bagdad, le secrétaire d'État à la défense américain, M. Ashton Carter, a tenté de convaincre le dirigeant irakien d'accepter que l'armée turque, la deuxième en effectifs de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), puisse participer aux combats contre l'OEI. Très contesté à l'intérieur de son propre pays pour sa supposée faiblesse vis-à-vis des États-Unis et exposé aux critiques virulentes de plusieurs dirigeants chiïtes, dont l'influent imam Moqtada Al-Sadr, M. Al-Abadi a tergiversé et opposé un refus de façade. Tout le monde sait que le président turc veut imposer sa présence à la table des négociations le jour venu et que son armée, alliée aux peshmergas irakiens et aux modestes troupes mobilisées auprès des tribus sunnites, sera partie prenante de la bataille de Mossoul. Un problème de plus à gérer pour Washington, dans une région où les stratégies concurrentes de ses alliés ne cessent de lui compliquer la tâche.

(1) « Russia accuses US-lead coalition of "war crimes" in Iraq », *Agence France-Presse*, 22 octobre 2016.



des de Syrie, par exemple). Il fait apparaître l'escalade certains soutiens communs (Iran et États-Unis en Irak) positions, comme celle des pays du Golfe. Derrière la coalition syrienne planent des soupçons d'aides indirectes, les plus radicaux et même à l'OEI, comme l'indique Clinton daté d'août 2014.

La deuxième génération des « mingong »

Leurs parents se sont tués à la tâche pour faire marcher « l'atelier du monde ». Comme eux, ils ont quitté la campagne par millions, partant à l'assaut des mégapoles chinoises dans l'espoir d'une vie meilleure. Mais leurs rêves se heurtent aux difficultés de la vie en ville, où ils ne disposent pas des mêmes droits que ceux qui y sont nés. Rencontre avec des « mingong », dans les quartiers ouvriers de Canton.

PAR LOUP ESPARGILIÈRE
ET THÉAU MONNET *

LES TRAITS tirés par une semaine harassante passée à confectionner des chaussures, le regard dans le vague, Zhang, 27 ans, raconte : « Cela fait un an que je suis à Baiyun. Ma femme et mon fils sont toujours dans la province du Guangxi. J'étais fermier, je suis venu ici pour l'argent. » Comme près de 280 millions de Chinois (1), il a quitté son village natal pour rejoindre les rangs des mingong (ou migrants, littéralement « paysans-ouvriers »), ces ruraux chinois venus chercher une vie meilleure dans les mégapoles du pays. Un exode entamé en 1979, lors de l'ouverture de la Chine à l'économie mondialisée sous l'impulsion de Deng Xiaoping. Bâtisseurs, ouvriers, balayeurs : ils sont depuis quarante ans les petites mains de la croissance chinoise.

À Baiyun, district ouvrier du nord de Canton où l'on trouve des immeubles-dortoirs, de petites usines de textile et des échoppes qui vendent de tout, les

générations de mingong se succèdent. Attablé à la terrasse d'une épicerie de quartier, à l'ombre d'immeubles vétustes, Zhang fait le calcul. Il travaille douze heures par jour, six jours sur sept, dans un atelier de confection où la chaleur est insupportable durant les longues journées d'été. Malgré ses soixante-douze heures de labeur hebdomadaire, soit vingt-huit de plus que la durée légale – fixée à quarante-quatre heures et dépassée par 85 % des travailleurs migrants (2) –, il répète une idée communément admise en Chine : « Ma génération est plus flemmarde que la précédente. Eux travaillaient bien plus dur, ils étaient capables de produire beaucoup plus que nous dans le même temps. » Souvent enfants uniques, élevés par leurs grands-parents, les jeunes mingong ont la réputation d'être plus capricieux et moins travailleurs que leurs parents, qui ont connu les heures les plus dures du communisme chinois.

Recréer une cellule familiale

À DEUX PAS de là, sur une placette où des enfants s'ébattent après l'école, Dai, la trentaine, s'inquiète. Cette jeune mère au visage émacié, ouvrière dans une usine de chaussures, aimerait travailler plus : « Lorsque je suis arrivée ici, en 2006, je faisais des journées de douze heures. Mais maintenant, les commandes diminuent et je ne travaille plus que huit heures par jour. » En 2015, la croissance chinoise s'est établie à 6,9 %, son plus bas niveau depuis vingt-cinq ans (3). Les manufactures du Guangdong (la province de Canton), qui constituent l'« atelier du monde », en paient le prix fort. Avec leurs emplois précaires dans ces industries, les mingong de Baiyun figurent parmi les premières victimes du ralentissement économique. Une perte que ne compense pas la hausse officielle des salaires (10,7 % par an en moyenne entre 2008 et 2014 [4]).

« Les conditions de travail sont très difficiles, alors autant mourir ! », ironise Li, 30 ans, dont dix passés dans les usines textiles de Canton. Il redoute l'« effet domino » que crée la baisse des commandes chez ces travailleurs payés au rendement. Il constate que « beaucoup de petites usines ferment et ne paient pas leurs ouvriers ». Zhang en a été témoin : « Un jour, dans l'usine à côté de la mienne, le patron n'a pas versé les

salaires, car il n'avait pas été payé par ses clients. Il a vendu les produits et il est parti avec la caisse. » Le gouvernement local a alors saisi le bâtiment, assure-t-il, pour le revendre afin d'honorer les dettes de l'entreprise et payer les salariés.

Depuis quelques années, la tension monte dans les usines du Guangdong (5). Au cœur des revendications : le respect des lois en vigueur. De très nombreux patrons refusent par exemple de payer leur part obligatoire de l'« assurance sociale » pour les travailleurs. Grèves et occupations d'usine sont les principaux moyens de pression des ouvriers. Le China Labour Bulletin (CLB), une organisation non gouvernementale de défense des travailleurs basée à Hongkong, a recensé 2 774 grèves en 2015, soit deux fois plus qu'en 2014. Selon ses décomptes, dans le seul Guangdong, il y en aurait eu 281 entre août 2015 et janvier 2016. L'écrasante majorité des ouvriers de ces usines sont des migrants.

Porte-parole du CLB, M. Geoffrey Crothall dénonce l'inefficacité de la Fédération des syndicats de toute la Chine (All-China Federation of Trade Unions, ACFTU), la principale organisation du pays, qui représente près de 300 millions de salariés (6). Directement liée au gouvernement, l'ACFTU « ne fait rien pour aider les travailleurs lorsqu'une usine ferme, affirme-t-il. Si les ouvriers font grève, son rôle sera de les remettre à l'ouvrage. » « C'est très difficile d'être contre

le gouvernement », renchérit Li. Il y a quelques années, il travaillait dans les grosses usines du district de Panyu, dans le sud de Canton. Bien plus nombreux, les ouvriers pouvaient se faire entendre des pouvoirs publics. « Mais quand nous ne sommes que vingt par entreprise, nous ne recevons aucun soutien. »

En 2010, la jeunesse des usines s'est soulevée, « même si les médias occidentaux ont exagéré le phénomène », commente la chercheuse Luo Siqi. Parti de l'usine Honda de Foshan, à quelques kilomètres de Canton, le mouvement de grève a rassemblé soixante mille ouvriers et stagiaires de l'industrie automobile autour du slogan : « Nous voulons 800 yuans de plus ! », alors qu'ils gagnaient en moyenne 1 500 yuans (200 euros) par mois, selon la chercheuse (7). Les protestataires avaient fini par obtenir gain de cause, mais l'insatisfaction des mingong perdure. « L'ancienne génération ne se plaignait pas, confirme Zhang. La nouvelle, mieux formée, a plus de moyens de lutter. Elle est également plus courageuse. Si les jeunes savent qu'ils sont dans leur bon droit, ils osent s'opposer à leurs patrons. » M. Crothall se montre moins enthousiaste : « Il y a quatre ou cinq ans, nous avons atteint un effet de seuil. Aujourd'hui, les patrons réalisent que la situation économique est très différente de l'époque où le pays connaissait une croissance à deux chiffres. »

Son smartphone en main, Zhang raconte qu'il passe ses soirées sur les réseaux sociaux et dans le groupe de conversation qui rassemble sa famille et ses proches. Il dort et mange à l'usine. De son salaire, il ne dépense presque rien. « Ma femme et mon fils vont bientôt me rendre visite pour quelques mois. En attendant, je dois mettre assez d'argent de côté pour louer un appartement plus grand. » Malgré les difficultés, les jeunes parents sont de plus en plus nombreux à vouloir recréer la cellule familiale en ville.

Alors que son garçon de 10 ans se renverse une briquette de lait de soja entre les orteils, Dai se rappelle pourquoi elle a décidé de le faire venir à Canton. « Mes parents s'en occupaient mal. Ils lui donnaient à manger et faisaient ses lessives, mais ce n'était pas assez. L'an dernier, dans notre village, j'ai surpris mon fils en train d'essayer la cigarette. J'étais folle de rage. Même si je savais que ça me coûterait très cher, il fallait que je le reprenne en main ! », s'amuse-t-elle. Constat similaire pour M. Dan Yuong, ouvrier lustreux originaire du Guangxi voisin : « Avant de venir ici, mon fils de 8 ans ne savait ni lire ni compter jusqu'à cent. Je l'avais confié à mes parents, mais ils étaient trop âgés pour bien s'occuper de lui. » Arrivé il y a trois mois, le garçon n'est toujours pas scolarisé. En journée, M. Dan le confie à la garderie. Chaque

Concours étudiants 2016

L'ASSOCIATION des Amis du Monde diplomatique (1), qui regroupe les lecteurs du mensuel, a organisé cette année son cinquième concours destiné aux étudiants, doté de 1 000 euros (2). Le jury, présidé par Denise Decornoy (directrice de collection littéraire) et composé de Mireille Azzoug (maîtresse de conférences hors classe, ancienne directrice de l'Institut d'études européennes de l'université Paris-VIII), Philippe Leymarie (ancien journaliste à Radio France Internationale, animateur du blog Défense en ligne) et Mathieu O'Neil (chercheur, collaborateur du Monde diplomatique), a étudié les 41 reportages et enquêtes reçus. Les cinq meilleurs articles ont été soumis à la direction et à la rédaction en chef du Monde diplomatique. Les lauréats voient leur texte publié ici.

(1) www.amis.monde-diplomatique.fr

(2) Pour tout renseignement sur le concours 2017 : amis@monde-diplomatique.fr

soir, après le travail, il est obligé de lui apprendre à lire et à écrire sur la table basse de son studio. Il espère pouvoir bientôt l'inscrire à l'école à Canton.

Dans les grandes villes, la situation progresse, mais la scolarisation des enfants de mingong relève encore du parcours du combattant. L'obstacle vient du hukou. Ce passeport intérieur, mis en place sous Mao en 1958 pour contrôler les mouvements de population, instaure une différence de statut entre les natifs des villes et ceux des campagnes. Il restreint l'accès aux services publics pour ces derniers et rend difficile l'accès à l'école pour leurs enfants. Des tentatives d'assouplissement ont eu lieu ces dernières années, comme dans le district de Baiyun, à Canton, en 2012 : une certaine ancienneté de résidence, des contributions financières au système éducatif, du bénévolat ou un don de sang permettent d'accumuler des points qui favoriseront l'accès aux écoles publiques. Des conditions impossibles à remplir pour une grande partie des mingong, contraints de se tourner vers les établissements privés.

Problème : ceux-ci sont débordés face à l'explosion de la demande. « La capacité d'accueil n'est pas à la hauteur », reconnaît M. Ling Yuming, directeur de l'école de Huijiang à Canton, dont les 2 600 places sont occupées à 98 % par

des enfants de migrants. « Dans le privé, la qualité de l'enseignement ne vaut pas celle des écoles publiques, déplore quant à elle une institutrice de l'établissement. Ici, la majorité des enseignants sortent d'écoles techniques. Dans le public, en ville, ils ont un niveau universitaire. »

Depuis 1985, l'école est obligatoire et gratuite pendant neuf ans pour tous les enfants chinois scolarisés dans la zone de leur hukou. Pour ceux qui vivent en ville, cette gratuité n'est pas garantie de fait. Dans le privé, les frais de scolarité oscillent entre 3 000 et 4 000 yuans (400 et 540 euros) par semestre. L'équivalent d'un mois de salaire moyen pour les migrants (3 072 yuans, soit 420 euros [8]). Seulement une partie est parfois prise en charge par l'État : « Chaque semestre, les élèves reçoivent entre 675 yuans [92 euros] et 1 200 yuans [164 euros] d'aide gouvernementale », indique M. Ling. L'établissement perçoit aussi chaque année 1 million de yuans (137 000 euros) pour améliorer ses moyens d'enseignement. Des mesures insuffisantes, selon le directeur : « Le système de points [introduit lors de l'assouplissement des règles du hukou] est une bonne chose, mais le gouvernement doit davantage aider les mingong. Ils apportent énormément à la Chine, mais ils ne peuvent pas mener une vie décente. C'est injuste. »

La tête pleine de projets

« C'EST NI JUSTE NI INJUSTE, ce n'est pas la question », considère Zhang. Lui-même ne veut pas du hukou de Canton, ni que son fils vienne y faire ses études. Il a accepté la vie urbaine avec résignation, mais il compte les jours. Il attend d'avoir mis suffisamment d'argent de côté pour payer la dot dont son fils devra s'acquitter quand il sera en âge de se marier. « Quand mon fils sera plus grand, je travaillerai plus dur », promet-il. Puis il rentrera dans le Guangxi. Pour l'heure, il tue le temps en lisant des romans de kung-fu sur son smartphone.

« Couci-couça » : voilà comment Dai résume ce qu'elle pense de sa vie cantonnaise. « Je n'ai pas à me plaindre. Je ne compte pas changer de travail tout de suite. Avec le déclin de l'économie, j'aimerais ouvrir mon propre commerce, vendre de la nourriture, par exemple, mais je ne sais pas comment faire », répond-elle avec légèreté.

Depuis son studio de vingt mètres carrés, si proche de l'immeuble d'en face qu'il peut le toucher par la fenêtre, M. Wu Erwei attend patiemment son heure. En dix ans à Canton, il a multiplié les contrats dans l'industrie textile, et sa vie gravite autour de celle de l'usine. Il habite seul et ne se sent pas intégré à la ville. Il lâche, désabusé : « Les mœurs locales sont trop différentes des miennes. » Lorsqu'il rentre chez lui, il se connecte à Internet. Il y a découvert que les filles russes sont « très belles », « plus ouvertes » et « moins matérialistes » que les Chinoises, énumère-t-il en comptant sur ses doigts. Il espère en rencontrer une. Un jour, s'il en a les moyens, il rentrera au Hunan fonder son usine. Pour réaliser son rêve, il ne compte pas sur le Parti : « Le « rêve chinois » [slogan politique de l'actuel président Xi Jinping] n'a pas beaucoup de sens. Surtout pour les gens ordinaires comme moi. »

De l'espoir, Tang, elle, en a à revendre. À 18 ans, elle a été successivement manucure, caissière et coiffeuse. En ce moment, elle passe entre treize et quatorze heures, chaque jour de la semaine, à servir les clients d'un restaurant de grillades pour un salaire de 3 000 yuans (400 euros) par mois. « Je ne travaille pas pour l'argent, mais pour l'expérience », assure-t-elle, un large sourire aux lèvres. Ses parents ont quitté le Fujian pour ouvrir une supérette à Canton. Ils lui ont donné naissance ici, avant de la renvoyer faire une partie de sa scolarité dans leur province natale. Revenue il y a dix ans afin de poursuivre ses études, elle appartient à cette dernière génération pour qui la vie en ville s'est imposée comme une évidence. Avec son pantalon noir évasé et ses accessoires assortis à son tee-shirt blanc imprimé, elle est la Cantonaise type. Comme Zhang, Dai et les autres, elle a la tête pleine de projets. Elle voudrait ouvrir un jour une échoppe de thé glacé. « Absolument certaine » qu'elle aura une vie plus facile que ses parents, elle lance avec enthousiasme : « C'est une nouvelle ère ! »

(1) Statistiques 2015 fournies par le China Labour Bulletin, Hongkong, www.clb.org.hk

(2) Bureau national des statistiques de la République populaire de Chine, Pékin, www.stats.gov.cn

(3) « La croissance chinoise au plus bas depuis un quart de siècle », Le Monde, 20 janvier 2016.

(4) « Wages, productivity and labour share in China », bureau régional pour l'Asie et le Pacifique de l'Organisation mondiale du travail, Bangkok, avril 2016.

(5) Lire Martine Bulard, « Le Parti communiste aux prises avec le mécontentement social », Le Monde diplomatique, septembre 2012.

(6) Lire Han Dongfang, « En Chine, colère cherche syndicats », Le Monde diplomatique, septembre 2014.

(7) Lire Isabelle Thireau, « Les cahiers de doléances du peuple chinois », Le Monde diplomatique, septembre 2010.

(8) Bureau national des statistiques, www.stats.gov.cn

* Étudiants en master 2 de journalisme au Centre universitaire d'enseignement du journalisme, Strasbourg.

Abonnement à l'édition électronique MONDE diplomatique

49 % de remise, valable jusqu'au 31/12/2016

**OFFRE EXCEPTIONNELLE
RÉSERVÉE AUX ÉTUDIANTS**

Recevez chaque mois la version numérique du Monde diplomatique

- Lisible sur ordinateur, tablette, smartphone et liseuse
- Version PDF et e-book à télécharger (Epub, Kindle)
- Accès inclus aux 24 derniers numéros
- **NOUVEAU** : les articles en version audio (podcast)

1,90 €/mois
pendant 1 an
au lieu de
3,70 €
puis 3,70 €/mois
au terme de l'année

Rendez-vous sur : www.monde-diplomatique.fr/etudiants



Image : Boris Skimintzko

L'ÉGLISE CONTRE LE CHOIX DES FEMMES

Avortement, l'obscurantisme polonais

Face à la mobilisation massive des Polonaises début octobre, le parti au pouvoir Droit et justice (PiS) a renoncé à étendre l'interdiction de l'avortement aux cas de viol ou de malformation du fœtus. Mais, soumis à la pression des militants catholiques et de l'Église, le pays demeure, avec l'Irlande, le plus restrictif d'Europe.

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE
AUDREY LABEL *

« **C'**ÉTAIT le 2 janvier. La dame qui devait nous emmener était encore ivre du réveillon du Nouvel An. Un homme conduisait à sa place, elle lui indiquait le chemin. Nous étions trois à l'arrière, serrées dans cette voiture en si mauvais état, qui empesait l'alcool et où nous ne pouvions pas ouvrir les fenêtres. » Comme des milliers d'autres Polonaises, Marta Syrwid, 30 ans, a effectué ce voyage pour aller avorter dans une clinique privée en Slovaquie, pour 2 000 zlotys (environ 460 euros). Journaliste au quotidien *Gazeta Wyborcza*, elle a fait le récit de cet épisode pénible en janvier 2016 (1).

Alors que l'interruption volontaire de grossesse (IVG) était autorisée et gratuite entre 1956 et 1993, la Pologne dispose maintenant de l'une des législations européennes les plus restrictives. Seules trois exceptions sont prévues : en cas de risque pour la santé de la mère ; en cas de malformation ou de maladie du fœtus ; à la suite d'un viol ou d'un inceste. Et, même dans l'une de ces trois situations, le chemin est semé d'embûches : « *Quand une femme a théoriquement droit à un avortement légal et gratuit dans un hôpital public, elle n'y a souvent pas accès pour de multiples raisons* », explique M^{me} Krystyna Kacpura, directrice de la Fédération pour les femmes et le planning familial (Federa). La majorité des médecins invoquent la clause de conscience, quand ils ne font pas traîner la procédure afin d'empêcher l'intervention dans la durée légale de vingt-deux semaines. Ils demandent des examens supplémentaires et n'informent pas les patientes de leurs droits, alors qu'ils en ont l'obligation. « *Pis, ajoute M^{me} Kacpura, ils exercent une pression psychologique pour les faire changer d'avis. Ils minimisent les risques de maladie grave du fœtus en leur disant : "Certes, votre enfant a une malformation au cerveau, mais regardez, ses jambes bougent."* » Eux-mêmes, précise-t-elle, « *ont peur d'être stigmatisés. Certains ont eu leur voiture vandalisée. Sur Internet, on peut lire : "N'allez pas voir tel médecin, c'est un meurtrier."* Des catholiques manifestent devant les hôpitaux en brandissant des photographies sanglantes. Dans certaines villes du Sud, plus aucun hôpital ne peut pratiquer d'interruption de grossesse ».

Selon les chiffres officiels, le nombre d'avortements légaux en Pologne (38,5 millions d'habitants) est passé de plus de 130 000 dans les années 1980 à moins de 2 000 ces dernières années. Mais c'est encore trop pour les militants de la Fundacja Pro-Prawo do życia (Fondation Pro - Droit à la vie), qui avaient réuni près de 500 000 signatures, début juillet, pour soumettre au Parlement un projet de loi abrogeant les exceptions à l'interdiction. Seul le danger immédiat pour la mère serait resté pris en compte. Les médecins auraient eu l'obligation de signaler toutes les fausses couches à la police, et les femmes convaincues d'avoir avorté auraient encouru une peine de cinq ans de prison.

L'épiscopat soutenait officiellement le projet – à une disposition près : il n'était pas en faveur d'une peine de prison pour les femmes ayant avorté. Désignée par son porte-parole pour répondre à nos questions, M^{me} Magdalena Korzekwa assure que la loi « *devait être changée au plus vite. Tous les enfants non nés devraient être protégés* ». Elle soutient que « *même un enfant issu d'un viol doit avoir le droit de vivre. S'il a été conçu de façon dramatique, il n'en est pas responsable. C'est un enfant comme un autre, sa dignité est la même* ». La principale cause d'IVG légale en Pologne est le risque de handicap : « *Il s'agit là d'une forme d'eugénisme, on choisit ceux qui ont le droit de vivre* ».

Le parti Droit et justice (PiS), qui domine la Diète (l'Assemblée) (2), a voté une première version du texte le 23 septembre. Mais il a fait volte-face le 6 octobre, trois jours après une grande manifestation qui a rassemblé 100 000 femmes vêtues de noir dans les rues des principales villes. La première

ministre, M^{me} Beata Szydło, a tenté de rassurer la frange la plus réactionnaire de son électorat en annonçant une « *vaste action d'information pour promouvoir la défense de la vie* » et un programme de soutien aux femmes ayant décidé de ne pas avorter en dépit d'un diagnostic de handicap pour l'enfant à naître. M. Mateusz Kijowski, fondateur du Comité de défense de la démocratie (KOD), souligne que le projet abandonné « *émanait de la société civile : le PiS a annoncé qu'il allait proposer sa propre loi pour restreindre davantage le droit à l'avortement, notamment dans les cas de malformation du fœtus* ».

À l'heure actuelle, les parents d'un enfant handicapé n'ont droit à aucune allocation. Dans les familles monoparentales, environ un million d'enfants sont privés de toute aide paternelle. Cela représente 14 % des jeunes de moins de 18 ans. « *Il existe un fonds alimentaire étatique, mais la possibilité de toucher l'allocation de 500 zlotys par mois [114 euros] en cas de défaillance du père est très restreinte*, indique Małgorzata Druciarek, sociologue à l'Observatoire de l'égalité des sexes de Varsovie. *Seuls 330 000 enfants en bénéficient. Si une femme travaille et qu'elle n'est pas jugée en situation d'extrême pauvreté, elle ne peut pas y prétendre. Pour garder la tête hors de l'eau, certaines cumulent deux ou trois boulots*. »

Des passages des Évangiles dans le texte de loi

Les idéologues du mouvement « *pro-vie* » se moquent du nombre d'avortements clandestins, qu'ils présentent comme largement surestimé. Les associations féministes et le Planning familial estiment qu'il s'en pratique entre 150 000 et 200 000 par an. Les femmes les mieux renseignées se procurent des informations fiables grâce à des sites tels que Réseau des femmes (Kobiety w sieci) ou Women on Web (3), qui permet de trouver des pilules abortives en urgence. Certaines ont les moyens financiers et matériels de se rendre dans une clinique privée en Slovaquie, en Allemagne ou en République tchèque. Mais qu'en est-il des plus démunies ou des moins instruites ?

« *Beaucoup de médecins profitent de ces femmes dans le besoin*, déclare M^{me} Wanda Nowicka, ancienne vice-présidente de la Diète. *Les mêmes qui refusent publiquement de pratiquer des IVG postent des petites annonces dans les journaux ou sur Internet avec la mention "tout service gynécologique" ou "retour des règles". Ils exploitent parfois l'ignorance des femmes. Certaines consultent un médecin en pensant être enceintes alors que leurs règles ont simplement quelques jours de retard. En échange d'une grosse somme d'argent, ils prétendent réaliser une intervention alors qu'ils ne font rien*. »

En Pologne, le marché noir ne connaît pas la crise. Il faut compter 3 000 à 4 000 zlotys (700 à 930 euros) pour un avortement, soit l'équivalent d'un mois de salaire, le revenu moyen se situant autour de 4 100 zlotys (950 euros) (4). Le tout parfois sans anesthésie, souvent sans suivi médical. « *Une connaissance m'a expliqué comment s'était déroulée son IVG*, raconte Marta Syrwid. *On se*

serait cru dans un film d'espionnage. Un minibus amenait les filles de Cracovie à Katowice. À Katowice, elles devaient trouver elles-mêmes la deuxième voiture qui les conduirait au cabinet du médecin. Elles devaient avoir un journal sous le bras pour que le conducteur les reconnaisse. Quelques minutes après l'IVG, alors qu'elle était encore sous anesthésie, mon amie a dû quitter le cabinet et marcher un kilomètre dans la neige pour se rendre à la gare et repartir en train à Cracovie. » Même si les poursuites semblent très rares, les médecins ou les personnes qui aident une femme à avorter clandestinement risquent deux ans de prison (peine que le projet de loi abandonné aurait portée à cinq ans). Les histoires de chantage sont nombreuses. Mais, hormis Marta Syrwid, aucune femme n'accepte de témoigner, même de façon anonyme. Trop risqué, trop douloureux.

Désespérées, d'autres font appel à des vétérinaires ou se procurent des médicaments contre l'arthrose qui, à forte dose, provoquent une fausse couche. « *La plupart des gens disent qu'on exagère en affirmant que les femmes mettent leur vie en péril avec un avortement clandestin, mais c'est bien le cas* », assure M^{me} Natalia Skoczylas, de l'association Feminoteka, spécialisée dans l'aide aux victimes de violences conjugales. « *Ces situations n'existent pas : elles sont une manipulation des avorteurs* », réplique M^{me} Korzekwa. Et d'ajouter : « *Plus la loi protège la vie humaine, moins les femmes mettent leur vie en péril en pratiquant des avortements, y compris clandestins*. »

Des femmes dont la santé a été altérée ou qui sont décédées, la Federa en a pourtant recensé des dizaines. Le cas le plus emblématique est celui de M^{me} Alicja Tysiac (5). Le 20 mars 2007, la Cour européenne des droits de l'homme a condamné la Pologne pour avoir refusé à cette mère de trois enfants un avortement thérapeutique qui lui aurait évité de perdre la vue et de devenir invalide. Le 30 octobre 2012, cette même cour a une nouvelle fois condamné la Pologne pour violation de l'article 8 de la convention européenne des droits de l'homme, relatif au droit au respect de la vie privée et familiale. L'affaire concernait cette fois une adolescente de Lublin, victime d'un viol à 14 ans, qui s'était vu refuser son droit à l'IVG par plusieurs hôpitaux et avait été harcelée par le mouvement antiavortement.

Dans la Pologne postcommuniste, on ne badine pas avec la religion. « *Le "compromis" de 1993 sur l'avortement s'inscrit dans une politique de conflictualité sociale, à un moment où la société est affectée par de gros changements*, explique le sociologue François Bafail, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique, spécialiste de l'Europe centrale (6). *Durant le partage de la Pologne, l'Église a permis d'assurer l'unité historique, territoriale, et l'idée de la nation. Elle a de nouveau joué ce rôle dans l'entre-deux-guerres, sous le nazisme puis sous le communisme. Elle a été le pilier de l'identité commune. Elle l'est restée dans les années 1990, alors que l'État était dépassé par l'ampleur des tâches à accomplir à la suite de l'indépendance, et le demeure encore aujourd'hui*. »

Rien d'étonnant à ce que, dans la dernière proposition de loi sur l'IVG, on ait pu trouver des passages des Évangiles ou des citations de Jean

Paul II. Dans le pays natal de l'ancien pape, le taux de ceux qui se déclarent catholiques reste très élevé. Après le changement de régime, en 1989, l'Église a obtenu la mise en place des cours de religion à l'école. Quant aux cours d'éducation sexuelle instaurés en 1973, ils ont été supprimés et remplacés par des cours sur la « *vie de famille* » dispensés par des prêtres. « *Ils montrent des vidéos où l'embryon est représenté par un enfant avec des mains et une tête*, raconte M^{me} Skoczylas, *et où l'on voit la façon dont il serait découpé lors d'une IVG*. »

« À la campagne, les médecins refusent de prescrire la pilule »

L'interdiction de l'avortement a été votée en janvier 1993. Revenue au pouvoir en septembre de la même année, la gauche a fait passer une loi qui ajoutait aux exceptions les « *situations sociales difficiles pour la mère* ». Mais celle-ci s'est heurtée au veto du président Lech Wałęsa, puis, après le départ de ce dernier en 1995 et l'adoption d'un nouveau texte par son successeur, à la censure du Tribunal constitutionnel, qui l'a abrogée en 1997.

Aujourd'hui, même la contraception ne va pas de soi. « *Dans les grandes villes, il est plus facile de se faire prescrire la pilule ou d'acheter des contraceptifs*, indique M^{me} Kacpura. *On peut se fondre dans la masse. Mais les médecins de campagne refusent de prescrire la pilule, même à des fins thérapeutiques*. » M^{me} Chrystelle F. (7), une Française mariée à un Polonais et installée à Varsovie depuis six ans, doit recourir à des expédients : « *Ma pilule, Cerazette, est interdite en Pologne par l'ordre des médecins, car, selon eux, elle comporte un risque trop élevé de provoquer la stérilité. Ma mère me l'envoie par la poste. Des amies polonaises font des provisions dès qu'elles voyagent en France ou en Angleterre*. » Quant à la pilule du lendemain, disponible depuis moins d'un an sans ordonnance, M^{me} F. garde un souvenir amer du jour où elle a voulu se la procurer : « *J'ai dû faire neuf pharmacies. Sur l'avenue Nowowiejska, l'une des plus connues de la capitale, une pharmacienne m'a sèchement répondu ne pas en avoir et m'a sermonnée : "Vous devriez penser à ce que vous faites !" Une autre m'a expliqué ne pas pouvoir me la délivrer en raison des problèmes qu'elle poserait. J'ai finalement dû payer 80 euros, soit le double du prix normal !* »

« *C'est la pire situation qu'aient connue les femmes en Pologne depuis vingt-cinq ans* », jure M^{me} Nowicka. Ces derniers mois, des centaines de milliers de Polonais ont défilé à Varsovie pour protester contre les décisions du PiS, notamment à l'appel du KOD. Une première depuis 1989. Les réseaux sociaux ont permis de rassembler cent mille personnes autour de Dziewuchy dziewuchom (Les filles pour les filles), qui a organisé une marche le 18 juin dernier, puis la manifestation des « *femmes en grève* » le 3 octobre. « *Ces marches noires sont une manifestation terrifiante de la civilisation de la mort* », leur a répondu ce jour-là l'archevêque de Lodz (8). « *Le droit à la protection médicale nous a vraiment poussés à nous mobiliser*, explique M^{me} Ewa Burgunska, productrice de cinéma de 51 ans. *Aucune des organisatrices n'est féministe ou militante, mais cette proposition de loi allait trop loin. Notre force est de savoir parler aux femmes avec des mots simples, qui les touchent toutes*. » « *Une partie de la société s'est réveillée* », se réjouit M^{me} Nowicka. Pour M. Kijowski, « *les gens se sont rendu compte du poids qu'ils pouvaient avoir en sortant dans les rues. Il n'y avait jamais eu de telles manifestations pour l'IVG par le passé* ». Mais, nuance-t-il, « *la situation actuelle reste extrêmement grave. La plupart des médecins limitent l'accès aux examens prénataux*. »

Alors que les perspectives démographiques sont des plus sombres pour la Pologne, l'interdiction de l'avortement n'a eu aucun effet sur la natalité. Au contraire : le taux de fécondité n'a cessé de baisser depuis 1989. Avec moins de 1,3 enfant par femme, il est l'un des plus faibles du continent.

(1) Marta Syrwid, « *Polki jadą po aborcję na Słowację* », *Gazeta Wyborcza*, Varsovie, 28 janvier 2016.

(2) Lire Cédric Gouverneur, « *Le carburant social de la droite polonaise* », *Le Monde diplomatique*, mars 2016.

(3) Plate-forme internationale créée en 2006 aux Pays-Bas par M^{me} Rebecca Gomperts pour aider les femmes des pays où l'avortement est illégal, www.womenonweb.org

(4) Selon le site spécialisé Wynagrodzenia.pl

(5) Lire Violaine Lucas et Barbara Vilain, « *Le meilleur de l'Europe pour les femmes* », *Le Monde diplomatique*, mai 2008.

(6) Il a dirigé l'ouvrage collectif *La Pologne*, Fayard-CERI, Paris, 2007.

(7) Le prénom a été modifié.

(8) Agence France-Presse, 3 octobre 2016.

Les enseignants aux bons soins du patronat

En septembre dernier, « Le Monde diplomatique » publiait un « Manuel d'économie critique » présentant, de façon pédagogique et accessible, son traitement des programmes de première et terminale en sciences économiques et sociales. Depuis longtemps, d'autres s'y intéressent également. Notamment le patronat, qui ne ménage pas ses efforts pour sensibiliser les enseignants aux vertus de l'entreprise.

PAR SYLVAIN LEDER *
ET RENAUD LAMBERT

« CHERS COLLÈGUES, les inscriptions aux Entretiens Enseignants-Entreprises [EEE] sont ouvertes. »

Ce n'est pas tous les jours que les professeurs de sciences économiques et sociales (SES) et de gestion d'Île-de-France reçoivent une missive de leur hiérarchie. Lorsque, en juin 2016, ils découvrent un courriel de leur inspectrice d'académie, ils n'en retardent pas la lecture.

Les EEE « auront lieu les jeudi 25 et vendredi 26 août 2016 sur le thème "L'Europe dans tous ses États : un impératif de réussite !" (...) Comme vous le constaterez en consultant le programme, des intervenants très variés participeront aux échanges, qui promettent d'être de haute tenue ».

Aux côtés de M. Emmanuel Macron, alors ministre de l'économie, on entendrait notamment M^{me} Élisabeth Guigou, présidente socialiste de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, ainsi que MM. Hubert Védrine, ancien ministre socialiste des affaires étrangères et membre du Conseil d'État, Pascal Lamy, ancien commissaire

européen au commerce, cinquième directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et Denis Kessler, président-directeur général (PDG) du groupe de réassurance Scor, ancien vice-président du Mouvement des entreprises de France (Medef).

Qui avait pu rassembler un tel aréopage ? Selon le courriel de l'inspectrice, la rencontre avait été « organisée, préparée et animée par une équipe de professeurs de SES, d'histoire-géographie et d'économie-gestion ». En réalité, les EEE ont été créés en 2003 par l'Institut de l'entreprise, un think tank réunissant certaines des plus grandes sociétés françaises, dont le site Internet proclame la mission : « mettre en avant le rôle et l'utilité de l'entreprise dans la vie économique et sociale ». Le courriel de l'inspection précisait néanmoins que cette université d'été s'inscrivait dans le « plan national de formation » que le ministère de l'éducation nationale réserve à ses personnels. Autrement dit, les rencontres seraient en grande partie financées par l'État, qui prendrait en charge les frais d'inscription et de transport (à hauteur de 130 euros) ainsi que l'hébergement en pension complète des participants.

« Slow dating » avec des DRH

L'INSPECTION académique de Versailles avait mis en ligne un diaporama (1) présentant l'événement comme « le rendez-vous d'été pour préparer sa rentrée ». En guise d'illustration, la photographie d'un amphithéâtre bondé – image dont nous allions découvrir qu'elle exagérât quelque peu l'intérêt des enseignants pour ce type de rencontres. Au menu, des intervenants « très enthousiasmants » et un « "slow dating" avec des DRH », c'est-à-dire la possibilité d'échanger avec des directeurs des ressources humaines de grandes sociétés comme on rencontre des partenaires amoureux potentiels lors d'une séance de speed dating – mais en prenant tout son temps. Comment résister ?

Quand, le jour J, nous pénétrons enfin dans l'immense amphithéâtre rouge de l'École polytechnique, c'est la déception : nous sommes à peine trois cents dans cette salle capable d'accueillir mille personnes. La perspective d'un week-end tous frais payés à côtoyer la crème de la crème du patronat français n'a visiblement pas fasciné les enseignants.

Côté invités, en revanche, tout le monde a répondu présent. Outre les têtes d'affiche

annoncées, une dizaine de grands dirigeants de sociétés du CAC 40, une demi-douzaine de DRH d'entreprises prestigieuses (Mazars, Veolia, Orange, Sanofi, Capgemini, etc.), ainsi que plusieurs hauts fonctionnaires en poste, dont certains issus de la Commission européenne, également partenaire des EEE. Un seul syndicaliste : M. Yvan Ricordeau, membre du bureau national de la Confédération française démocratique du travail (CFDT).

M. Xavier Huillard, président de l'Institut de l'entreprise et PDG de Vinci, introduit la rencontre. Séduit par le « modèle américain », il se félicite des efforts de la France pour s'en approcher, notamment à travers « le resserrement des liens entre le monde enseignant et l'entreprise », une évolution qui produira « le meilleur pour la France ». À condition que chacun y travaille. Comment ? En défendant le « projet européen ». M. Huillard invite les enseignants à s'engager : « Votre rôle dans cette lutte urgente contre l'euroscépticisme est très important : faire en sorte que ces jeunes générations en attente d'Europe ne finissent pas par basculer dans la désillusion. » Mais les enseignants ne seront pas seuls : « En complément de votre action, l'entreprise a une contribution majeure à apporter pour défendre et illustrer les bienfaits de l'Europe, qui n'est pas seulement un projet économique, mais bel et bien un projet politique, un projet de société. » Lequel ? Il faudra le déduire des mérites de Bruxelles célébrés à la tribune. Ainsi, son intervention auprès de la Grèce aurait, selon le directeur du Trésor à la Commission, M. Benjamin Angel, démontré la capacité de l'Union à la « solidarité » (2).

Les organisateurs invitent alors à la tribune M. Jean-Marc Huart. Comment le « chef du service de l'instruction publique et de l'action pédagogique au ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche » va-t-il réagir aux propos d'un chef d'entreprise qui vient de fixer la feuille de route des enseignants de SES et de gestion ? Sans le moindre accroc. Mieux : le fonctionnaire se félicite du partenariat « quotidien » liant son ministère à l'Institut de l'entreprise.

Prix du manager public de l'année en 1992, M. Huart confie d'abord un « vrai plaisir personnel » à participer à ces journées. Puis il enfle sa casquette officielle : « Je tiens, au nom de la direction de l'éducation nationale, au nom de la ministre, à saluer la solidité de cette collaboration. » Le lien avec l'entreprise, affirme-t-il, « est une priorité du ministère », car « l'école ne peut rien faire sans les entreprises ».

Soucieux de ne pas présenter aux enseignants le seul point de vue des organisations patronales sur l'entreprise, le ministère avait-il cherché à compléter ce discours par le biais d'autres partenariats, avec des syndicats, par exemple ? Pour en savoir plus, nous contactons M. Huart. La question le surprend un peu : « Alors... Par exemple... Alors... On a, avec le monde économique, un certain nombre d'autres partenariats. Par exemple, la Semaine école-entreprise. » Partenariat avec un syndicat ? Non, « avec le Medef ». « On a également un partenariat avec l'Esper, qui représente l'économie sociale et solidaire. » Oui, mais un syndicat ? « On n'a pas de partenariat spécifique avec la CGT [Confédération générale du travail] ou avec la CFDT comme on en a avec le monde patronal, concède le haut fonctionnaire. Mais les syndicats ne sont absolument pas absents. » Comment sont-ils présents ? « A travers la gestion paritaire des organismes de pilotage des branches professionnelles. » Sur un plateau de la balance, un haut fonctionnaire, membre enthousiaste du comité de pilotage des EEE ; sur l'autre, le fonctionnement routinier des structures chargées de la formation professionnelle.

Ce « deux poids, deux mesures » agace depuis longtemps les organisations de salariés. « De notre côté, on a droit à une heure de formation syndicale par mois, nous explique M^{me} Mathilde Hibert, du syndicat SUD Éducation. Et quand on se plaint de la façon dont l'école fait les yeux doux aux patrons, on s'entend répondre : "Il faut bien préparer les enfants au monde de l'entreprise ! Vous, vous ne créez que des chômeurs", comme nous l'a répliqué l'ancien directeur de l'académie de Paris, Claude Michelet, il y a deux ans. »

« L'école ne peut rien faire sans les entreprises » ? Les entreprises semblent convaincues de la réciprocité. Interventions répétées sur le contenu des programmes, lobbying à l'Assemblée : elles ne ménagent aucun effort pour tenter de séduire le corps enseignant. Problème : celui-ci demeure conscient de sa responsabilité politique et jaloux de son indépendance. Ainsi, l'Association des professeurs de sciences économiques et sociales (Apses) dénonce la transformation du ministère de l'éducation nationale en « relais de la propagande d'un lobby patronal » (3). La solution imaginée par l'Institut de l'entreprise ? Redoubler de sollicitude.

Serveurs en livrée, entrecôtes obèses, petits-fours, desserts exquis : les repas de l'EEE sont à la hauteur des goûts les plus exigeants. Après de longues heures à écouter des propos un peu monotones de



JOHANNA JAEGER. – « b/w », 2013

la part d'intervenants aussi prompts à exalter la créativité et l'innovation, l'entrain renaît.

En déambulant dans le hall, on découvre les stands d'organisations comme Entrepren' pour apprendre (EPA), qui aide les enseignants à créer des minientreprises « porteuses de projets » avec un comité de direction constitué d'élèves. On nous explique que la démarche ne se limite pas à distiller l'esprit d'entreprise dans les établissements scolaires : elle dynamise la classe, motive les élèves, les prépare au marché du travail et offre un moyen de lutter contre l'échec scolaire. Rien ne suggère que l'enthousiasme est feint.

Seule fausse note : l'absence de dernière minute de M^{me} Najat Vallaud-Belkacem, pour cause d'« incompatibilité d'emploi du temps ». La décision de la ministre de l'éducation de rendre optionnel l'enseignement de la « loi » de l'offre et de la demande (4) en classe de seconde venait de provoquer l'ire du Medef. « Ce projet d'appauvrissement du programme contredit totalement le discours louable de la ministre en faveur d'un rapprochement de l'école et de l'entreprise, s'était indignée l'organisation patronale. Tout doit être fait au contraire pour insuffler l'esprit et le goût d'entreprendre le plus tôt possible (5). » La ministre aurait-elle préféré ne pas rencontrer ses détracteurs ?

Le salaire minimum, « une absurdité »

« FAIRE UN EFFORT » ? Agnès Bénassy-Quéré, membre du Cercle des économistes et présidente déléguée du Conseil d'analyse économique, y invite également la France, en lui suggérant de supprimer le salaire minimum, « une absurdité en Europe ». Enhardie par la présence de M. Peter Hartz, artisan d'une dérégulation du marché du travail en Allemagne à travers une série de lois qui portent son nom, l'ancienne ministre du commerce extérieur des Pays-Bas – et présidente de la branche française de l'institution financière ING – Karien Van Gennip renchérit : « Faites les réformes en France, s'il vous plaît ! » Tonnerre d'applaudissements à la tribune... et dans la salle.

Les enseignants n'auront pas voix au chapitre. Ceux qui participent jouent le rôle peu gratifiant de présentateurs cantonnés aux introductions générales et aux résumés de biographies. Les intervenants ne cherchent même pas à dissimuler leur proximité : le tutoiement semble de mise, les prénommes connus de tous. M. Pascal Lamy confesse : « Pour une fois, je suis d'accord avec Hubert [Védrine], que j'ai trouvé étonnamment optimiste par rapport aux débats que nous avons régulièrement, en toute amitié bien entendu. » Le ton est tour à tour taquin et flagorneur, léger et complice. Les désaccords ne portent que sur des nuances, dans un camaïeu dont nul ne vient gâter l'harmonie.

Président de la Fédération française de l'assurance et du pôle International

De retour dans l'amphithéâtre, on retrouve la préoccupation des intervenants pour l'Europe. Une Europe menacée par « la recrudescence de la menace terroriste, la montée des populismes et des discours protectionnistes », selon M. Huillard, qui met tous ces « dangers » sur un pied d'égalité. « L'euro a tenu cinq promesses sur six », clame néanmoins M. Philippe Trainar, chef économiste chez Scor et ancien conseiller de M. Édouard Balladur. Son unique échec ? L'Europe politique. Car le Vieux Continent souffrirait d'un excès de démocratie. L'eurodéputée Sylvie Goulard s'en amuse : « Il n'est pas possible que les Parlements nationaux verrouillent toutes les décisions ! Que fait la Commission ? Shame on you [honte à vous] ! », lance-t-elle aux représentants de l'institution présents dans la salle, avant de leur décocher un sourire malicieux. « On se tire une balle dans le pied à estimer que tout doit être validé par les Parlements nationaux ! Vous, les profs, vous savez que c'est difficile de convaincre (...), parce qu'à un moment il faut vendre quelque chose de difficile. Vous imaginez si vous deviez organiser vos interrogos sur le même principe ? "Ah non, madame, on ne fait pas d'interro, on décide de manière participative !" Je pense bien sûr que les politiques doivent écouter les gens ; mais, à un moment donné, il y a un effort à faire. »

et Europe du Medef, M. Bernard Spitz enfonce le clou en invitant les professeurs « à remettre l'entreprise au centre », non seulement « en ce qui concerne le contenu des programmes », mais également pour le « financement ». « La volonté première de ces rencontres, c'est la transposition au sein des classes du vaste travail réalisé ici en lien avec les entreprises », conclut de son côté M. Huart. Qui ajoute : « Vous avez aussi un rôle de transmission des documents auprès de vos collègues ! »

De retour dans leurs lycées, des professeurs parisiens reçoivent un nouveau courriel de leur inspectrice : « Chère ou cher collègue, une journée nationale "Enseignants de SES en entreprise" est organisée le 19 octobre dans le cadre du partenariat entre le ministère de l'éducation nationale et l'Institut de l'entreprise. (...) Pour participer à cette journée, je vous remercie de m'indiquer par retour de mail la ou les entreprises dans laquelle ou lesquelles vous souhaiteriez vous rendre. Le nombre de places est limité. »

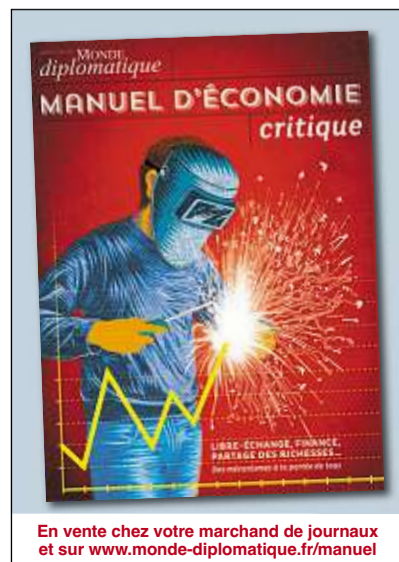
(1) « Entretiens Enseignants-Entreprises 2016 », www.creg.ac-versailles.fr

(2) Lire Yanis Varoufakis, « Leur seul objectif était de nous humilier », Le Monde diplomatique, août 2015.

(3) Communiqué de l'Apses, 1^{er} septembre 2015.

(4) Pour une critique de ladite « loi », lire le Manuel d'économie critique du Monde diplomatique, 2016, en kiosques.

(5) « Programme d'économie de seconde : halte à la braderie ! », communiqué du Medef, 30 juin 2016.



En vente chez votre marchand de journaux et sur www.monde-diplomatique.fr/manuel

IMPOPULARITÉ DES TRAITÉS AVEC LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

Le libre-échange divise la société allemande

En refusant d'approuver l'Accord économique et commercial global (AECG ou CETA) entre le Canada et l'Union européenne, le Parlement de Wallonie (Belgique) s'est attiré les foudres des dirigeants européens et des éditorialistes. Or ce traité de libre-échange alimente une forte contestation populaire. Notamment en Allemagne, où il fracture la société.

PAR PETER WAHL *

QU'IL L'ÉUT CRU ? C'est en Allemagne, troisième pays exportateur du monde, que s'est développée l'une des plus fortes mobilisations européennes contre les accords de libre-échange entre l'Amérique du Nord et le Vieux Continent : le grand marché transatlantique (GMT, plus connu sous son sigle anglais Tafta), en cours de négociation, et l'Accord économique et commercial global (AECG, souvent désigné par son acronyme anglais CETA), entré dans sa phase de ratification (1). Le 17 septembre 2016, des manifestations organisées dans sept grandes villes ont rassemblé 320 000 participants selon les organisateurs, 190 000 selon la police. Le 10 octobre 2015, 250 000 marcheurs venus de tout le pays avaient défilé à Berlin.

Polémiques sur le nombre de participants mises à part, cette mobilisation contre la politique commerciale européenne constitue l'un des plus grands mouvements de protestation depuis la réunification. Plusieurs enquêtes suggèrent qu'il traduit – ou qu'il induit – un glissement profond du jugement populaire porté sur ces accords. Alors qu'en février 2014 les partisans du GMT représentaient encore 55 % de la population (contre 25 % d'opposants), la proportion s'équilibre un an

plus tard, puis s'inverse : en juin 2016, les trois quarts des personnes interrogées rejetaient le GMT. Placé plus tardivement au centre du débat public, l'AECG suscite également plus de rejet que d'adhésion (2).

La contestation agrège un front social aussi large qu'hétérogène. S'y côtoient des organisations de défense de l'environnement et des consommateurs, comme Greenpeace et Foodwatch, ainsi que les altermondialistes de l'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (Attac), mais aussi la Confédération allemande des syndicats (DGB), des associations, ou encore le Conseil de la culture – une confédération défendant notamment les intérêts de théâtres, d'opéras, de musées et d'orchestres symphoniques. L'Assemblée des communes allemandes (DST), qui fédère 3 400 villes et localités, exigeait déjà en 2014 que « les services de base relevant des communes, en particulier les domaines non encore privatisés, comme l'approvisionnement en eau et l'épuration, le traitement des déchets et les transports en commun locaux, les services sociaux comme tous les services publics du domaine de la culture », soient explicitement tenus à l'écart des négociations.

« Une nouvelle mentalité isolationniste »

DANS une résolution de son synode, l'Église évangélique, qui représente environ la moitié des chrétiens allemands, exige elle aussi la transparence des négociations. Elle s'oppose à un abaissement des normes sociales et environnementales ainsi qu'à la privatisation des services publics. L'Église catholique apparaît globalement plus réservée, mais elle plaide pour que les intérêts des pays en développement soient pris en compte et refuse les tribunaux d'arbitrage privés.

Ces juridictions spéciales, qui permettent aux investisseurs d'attaquer des États et des collectivités locales, cristallisent le rejet. L'Association des magistrats alle-

mands (DRB) a pris position contre leur mise en place. Les juges ne protestent pas seulement contre les tribunaux initialement prévus par le GMT et l'AECG, mais aussi, dans le cas de l'AECG, contre la nouvelle mouture échafaudée pour faire pièce à la critique : une cour d'arbitrage constituée de juges professionnels et assortie d'une cour d'appel. « Créer des tribunaux spéciaux réservés à des groupes de justiciables particuliers serait une erreur », ont déclaré les magistrats en février 2016.

Le monde politique offre un paysage plus contrasté. Parmi les partis représentés au Bundestag, les deux formations d'opposition, le parti de gauche Die Linke et les Verts, ont d'emblée contesté les accords. Nombre de leurs membres s'engagent dans des initiatives extraparlimentaires, actions

et comités locaux. L'écho très favorable rencontré par ce mouvement a contraint les grands médias, y compris la télévision publique, à respecter un certain équilibre de temps de parole – un pluralisme rarement observé dans le traitement des débats de société. En ce sens, ce mouvement constitue un exemple de ce que l'opposition extraparlimentaire et une forte mobilisation peuvent accomplir quand les médias de masse relaient leurs propos sans trop biaiser.

Dans le camp d'en face, on trouve les représentants des intérêts des entreprises, une grande majorité d'économistes académiques – néolibéraux pour la plupart, en Allemagne plus encore qu'ailleurs –, le gouvernement fédéral, l'Union chrétienne-démocrate (CDU) et l'Union chrétienne-sociale en Bavière (CSU). La Fédération de l'industrie allemande (BDI) voit dans le GMT des perspectives de croissance et déclare sur son site Internet que l'accord « créerait des emplois, permettrait des majorations de salaire et offrirait de meilleures chances de carrière ». Dès lors, le rejet massif suscité par les deux accords a laissé le patronat perplexe. « Je n'arrive pas à m'expliquer pourquoi, ces derniers temps, une nouvelle mentalité isolationniste se répand dans ce pays », se désole M. Ingo Kramer, membre de la direction de la Confédération des associations patronales (BDA). Son collègue Ulrich Grillo, président de la BDI, y voit une marque d'antiaméricanisme et juge le débat faussé par des discours anxigènes et simplificateurs. Partisane depuis une décennie d'un accord avec les États-Unis et le Canada, la chancelière Angela Merkel campe toujours sur cette ligne. Elle plaide encore en septembre pour la reprise des négociations sur le GMT, alors au point mort, et souhaitait « défendre tout ce qui est susceptible de créer des emplois. L'accord de libre-échange en fait partie ».

Au milieu de cet affrontement, la position du Parti social-démocrate (SPD) n'a pour sa part rien de clair ni de lisible. L'opposition au GMT s'est rapidement développée à la base du parti et quelques ténors ont émis des critiques, comme M. Heiko Maas, le ministre de la justice, hostile aux tribunaux d'arbitrage privés. Dans ce contexte, les syndicats jouent un rôle d'autant plus important qu'ils conservent avec le SPD des relations privilégiées – la majorité des fonctionnaires, dont le président du DGB, M. Reiner Hoffmann, sont encartés au parti. Si le DGB et ses syndicats membres rappellent régulièrement ne pas s'opposer au libre-échange par principe, ils ont néanmoins exprimé leur refus du GMT et de l'AECG sous leur forme actuelle.

Ironie du sort, c'est le président du SPD, M. Sigmar Gabriel, qui, en tant que ministre de l'économie de la grande coalition, dirige la politique commerciale du pays. Compte tenu des débats internes,

MM. Gabriel et Hoffmann ont élaboré en 2014 un document énumérant les conditions auxquelles ils seraient prêts à approuver un accord : pas d'abaissement des normes, pas de mesures de dérégulation contraignantes, respect des conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT), maintien des règles de cogestion allemandes.

Les opposants semblaient alors l'avoir emporté. L'illusion s'est vite dissipée. Lors du Forum économique mondial de Davos en 2015, M. Gabriel les qualifiait d'« hystériques ». Devant un parterre composé de chefs d'entreprise et de l'ambassadeur des États-Unis, il plaide passionnément pour le GMT, avant d'estimer que l'on parlait « trop des poulets chlorés [que le traité permettrait aux États-Unis d'exporter] et pas assez des répercussions géopolitiques ». Le 28 août 2016, cependant, il déclarait avec fracas que les négociations du GMT avaient « de facto

Intervention de la Cour constitutionnelle

LE CONTEXTE POLITIQUE de ce coup de force a pesé. Ainsi, le SPD n'a toujours pas choisi son chef de file aux élections législatives de 2017. Une défaite de M. Gabriel sur l'AECG aurait compromis sa candidature. En outre, de nombreux sociaux-démocrates redoutaient d'amplifier par un refus les crises qu'affronte l'Union européenne. Le « non » aurait également fragilisé la grande coalition.

Ce débat aura mis à nu la contradiction du SPD, qui prétend défendre les salariés, mais adopte des décisions qui vont encore et toujours à l'encontre de leurs intérêts. Ainsi la plus vieille social-démocratie du monde se trouve-t-elle saisie par le doute et rongée par une crise d'identité. Depuis les réformes néolibérales menées par la coalition social-démocrate-verte sous la houlette de M. Gerhard Schröder (1998-2005), sa base électorale s'érode. Le parti qui avait obtenu 45 % des suffrages avec Willy Brandt en 1972 voit ce score divisé par deux dans les intentions de vote.

Ni les manifestations hostiles ni le coup de pouce amical du SPD n'ont en définitive fixé le sort de l'accord euro-canadien. L'Union européenne espérait le mettre en œuvre à titre provisoire avant la fin de l'année, c'est-à-dire avant sa ratification par les Parlements nationaux. Mais le 11 octobre, à la suite de la plainte collective déposée par 190 000 citoyens, la Cour constitutionnelle s'est prononcée. Si les magistrats de Karlsruhe n'ont pas encore tranché sur le fond – cela peut prendre encore plusieurs mois –, ils ont arrêté des dispositions susceptibles de limiter l'application provisoire du traité.

échoué, même si personne ne l'admet réellement ». Tout en se présentant comme un pionnier du juste commerce, le ministre avait adopté une position de repli : abandonner un GMT enlisé et faire aboutir l'accord avec le Canada.

Dès lors, la direction du parti a tout mis en œuvre pour empêcher un rejet de l'AECG dans ses rangs. Mi-septembre, M. Gabriel, décidé à aménager le texte déjà négocié, filait au Canada et arrachait au nouveau gouvernement libéral de M. Justin Trudeau une concession symboliquement forte : le remplacement des tribunaux d'arbitrage privés par un comité comprenant des juges professionnels et offrant la possibilité d'interjeter appel – un changement qui n'enlève rien au caractère inique de cette juridiction. « L'AECG vise avant tout à instituer entre les pays les plus développés une procédure de protection des investisseurs. Cela revient à privilégier le patronat en introduisant une asymétrie inacceptable dans notre système juridique », estime une figure du mouvement d'opposition, M. Jürgen Maier, secrétaire général du Forum environnement et développement.

Dans la foulée, plusieurs points de friction ont fait l'objet d'annonces rassurantes : protocole additionnel contre les sociétés-écrans domiciliées dans des États tiers, protection des services publics municipaux et garantie des normes environnementales, assouplissement de la « coopération réglementaire » (une procédure qui, sous sa forme initiale, empiétait sur le pouvoir législatif). Mais la traduction concrète de ces annonces tarde, et les opposants ne constatent aucune amélioration concrète de l'accord. « Il n'y aura de réel progrès que lorsqu'on mettra fin au CETA et qu'on reprendra les négociations à zéro », déclarait en septembre la présidente fédérale des Verts, M^{me} Simone Peter.

À mille lieues de cet état d'esprit, la présidence et le bureau du SPD ont approuvé le compromis à une majorité écrasante. Pour l'imposer à une base récalcitrante, ils ont convoqué le 19 septembre une convention du parti – la plus haute instance décisionnaire entre deux congrès, composée de représentants élus dont l'opinion ne reflète pas nécessairement celle des simples militants (3). En présence de la ministre du commerce canadienne conviée pour rassurer les représentants, les deux tiers de l'assemblée ont approuvé le nouveau texte.

Le jugement réaffirme en effet que l'Union devra s'en tenir à la mise en œuvre de ses compétences exclusives, c'est-à-dire principalement les droits de douane. L'AECG est en effet un accord dit « mixte » : tout ce qui outrepassé les droits de douane, y compris les tribunaux d'arbitrage, la protection au travail ou la propriété intellectuelle, nécessite une ratification par les Parlements nationaux. La Cour a également disposé qu'un jugement négatif sur le fond rendrait impossible toute ratification par le gouvernement fédéral. Même l'application provisoire devrait alors être annulée !

Avec ce jugement, le mouvement d'opposition a remporté une première manche. Non seulement le Bundestag, mais aussi le Bundesrat (la Chambre des Länder) devront approuver l'accord. Or des membres des Verts et de Die Linke, opposés à l'AECG, font partie des coalitions au pouvoir dans onze des seize Länder, lesquels devraient a priori s'abstenir. Le SPD et la CDU ne dirigent que quatre Länder, auxquels s'ajoute la Bavière, dominée par la CSU. Dans ces circonstances, il est peu probable que l'accord passe la rampe.

(1) Lire notre dossier en ligne « Grand marché transatlantique », ainsi que Pierre Kohler et Servaas Storm, « Rejet wallon du CETA, nouvel accroc pour le libre-échange », La valise diplomatique, 14 octobre 2016, www.monde-diplomatique.fr

(2) Sondages réalisés par Emnid, l'un des plus importants instituts de sondage en Allemagne, filiale de Taylor Nelson Sofres (TNS).

(3) Le parti frère autrichien du SPD, le Parti social-démocrate d'Autriche (SPÖ), a pour sa part organisé une consultation interne qui montre un rejet massif de l'accord.



PAELLA CHIMICOS. – « Le Pari perdu », 1995



La confusion des sentiments

LE 13 OCTOBRE 2016, un éditorial du Monde (« Dépression nationale ») chapitré les Français, « d'insondables pessimistes, des dépressifs lourds, d'incurables anxieux, des masochistes majuscules ». Leur tort ? Imaginer « que les inégalités ont augmenté depuis cinq ans », « que leur situation sociale est moins enviable que celle de leurs parents » et, comble du saugrenu, « que la lutte des classes est une évidence », énumère plus loin le quotidien. S'appuyant sur une étude de France Stratégie (un think tank gouvernemental) datée d'août 2016, il balaise le « sentiment de déclassement » des Français : 63 % des ménages ont accédé en 2015 à un statut de « pays les moins inégalitaires au regard de ses voisins européens ou des États-Unis ».

Un mois plus tôt, le McKinsey Global Institute publiait une autre étude, portant également sur la question des inégalités dans vingt-cinq pays capitalistes avancés (1). Élargissant ses calculs aux revenus du capital (contrairement à celle citée par Le Monde), l'enquête présentait un tableau sensiblement différent. Entre 2005 et 2014, la France a enregistré à la fois la plus forte hausse des revenus des 10 % de la population les plus riches et la plus forte baisse de ceux des 20 % les plus pauvres. En comparaison, le Royaume-Uni fait figure de sanctuaire socialiste : les revenus les plus élevés y ont reculé sur la même période, cependant que ceux des 30 % les plus pauvres augmentaient nettement. L'étude accorde le « sentiment de déclassement » des Français : 63 % des ménages ont accédé en 2015 à un statut de « pays les moins inégalitaires au regard de ses voisins européens ou des États-Unis ».

L'éditorial du Monde n'évoquait pas ces chiffres. Il assurait néanmoins « faire le tri entre réalité et fiction, entre un minimum de rationalité et un maximum de fantasmes ».

RENAUD LAMBERT.

(1) McKinsey Global Institute, « Poorer than their parents? Flat or falling incomes in advanced economies », juillet 2016. Les derniers chiffres disponibles pour la France se rapportent à 2012.

L'Union européenne

Le « Brexit » a rappelé que les frontières de l'Union européenne n'étaient pas intangibles ; pas plus que celles du continent, la Russie ou la Turquie étant souvent renvoyées vers l'Asie. Dans ces conditions, et alors que les candidatures à l'adhésion sont nombreuses, comment construire l'intégration politique d'un espace sans cesse en recomposition ?

PAR MICHEL FOUCHER *

DANS UN CONTEXTE de divergences politiques internes et de redoutables défis externes, les indispensables débats sur l'avenir du projet européen gagneraient en efficacité si la mémoire des situations géopolitiques successives qui ont rendu ce projet possible restait assez vive.

« Europe » est un nom flottant, et l'espace qu'il désigne n'a pas de limites nettes préétablies – ce n'est ni l'Australie ni le Canada –, de sorte que sa définition demeure ouverte. Cette incertitude représente une difficulté – ont sont les limites de « l'Europe » (Union, marché, continent) ? – et un avantage, car elle est créatrice de dynamique : c'est la politique des Européens qui dessine la géographie de l'ensemble qu'ils forment. Telle politique induira telle délimitation – qui dans la zone euro ? qu'advient-il après le « Brexit » ? ou exercer le contrôle migratoire ? –, telle limite impliquera telle configuration : union des États et des peuples, ou bien fédération d'États-nations.

L'Europe dite « géographique » est définie à l'est par les monts Oural et le fleuve Oural, au sud-est par le fleuve

* Géographe, ancien ambassadeur, titulaire de la chaire de géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales de la Fondation Maison des sciences de l'homme (FMHS). Dernier ouvrage paru : *Le Retour des frontières*, CNRS Éditions, Paris, 2016.

Araxe (qui traverse l'Arménie, la Turquie, l'Azerbaïdjan et l'Iran) et, sur les confins méridionaux, par des détroits. Toutes ces limites installées dans les esprits sont issues de décisions prises dans des circonstances historiques particulières. Sans la résistance de Mustafa Kemal Atatürk en Thrace, le Bosphore serait une limite géopolitique. À l'inverse, si le roi Sébastien du Portugal avait gagné la bataille dite « des Trois Rois » (1578), la frontière de l'Europe se situerait non pas dans le détroit de Gibraltar, mais quelque part entre le sud du Rif et Rabat.

Quant à l'Oural, il n'a jamais été et ne sera jamais une frontière internationale. Cette limite conventionnelle par excellence de l'Europe-continent a été imaginée par le géographe de Pierre le Grand, Vassilii Tatitchchev (1686-1750), afin de faire sortir la Moscovie de l'Asie et de repousser les Turcs et les Tatars au-delà de la Volga, limite militaire. Les monts Oural constituent une piètre limite naturelle, une sorte de Massif central étiré sur 2 000 kilomètres, traversé de nombreux cols bas (411 mètres pour celui emprunté par le Transsibérien). Pour les Russes, le continent asiatique ne commence qu'à l'est du lac Baïkal, où ils sont moins nombreux. L'Oural est donc une convention de cartographe. Son adoption indique que la Russie, de

configuration eurasiatique, se voit comme une puissance européenne.

C'est en ce sens que le général de Gaulle proposa en 1962 de créer une solidarité européenne « de l'Atlantique à l'Oural ». Il s'agissait de montrer à Moscou que le rapprochement franco-allemand n'était pas un acte de guerre froide excluant les pays situés hors du Marché commun. Mais il y ajoutait une condition, trop rarement mentionnée : « Pour que cette Europe soit possible, il faut de grands changements. D'abord, que l'Union soviétique ne soit plus ce qu'elle est, mais la Russie. » Où l'on voit qu'une limite classique de la géographie scolaire sert à illustrer des considérations géopolitiques précises.

Dans les régions de Transcaucasie, soumises aux influences perses et turques pendant des siècles, le fleuve Araxe n'est devenu une frontière méridionale du continent européen, à la place des crêtes de la chaîne du Caucase puis de la vallée de la Koura, qu'après les interventions russes au sud de la chaîne, aux dépens d'un Empire perse affaibli (traité de Golestan de 1813). Il s'agit là d'une frontière politique, celle de la Russie avec la Perse, valorisée comme limite de l'Europe par les géographes géorgiens et arméniens. Bref, les limites, plus visibles si elles sont adossées à des configurations hydro-topographiques, résultent de circonstances politiques.

Du point de vue historique, l'Europe peut se définir comme une civilisation millénaire bâtie sur le droit romain et le christianisme. Sur la longue durée, elle se construit dans un double réseau de relations : « celles, sans doute, que les nations européennes ont entretenues avec les autres (leurs échanges, leurs importations réciproques, leurs traductions) mais celles, aussi, que les "Européens" ont construites avec ce qu'ils ont rêvé, imaginé ou fictionné comme leurs altérités », note le philosophe Marc Crépon (1). Dans cette formation d'une

conscience singulière, l'absence de limites naturelles évidentes a conduit à une série d'autodéfinitions, par différence avec les mondes proches, les royaumes arabo-berbères musulmans et conquérants, l'Empire byzantin et son successeur ottoman (2). La prise de Constantinople, en 1453, fut vécue comme un traumatisme : le pape Pie II fut le premier à dire aux princes chrétiens querelleurs de se penser comme « européens » (*européicos*) pour tenter de refouler les Ottomans.

Le nom « Europe » ne s'est imposé dans le langage diplomatique qu'après la Réforme, en lieu et place d'une chrétienté mise au défi de ses divisions. Il est devenu une incantation, un idéal poli-

tique après 1918, quand a émergé une conscience européenne aux deux versants distincts : l'« européanité », sentiment d'appartenance culturelle à un ensemble civilisationnel multiséculaire ; et l'« européisme », perception d'une urgence de « faire l'Europe » pour en finir avec la guerre et conjurer, dès les années 1930, une hantise du déclin – bref, un remède désespéré pour les nations qui la composaient. Après 1945, dans la partie occidentale d'un continent divisé, furent bâties les premières communautés : la Communauté européenne du charbon et de l'acier en 1951, puis la Communauté économique européenne en 1957. Après 1991 et la disparition de l'Union soviétique, la géopolitique favorisa une extension de l'Europe instituée vers l'est.

Le dehors appelé à rejoindre le dedans

Sur le long terme, ce qui paraît nouveau, c'est l'instauration d'une « communauté de droit », afin de rompre avec un passé fondé sur l'équilibre entre des pays rivaux, sur un continent qui servait de champ de bataille à des nations armées jusqu'aux dents. Il s'agit bien d'une rupture : rebâtir un concert européen fondé sur des traités et des institutions, et non plus sur des rapports de puissance. Mais, en 2016, la force d'une Union européenne formée pour affirmer le primat de la paix et du compromis est aussi sa faiblesse dans un monde de menaces existentielles et de purs enjeux de pouvoir sur la scène internationale. Chacun a adhéré ou veut adhérer pour des raisons nationales singulières. Et comme l'élargissement, corollaire pour les pays d'Europe centrale de celui de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), déplace les limites, comment se concevoir comme une entité cohérente et imaginer une politique extérieure, puisque le dehors proche est appelé à rejoindre le dedans ? Et comment être certain que les limites extérieures de l'espace Schengen sont sous contrôle, dès lors qu'elles se sont déplacées huit fois ?

Le mot « Europe » est devenu un critère d'adhésion à l'Union européenne, selon l'article 237 du traité de Rome (1957) repris dans le traité de Maastricht (1992), sans que le terme « européen » soit officiellement défini. Dans la période post-1991, où l'élargissement ne prêtait pas à discussion, la Commission de Bruxelles indiqua : « Le terme ["européen"] combine des éléments géographiques, historiques et culturels qui, ensemble, contribuent à l'identité européenne. Leur expérience partagée de proximité, d'idées, de valeurs et d'interaction historique ne peut être condensée en une formule simple et reste sujette à révision à chaque génération successive. » Il n'est « ni possible ni opportun d'établir maintenant les frontières de l'Union européenne, dont les contours se construisent au fil des temps ». Le projet se bâtit par son contenu ; la dimension spatiale sera définie par la somme des États qui y participent. Cette approche fut confirmée en 2010 par le

(1) Marc Crépon, *Altérités de l'Europe*, Galilée, Paris, 2006.

(2) Cf. Rémi Brague, *Europe, la voie romaine*, Gallimard, coll. « Folio Essais », Paris, 1999.



ASSOCIATION
LES AMIS
DU MONDE
DIPLOMATIQUE



RÉGIONS

AIX-EN-PROVENCE. À l'Institut de l'image, salle Armand-Lunel, le 18 novembre, à 14h30, débat avec Gérard Mordillat autour de son film *Le Grand Retournement*, et le 19 novembre, à 14h30, autour de « Qui a écrit le Coran ? ». Le 23 novembre, à 18 heures, à la Cité du livre, amphithéâtre de la Verrière, débat avec Renaud Lambert autour du *Manuel d'économie critique du Monde diplomatique*. (*d.brue@orange.fr*)

ARIÈGE. Le 8 novembre, à 20 heures, au Centre culturel multimédia du Mas-d'Azil, débat avec Raymond Cubells sur le thème « Les oubliés de la Toussaint : un voyage dans le curieux pays du Vermet ». (*micsans@gmail.com*)

AVIGNON. Le 28 novembre, à 20 heures, au cinéma Utopia-Manutention : projection du film *On revient de loin (Opération Correa - Épisode 2)*, suivi d'un débat avec Nina Faure, coréalisatrice (avec Pierre Carles). (*ruiz.bouquetryran@wanadoo.fr*)

BESANÇON. Le 24 novembre, à 20 heures, au café de l'Hermitage, café citoyen : « La gratuité, un projet de société ». (*clair.arnoux@laposte.net*)

CAEN. Le 24 novembre, à 19h20, émission radio des AMD 14 autour du numéro de novembre. En direct sur www.zonesdondes.org et radio-toucaen.fr (*duboisbo@yahoo.fr*)

CARCASSONNE. Le 18 novembre, à 20h45, salle des associations à Pennautier : « L'économie n'existe pas », avec Bernard Traimond. Le 24 novembre, à 20h30, au cinéma Le Colisée, *1336 jours : des hauts, débats, mais debout*, suivi d'un débat avec le réalisateur Claude Hirsch et des représentants de Scop-Ti (ex-FraLib). Le 30 novembre, à 18 heures, à la librairie Mots & Cie : « Sociologie », avec Laurent Mucchielli. (*amd11@free.fr*)

COLMAR. Le 7 novembre, à 20 heures, au cinéma Le Colisée, *On revient de loin (Opération Correa - Épisode 2)*, suivi d'un débat avec Nina Faure, coréalisatrice.

FRANCHE-COMTÉ. Le 8 novembre, à 20h15, au cinéma Le Colisée de Montbéliard, et le 10 novembre, à 20h30, au cinéma Le Majestic de Vesoul, *On revient de loin (Opération Correa - Épisode 2)*, suivi d'un débat avec Nina Faure, coréalisatrice. (*odile-mangeot@wanadoo.fr*)

GIRONDE. Le 8 novembre, à 17h30, à l'école Kedge, 680, cours de la Libération à Talence : « Ou en sont les États-Unis ? », avec Benoît Bréville. Le 11 novembre, à 11 heures, au cinéma Utopia, 5, place Camille-Jullian à Bordeaux : *Quatre Petits Films contre le grand capital*, suivi d'un débat avec Julien Brygo, coréalisateur, et Olivier Cyran. Le 14 novembre, à 12h45, au Poulailleur, place du 14-Juillet à Bègles : déjeuner diplomatique. Le 17 novembre, à 20h30, au cinéma Jean-Eustache à Pessac : « Le Théâtre national populaire, un idéal d'émancipation », avec Evelyne Pieiller. « Cafés-Diplo » : le 8 novembre, à 19 heures, salle Aragon à Port-Sainte-Foy (autour d'un repas partagé) ; le 16 novembre, à 20h30, au café de l'Orient, place François-Mitterrand à Libourne ; et le 23 novembre, à 19h30, au Levain, 26, rue de la République à Bègles. (*amis.diplo33@gmail.com*)

GUADELOUPE. Le 23 novembre, à 19 heures, à la médiathèque de Port-Louis, projection du film d'Emmanuel Briand et Nina Dupeux *El Aguante*, suivie d'un débat avec Gérard Cazorra, de Scop-Ti (ex-FraLib). (*danimaginaire@yahoo.fr*)

HÉRAULT. À Montpellier : le 13 novembre, à 10h30, au cinéma Utopia : *Les Gens de Gaza*, suivi d'un débat avec un réalisateur du collectif Foumonde.info ; le 18 novembre, à 20 heures, salle Guillaume-de-Nogaret : « Colombie entre guerre et paix », avec Maurice Lemoine et Robert Chaluleau ; le 23 novembre, à 20 heures, salle Guillaume-de-Nogaret : « La démocratie et le tirage au sort », avec Michel Simonin. (*amis-diplo34@orange.fr*). À Ganges, le 24 novembre, à 20h30, au cinéma Arc-en-ciel, *Farouk, un assiégé comme moi*, suivi d'un débat avec la réalisatrice Hala Alabdalla Yacoub. En collaboration avec Amnesty International, Attac, la médiathèque de Ganges et Docs aux sels. (*amd30@orange.fr*)

LA ROCHELLE. Le 29 novembre, à partir de 13h30, au lycée Saint-Exupéry, allée De-Lattre-de-Tassigny : rencontre autour du *Manuel d'économie critique du Monde diplomatique*, avec Renaud Lambert. (*jose.dacunha5@free.fr*)

LA ROCHE-SUR-YON. Le 5 novembre, à 10 heures, au Grand Café, 4, rue Georges-Clemenceau, « café-Diplo » à partir des articles « Direction des Ressources Heureuses » et « De l'art d'ignorer le peuple » (octobre 2016). (*michelmerel54@laposte.net*)

LYON. Le 5 novembre, à 15h30, à la MJC du Vieux Lyon, 5, place Saint-Jean : « Le Monde diplomatique, un journal à part », avec Pierre Rimbart. Le 15 novembre, à 19 heures, à la librairie Terre des livres, 86, rue de Marseille : débat autour du *Manuel d'économie critique du Monde diplomatique*, avec Hélène Richard. (*catherine.chauvin@wanadoo.fr*)

METZ. Le 10 novembre, à 18h30, petite salle des Coquelicots, « café-Diplo » : « Les ingénieries françaises et occidentales en Afrique ». (*christopher.pollmann@univ-lorraine.fr*)

MONTARGIS. Le 26 novembre, à 17h30, au centre culturel Le Hangar, à Châlette-sur-Loing, présentation du *Manuel d'économie critique du Monde diplomatique*, avec Hélène Richard. (*pherry@orange.fr*)

NICE. Le 17 novembre, à 19h30, au café O'Quotidien, 2, rue Martin-Seytoux : « café-Diplo » autour d'un article du numéro de novembre 2016, et discussion autour du n° 149 de *Manière de voir* : « Affrontements américains ». (*diplo@geller-conseil.eu*)

NORD. Le 10 novembre, à 20 heures, auditorium du Palais des beaux-arts à Lille : « Que serait une science dans une société sans croissance ? », avec Fabrice Flipo. Le 16 novembre, à 20 heures, au cinéma Le Méliès à Villeneuve-d'Ascq, *On revient de loin (Opération Correa - Épisode 2)*, suivi d'un débat avec Nina Faure, coréalisatrice. Le 30 novembre, à 20 heures, scène nationale de la Rose des vents, boulevard Van-Gogh à Villeneuve-d'Ascq : « Migrations : fermer, contrôler ou ouvrir les frontières ? », avec Catherine Wihlto de Wenden et Sami Nair. (*amdndord@yahoo.fr*)

ORLÉANS. Le 3 novembre, à 20 heures, à la Maison des associations, rue Sainte-Catherine : discussion à partir des articles « De l'art d'ignorer le peuple » et « Les États-Unis tentés par le

risque » (octobre 2016). (*lesamdorleans@outlook.fr*)

PERPIGNAN. Les AMD 66 se réunissent le troisième jeudi du mois, à 19 heures, à la résidence Habitat jeunes Roger-Sidou, 5, place Gerbaud. (*am.bordas@laposte.net*)

RENNES. Le 24 novembre, à 19 heures, au Knock, 48, rue de Saint-Brieuc, « café-Diplo » à partir de l'article « De l'art d'ignorer le peuple » (octobre 2016). (*yves.paris-tad@wanadoo.fr*)

SAINTE-BRIEUC. Le 18 novembre, à 19h45, à la Maison Louis-Guilloux, 13, rue de Lavoisier, rencontre-débat autour d'articles de juillet 2016 : « Information sous contrôle », « La plume dans la plaie » et « Le revenu garanti et ses faux amis ». (*fame973@gmail.com*)

TOULOUSE. Le 2 novembre, à 20h30, au centre culturel Le Hangar, à Châlette-sur-Loing, projection-débat autour de *Fuocammare. Par-delà Lampedusa*, de Gianfranco Rosi. Le 3 novembre, à 20 heures, au cinéma Utopia-Tournefeuille, avec Anne Deysine, les 20 ans des AMD, autour du n° 149 de *Manière de voir* : « Affrontements américains », et du film de Donn Alan Pennebaker et Chris Hegedus *The War Room*. Le 16 novembre, à 20h30, salle Osète : projection-débat autour du film d'Anna Roussillon *Je suis le peuple*, avec Alain Baron et Jean-François Mignard. Le 17 novembre, à 20h30, salle du Sénéchal : « L'accaparement de l'eau ». Le 25 novembre, à 20h30, salle du Sénéchal : les accords de libre-échange, avec Virginie Rozière, Frédéric Viale et Renaud Lambert. (*amdoul@gmail.com*)

TOURS. Le 3 novembre, à 20h30, à l'association Jeunesse et Habitat, 16, rue Bernard-Palissy : « Les femmes aux États-Unis et leurs (peu de) droits ». Le 16 novembre à 13 heures, le 17 novembre à 19 heures et le 21 novembre à 11 heures, sur Radio Béton (93.6), présentation du numéro du mois. (*pic.arnaud@orange.fr*)

VALENCE. Le 8 novembre, à 20 heures, au pôle universitaire Marguerite-Soubeyran : « L'Europe, la défendrez-vous ou la pourfendrez-vous », avec Anne-Cécile Robert. Le 16 novembre, à 18h30, au Causse toujours, 8, rue Gaston-Rey : « Mondialisation, finance, Union européenne... », avec Frédéric Farat, professeur à Paris-V. (*suzanne.dejours@orange.fr*)

RÉGION PARISIENNE

PARIS. Le 16 novembre, à 19h30, au Lieu-Dit, 6, rue Sorbier, « États-Unis : et maintenant ? », avec Serge Halimi et Benoît Bréville. Le 26 novembre, à 18 heures, 8, rue Tarmac, scène internationale francophone, 159, avenue Gambetta : lecture publique de l'article « Au Gabon, la mécanique du népotisme s'enraye » (octobre 2016), suivie d'un débat. (*amis.diplo.75@gmail.com*)

VAL-DE-MARNE. Le 18 novembre, à 20h30, au cinéma Le Cosmos à Fontenay-sous-Bois, projection-débat du documentaire de Gilles Perret *La Sociale*, avec l'UL-CGT. (*amd94@numericable.fr*)

VAL-D'OISE. Le 18 novembre, à 19h30, à la Maison des associations, 23, rue du Four-Gaudon à Écouen : « Comment les Palestiniens vivent-ils l'occupation au quotidien ? », avec le maire d'une commune de Cisjordanie et un représentant de la Délégation générale de Palestine en France. (*amd95@orange.fr*)

YVELINES. Le 19 novembre, à 17 heures, à l'hôtel de ville de Versailles, salle Montgolfier, rencontre avec Julian Mischel pour son livre *Le Bourg et l'Atelier. Sociologie du combat syndical* (Agone). (*eveleque@wanadoo.fr*)

HORS DE FRANCE

GENÈVE. Le 8 novembre, à 18h30, à la Maison des associations, 15, rue des Savoises, « café-Diplo » autour de l'article « Irréductibles Druzes du Golan » (octobre 2016). (*claudesumi@gmail.com*)

LUXEMBOURG. Le 17 novembre, à 18h30, au Citim, 55, avenue de la Liberté, discussion à partir de l'article « Le Maroc pétrifié par son roi » (octobre 2016). (*amdluxembourg@gmail.com*)

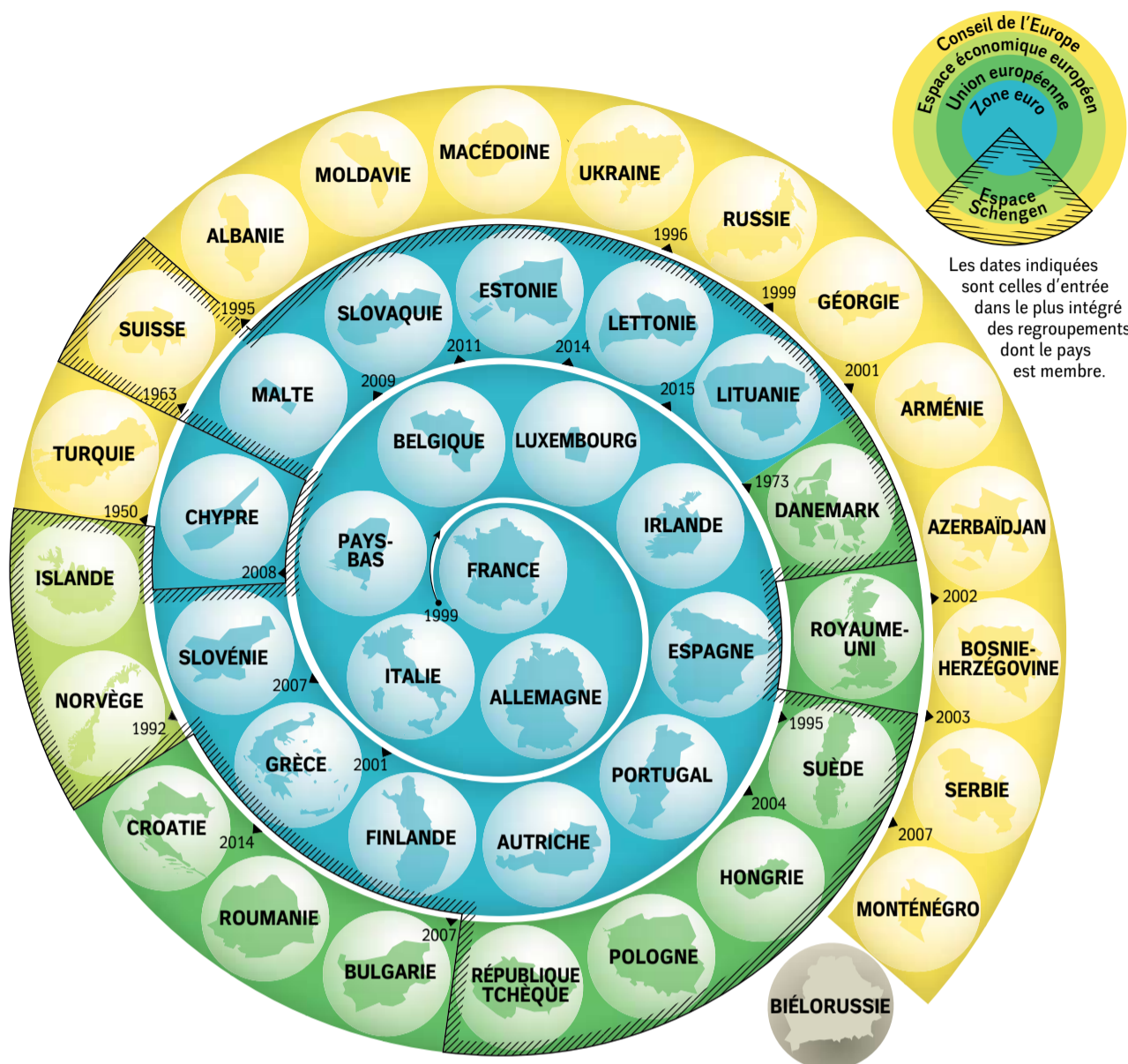
Presse et indépendance

Rendez-vous à Laval le samedi 19 novembre pour fêter les 20 ans de l'association (quartier Ferré, 42^e RT, rue de la Gaucherie, bâtiment 13).

Programme et inscription :
www.amis.monde-diplomatique.fr/20ans-ouest

À GÉOMÉTRIE VARIABLE

au défi de ses frontières



LA SPIRALE DE L'INTÉGRATION

Depuis la création du Conseil de l'Europe en 1949, la marche vers une intégration politique et économique a toujours été présentée comme inéluctable, jusqu'au « Brexit » ! À la Communauté du charbon et de l'acier de 1952 s'ajoute en 1957 la Communauté économique européenne (à six pays), qui ne cessa de s'élargir et se transforma en Union européenne en 1993. En son sein, l'Union économique et

monétaire (zone euro) n'a également cessé de s'agrandir : elle est passée de onze membres à sa création en 1999 à dix-neuf aujourd'hui. Mais, si des pays entrés récemment au Conseil de l'Europe, comme la Serbie (en 2003), pourraient rejoindre l'Union prochainement, d'autres, comme la Norvège ou l'Islande, ont refusé d'aller plus avant ou, comme la Turquie, sont confinés dans l'antichambre du Conseil depuis 1950.

groupe de réflexion présidé par l'ancien chef du gouvernement espagnol Felipe González sur l'Europe en 2030, qui ne consacre qu'un paragraphe (sur quarante-six) aux limites (3). Telle a été la ligne suivie jusqu'à l'irruption de crises graves : guerre en Ukraine, mise en cause de Schengen et défis terroristes. L'absence de discussion sur les limites s'explique par les divisions qu'elles suscitent et par leur refus de rendre publics leurs désaccords. Sachant le sujet polémique, les partisans de l'adhésion de la Turquie avaient obtenu que le mandat du groupe de réflexion cité ne mentionne pas la question des frontières. À terme, le refus de penser des limites, et

donc de les poser, visait à faire coïncider l'Europe communautaire avec le Conseil de l'Europe, qui regroupe les quarante-sept signataires de la convention européenne des droits de l'homme, dont la Turquie depuis 1950 et la Russie depuis 1996, mais pas la Biélorussie (4). Comme le note un rapport du Sénat français, « ces antagonismes politiques sous-jacents doivent-ils cependant faire renoncer à poser la question des "frontières de l'Europe" ? Ce serait laisser sans réponse un malaise persistant dans les opinions publiques, qui est susceptible d'affaiblir l'adhésion à la construction européenne (5) ».

instituée et réciproquement ; en Europe centrale et baltique, l'Union garantit, avec l'OTAN, la souveraineté recouvrée. En outre, une quête politique explique la volonté d'adhérer : au Portugal, l'Union est synonyme de démocratie et de fin des guerres coloniales ; en Espagne, elle signe la fin du franquisme ; en Grèce, la fin de la dictature. L'adhésion de l'Irlande et du Royaume-Uni a aussi contribué à briser leur face-à-face obsessionnel et ménagé un climat plus apaisé entre les deux pays ; les « perspectives européennes » obligent à un dialogue interbalkanique.

Cette extension correspond à la vision stratégique anglo-américaine d'une entité européenne coïncidant, à terme, avec l'aire du Conseil de l'Europe, mais sans la Russie. Les présidents américains George W. Bush et Barack Obama ont ainsi jugé que la Turquie devait adhérer à l'Union. Le vice-président Joseph Biden soutient les autorités ukrainiennes afin de recréer un cordon sanitaire dans l'isthme continental étiré de la mer Baltique à la mer Noire. Washington a donc une vision claire des limites ultimes. Les États membres, quant à eux, affichent des positions divergentes liées à leurs intérêts nationaux : la Pologne, avocate de l'Ukraine ; la Suède, hier, des États baltes ; la Roumanie, de la Moldavie et de la Géorgie ; la Grèce, de la Serbie. Ces positions sont légitimes ; leur addition concourt à une extension continue.

Bref, pour les États et les forces politiques qui insistent sur la portée géostratégique d'un projet européen couplé à l'Alliance atlantique, l'Europe de

l'Union engloberait à terme la Turquie, mais pas la Russie ; la seule incertitude concerne le Caucase méridional : Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie. C'est la vision des pays d'Europe centrale et baltique, de l'Europe du Nord et du Nord-Ouest. Pour ceux qui considèrent que l'identité fonde l'adhésion et que celle-ci repose d'abord sur la culture et les valeurs, la Turquie, musulmane, n'a au contraire pas de place. Cette position est portée par le Parti populaire européen (PPE), conservateur, libéral et favorable à un schéma fait de cercles concentriques : Union, zone euro, cercle plus restreint. Il en est ainsi de MM. Schäuble, Joseph Daul, Nicolas Sarkozy et Alain Juppé. Le Parti socialiste européen (PSE), pour sa part, se montre plus ouvert aux élargissements, qu'il voit comme une chance de diffuser les valeurs

européennes (laïcité et recherche d'islamodémocratie). La Commission européenne, elle, poursuit une politique d'élargissement continu, dans la logique de l'Europe des bureaux, adepte d'une gouvernance dépolitisée – grand marché, concurrence, intégration –, avec l'appui implicite de la majorité des États agissant dans une démarche confédérale.

D'autres posent comme préalable à tout nouvel élargissement la capacité de l'Union à absorber de nouveaux membres. Ils se prononceraient alors en faveur d'une pause durable, de politiques renforcées de voisinages sans adhésion et de partenariats privilégiés. On les rencontre en France (c'est la position du président François Hollande), en Allemagne et en Italie.

Vers un « Schengen plus »

LE SCÉNARIO d'une Europe de l'Union nettement plus différenciée se dessine, selon cinq ou six échelles : un espace économique à trente-deux pays (dont, sans doute, le Royaume-Uni après 2019) ; l'Union actuelle, à vingt-sept (marché commun, politiques structurantes, valeurs) ; une Europe de la zone euro, plus intégrée en termes fiscaux et budgétaires ; et une Europe de Schengen, instaurant une mobilité interne et contrôlant ses frontières extérieures, quitte à définir un espace plus restreint de contrôle sécuritaire, un « Schengen plus ». Enfin, reste l'Europe des fondateurs, autour de la France, l'Allemagne, l'Italie, et d'autres selon les dossiers : l'Espagne sur les sujets méditerranéens et africains, la Pologne en format Weimar (avec la France et l'Allemagne)... C'est ce qu'ont exprimé les ministres des affaires étrangères des six pays fondateurs le 25 juin 2016 : « Nous devons reconnaître qu'il existe des niveaux différents d'ambition parmi les Vingt-Sept à propos du projet d'intégration européenne. » Ces propos renvoient aux défis régaliens – défense, souveraineté et sécurité – que les Européens doivent affronter, et que seuls quelques États (France, Royaume-Uni, Allemagne, Italie, Espagne) peuvent relever.

Il faut repenser le projet européen en s'accordant sur ce que les États membres peuvent apporter à l'échelle pertinente : continent, voisinages sud et est, vaste monde. Il ne s'agit donc pas d'exclure tel ou tel État, mais d'être en mesure d'exercer une politique extérieure efficace pour faire valoir des valeurs et des intérêts communs : autonomie stratégique en

termes de sécurité des flux (accès aux matières premières, sécurité des voies commerciales maritimes et terrestres) et des stocks (réseaux et infrastructures critiques) ; gestion politique et diplomatique des crises proches ; dialogues stratégiques avec le monde émergent ; stratégie de « tiers facilitant » dans les enceintes multilatérales pour éviter la formation d'un duopole Washington-Pékin ; aide au développement (l'Union est le premier bailleur mondial) (7).

Si les États fondateurs de l'Europe instituée – France, Allemagne, Italie, Benelux – ne sont pas en mesure de reformuler une politique commune dans le monde qui vient comme ils le firent en temps de guerre froide et de décolonisation, s'ils n'agissent pas comme un centre de gravité – diagnostic partagé, débat et choix explicites pour une Europe « européenne » –, qui le fera ? Moscou ? Pékin ? Washington ?

MICHEL FOUCHER.

(3) « Projet pour l'Europe à l'horizon 2030. Les défis à relever et les chances à saisir. Rapport du groupe de réflexion sur l'avenir de l'UE à l'horizon 2030 », Conseil européen, Bruxelles, mars 2010.

(4) L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) comprend, elle, cinquante-sept États, dont cinq d'Asie centrale et la Mongolie (ainsi que le Canada et les États-Unis).

(5) Pierre Fauchon, rapport d'information n° 528 (2009-2010) de la commission des affaires européennes, Paris, 8 juin 2010.

(6) Karl Lamers et Wolfgang Schäuble, « Überlegungen zur europäischen Politik », CDU/CSU-Fraktion, Berlin, septembre 1994.

(7) Cf. « Les intérêts stratégiques des Européens : choix ou nécessités ? », *Questions d'Europe*, n° 294, Strasbourg, 28 février 2008.

Ne rassembler que ceux qui se ressemblent ?

EN EFFET, l'incertitude conceptuelle de l'Europe géographique se prolonge dans l'évolution incessante de ses frontières. On est passé de six pays en 1951 à vingt-huit en 2016, puis bientôt vingt-sept avec le départ programmé du Royaume-Uni. Les États candidats (Turquie, Macédoine, Monténégro, Serbie et Albanie) ou susceptibles de l'être (Bosnie, Moldavie, Ukraine, Géorgie...) s'impatientent. Comment se sentir membre d'une communauté politique si son territoire n'est pas fixé, visible, lisible ? Sur les billets en euros, on ne trouve, rappelle à raison Régis Debray, aucun symbole incarnant des références partagées : un pont et une fenêtre, mais pas de figures européennes illustres.

L'impossibilité d'un accord sur les limites ultimes tient également à l'existence de plusieurs conceptions antagonistes. Les partisans d'une Europe fédérale voient l'élargissement comme un obstacle à l'intégration, et ceux qui combattent le fédéralisme lui opposent le garde-fou d'une extension illimitée : l'Union chrétienne-démocrate (CDU) allemande d'un côté, les eurosceptiques britanniques de l'autre. La position française, médiane, pousse vers le sud pour équilibrer l'influence allemande à l'est : la Grèce sous le président Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981), puis Chypre et Malte, sans compter les négociations avec la Turquie sous M. Jacques Chirac (1995-2007).

Parmi les visions de la construction européenne, deux lignes politiques étaient envisagées d'emblée : pour Jean Monnet (1888-1979), la communauté naissante était conçue comme un marché d'où découlerait, un jour, la puissance politique ; elle était donc ouverte à tout le continent. Pour Robert Schuman (1886-1963), démocrate-chrétien marqué par l'annexion allemande de l'Alsace-Moselle, on ne devait rassembler que ceux qui se ressemblaient, dans une Europe carolingienne élargie. Cette vision fut reprise par les démocrates-chrétiens allemands Wolfgang Schäuble et Karl Lamers sous forme de « noyau dur » (*Kerneuropa*) en 1994 (6), et par les six fondateurs (France, Allemagne, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Italie) réunis en sommet informel le 25 juin 2016.

La vision (anglo-américaine) de Monnet l'a emporté, du moins jusqu'au « Brexit » du 23 juin 2016. Elle avait un objectif économique – constituer un marché unique soumis aux mêmes règles de concurrence – et un horizon infini. Au gré des contextes géopolitiques successifs, la dynamique territoriale a été tirée par de puissantes motivations. En rupture avec le passé, la sécurité est perçue comme mieux garantie si les États voisins appartiennent enfin au même club : l'intérêt national commande ainsi à l'Allemagne que la Pologne soit intégrée à l'Europe

L'imprimerie
79, rue de Roissy
93290
Tremblay-en-France

ACPTM
OJD

IMPRIM'VERT

Commission paritaire des publications
et agences de presse : n° 0519 D 86051
ISSN : 0026-9395
PRINTED IN FRANCE

À la disposition des diffuseurs de presse
pour modification de service, demandes de réassort
ou autre, nos numéros de téléphone verts :
Paris : 0 805 050 147
Banlieue/province : 0 805 050 146.

CARNETS DE SCIENCE
La revue du CNRS

Entrez dans les coulisses de la recherche.

(...) Les mathématiques ont été créées pour résoudre des problèmes du monde qui nous entourent.

En vente dans les Relay et librairies.
200 pages / 12,50 €

www.carnetsdescience-revue.fr

CNRS EDITIONS

Des frontières mouvantes



1640. Après sa défaite face aux Turcs à Mohács (1526), la Hongrie est divisée en trois parties : la Hongrie « royale », gouvernée par les Habsbourg du Saint-Empire romain germanique ; la Hongrie centrale, occupée par l'Empire ottoman ; et la Transylvanie, indépendante, mais vassale des Ottomans.



1867. Les affrontements liés aux mouvements indépendantistes de 1848 ont débouché sur le « compromis austro-hongrois », qui donne naissance à l'Autriche-Hongrie. L'empire est séparé en deux, le royaume de Hongrie s'émancipe de la tutelle de Vienne. La Hongrie « historique » de l'an mille est reconstituée.



1920. À la suite de la première guerre mondiale et du traité de Trianon, la Hongrie passe de 325 000 kilomètres carrés avant la guerre à 93 000. Croatie, Slovaquie, Transylvanie... les territoires où les Hongrois étaient minoritaires vont à la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Yougoslavie et l'Autriche. Le pays perd son accès à la mer, la totalité de ses mines, etc.



1940-1944. Après une première extension vers le nord aux dépens de la Slovaquie en 1939, le maréchal Horthy obtient en 1940 de ses alliés allemand et italien l'intégration de la Transylvanie du Nord.



2016. Les frontières d'avant 1938 ont été rétablies à la fin de la guerre par les troupes soviétiques, roumaines et yougoslaves, puis confirmées par le Traité de Paris (1947).

Source : André et Jean Sellier, *Atlas des peuples d'Europe centrale*, La Découverte, 2014. AGNÈS STIENNE



ZUMA PRESS, INC./ALAMY STOCK PHOTO

PETER BAUZA. – Un nationaliste pointe la carte de la Hongrie telle qu'elle apparaissait avant le traité de Trianon en 1920. Budapest, 2014

DÉCIBELS ET EXTRÊME DROITE EN HONGRIE

Le beau Danube noir

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE
EVELYNE PIEILLER

Qu'est-ce que l'identité nationale hongroise ? À partir de leur lecture de l'histoire, les deux grands partis classés à droite la définissent chacun à sa façon. Leurs programmes politiques et sociaux s'en inspirent pour proposer un ensemble de valeurs, qui trouvent une expression dans une « contre-culture » – des concerts de rock aux démonstrations équestres.

CRÂNE RASÉ ou cheveux longs à la Conan le Barbare, tee-shirt aux motifs gothiques, cartouchières et grosses bagues à tête de mort, tatouages élaborés sur des biceps musclés, canette de bière à portée de main... le « métalleux » n'a pas de frontière. Il était massivement présent, en ce soir de la mi-août 2016, dans une petite ville au bord du lac Balaton, en Hongrie, pour un concert donné en plein air dans un vaste amphithéâtre adossé à une grande salle vitrée où l'on pouvait acheter des objets-souvenirs à l'effigie du groupe et... des bières. Comme partout. Sauf qu'il y avait plus de familles que d'ordinaire, et que les tee-shirts affichaient souvent des cartes géographiques quelque peu insolites au premier abord et de drôles de lettrages, que l'on identifiera plus tard comme des caractères runiques. Quelque huit cents personnes se trouvaient là pour voir se produire un groupe de « rock patriotique », selon l'appellation hongroise : Kárpátia. En fond de scène, l'image du squelette d'un oiseau, qui évoque une aigle héraldique mais renvoie en réalité au « turul », l'oiseau mythologique qui aurait accompagné les Magyars dans leur conquête des plaines danubiennes.

Le groupe arrive. Guitares, basse, batterie : du classique. Les chansons sont brèves, impeccablement entraînant. János Petrás, le chanteur-bassiste, crâne rasé et moustache fière, occupe la scène avec la conviction d'une star ; le guitariste fait tourner sa longue chevelure. Le public fait spasmodiquement le signe du diable, index et auriculaire dressés, signe classique d'approbation dans les concerts de métal. Tout serait sans surprise, sauf que soudain se déploient des drapeaux, d'ordinaire réservés aux matchs de football. Des petits, parfois tenus par des enfants, et des très grands, agités avec majesté. La plupart sont énigmatiques, car ils ne correspondent pas au drapeau national. Certains lui ressemblent, mais, en plus des rayures horizontales rouge, blanche, verte, deux anges portant un blason figurent en leur milieu. Il s'agit du drapeau du royaume de Hongrie (voir cartes).

D'autres présentent des variations diverses autour de bandes horizontales rouges et blanches, ce qui, d'ordinaire, fait suffoquer de fureur le citoyen peu porté sur la droite violemment extrême. Car ces couleurs-là, qui renvoient à la dynastie des Árpád, fondateurs du royaume, sont utilisées par

ceux qui se prétendent les seuls « vrais Hongrois » ; et, surtout, elles furent celles des Croix fléchées, un mouvement fondé en 1939, transposition hongroise du nazisme qui, au pouvoir entre octobre 1944 et mars 1945, collabora très vigoureusement à l'extermination, en particulier des Juifs : un demi-million d'entre eux mourront, assassinés ou déportés à Auschwitz. Mais les bannières les plus mystérieuses sont celles qui, toutes pimpantes, bleues barrées de jaune, arborent un soleil et un croissant de lune. Le mystère restera entier jusque vers la fin du concert.

L'ambiance est à la fois bon enfant et emplie de ferveur. On a la nette impression d'entendre toujours la même chanson, martiale mais dansante, quand bien même la guitare se lance régulièrement dans des solos lyriques. En réalité, le public fait le show, scandant à pleine voix les refrains. Kárpátia est un phénomène. Extrêmement populaire (il donne une centaine de concerts par an), le groupe, formé en 2003, réclame « justice pour la Hongrie » – titre d'un de ses albums. Il dénonce par là le traité de Trianon, qui, le 4 juin 1920, consacrait le démantèlement du royaume : le pays perdit alors les deux tiers de son territoire et les trois cinquièmes de sa population.

Kárpátia célèbre le fantôme d'un pays « pur »

Près d'un siècle plus tard, on aurait pu croire le choc – assurément considérable – surmonté ; ce n'est pas le cas. János Petrás évoque sur scène une chanson que sa mère lui chantait, *La Grande Hongrie, c'était le paradis*, et le nom du groupe est là pour rappeler que les Carpatés étaient autrefois hongroises. On comprend mieux soudain certains dessins sur les tee-shirts des spectateurs : ils représentent cette Hongrie d'autrefois. Et quand toute la salle, en entendant deux accords esquissés, se lève comme un seul homme, figée dans une solennité impressionnante, on croit fugacement que le groupe joue l'hymne national – erreur : il joue l'hymne de la Transylvanie, une région du cœur des Carpatés aujourd'hui roumaine. Un hymne fictif, issu d'une opérette populaire, mais que tout le monde connaît, même sans être fan de Kárpátia. Le fameux drapeau bleu et jaune est celui de la Transylvanie perdue... János Petrás rappelle, non sans jubilation, que Kárpátia est interdit de concert dans la plupart des pays de l'ex-Hongrie historique. Il est assez saisissant de glisser du concert de rock au meeting. Qu'un patriotisme fervent de ce genre rassemble un public souvent dans la trentaine et affichant les signes de la modernité décontractée surprend, comme surprit le choix de Frigide Barjot comme porte-parole de la « Manif pour tous » en France.

János Petrás chante également, avec le même entrain vigoureux, le soulèvement de 1956, pour louer le courage de ceux qui s'opposèrent à la « dictature communiste », et célèbre les responsables des Croix fléchées, qui furent pour la plupart exécutés pour trahison après la victoire de l'Armée rouge. Le public vibre à l'unisson. En accord

apparent avec ceux qui ont permis que, parmi les Juifs envoyés à Auschwitz, un sur trois ait été hongrois. Aucun opposant dans la salle, alors même que Kárpátia ne donne pas dans l'allusif et que le groupe n'est nullement confidentiel. L'amour de la patrie s'appuie ici sur la conception « hungariste » de la nation portée par les Croix fléchées – hongrois un jour, hongrois toujours – et s'accompagne d'une haine gaillarde à l'encontre du « non-Hongrois » : le communiste internationaliste, plus implicitement le Juif et plus globalement l'étranger, y compris l'acteur du libéralisme qui importe des produits et des valeurs étrangères à la « hungarité ».

Car János Petrás célèbre la Hongrie archaïque, un pays fantasmagiquement « pur », peuplé de descendants de guerriers amoureux d'une terre qu'ils ont gagnée par la force des armes. Il se raconte volontiers à Budapest qu'aucun bâtiment ne dépasse 96 mètres, afin de rappeler l'an 896, quand la confédération des tribus magyares a vaincu ses prédécesseurs et s'est installée dans la plaine du Danube, en Pannonie, signant la conquête – qui se dit en hongrois « occupation de la patrie »... Il importe de conserver les valeurs ancestrales de ce peuple « élu » et les symboles de cette élection : le « turul », dont sont érigées des statues partout où existent des minorités hongroises, de la Roumanie à l'Autriche en passant par l'Ukraine ; l'alphabet runique, utilisé jusqu'en 1850 dans certaines régions et que l'on retrouve aujourd'hui sur les panneaux de municipalités d'extrême droite ; mais également la religion chrétienne, associée à Étienne I^{er}, fondateur en l'an 1000 du royaume dont il deviendra le saint patron après sa canonisation.

Sacré mélange pour ce rock identitaire qu'a propulsé l'éphémère mais influente Radio Pannon, créée en 2000, et dont Kárpátia n'est pas le seul représentant. Romantikus Erőszak, par exemple, fait partie de la même constellation. Lui aussi raconte en musique une certaine version de l'histoire : « *Mon rêve, c'est la Hongrie telle qu'elle existe depuis des siècles, indépendante, forte, gérée par des Hongrois, et qui fonctionne en autogestion* (1) », dit le chanteur, dont le cou s'orne d'un tatouage « Vive la patrie ». Le nom du groupe, « Violence romantique », est assez représentatif d'une sensibilité commune à cette mouvance. Si la violence y apparaît clairement comme moyen revendiqué d'une rupture avec l'ordre existant, il est peut-être plus difficile de lui associer spontanément un quelconque romantisme. Pourtant, il semble bien que ce nationalisme frénétique et dansant porte un idéal. Sur fond de nostalgie, mais dans le langage de la modernité, s'exprime une aspiration à l'héroïsme, au retour à des valeurs viriles, soudant une communauté de frères et pour lesquelles on est prêt à assumer la lutte, idéologique ou autre.

Une absence béante dans tous ces propos : la question sociale. Et un rapport à l'histoire qui a tendance à ne désigner comme « occupation » que

(1) Cf. Salomé Legrand, « « Violence romantique », le rock hongrois qui aide « à résister contre Bruxelles » », *Trans'Europe Extrêmes*, 18 mai 2014, blog.francetvinfo.fr.

le temps de la République populaire de Hongrie, et non celle des troupes du Reich, à partir de 1944, tout en oubliant les deux grandes périodes durant lesquelles le pays a été dominé, par l'Empire ottoman d'abord, puis par Vienne.

L'obsession «Trianon» semble d'autant plus partagée qu'elle est lourde d'ambiguïtés. Car c'est le maréchal Miklós Horthy, régent du royaume de 1920 à 1944, allié de l'Axe, qui a renégocié le traité avec Adolf Hitler et Benito Mussolini, pour «réintégrer» en 1940 une partie des territoires devenus roumains en 1918. Les territoires furent redistribués après la guerre, et, pendant la période communiste, on ne parla plus de Trianon. Mais les autocollants représentant la Grande Hongrie (1867-1918) fleurissent sur les pare-brise arrière des voitures, dont les propriétaires ne sont pas forcément d'extrême droite.

Ce qui s'exprime aussi dans ce genre de manifestation, c'est le rejet d'une autre occupation, bien plus récente: celle qu'exerce le capitalisme. La Grande Hongrie rappelle le temps, certes fantasmé mais puissamment évocateur, de la souveraineté nationale et populaire. Il faut reconnaître que le pays a violemment souffert de son «ouverture» à l'Ouest. La coalition socialiste-libérale au pouvoir dans les années 1990 avait suivi sans broncher les exigences du Fonds monétaire international et instauré une sévère austérité budgétaire. Le chômage était devenu galopant et, en 2004, année de l'adhésion à l'Union européenne, 80 % des grandes entreprises étaient des propriétés étrangères, ainsi que 80 % des banques. Si l'on ajoute à cette mise à l'encan du pays de fracassantes histoires de corruption, il apparaît clairement que les élites de gauche ne peuvent qu'assez largement susciter le mépris et la défiance, tout comme les promesses de bonheur associées à la libéralisation des marchés.

« Chers descendants d'Attila »

Quand le Fidesz - Alliance civique hongroise, le parti du chef du gouvernement Viktor Orbán, rejoue l'imagerie de Kárpátia (2), c'est aussi sur ces rejets-là. En 2010, de retour au pouvoir après huit années d'absence, il ne s'est pas contenté de décréter le 4 juin, anniversaire de la signature du traité, «jour de la cohésion nationale»: il a précisé que cette commémoration était destinée à renforcer l'«*identité nationale*». Mieux: il a accordé la citoyenneté aux minorités d'origine hongroise vivant dans des régions relevant jadis de la Grande Hongrie, soit entre deux à trois millions de personnes. Il ne se contente pas de flatter l'irréductible: il promet une ethnisation de la citoyenneté et évoque la création d'une «Eurorégion hongroise» rappelant le rêve des «terres unies de Hongrie» cher aux Croix fléchées. Il ajoute à cette passion de la «*hungarité*» le refus des lois étrangères (européennes), prône le «*patriotisme économique*» et l'«*illibéralisme* (3)». Il professe enfin un anticommunisme virulent, qui lui fait chérir les «*martyrs*» du soulèvement de Budapest en 1956...

Rien d'étonnant, donc, à ce que János Petrás ait été décoré par le gouvernement de M. Orbán. À ceci près tout de même qu'il a composé l'hymne d'une milice paramilitaire fondée en 2007, dissoute en 2009, dûment interdite – mais parfaitement tolérée. Cette Magyar Gárda, présidée par M. Gábor Vona, le chef du parti d'extrême droite Jobbik, se consacrait à la protection des traditions, de la culture nationale... et de la population. Elle avait pour but, selon ses statuts, de «*défendre physiquement, spirituellement et intellectuellement la Hongrie sans défense*».

La médaille remise à János Petrás illustre impeccablement la proximité de sensibilité entre le Jobbik et le Fidesz. Mais les accents mis sur la définition de l'identité hongroise diffèrent quelque peu. «*Chers descendants d'Attila*»: c'est ainsi que M. Vona aime s'adresser à ses électeurs, qui lui ont accordé 20,5 % des voix aux élections législatives de 2014. Le festival Kurultáj, dont la première édition, en 2010, s'est tenue au Kazakhstan, a précisément pour objet de réunir lesdits descendants du Hun (4). Ce Kurultáj, «*réunion tribale*» – traduction du terme d'origine turque –, se déroule désormais tous les ans, en août, à 120 kilomètres de Budapest, près de Bugac, dans la grande plaine – la *puszta* – et accueille pendant trois jours douze nations, vingt-sept groupes ethniques et 250 000 spectateurs pour le «*plus grand événement traditionnel d'Europe* (5)».

Le vice-président de l'Assemblée nationale parraine l'événement, destiné, selon ses termes, à développer le sens de la fraternité entre peuples d'origine turco-mongole, dont ont fait partie les Huns.

Pour s'y rendre, on marche longtemps sur une petite route qui traverse une forêt. Près de l'entrée, des Harley-Davidson. Il est probable que des membres de l'association des Goj Motorosok, autrement dit les «*motards goys (6)*», soient de la fête. Pourquoi «*goys*»? Une blague, a répondu le fondateur, qui porte un pendentif représentant la Grande Hongrie et arbore d'ordinaire un blouson orné de la «*sainte couronne*» d'Étienne I^{er}. L'association propose des virées à moto et prévoit notamment une tournée commémorant Trianon... Les Goj Motorosok sont célèbres et semblent souvent requis pour accompagner des hommes politiques.

On entre, gratuitement, dans l'aire du festival sous l'œil sévère d'un immense Attila, dont le portrait farouche domine une très vaste esplanade. Poussière et chaleur – il peut faire 40 degrés l'été. Et l'on a comme un vertige. Car circulent un peu



DANIEL KEREK. – Quartier du château à Budapest. Sur la vitre du van : « Justice pour la Hongrie, 4 juin 1920 Trianon ! »

partout, entre les yourtes entrouvertes sur des tapis colorés et les stands où l'on peut acheter des souvenirs mongols et des arcs à l'ancienne, des hommes couverts de colliers, de bracelets, de grigris, arborant des gilets brodés, des tuniques à col russe, de larges pantalons blancs, de longs manteaux de cuir, des toques incrustées de pierres, des fourrures, parfois même des armures, ou des peaux d'animal sur leur torse nu. Cheveux souvent longs, boucles d'oreilles, tatouages et moustache arrogante. Peu de gens habillés «*en civil*»: on avance parmi des réinventions des conquérants nomades. Les femmes portent des jupes folkloriques ou suivent la mode «*Bocskaï*», du nom du prince de Transylvanie qui prit la tête de l'insurrection contre les Habsbourg au début du XVII^e siècle.

Un bruit à répétition fait sursauter avec régularité. On dirait des coups de feu; ce ne sont que des claquemets de fouet. Un fouet très long, à l'évidence difficile à manier, arme plus qu'instrument, et qu'ils sont nombreux à déployer de façon rythmée. Des percussions partout, surtout des tambours; l'ambiance est à la transe.

La yourte sur laquelle figure une grande photographie d'Atatürk semble fermée. Dans une autre s'exhibent les chiens (irlandais) les plus grands du monde. Mais, dans certaines, n'entre pas qui veut. Quand on se présente devant l'une de celles qui semblent accueillir des spectateurs, la tenture redescend, et le préposé à l'admission nous demande ce que nous venons voir. Nous répondons avec entrain que, précisément, c'est parce que nous l'ignorons que nous souhaitons entrer. Il nous est fraîchement répondu que c'est pour cette même raison que nous n'y serons pas autorisés. Bon...

On voit circuler de nombreux policiers et des hommes en noir, dont les seules couleurs sont le liséré rouge-blanc-vert sur leur veste: ils évoquent furieusement la Magyar Gárda. Les drapeaux flottent un peu partout. Ici, il y a des Ouïgours, des Turkmènes, des Tchouvaches, des Turcs, des Kirghizes, des Yakoutes... Le spectacle est dans la foule, mais la foule est aussi venue pour le programme du festival, de la scène centrale au «*champ de bataille*»: le cercle de chamanes sur fond de tambours, les cornemuses

du folklore hongrois, les duels au sabre, les démonstrations équestres, etc. Sans oublier les conférences internationales sur les civilisations nomades eurasiatiques.

Car Kurultáj est un concentré de «*touranisme*»: le terme désigne initialement la famille linguistique ouralo-altaïque (langues turciques, hongrois, finnois), puis une idéologie politique affirmant la prééminence des affinités entre peuples originaires d'Asie centrale. Ce courant s'épanouit entre les deux guerres et animait le hungarisme des Croix fléchées (7). Aujourd'hui, le Jobbik en est le principal représentant. Deux de ses dirigeants possèdent une entreprise de vêtements et accessoires aux motifs archaïques. Ses militants tiennent d'ailleurs un stand au festival.

Se définir comme le petit-fils d'Attila, qui constitua un empire de l'Asie centrale à l'Europe centrale au V^e siècle et mourut au combat devant les Romains, décline une identité assurément singulière et a priori quelque peu différente de celle affirmée par le Fidesz. Certes, la nouvelle Constitution de 2011 voulue par M. Orbán décrit aussi la

Le slogan Jobbik «*100 % hongrois*» implique de rejeter l'Occident, le libéralisme, la sujétion à l'Union européenne, pour retrouver une identité certes hongroise mais ancrée dans l'eurasiatisme, vigoureuse, solidaire et spirituelle: l'ensemble compose lui aussi un idéal romantique, porteur d'authenticité et de morale. «*On ne peut pas arrêter l'avenir*», affirme sur sa page Facebook le Jobbik, parti populaire chez les jeunes – 33 % des étudiants en sont électeurs ou sympathisants. Cet avenir passe, de façon inattendue, par la restauration des services publics et la notion de bien commun aussi bien que par l'expansion des ressources nationales, qui «*incluent la condition physique et mentale de la nation, le sentiment patriotique et la solidarité (...), la fourniture d'eau potable et les infrastructures de transport*» (9).

Les «*médiévaleries*» apparaissent ainsi moins comme l'expression d'une aspiration à retrouver les origines d'un pays que comme la mise en symboles d'une quête d'épanouissement, individuel et collectif. À vrai dire, cette recherche d'un sens de la vie qui ne soit pas lié à l'argent, au marché, d'une inscription de l'individu dans un monde stable mais ouvert à la «*transcendance*», explique peut-être bien le succès d'un certain nombre de jeux vidéo, récits de fantasy et parcs à thème – le Puy du Fou de M. Philippe de Villiers en Vendée, par exemple. Et, comme l'appartenance à la chrétienté était censée jadis avoir priorité sur les autres affiliations et leur donner sens, Kurultáj et le touranisme enchâssent la «*patrie*» dans un ensemble plus vaste, où les frontières importent moins que la communauté.

L'archaïsme comme source d'un avenir heureux

En d'autres termes, le patriote tend à se dissoudre dans un peuple supranational, auquel il décide de s'identifier. Les choix de ce type inclinent donc à l'archaïsme présenté comme... l'avenir, au nom de la célébration de valeurs supérieures – la spiritualité, la défense des humbles, le dépassement des intérêts personnels – anéantiés par la modernité, représentée en particulier par la démocratie et le capitalisme.

Certains de ces choix ne sont pas réservés à la droite identitaire, réactionnaire et conservatrice, et peuvent se retrouver dans l'imaginaire de mouvements se définissant comme progressistes: certains groupes à la recherche d'un mode de vie alternatif, les tenants d'une spécificité culturelle plus ou moins menacée et qu'il importerait de protéger, les partisans d'une morale s'opposant au «*narcissisme*» induit par le capitalisme artiste, etc.

En Hongrie, cet appel à un retour vers un passé source d'avenir heureux est d'autant plus entendu qu'il semble proposé par deux partis concurrents. Leurs différences importent peut-être moins que leurs convergences: quand M. Orbán commande une chanson en hommage aux «*martyrs de 1956*», c'est à un rocker, le compositeur et producteur Desmond Child, né américain de parents hongrois et récemment naturalisé. On a connu ce dernier plus affriolant, du temps où il composait pour les extravaganistes Alice Cooper ou Kiss, et non pour soulever le désir de «*marcher main dans la main sur les traces de nos héros* (10)». Mais le plus surprenant, c'est que le Fidesz, arc-bouté sur une conception de la famille autour du couple homme-femme, se compromet ici avec un militant homosexuel, marié à un homme.

Près de Budapest se déroule presque en même temps le festival de Sziget, adoué par Pepsi et fêté comme le plus grand festival de rock européen. Ses tarifs sont prohibitifs. Les Hongrois n'y vont quasiment pas.

EVELYNE PIEILLER.

(2) Lire G.M. Tamás, «*Hongrie, laboratoire d'une nouvelle droite*», *Le Monde diplomatique*, février 2012.

(3) «*Viktor Orbán pourfend le libéralisme occidental*», *Courrier international*, Paris, 1^{er} août 2014.

(4) Les Huns ont précédé de plusieurs siècles les tribus magyares, venues de l'Oural. Conquérants redoutables, païens aux rites «*barbares*», Huns et Magyars ont vite été rapprochés dans l'imaginaire collectif.

(5) Cf. le site Kurultaj.hu

(6) *Goy* signifie «*gentil, non juif*» en yiddish.

(7) En Turquie, le panturquisme, revendiqué par les ultranationalistes héritiers des Loups gris, s'en réclame. Les leaders du panturquisme jeune-turc avaient autrefois rejoint Mustafa Kemal Atatürk.

(8) Lire Corentin Léotard, «*Une extrême droite qui n'exécute pas l'islam*», et Jean-Yves Camus, «*Extrêmes droites mutantes en Europe*», *Le Monde diplomatique*, respectivement avril 2014 et mars 2014.

(9) Cf. la page Facebook du Jobbik.

(10) Joël Le Pavous, «*L'hymne à la liberté commandé par Orbán se fait descendre en Hongrie*», Rue89, 24 août 2016.

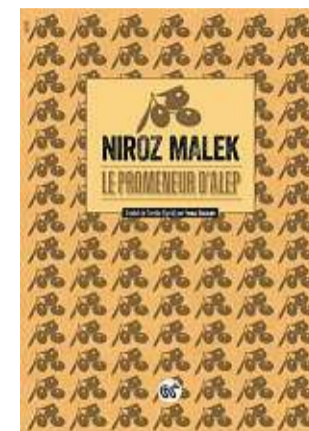


LITTÉRATURES

Cendres et lumière

Le Promeneur d'Alep
de Niroz Malek

Traduit de l'arabe (Syrie) par Fawaz Hussain,
Le Serpent à plumes,
La Madeleine-de-Nonancourt, 2015,
156 pages, 16 euros.



LE FRACAS des bombes le fait cesser d'écrire. À sa table, l'écrivain entame un dialogue avec lui-même. Doit-il rester ? partir ? « *Tant qu'il me restera un souffle de vie, je resterai chez moi, dans ma maison. (...) Le corps pourrait-il survivre sans âme ? (...) C'est pour cela que je ne partirai pas de chez moi, car il n'y a pas de valise assez grande pour contenir mon âme.* »

« Chez lui », c'est un appartement du quartier de Saladin, à Alep, en Syrie, un « *pays devenu fou* » que l'auteur-narrateur décide pourtant de ne pas quitter. Niroz Malek est syrien, de parents kurdes. Depuis 1970, il a publié huit recueils de nouvelles et six romans. *Le Promeneur d'Alep* est une lumière de fond de gouffre, une voix parvenant d'un monde en perdition, un baume sur une plaie ouverte. Émergeant du chaos, le texte en épouse les contours. Coupures d'électricité, rafales et explosions ont laissé leurs empreintes, morcelant le récit en fragments littéraires, tels des éclats de verre. Niroz Malek fait le portrait d'un pays défiguré.

Ce n'est pas là un texte politique ni un texte engagé, au sens où on l'entend habituellement. Si engagement il y a, c'est par une résistance quotidienne à la mort qui guette à chaque coin de rue. Le narrateur est le témoin d'« *événements [qui] ne peuvent survenir qu'en temps de guerre* », un acteur impuissant du drame qui se joue. Malgré tout, il lutte avec les armes dont il dispose : la poésie, l'humour du désespoir, l'imaginaire, le rêve, l'amour de l'art, l'amour tout court. Des scènes surréalistes révèlent la beauté qu'on pensait ensevelie à jamais sous les corps sans vie : un homme s'enveloppe du drapeau de l'indépendance ; le fantôme d'un mort se promène en plein été sous un parapluie noir ; deux amis ont des ailes et s'envolent pour franchir les barrages, tels les personnages des peintures de Marc Chagall, Don Quichotte devient un guerrier invincible, Sami et Widad s'empressent au milieu des décombres, le stylo de l'écrivain se met à lui parler...

Et ce stylo nous parle aussi : de ces dessins d'enfant qui ne représentent plus que maisons effondrées et arbres calcinés, des soldats « *aux yeux vides* », des tortures, des ruines. C'est le pays des ombres, des spectres, un pays de nulle part où l'on ne différencie plus les lits des cercueils, les vivants des morts, le cauchemar de la réalité. La Syrie se vide de ses habitants tel un corps de son sang : « *La plupart des connaissances et des amis se sont dispersés, ce sont désormais des expatriés, des bannis, des migrants, des exilés. Et puis, il y a ceux qui sont morts de toutes les manières possibles.* »

Mais l'écrivain n'abandonne pas : « *De retour dans ma chambre, à la lumière des bougies, j'ai continué à écrire sur les gens, la nuit et la guerre.* » C'est le pouls d'un pays tout entier que Niroz Malek s'emploie à faire battre, confiant à Thomas Mann, Hermann Hesse, José Saramago et Alejo Carpentier, les écrivains qu'il admire, ses craintes et ses espoirs : « *Nous contemplons tous les aspects positifs de cette belle vie en face de nous, celle que nous n'avons pas encore menée.* » *Le Promeneur d'Alep* est une marche salutaire sur un chemin de cendres, le souffle poétique d'un être illuminé de l'intérieur : « *Je suis convaincu qu'un jour la lumière jaillira à nouveau de l'obscurité qui s'est abattue sur nous.* »

XAVIER LAPEYROUX.

EUROPE

LES PIGEONS DE PARIS. – Victor del Árbol
La Contre Allée, Lille, 2016,
96 pages, 8,50 euros.

Né en 1968 à Barcelone, Victor del Árbol s'est fait connaître par ses imposants romans noirs, de *La Tristesse du samourai* (2012) à *Toutes les vagues de l'océan* (2015), qui a obtenu le Grand Prix de littérature policière. S'il délaisse ici le thriller, il demeure fidèle au temps long et aux interactions entre passé et présent. Dans une maison isolée d'une région d'Espagne promise au tourisme dans un proche avenir, un vieil homme attend les forces de l'ordre qui vont venir l'expulser. Il se remémore Cléo, une femme aimée, perdue et retrouvée avant sa mort. D'origine espagnole, vivant en France, elle lui a légué sa maison sans les formalités d'usage, et ses descendants demandent son expulsion. Ce récit à la première personne est avant tout une métaphore des rapports de l'Espagne avec l'Europe et avec son histoire, celle d'une société traditionnelle découvrant en une ou deux générations la modernité, les ravages qu'elle provoque dans la vie des gens ordinaires, les pertes irréparables qu'elle occasionne sans que ses avantages soient apparents. Il porte ainsi une critique du progrès économique à tout prix et de « *l'arrogance de la jeunesse sans mémoire* ».

CHARLES JACQUIER

GÉNÉRATION MAÏDAN. Vivre la crise ukrainienne. – Ioulia Shukan

Éditions de l'Aube, La Tour-d'Aigues, 2016,
208 pages, 22 euros.

« *Sentir les effets de la grande histoire sur des êtres ordinaires.* » Partie prenante de la révolte à Kiev qui mit en fuite le président Viktor Ianoukovitch en février 2014, observatrice de son basculement dans la guerre, Ioulia Shukan s'intéresse à l'irruption de la violence dans le quotidien : celui des manifestants qui, à la suite des fractions les plus nationalistes, font le choix de la résistance armée à mesure que la répression se durcit ; celui des personnes déplacées fuyant le conflit de l'est du pays ; celui des bénévoles organisant l'aide humanitaire d'urgence. Loin des cénacles de la politique, cette chercheuse franco-bielorusse rapporte leurs espoirs et leurs peurs, et met au jour les causes profondes des changements. Corruption endémique, autoritarisme, déliquescence des pouvoirs publics expliquent mieux la contestation que les clivages ethnolinguistiques, souvent exagérés par les médias. Son empathie nous place au cœur des événements tels qu'ils ont été vécus par les partisans de la « *révolution de la dignité* ». On ne peut que regretter qu'elle ne se livre pas au même travail d'analyse pour « *l'autre camp* ».

SÉBASTIEN GOBERT

ASIE

QUAND LES ENTREPRISES CHINOISES SE MONDIALISENT : HAIER, HUAWEI ET TCL. – Geneviève Barré

CNRS Éditions, Paris, 2016,
372 pages, 35 euros.

Si les investissements chinois à l'étranger sont longtemps restés tournés vers les pays en développement ou émergents afin de se procurer des ressources naturelles, ils affluent désormais vers l'Occident. Directrice du développement international Asie-Pacifique à l'École des hautes études commerciales, Geneviève Barré, qui a beaucoup travaillé sur le terrain, décrypte ce processus d'internationalisation et dessine les contours de ce qu'elle appelle la « *voie chinoise de mondialisation* ». Elle analyse les deux phases de cette implantation à l'étranger (de 1982 à 2000, puis à partir de 2001) impulsée par l'État, qui fixe les objectifs à atteindre. Ce sont les plus grosses sociétés qui s'établissent hors de Chine – et donc en majorité des entreprises publiques, même si certaines se sont plus ou moins ouvertes aux actionnaires privés. À partir d'entretiens avec leurs dirigeants, elle dresse de courtes monographies de trois géants, Haier, Huawei et TCL, qui, inconnus il y a quinze ans, occupent les premières places mondiales dans leur secteur (électroménager, téléphonie, électronique grand public), et elle en analyse les méthodes.

MARTINE BULARD

LEE KUAN YEW. Singapour et le renouveau de la Chine. – Murat Lama

Manitoba - Les Belles Lettres, Paris, 2016,
368 pages, 23,50 euros.

Difficile d'imaginer plus hagiographique que ce livre consacré au père fondateur de Singapour, décédé l'année dernière. Il n'est pourtant pas dénué d'intérêt, parce qu'il se range sans fausse pudeur derrière la bannière du « *despotisme démocratique* » au prétexte que la démocratie de type occidental connaît des défaillances – une idée dans l'air du temps. Issu des milieux d'affaires et nostalgique du gaullisme, Murat Lama a les yeux de Chimène pour la réussite économique de la cité-État. Au point de soutenir que c'est l'exemple de l'ancien premier ministre (1959-1990) Lee Kuan Yew qui aurait conduit Deng Xiaoping, dans les années 1980, à engager Pékin sur la voie d'un capitalisme d'État nourri de « *valeurs asiatiques* » : éthique du travail, éducation morale, confucianisme. Cette thèse est intéressante, mais l'ouvrage comporte trop de points aveugles. Plusieurs travaux critiques ont en effet établi que la discipline sociale, la méritocratie et la laïcité souple tant vantées à propos de Singapour sont des cache-sexe pour le paternalisme et le népotisme de la famille Lee.

XAVIER MONTHÉARD

AMÉRIQUES

IMAGINAIRE PÉRONISTE. Esthétique d'un discours politique, 1966-1976. – Moira Cristiá
Presses universitaires de Rennes, 2016,
262 pages, 21 euros.

Peu d'hommes d'État ont autant marqué l'Argentine contemporaine que Juan Domingo Perón (1895-1974). Perón incarne un courant politique unique, le justicialisme, qui combine intervention publique, redistribution des richesses et autoritarisme. À l'image des époux Néstor et Cristina Kirchner dans les années 2000, nombreux sont ceux qui se sont revendiqués de lui après sa mort. L'ouvrage traite un aspect jusqu'ici négligé par l'historiographie argentine : la dimension esthétique du discours péroniste, en particulier sa communication visuelle, qui exalte le peuple et la culture populaire. La période étudiée (1966-1976) est celle d'un profond renouvellement du péronisme traditionnel. Une nouvelle génération de militants, issus des « *nouvelles gauches* » latino-américaines, rejoint le mouvement. Mêlant avant-gardes culturelles et critique sociale, elle donne au péronisme une dimension profondément artistique.

RAPHAËL COLLIAUX

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD. 20 ans de démocratie contrastée. – Collectif

L'Harmattan, Paris, 2016, 360 pages, 27 euros.

Les récents revers électoraux du Congrès national africain (ANC) signent comme la clôture d'un cycle, ouvert il y a un peu plus de vingt ans avec la fin de l'apartheid. Tirées d'un colloque pluridisciplinaire tenu à Dijon en 2014, les contributions permettent d'y voir plus clair dans les contradictions de la « *nouvelle Afrique du Sud* ». Après avoir longtemps adopté une posture morale, héritée en partie de la lutte victorieuse contre l'apartheid, les gouvernements sud-africains affectent un pragmatisme grandissant au service des intérêts nationaux sur la scène continentale. L'avènement de la démocratie n'a pas remis en cause les structures du capitalisme local ; s'il a modifié la composition de la classe dirigeante, celle-ci prospère dans un décalage total avec la grande majorité de la population. Les tensions sociales, parfois réprimées dans la violence, se développent. L'ouvrage se termine par une étude fine du renouveau des luttes politiques dans un pays qui demeure la première puissance économique du continent.

ANNE-CÉCILE ROBERT

AFROTOPIA. – Felwine Sarr

Philippe Rey, Paris, 2016, 160 pages, 15 euros.

Voici un essai sans emphase qui s'attache à anéantir une certaine vision de l'Afrique – notamment celle d'un continent en devenir permanent – et à lui réattribuer ses « *potentialités heureuses* ». Celles-ci, ancrées dans la culture traditionnelle africaine même, rompent intégralement avec les modes de pensée imposés par le modèle occidental. L'écrivain, philosophe et économiste Felwine Sarr, natif du Sénégal, prône le « *spécifiquement africain* » au service de l'« *Afrotopia* », définie comme une « *utopie active qui se donne pour tâche de débusquer dans le réel africain les vastes espaces du possible et de les féconder* ». Il prêche la décolonisation du continent à travers une souveraineté intellectuelle absolue, une remise en question de l'idéologie du développement incarnée par le Fonds monétaire international ou la Banque mondiale, l'autonomie culturelle ou encore la maîtrise des discours et des représentations. S'appuyant aussi sur les réflexions de certains de ses prédécesseurs, Sarr délivre ce constat avec force : l'Afrique n'a personne à rattraper.

KATIA TOURÉ

HISTOIRE

TE SOUVIENS-TU DE WEI? – Gwenaëlle Abolivier et Zaü

Hongfei, Paris, 2016, 50 pages, 15,50 euros.

Fruit de la collaboration entre Gwenaëlle Abolivier (scénario) et Zaü (dessin), cet album retrace l'histoire méconnue des travailleurs chinois envoyés en France entre 1916 et 1918. Pauvres, souvent illettrés, ces jeunes partaient joyeux, avec l'idée de travailler dans de lointaines contrées pour revenir riches dans leurs provinces du nord-est de la Chine. Ils se retrouvèrent à construire des tranchées, à ramasser les morts pour les enterrer, à trimmer dans les mines de charbon ou les usines d'armement. En deux ans, ils furent cent quarante mille à débarquer et à vivre dans des campements. Dix mille furent regroupés dans le nord de la France et dans le « *corps des travailleurs chinois* » sous autorité britannique ; les autres furent répartis sous autorité française sur le territoire national. Beaucoup moururent d'épuisement ou de misère – et sous les bombardements. Dans les années 1920-1930, la France connaît une autre vague d'immigration d'ouvriers et d'intellectuels. Destinés aux enfants, cet album vaut d'être lu par les adultes.

M. B.

LE SYNDROME DE 1940. Un trou noir mémoriel? – Sous la direction de Gilles Vergnon et Yves Santamaría

Riveneuve Éditions, Paris, 2015,
301 pages, 24 euros.

Fruit d'un colloque organisé à Lyon, au Centre d'histoire de la Résistance et de la déportation, cet ouvrage collectif témoigne du « *trou noir mémoriel* » constitué par la défaite de mai-juin 1940. Dans leur avant-propos, les artisans de ce volume soulignent que cette mémoire « *peu chargée d'histoire* » est « *restée largement configurée autour de topoï [stéréotypes]* », dont certains « *cultivés par le cinéma "populaire" français* » – la série des *Septième Compagnie*, par exemple. On y lira avec intérêt combien cette mémoire a habité la vie politique française, aussi bien chez les communistes, les socialistes ou les trotskistes (contribution de Philippe Buton) que chez des personnalités comme M. Valéry Giscard d'Estaing (Gilles Vergnon). Combien, aussi, la présentation des archives en France et en Union soviétique a joué « *un rôle-clé dans l'élaboration de mémoires collectives du conflit* » (Sophie Coeuré). La richesse des contributions permet d'ouvrir, enfin, les pages d'une histoire de ce « *syndrome de 1940* ».

ANNE MATHIEU

L'HISTOIRE OFFICIELLE. – Un film de Luis Puenzo.

DVD de 152 minutes + livret de 40 pages,
distribution Pyramide Vidéo, 25 euros.

Trois ans après la fin de la dictature argentine, Luis Puenzo construit en 1985, dans *L'Histoire officielle*, une fiction qui décrit l'époque de transition du gouvernement de Raúl Alfonsín, lorsque les langues vont se délier sur les années noires. Alicia est professeure d'histoire, mais « *ne sait pas son histoire* ». Elle cherche à la connaître et entre dans ce que Puenzo nomme une tragédie : « *Quand tout ce que tu fais va à l'encontre de tes intérêts, mais que tu ne peux pas faire autrement.* » En découvrant les liens de son mari, homme d'affaires, avec le pouvoir militaire, l'origine de sa fille adoptive, les tortures subies par une amie, elle peut enfin comprendre ce que lui explique un collègue : « *C'est toujours plus facile de croire que c'est impossible. Parce que si c'était possible, il faudrait des complices, et beaucoup de gens qui ne veulent pas croire ce qu'ils ont vu.* » Cette œuvre majeure, en montrant les mécanismes qui entretiennent l'oppression plutôt que l'oppression elle-même, rappelle qu'une dictature est avant tout une « *maladie collective* ».

PHILIPPE PERSON

DOCUMENTAIRE

Vive la sociale !

du 4 octobre 1945, « *organiser rationnellement une société juste et solidaire* », amena les ouvriers à prendre eux-mêmes en main une solidarité collective pour en finir avec la charité et les angoisses du lendemain.

Guidé par l'historien Michel Étiévent, le réalisateur haut-savoyard restitue avec précision le rôle d'Ambroise Croizat, ministre du travail et de la sécurité sociale de novembre 1945 à mai 1947, « *le seul des quatre-vingt-deux ministres du travail de l'histoire à avoir connu la misère* » dans sa Tarentaise natale. Et on ne sait plus s'il faut rire ou pleurer en voyant le ministre « *socialiste* » François Rebsamen incapable de se souvenir du nom de son illustre prédécesseur. Décédé très jeune, en 1951, Croizat fut accompagné du siège de la CGT au cimetière du Père-Lachaise par un cortège d'un million de travailleurs lors de funérailles rappelant celles de Victor Hugo.

Professeure de sociologie, Colette Bec décrit les succès rapides de cette prise en charge collective des questions sanitaires : en moins de quinze ans, entre 1946 et 1960, la mortalité infantile fut divisée par trois, les hommes gagnèrent plus de cinq ans d'espérance de vie et les femmes plus de six. Dans un ouvrage récent (2), elle revient sur l'intention des pères fondateurs, qui concurent la Sécurité sociale comme une institution de la démocratie sociale « *à venir* », devant permettre de

fonder le cadre de l'émancipation individuelle (3). Elle montre aussi l'entreprise de déconstruction en œuvre depuis 1967, avec la séparation des risques et le premier cadeau offert au patronat, qui s'est vu attribuer la moitié des sièges dans les organismes de gestion, contre un quart précédemment – soit la possibilité de prendre le pouvoir avec le premier syndicat « *réformiste* » disponible. En évaluant le plafonnement des cotisations, le plan Juppé consacra en 1995 cet artifice de gestion baptisé « *trou de la Sécurité* » qui conduisit à déposséder les Français du principe d'autogouvernement instauré après guerre. À la lumière de ces quelques rappels, on comprend l'urgence d'un enseignement de la Sécurité sociale et de la défense de ce modèle. C'est l'une des propositions rassemblées par un élu local de l'Auvergne (4).

PHILIPPE DESCAMPS.

(1) *La Sociale*, un film documentaire de Gilles Perret, 84 minutes, sortie nationale le 9 novembre, lieux de projection et débats : www.lasociale.fr

(2) Colette Bec, *La Sécurité sociale. Une institution de la démocratie*, Gallimard, coll. « Bibliothèque des sciences humaines », Paris, 2014, 336 pages, 23 euros.

(3) Lire aussi Bernard Friot et Christine Jakse, « Une autre histoire de la Sécurité sociale », *Le Monde diplomatique*, décembre 2015.

(4) Gaël Drillon, *Sécurité sociale. Un [bien] commun à préserver ?*, Éditions universitaires européennes, Sarrebruck, 2016, 64 pages, 23,90 euros.



DU MONDE

Petites recettes pour best-seller

Tabou
de Ferdinand von Schirach

Traduit de l'allemand par Olivier Le Lay,
Gallimard, Paris, 2016, 228 pages, 19 euros.



Le beau roman d'éducation devient journal d'adolescent arrêté aux fantasmes mal purgés. Pour faire bonne mesure, l'auteur ajoute à des clichés désolants et des dialogues téléphonés une pincée de jet-set, une dose de prostitution sur fond de mafia russe et un petit séjour à l'hôpital, car le héros sait aussi, quand il le faut, se faire tabasser pour la veuve et l'orphelin. Le tout scandé

par un leitmotiv aussi wagnérien qu'une annonce de supermarché : mais qui est donc ce beau ténébreux que tout le monde a « du mal à cerner » et qui promène son spleen comme d'autres promènent leur chien ? Pourquoi tant de souffrances ? La réponse qui s'impose est tellement banale (« *Je souffre parce que je suis un être humain* ») qu'il est difficile d'envisager que l'auteur ne s'en soit pas aperçu. Une autre réponse aurait pu être : « *Je souffre parce que je n'ai pas pu sauver mon papa et que je me sens terriblement coupable.* » De quoi donner un petit roman de cent vingt pages, mal ficelé et bien kitsch.

Mais, se rappelant qu'il est juriste et que cela a fait le succès de ses précédents livres, von Schirach ajoute une seconde partie entièrement consacrée à un procès : celui de son personnage soudain accusé de viol, de sévices et de meurtre. Que l'on se rassure, tout cela n'est qu'une mise en scène du héros désireux de démontrer qu'il n'est pas ce qu'il est, que la réalité n'est qu'un reflet du monde en soi (une pincée d'Emmanuel Kant au milieu de tant d'indigence) et que la vérité n'est qu'une formule de langage. Quant à savoir d'où vient le titre racoleur... Tabou !

PIERRE DESHUSSES.

(1) Ces trois titres sont parus aux éditions Gallimard.

B IEN QU'ARRIVÉ assez tard en littérature, Ferdinand von Schirach, né en 1964, a obtenu d'emblée un grand succès. Son parcours n'est pas sans analogies avec celui d'un autre auteur allemand, Bernhard Schlink, de vingt ans son aîné. Schlink aussi est issu de la magistrature ; lui aussi est devenu célèbre à l'âge mûr – avec *Le Liseur* (Gallimard, 1996). On peut ajouter que tous deux excellent dans la nouvelle. C'est d'ailleurs par ce genre que von Schirach s'est fait connaître en 2009 avec *Crimes*. Succès réédité dès l'année suivante avec *Coupables*. Puis, en 2011, il s'attaque au genre romanesque avec *L'Affaire Collini* (1), qui évoque l'enlèvement de Hanns-Martin Schleyer, le chef du patronat allemand exécuté en 1977 par la Fraction armée rouge, et c'est à nouveau un best-seller. Son second roman ne pouvait donc qu'être attendu avec impatience.

Les premières pages livrent une magnifique évocation de l'enfance, où la joie se tisse avec la peine. Sebastian von Eschenburg naît dans une belle demeure en Bavière. Il est envoyé au collège dans un internat religieux. Quoi de plus exaltant que les retours pour les vacances, les parties de chasse avec son père, les jeux sur la rivière avec les amis d'autrefois ? Mais, un jour, le père se suicide ; la mère se remarie et vend la belle demeure. Fin de l'idylle. Et fin de l'intérêt du lecteur.

On retrouve Sebastian à Berlin. Il a 25 ans, s'est fait un nom comme photographe, et le récit se transforme alors en roman de gare. Il accumule les poncifs d'un érotisme convenu et les scènes d'une pornographie hypocrite qui croit nécessaire d'en appeler à Sandro Botticelli et à Francisco de Goya pour justifier de libidineuses poussées de testostérone.

ÉCONOMIE

Yanis Varoufakis, l'Europe malgré tout

CONNU DU PUBLIC comme le flamboyant ministre des finances qui tint tête aux créanciers de la Grèce de janvier à juillet 2015, Yanis Varoufakis est d'abord un universitaire, auteur de nombreux ouvrages sur l'économie et la théorie des jeux. Dans un essai au titre évocateur (1), il met en perspective la crise de l'euro et ses implications.

Il évoque ainsi la fin, en 1971, du système monétaire dit « de Bretton Woods », instauré en 1944, qui reposait sur une convertibilité directe du dollar en or, la valeur des autres devises s'exprimant en dollars. Puis il rappelle les tentatives des pays européens pour lier leurs monnaies, qui aboutirent à l'introduction de la monnaie unique. Il insiste sur la nécessité de mécanismes de « recyclage politique de l'excédent », de formes de transferts financiers

institutionnalisés permettant de pallier les aléas monétaires associés notamment aux déséquilibres commerciaux entre États. Or l'euro souffre de l'absence de mécanismes de ce type. Si la monnaie unique a mis un terme à la spéculation sur les variations de taux de change, les États se trouvent désormais confrontés à d'autres attaques portant sur le financement de leur dette. Ce que Varoufakis ne relie jamais aux processus structurels comme la libéralisation et la déréglementation financière.

Il montre en revanche que l'union économique et monétaire repose sur une série de dogmes sujets à interprétations et contournements. Lors de la crise de 2008, les États membres ont ainsi redoublé d'ingéniosité – et d'hypocrisie – pour venir en aide aux banques privées tout en faisant mine de respecter le cadre de la concurrence

libre et non faussée. Les subterfuges de la Banque centrale européenne (BCE), destinés à contourner l'interdiction qui lui est faite de prêter directement aux États, indignent tout particulièrement l'auteur. Ainsi, des reconnaissances de dettes garanties par les États permettent à des banques parfois insolubles d'obtenir des liquidités. « *À tout moment*, explique l'ancien ministre, *mes signatures garantissaient plus de 50 milliards d'euros de dettes des banques privées, alors que notre État ne pouvait gratter quelques centaines de millions d'euros pour financer nos hôpitaux publics, nos écoles ou les pensions des retraités.* »

Il relate comment toute remise en question des orientations de l'Eurogroupe par le gouvernement de M. Alexis Tsipras se heurtait à des fins de non-recevoir. Commentant le chantage à l'embargo financier exercé par la BCE, il explique, dans un autre ouvrage adressé plus spécifiquement à la gauche française : « *Il ne s'agit pas d'économie, mais bien de pouvoir politique* (2). » L'opération visait en l'occurrence à « humilier » le gouvernement grec, afin que son échec serve d'exemple. Le récit de cette expérience apparaît riche d'enseignements pour les formations progressistes du continent désireuses de conquérir le pouvoir. Elles méditeront sans doute la description d'un appareil gouvernemental grec « englobé par la « troïka » [BCE, Commission européenne, Fonds monétaire international], lui répondant directement, sans rendre compte aux ministres, ni même au Parlement ». Varoufakis se heurtait à une résistance passive au sein de l'administration, au point de ne pas même pouvoir accéder aux documents de son choix.

S'appuyant sur une vision très optimiste de la construction européenne, il estime que « *les peuples européens qui s'unissaient magnifiquement ont été divisés par la monnaie unique* ». Mais il s'oppose à tout projet de sortie de l'euro, « *retour en arrière* » dangereux pouvant conduire à la fragmentation. « *Euro-péiste* », voulant croire à l'existence d'un « *peuple souverain européen* », il se donne pour objectif de « *démocratiser l'Europe* ». Objectif doublement herculéen, car il suppose que la lutte pour la démocratisation des institutions bruxelloises et celle pour la démocratie économique ne forment qu'un seul et même combat.

ANTOINE SCHWARTZ.

(1) Yanis Varoufakis, *Et les faibles subissent ce qu'ils doivent ? Comment l'Europe de l'austérité menace la stabilité du monde*, Les Liens qui libèrent, Paris, 2016, 432 pages, 24 euros.

(2) Yanis Varoufakis, *Notre printemps d'Athènes*, Les Liens qui libèrent, 2015, 112 pages, 10 euros.

PHOTOGRAPHIE

Dérangées ou dérangeantes ?

A U FIL DES SIÈCLES, fugueuses, vagabondes, mères célibataires, prostituées, délinquantes, garçons manqués... toutes se sont heurtées à des dispositifs de préservation ou de correction spécifiquement pensés pour elles : justice, religion, psychiatrie se sont disputé le contrôle ou le traitement des comportements transgressifs des unes, de la soif d'indépendance des autres.

Indociles et rebelles, ces « mauvaises filles », dérangeantes et dites dérangées pour être sorties du rang, ont également annexé l'espace public et des territoires estimés virils. Inquiétantes, déviantes, rivalisant avec les « mauvais garçons », elles ont bousculé l'ordre sexuel auquel elles ont sans cesse été rappelées par les institutions qui leur étaient consacrées – internats, prisons, couvents, etc. Lié à une exposition présentée par l'Association pour l'histoire de la protection judiciaire des mineurs, cet ouvrage, préfacé par Michelle Perrot, présente vingt portraits de « mauvaises filles », entre 1840 et 2000 (1). On y voit aussi bien Augustine, l'une des patientes « hystériques » du professeur Jean-Martin Charcot, qu'Albertine Sarrazin, l'auteure de *L'As-tragale*. Une riche iconographie et des pièces d'archives



éclairent la destinée de femmes qui ont dérogé, tantôt malgré elles, tantôt à dessein, à la condition qui leur était imposée comme une fatalité.

VÉRONIQUE FAU-VINCENTI.

(1) Véronique Blanchard et David Niget, *Mauvaises filles. Incorrigeables et rebelles*, Textuel, Paris, 2016, 192 pages, 39 euros.

ÉCOLOGIE

LES EMBARRAS DE PARIS. Ou l'illusion techniciste de la politique parisienne des déplacements. – Julien Demade

L'Harmattan, coll. « Questions contemporaines », Paris, 2015, 278 pages, 29 euros.

En vingt-cinq ans, la moitié des voitures qui circulaient dans Paris s'en sont retirées, tandis que le métro se remplissait au-delà de ses capacités et que les vélos se multipliaient, s'enchantant Julien Demade, chercheur au Centre national de la recherche scientifique. La saturation des transports en commun ne pourra d'après lui jamais être résolue, ne serait-ce que pour des raisons de budget. En revanche, encourager la pratique du vélo exigerait peu de nouveaux aménagements, et ce pour des bénéfices en cascade : un air moins pollué, une ville propice aux cheminements piétonniers, des citoyens protégés des maux de la sédentarité... Mais les pouvoirs publics ne facilitent pas cette évolution. L'auteur démonte les mécanismes politiques, les habitudes de pensée et les semblants de solutions par lesquels les décideurs maintiendraient un statu quo. Un abord ardu, une lecture ébouriffante.

MONIQUE DEVAUTON

OISEAUX ET CHANGEMENT GLOBAL. Menace ou aubaine ? – Jacques Blondel et Jonathan Lhoir

Quae, Versailles, 2015, 144 pages, 26 euros.

Reconnus comme des témoins du changement global par les directives-cadres européennes, les oiseaux sont pris comme modèles pour analyser l'érosion d'une biodiversité soumise à la pollution des écosystèmes, à la surexploitation des réserves forestières ou maritimes et à un changement climatique trop rapide pour permettre l'adaptation. Depuis 1600, plus d'une centaine de ces espèces descendant des dinosaures ont disparu, parmi lesquelles le dodo, le pingouin arctique, le pigeon migrateur américain, l'eider du Labrador, l'ara glauque... Superbement illustré par le photographe Jonathan Lhoir, le propos du biologiste Jacques Blondel, directeur de recherche émérite au Centre national de la recherche scientifique, est de vulgariser les conséquences avérées de l'empreinte humaine sur la distribution ainsi que sur les mécanismes démographiques, physiologiques et comportementaux de ces « sentinelles » de l'environnement – conséquences qui sont certes souvent négatives, mais pas toujours.

ANDRÉ PRIOU

IDÉES

J'AI SUIVI MON PROPRE CHEMIN. Un parcours dans le siècle, suivi de « Respect et critique ». – Nobeit Elias

Éditions sociales, Paris, 2016, 128 pages, 10 euros.

« *Quand la foudre a frappé quelque part, on a besoin d'une théorie de l'orage.* » Ce bref recueil conjugué avec clarté propos autobiographiques et éclaircissements théoriques. Dans l'entretien de 1987 qui constitue la première partie de l'ouvrage, Nobeit Elias (1897-1990) revient à la fois sur la genèse de sa réflexion sociologique et sur les événements qui l'ont marqué – notamment la montée du nazisme. Faisant de l'histoire son « laboratoire » favori, il perçoit une très ancienne « réceptivité » de la société allemande à l'autoritarisme, ce qui rendait l'ascension d'Adolf Hitler moins surprenante. Il plaide ainsi pour des sciences sociales « réalistes », susceptibles de décrire la société telle qu'elle est, et non telle que les chercheurs la rêvent. Une idée qu'approfondit la seconde partie : le discours qu'il a prononcé à l'occasion de la réception du prix Adorno, en 1977. Contre les « pensées figées », Elias défend l'« esprit de la course au flambeau » : reprendre la recherche intellectuelle là où l'a laissée la génération précédente, et continuer...

R. C.

DAECH, LE CINÉMA ET LA MORT. – Jean-Louis Comolli

Verdier, Lagrasse, 2016, 128 pages, 13,50 euros.

« *J'ai voulu comprendre ce qu'il arrive au cinéma que j'ai connu enfant.* » Ce qu'il lui arrive, c'est d'être utilisé par l'Organisation de l'État islamique (OEI, ou Daech). Cinéma ? « *Toutes sortes d'images enregistrées, cadrées et montrées...* », exhibées dans toute leur obscénité. Filmer et tuer, tuer pour filmer. Les nazis masquaient leurs crimes ; l'OEI, elle, exploite toutes les techniques du numérique pour que tout soit visible immédiatement et partout. « *Tel est l'apport de Daech à la cinématographie générale.* » Industrialiser non pas le processus meurtrier, mais la multiplication des images qui vont en témoigner. Les clips macabres s'enchaînent avec une efficacité de spots publicitaires renforcée par l'ubiquité propre au numérique. Avec leurs techniques éprouvées, à l'instar du gros plan, qui contraignent le spectateur à ne voir le meurtre que d'une seule manière, « *comme il n'y a qu'une façon de croire en Dieu pour Daech* ». Sapant ainsi jusqu'aux fondements intimes du cinéma : celui qui triomphait de la mort et redonnait vie à des êtres disparus place ici le spectateur face à la victime et à son bourreau, et le condamne à n'avoir d'autre point de vue que celui de la caméra.

PHILIPPE PATAUD CÉLÉRIER

ARTS

CINÉMA HERMETICA. – Pacôme Thiellement

Super 8 Éditions, Paris, 2016, 297 pages, 20 euros.

S'appuyant sur une érudition hétéroclite communément qualifiée de *pop culture* et sur une connaissance profonde du *Corpus hermeticum* (recueil grec de traités mystico-philosophiques), Pacôme Thiellement se livre à une exégèse parfois déstabilisante, mais enthousiasmante, de quelques films-cultes – principalement du cinéma de genre. Nostalgique de la très ancienne cité de Harran, qui fut assyrienne, grecque, chrétienne, musulmane... il estime que le cinéma, monde de l'âme, théâtre d'ombres succédant au carnaval, s'offrait à ses débuts comme un nouveau temple. Mais sa conception est également politique : le septième art donnerait à voir l'histoire et anticiperait les temps futurs. Ainsi *Freaks*, de Tod Browning (1932), annoncerait-il la disparition des monstres et le désir de normalité préluant à l'eugénisme. L'analyse du film de Roman Polanski *Le Locataire* (1976), évocation d'un monde impossible à habiter, le conduit à affirmer que, comme en une parodie de cet univers, c'est sous l'« État policier » instauré par le trio composé de MM. Alain Bauer, Nicolas Sarkozy et Manuel Valls que les Roms auraient le plus souffert en France.

CARLOS PARDO

PERSONNAGES SECONDAIRES. – Joyce Johnson

Cambourakis, Paris, 2016, 278 pages, 22 euros.

Née dans une famille de la petite bourgeoisie juive new-yorkaise, Joyce Johnson refusa dès l'adolescence le destin qui l'attendait pour fréquenter des artistes et des marginaux dont le quotidien était un pied de nez à l'« *American way of life* » de l'immédiat après-guerre. Alternant autobiographie et évocation du milieu qui vit naître la *beat generation*, elle raconte la vie des femmes et des hommes extraordinaires qu'elle a alors croisés, ainsi que la sienne, celle d'un « *personnage secondaire* », car elle était femme dans un monde masculin, puis fut oubliée par la mythologie *beat*. Elle évoque sa rencontre avec Jack Kerouac, dont elle devint la compagne peu de temps avant la publication de *Sur la route*. Selon elle, l'écrivain-culte n'avait pire ennemi que lui-même. Les mirages de la célébrité détruisirent le « *clochard céleste* », avant tout avide d'intériorité et de solitude. « *C'était une époque où l'on prenait encore les livres au sérieux* », écrit-elle en préambule. Joyce Johnson perpétue cette tradition désuète avec cet ouvrage au ton juste, qui éclaire de l'intérieur un épisode majeur de l'histoire de la littérature de la seconde moitié du XX^e siècle.

CHARLES JACQUIER



SCIENCES

PETIT TRAITÉ DE HASARDOLOGIE. – Hubert Krivine

Cassini, Paris, 2016,
256 pages, 14 euros.

Si le concept de hasard est omniprésent, sa signification fait débat entre les tenants d'un déterminisme strict et ceux qui croient à une volonté divine – le hasard ne résultant alors que de notre ignorance du dessin qui nous régit. Qu'est-ce donc que ce hasard ? La rencontre inopinée de facteurs indépendants (chute du pot de fleurs sur un passant infortuné) ? la complexité de l'agitation des atomes ? l'incertitude de l'avenir ? Le physicien Hubert Krivine expose avec pédagogie – et humour – les principes du calcul des probabilités et les questions qu'il soulève, celles du chaos déterministe ou de la physique quantique, par exemple. Il met en garde contre des applications fallacieuses dans lesquelles il est aisé de se faire piéger par des raisonnements à l'allure scientifique, et invite à se méfier de la tendance à mobiliser des statistiques pour justifier de simples préjugés. Il tord le cou à la pseudo-loi des séries et montre combien notre « intuition » de ce qui est véritablement aléatoire est en fait un guide trompeur.

ÉDOUARD BRÉZIN

BIOGRAPHIE

UN DESTIN. – Georges-Arthur Goldschmidt

Éditions de l'Éclat, Paris, 2016,
128 pages, 12 euros.

Ne pas être juif et être traité comme un Juif : c'est dans ce hiatus qu'a grandi Georges-Arthur Goldschmidt, écrivain et traducteur. En 1937, il a 9 ans ; il vit près de Hambourg avec ses parents et son frère. Il est protestant, comme toute sa famille, convertie dès avant 1869. Mais le régime hitlérien décrète juif tout individu ayant des parents, grands-parents ou arrière-grands-parents juifs. Et c'est ainsi que le petit protestant devient doublement étranger : à la communauté juive à laquelle il n'appartient pas et au monde chrétien auquel il croyait appartenir. Mais il devient surtout étranger à lui-même, par la perte de tout repère. À partir de cette expérience d'enfant, de ce désarroi initial, de cette impression d'être « en flagrant délit d'on ne sait quoi », Goldschmidt s'interroge sur la judéité, la culpabilité, la liberté, mais aussi sur le langage, instrument idéal du mensonge, et sur son absence, instrument de la découverte de soi. C'est un livre captivant, juste et chaleureux, et d'une grande virtuosité chaque fois qu'il s'agit de rendre compte de cette partie insaisissable de notre être que l'on appelle l'identité.

PIERRE DESHUSSES

JEUNESSE D'UNE OUVRIÈRE. – Adelheid Popp

Les Bons Caractères, Pantin, 2016,
128 pages, 10 euros.

Publié en 1909 et préfacé par le dirigeant de la II^e Internationale August Bebel, ce récit autobiographique raconte l'enfance, l'adolescence et la jeunesse d'Adelheid Dworak (1869-1939), issue d'une famille pauvre de Vienne originaire de Bohême, qui épousera le dirigeant social-démocrate Julius Popp en 1894. Elle connaît une enfance marquée par la faim et les humiliations liées à la misère et doit travailler dès 13 ans, après la mort de son père. Confrontée à une mère aimante mais confite en religion, elle n'en va pas moins devenir une oratrice, une journaliste et une organisatrice de premier plan pour les luttes des ouvrières en faveur de l'égalité politique et sociale. Elle sera aussi l'une des dirigeantes du mouvement socialiste autrichien et international et, après la première guerre mondiale, une élue au conseil municipal de Vienne, ainsi que l'une des sept premières femmes de l'Assemblée nationale constituante. Aux origines de cet itinéraire, on trouve deux facteurs : une volonté farouche d'instruction et de savoir grâce aux livres, et un refus radical de céder aux sirènes de la religion.

CHARLES JACQUIER

CINÉMA

Toni Erdmann
de Maren Ade

2016, 162 minutes,
sorti en salles le 16 août 2016.

L'événement marquant du Festival de Cannes 2016 restera l'emballage de la critique française pour Toni Erdmann, de Maren Ade. Film allemand le plus drôle depuis les comédies (hollywoodiennes) d'Ernst Lubitsch pour Les Cahiers du cinéma, proposition « pour chacun d'entre nous de se réinventer » « contre l'ordre économique mondialisé, contre l'industrialisation de la culture, contre la fatalité généalogique » pour Le Monde, cette comédie qui s'étire sur cent soixante-deux minutes n'a pourtant pas figuré au palmarès final, qui a préféré couronner Moi, Daniel Blake, de Ken Loach. Les pitreries du personnage de Toni Erdmann – d'ailleurs démarqué du comique américain Andy Kaufman –, qui vient gentiment perturber la vie de sa carriériste fille, la vision convenue d'une multinationale où l'on peut être poussé à se mettre littéralement à nu pour « le bien de l'entreprise » ont rendu dithyrambique la critique, fâchée ensuite qu'on ait pu préférer un film démontrant par la force d'un récit humaniste les ravages de l'ultralibéralisme. George Miller, président du jury, a donc été renvoyé à son indignité, celui d'être le père de Mad Max...

PHILIPPE PERSON

THÉÂTRE

De la Bastille à l'Élysée

LES ÉDITORIAUX des « brochures de saison » et autres déclarations d'intention de directeurs de théâtre sont aujourd'hui toutes (ou presque) frémissantes de sensibilité politique. La Comédie-Française tient à affirmer que, « quand les peurs et les extrêmes semblent chaque jour un peu plus s'alimenter mutuellement, la vertu du théâtre est de nous renvoyer à nos contradictions, nous rappelant aux enseignements de l'histoire, mais sans didactisme ni leçons assénées ». Le théâtre des Amandiers, à Nanterre, est plus intrépide : « Nous sommes en crise. (...) Cette crise est financière, elle nous interpelle sur la répartition des richesses... » Celui de Gennevilliers annonce la création d'un « laboratoire de création et de recherche sur les mécanismes d'exclusion et de repli (1) ». En bref, le théâtre, ou du moins le théâtre subventionné, se déclare acteur des enjeux collectifs qui alimenteront bientôt les programmes des candidats aux prochaines élections.

Cet appétit de politique semble se retrouver dans le très grand succès, tant critique que public, qu'a rencontré le spectacle de Joël Pommerat *Ça ira (1) Fin de Louis*. Trois Molières et une tournée qui, de Nanterre à São Paulo en passant par Clermont-Ferrand, s'étire de 2015 jusqu'à l'été 2017 à tout le moins : voilà qui prouve un remarquable enthousiasme pour cette « fiction politique contemporaine inspirée de la Révolution française (2) ». Une évocation de la Révolution qui ne suscite aucun clivage, c'est stupéfiant. Il est vrai qu'il y est moins question d'elle à proprement parler que d'un « espace-temps imaginaire où se croisent les faits et les ressentis », pour citer l'auteur. Ah, les « ressentis »...

Du côté des faits, tout est imperturbablement actualisé, de l'« endettement cumulé » à l'« état de décomposition de nos institutions » et aux « terroristes ». Mais surtout, aucun personnage historique n'est désigné par son nom réel, à l'exception de Louis XVI. Excellente idée, qui décontracte, puisqu'il n'y a nul Robespierre à l'horizon, certaines de ses positions, diluées et comme floutées, se retrouvant attribuées à divers intervenants. Autrement dit, on a bien un spectacle sur la Révolution française, puisque Louis est fortement présent, mais elle est avant tout le symbole de toute révolution, et l'accent va se porter sur les enjeux « éternels », le bon vieux dilemme moral : révolution ou évolution ? Compromis ou violence ? Pour faire advenir la justice sociale, est-il inévitable d'en passer par des exécutions sommaires ?

Si le public n'est pas invité à voter comme dans les spectacles de Robert Hossein, il n'en est pas moins

« immergé », puisque les acteurs s'interpellent souvent depuis la salle même, sur fond de huées ou de canonnades. La révolution est une émotion, et l'idéal, c'est bien triste, se saite au contact d'une réalité conflictuelle... On comprend mieux l'unanimité, face à ces clichés dûment revivifiés.

Quand le champ politique est investi comme politique, et non plus comme support d'une morale apolitique, il semble que l'unanimité soit plus difficile à trouver. Auteur et interprète, Nicolas Lambert propose un documentaire théâtral en trois volets. Le dernier de cette « trilogie de l'a-démocratie » (3), *Le Maniement des larmes*, présente les éléments d'un dossier, vif et mouvementé, portant en particulier sur les liens entre les ventes d'armes (nucléaires) et le financement des campagnes présidentielles de MM. Édouard Balladur et Nicolas Sarkozy.

On pourrait craindre l'ennui terrassant, celui qui accompagne souvent les bonnes intentions démonstratives. C'est le contraire. Lambert, seul en scène, est tour à tour et entre autres M^{me} Anne Lauvegeon, la présidente d'Areva, M. Sarkozy ou M. Ziad Takieddine, l'un des « héros » de l'histoire. De conférences de presse en discours officiels, d'extraits d'écoutes téléphoniques en interviews à la radio, de brèves séquences rythmées par des passages musicaux viennent composer une comédie noire du pouvoir sous la V^e République, où tout est vrai, et tout est incroyable, et on rit. Il n'y a pas de quoi, pourtant. Mais c'est le beau rire libérateur de qui commence à s'approprier la compréhension d'un système tordu. Pour ce théâtre qui éclaire avec jubilation, les programmeurs devenus pourtant si attentifs aux questions politiques sont paradoxalement absents dans un bel ensemble. On n'ose croire qu'ils n'aiment soutenir que ce qui ne dérange ni les tutelles ni les soutiens financiers privés...

EVELYNE PIEILLER.

(1) Daniel Jeanneteau, directeur, communiqué de presse.

(2) Joël Pommerat, *Ça ira (1) Fin de Louis*, Actes Sud-Papiers, Arles, 2016, 144 pages, 15 euros. Extrait de la quatrième de couverture.(3) Nicolas Lambert, coffret : *Bleu-Blanc-Rouge. L'a-démocratie*, comprenant *Elf, la pompe Afrique. Avenir radieux*, une *fission française. Le Maniement des larmes*, L'Échappée, Paris, 2016, 3 x 128 pages, 30 euros. Représentations au théâtre de Belleville, à Paris : *Le Maniement des larmes*, jusqu'au 4 décembre ; *Elf, la pompe Afrique*, du 7 au 23 décembre ; *Avenir radieux, une fission française*, du 14 au 30 décembre.

JOURNALISME

Cristalliser l'air du temps

D'ABORD INTITULÉE « article-variété » aux alentours de 1840, la chronique est un genre journalistique dont les vertus n'ont jamais cessé d'enthousiasmer les lecteurs. Ni article d'actualité ni poème en prose, elle reste un objet éminemment littéraire. Les chroniqueurs sont des flâneurs, un peu poètes, un peu « preneurs de pouls » de la société, qui s'attachent à décrire leur environnement et les hommes qui s'y meuvent sans privilégier les grandes questions technocratiques ou politiques. Leurs écrits courts, destinés à surprendre, abordent tout sujet par le travers, avec panache. Des innovantes *Lettres parisiennes* de Delphine de Girardin (1843) aux « Modernités » du grand romancier Italo Svevo, écloses dans la presse triestine, en passant par les boulevardiers du XIX^e siècle (Alphonse Karr, Aurélien Scholl, Émile Bergerat), les « Merles blancs » de Francis de Miomandre qui nidifiaient dans *Les Nouvelles littéraires* ou les fameuses digressions d'Alexandre Vialatte perché sur *La Montagne*, on ne compte pas les pages merveilleuses de la chronique.

La double publication des recueils de l'Argentin Roberto Arlt (1900-1942) et du Français Marc Bernard (1900-1983) offre l'occasion de souligner la singularité du genre, qui, pour paraître mineur, n'en a pas moins une portée fort peu picrocholine. On en jugera à l'aune des *Dernières Nouvelles de Buenos Aires* (1) d'Arlt, ce romancier sombre et puissant (*Les Sept Fous*, 1929) qui a ouvert à la littérature argentine une voie singulière, conjuguant réalisme et fantastique urbain. Il se lance au gré de ses chroniques dans des exercices étourdissants de sociologie à la volée, au fil de scènes de rue ou de mœurs, de portraits d'escrocs à la « démarche oblique », d'enfants misérables, de chômeurs et de déclassés contraints aux hôtels calamiteux. Selon des modalités intimes, chaque chroniqueur adopte une position singulière, et il est peu probable que Bernard ou Arlt aient pu souscrire à l'humilité du Japonais Sōseki racontant ses journées dans *À travers la vitre* (2), en 1915 : « Je vais aborder des sujets si ténus que je dois bien être le seul à m'y intéresser. » L'apre rictus d'Arlt, caustique et amer, ou le sourire bienveillant de Bernard, romancier natif de Nîmes,

ami de Jean Paulhan, cherchant à distraire son lecteur avec sa vie domestique, disent tout autre chose.

Les chroniques de Roberto Arlt, rédigées pour *El Mundo* entre 1928 et sa mort, sont la matière qui a nourri ses chefs-d'œuvre. Branché sur l'inquiétude du monde, souvent ironique quant à ses contemporains, soucieux du combat des femmes, de faits divers ou d'esthétique, il est d'abord un perplexe qui refuse la mystification du « progrès » : « J'en ai ma claque de la question du progrès. N'importe quel hurluberlu que je croise sur mon chemin, dès que je commence à râler parce que cette ville n'est pas vivable, me bassine avec cette sentence : "Vous ne le voyez donc pas, le progrès est en marche." (...) Aujourd'hui, les gamins, on vous les met dans une petite cour bien sombre et humide avec tellement de courants d'air qu'on ne peut qu'attraper une pneumonie cholérique. »

Plus apaisé, Marc Bernard renoue dans ses *Vacances surprises* (3), publiées dans *Le Figaro* au cours des années 1960, avec les moments où son esprit gambade, même si la vie collective, vaste sujet d'étonnement, lui inspire des doutes similaires : « Il est une lutte que tout notre immeuble suit avec une attention passionnée : celle contre les prix. Certes, on ne les ménage pas, il suffit pour s'en assurer de se promener dans Paris, de lire les communiqués de victoire que l'on publie dans la plupart des boutiques. On les "pulvérise", on les "sacrifie", on les "écrase" ; à notre étonnement, les prix paraissent ne pas se porter plus mal. » Comme disait Vialatte, « le monde offre un spectacle confus. On l'aperçoit à travers la presse comme à travers une vitre embuée ». Les chroniqueurs, adeptes des audaces narratives et forts d'une lucidité joueuse, désembuent la vitre...

ÉRIC DUSSERT.

(1) Roberto Arlt, *Dernières Nouvelles de Buenos Aires*, traduit de l'espagnol (Argentine) par Antonia Garcia Castro, postface de Ricardo Piglia, Asphalte, Paris, 2016, 208 pages, 18 euros.(2) Sōseki, *À travers la vitre*, traduit du japonais par René de Ceccatty et Riōji Nakamura, Payot & Rivages, Paris, 2001, 176 pages, 6,10 euros.(3) Marc Bernard, *Vacances surprises*, Finitude, Le Bouscat, 2016, 160 pages, 15,50 euros.

DANS LES REVUES

■ **SURVIVAL**. Ce que pourrait être la politique étrangère du Parti républicain après la bourrasque Donald Trump ; la nouvelle ère pétrolière ; cryptographie et souveraineté. (Vol. 58, n° 5, octobre-novembre, bimestriel, abonnement : 165 euros par an. – Washington, DC, États-Unis.)

■ **NEW LEFT REVIEW**. Susan Watkins analyse les causes et le sens du vote en faveur du « Brexit ». Perry Anderson se penche sur quatre formes d'acclimation intellectuelle des travaux d'Antonio Gramsci, par Stuart Hall, Ernesto Laclau, Ranajit Guha et Giovanni Arrighi. (N° 100, mai-juin, bimestriel, 12 euros. – Londres, Royaume-Uni.)

■ **LA PENSÉE**. Guerres, dépenses militaires, puissance de feu, lieux de tension, ventes d'armes, États marchands : au terme d'une analyse, tableaux à l'appui, il apparaît en conclusion que « l'alarme militaire est aussi urgente que l'alarme écologique ». (N° 387, juillet-septembre, trimestriel, 19 euros. – Paris.)

■ **MÉDIUM**. Quelle guerre ? Quelle victoire ? Questions aux résonances multiples dans le contexte des récentes attaques djihadistes. « Plus le politique militarise son propos, plus il le dépolitise », observent Régis Debray et François-Bernard Huyghe. (N° 49, automne, trimestriel, 14 euros. – Paris.)

■ **ESPRIT**. Dans cette livraison consacrée aux États-Unis, plusieurs articles insistent sur la sécession des élites américaines (y compris progressistes), déconnectées des réalités sociales du pays. (N° 428, octobre, mensuel, 20 euros. – Paris.)

■ **GLOBAL ASIA**. « À quoi pourrait ressembler l'Asie dans vingt ans ? » Les auteurs abordent aussi bien les mutations économiques que les questions de défense, avec notamment le rôle du nucléaire. Deux articles sur les conséquences du « Brexit » en Asie. (Vol. 11, n° 3, automne, trimestriel, 15 000 wons. – Séoul, Corée.)

■ **REVIEW OF ARMENIAN STUDIES**. Une mise en perspective de la politique de l'Allemagne sur la question arménienne durant la première guerre mondiale et de l'implication des officiers allemands dans les troupes ottomanes. (N° 323, septembre, semestriel, 9 dollars. – Ankara, Turquie.)

■ **POLITIQUE**. En marge du dossier « L'utopie au XXI^e siècle », la revue belge décrypte l'accord migratoire signé entre l'Union européenne et la Turquie, et s'interroge sur l'avenir de la gauche britannique après le « Brexit ». (N° 96, septembre-octobre, bimestriel, 9 euros. – Bruxelles, Belgique.)

■ **QUESTIONS INTERNATIONALES**. Un dossier complet sur l'Algérie où ce pays, pourtant confronté à d'importants défis internes et externes, fait figure de pôle de stabilité dans le monde arabe. (N° 81, septembre, bimestriel, 10,10 euros. – La Documentation française, Paris.)

■ **AUJOURD'HUI L'AFRIQUE**. Un reportage jette une lumière crue sur le quotidien des habitants de Bamako. À la corruption, à la violence et au chômage répondent les luttes syndicales, les initiatives politiques et le dynamisme culturel. (N° 141, septembre, trimestriel, 7 euros. – Bagnole.)

■ **NUEVA SOCIEDAD**. La « légende » Fidel Castro. Où l'on apprend qu'en 1973 le « visionnaire » aurait prédit que les États-Unis négocieraient avec Cuba quand ils auraient un président noir et que le pape serait latino-américain... (N° 265, septembre-octobre, bimestriel, abonnement un an : 107 dollars. – Buenos Aires, Argentine.)

■ **PROBLÈMES D'AMÉRIQUE LATINE**. Un dossier consacré à la Colombie, sous l'angle de la violence. (N° 100, 2016/1, trimestriel, 20 euros. – Éditions ESKA, Paris.)

■ **ALTERNATIVES SUD**. Dans une perspective « décoloniale », ce numéro évoque les contre-modèles et les résistances au néolibéralisme dans les pays du Sud : décroissance, *buen vivir*, biens communs. (Vol. XXIII, 2016/3, trimestriel, 13 euros. – Cetri, Louvain-la-Neuve, Belgique.)

■ **XXI**. Au Burundi, le pouvoir use de la peur pour durer ; les ultraorthodoxes en Israël ; Flint, cette ville des États-Unis empoisonnée à l'eau plombée ; crainte de la réémergence du virus Ebola en Afrique de l'Ouest. (N° 36, automne, trimestriel, 15,50 euros. – Paris.)

■ **CAHIERS D'HISTOIRE**. Le dossier intitulé « Partir, travailler, s'organiser (XVIII^e-XX^e siècles) » décortique la question des migrations économiques : rôle des réseaux dans l'intégration des migrants, engagement syndical, etc. (N° 132, juillet-septembre, trimestriel, 17 euros. – Paris.)

■ **MIGRATIONS SOCIÉTÉ**. L'évolution de l'accueil des réfugiés en France et en Europe, depuis la convention de Genève de 1949 jusqu'à l'europanisation du droit d'asile entamée en 2003. Ou comment l'on est passé du réfugié bienvenu au demandeur d'asile indésirable. (Vol. 28, n° 165, juillet-septembre, bimestriel, 17 euros. – Ciemi, Paris.)

■ **SAVOIR/AGIR**. La jeunesse des campagnes, peu étudiée, ne se « distingue ni par son excellence ni par ses troubles ». On oublie trop souvent les clivages de classe, de sexe ou encore de race qui la traversent. (N° 37, septembre, trimestriel, 10 euros. – Éditions du Croquant, Vulaines-sur-Seine.)

LITTÉRATURE

En finir avec la cuculture

Grand perturbateur, l'écrivain polonais Witold Gombrowicz a donné forme aux mensonges qui figent les beaux désordres du vivant. Porté par son rapport à l'histoire de son pays et par les tensions politiques de son temps, il a rendu visibles le burlesque d'une certaine modernité et la bouffonnerie de la « maturité ».

PAR JEAN-PIERRE SALGAS *

« **L**A LITTÉRATURE est extrêmement facile ; c'est pourquoi elle est extrêmement difficile. Un récit, un poème, un roman – rien de plus simple, n'importe quelle ménagère en est capable. Mais de là à pénétrer sur le terrain où la parole est incisive... Pour y parvenir, voici ce que je vous propose : aucune docilité, aucune modestie. Cessez d'être des petits enfants sages (1). » L'écrivain polonais Witold Gombrowicz (1904-1969) est sans doute aujourd'hui connu en France surtout pour son théâtre. Trois pièces pour l'essentiel, sous le signe de William Shakespeare, qui sont comme des chamières de l'œuvre : *Yvonne, princesse de Bourgogne* (1935), *Opérette* (1966) et, entre les deux, *Le Mariage* (1948) (2), créé par l'Argentin Jorge Lavelli en 1964. Mais ce sont peut-être ses romans qui jouent de la façon la plus déstabilisante à attaquer l'entrée irréversible dans la « maturité », en sapant les Formes et la Culture, la « cuculture », en déployant la parodie et le grotesque. Ses journaux accompagnent cette quête, affirmation du moi pluriel, morcelé, d'un écrivain dont le royaume est celui de l'intervalle, de l'entre-deux, de la tension entre des identités figées : nations, classes, sexes...

Alors que les écrivains polonais de sa génération retrouvent le nationalisme romantique ou, au mieux, s'alignent sur les avant-gardes occidentales, seul Gombrowicz, avec les deux autres « mousquetaires de l'avant-garde » (Stanislaw Ignacy Witkiewicz et Bruno Schulz), s'oppose à cette Pologne elle-même toujours tiraillée entre des identités contradictoires, de son image fantasmée à sa géographie bousculée. Le pays a retrouvé son indépendance en 1918, après un siècle de partages (le célèbre « La scène se passe en Pologne, c'est-à-dire nulle part » d'Alfred Jarry), mais pour être à nouveau partagé... autrement. « Si seulement je pouvais atteindre / Le lieu où se crée l'Histoire ! / La politique des Puissances ! Mais je suis désarmé ! » (*Histoire* – version inachevée d'*Opérette*).

Dès ses nouvelles écrites de 1926 à 1933, *Mémoires du temps de l'immaturation* (qui deviendront, dans une version étoffée, *Bakakaj*), il met en scène les fictions des corps, tant anatomique que national et littéraire, entremêlés et disloqués. Dans ce pays que l'historien Norman Davies a pu nommer « le terrain de jeu de Dieu », ce « Polonais antipolonais », qui a cessé de croire vers 20 ans, a plus que tout autre vécu la « mort de Dieu » et, goy, a pu être appelé le « roi des juifs » avant guerre dans les cafés de Varsovie... Autant dire que son œuvre est fondamentalement politique : quand les fameux jumeaux Lech et Jaroslaw Kaczyński étaient au pouvoir, entre 2005 et 2010, le ministre de l'éducation a interdit tout extrait de Gombrowicz dans les manuels scolaires.

Il écrit son grand roman, *Ferdydurke* (3), entre 1935 – date de la mort de l'ancien chef d'État et responsable des forces armées Józef Piłsudski – et 1937. Celui-ci n'a pas d'autre sujet que la traversée burlesque des tentations nationales. On y assiste au retour forcé à l'école de l'immaturation Jojo Kowalski (autrement dit Dupont), 30 ans. Pimko, le vieux professeur de Cracovie, ressasse la poésie romantique. La lycéenne Zuta Lejeune incarne la « modernité », cocktail d'Amérique, d'Allemagne et d'Union soviétique... Ce qu'il souligne en 1967 dans une auto-interview à *La Quinzaine littéraire*, citée par Gilles Deleuze et Félix Guattari dans *L'Anti-Édipe* (Éditions de Minuit, 1972) : « Ma façon de voir était en rapport direct avec les événements d'alors : hitlérisme, stalinisme, fascisme. » *Ferdydurke* est à la Pologne ce que *La Marche de Radetzky*, de Joseph Roth, ou *L'Homme sans qualités*, de Robert Musil, sont à l'Autriche-Hongrie : Gombrowicz est « un Polonais exacerbé par l'histoire » (*Souvenirs de Pologne*, 1959). Bien en amont de 1989 (qui, paradoxalement, vit disparaître en France l'attention

JOANNA REMUS-DUDA. – « Ferdydurke », 2003



portée à l'Europe centrale), Milan Kundera, dans *L'Art du roman* (Gallimard, 1986), proposa d'enjambrer le « petit contexte » national pour situer ses romans dans le « grand contexte » du Roman. Mais, tout en voulant lui rendre sa place, cette démarche le restreignait paradoxalement quelque peu...

Le succès de *Ferdydurke* fut à l'origine de l'invitation de son auteur en Argentine, pour une brève croisière. Cela suscita une trajectoire unique dans la littérature du XX^e siècle, qu'il ne cessera de penser dans les préfaces, adresses aux lecteurs, articles, repris ou non dans son *Journal* (4). Ils sont nombreux, les écrivains passés d'une périphérie (culturelle) au centre : les Irlandais James Joyce et Samuel Beckett, le Belge Henri Michaux ou le Roumain Emil Cioran, plus tard V. S. Naipaul, né à la Trinité, ou Salman Rushdie, né à Bombay, sans oublier un autre Polonais, Joseph Conrad. Mais le chemin de Gombrowicz est aussi rare que celui de Vladimir Nabokov, qui passa d'un empire à l'autre, de la Russie aux États-Unis. Car Gombrowicz passe, lui, de la périphérie de l'Europe à la périphérie du monde, et de cette dernière au centre : il arrive en Argentine deux jours avant la signature du pacte germano-soviétique et y demeure vingt-quatre ans, jusqu'à ce qu'une invitation de la fondation Ford le conduise à Berlin... un an après la construction du mur.

SI, DANS LES CAFÉS de Buenos Aires et dans le parc du Retiro, il peut vivre enfin sa vie, l'Argentine va néanmoins vite s'avérer en partie une Pologne bis, en proie aux mêmes tentations, au même complexe d'infériorité, aux mêmes provincialismes. À Buenos Aires, autour de Victoria Ocampo et de la revue *Sur*, règne l'idolâtrie de l'Europe, et la traduction en espagnol de *Ferdydurke* (1945-1947) se solda par un échec public, qui lui fait comprendre les rapports de pouvoir au sein de la république mondiale des lettres. Dès 1947, il se sait prophète de toutes les « cultures secondaires », et peu enclin à partager la vision doloriste de l'exil d'un Cioran. Dans *Trans-Atlantique* (1952), il déploiera le personnage de Gonzalo, mépris absolu, et inventera, contre les patries, la « filistrie », qu'on peut rapprocher de la créolisation que théoriserait plus tard le poète martiniquais Édouard Glissant. C'est la même logique qui le fait se déclarer, dans un texte qui est un manifeste aussi bien politique que littéraire, *Contre les poètes* (5). « Presque personne n'aime les vers et le monde des vers est fictif et faux. » La poésie ? Une Pologne de la littérature, pourrait-on dire... À rebours, Gombrowicz milite pour l'impureté du roman.

Après un séjour bref et malheureux à Berlin, il arrive en France en 1964. Il écrit pour *Kultura*, la revue mensuelle de la diaspora polonaise, qui accueille son *Journal* depuis 1952 et qui circulera longtemps en Pologne sous forme de samizdat. Il se trouve des alliés pour conquérir Paris : Constantin Jelenski traduit, notamment avec Dominique Autrand, une grande partie de son œuvre ; Maurice Nadeau le publie, suivi de Christian Bourgois. Il cherche des soutiens : il compte en particulier sur le bon président de la république mondiale des lettres, Jean-Paul Sartre. Romancier-philosophe, Gombrowicz, « le Monsieur Jourdain de la pensée moderne », selon Constantin Jelenski, est au fond « existentiellement structuraliste ». Nul ne saura d'ailleurs le lire comme Gilles Deleuze, qui le cite de *Logique du sens* (Minuit, 1969) à *Critique et clinique* (1993). Après les coulisses de la Pologne et de la diaspora, *Cosmos* (1965), son dernier roman, « roman policier d'un genre un peu rugueux », adapté au cinéma par Andrzej Żuławski en 2015, explorera celles du corps de la réalité.

Vient de paraître, trois ans après l'édition polonaise, *Kronos* (6). Contemporain du *Journal*, mais entamé un peu avant, en 1951-1952, et faisant commencer ses notations dans les années 1920, il en est comme la doublure intime. Lors de la publication en volume du *Journal* aux éditions Kultura en 1957, à l'intention de la Pologne communiste – qui n'avait certainement pas ses faveurs – et de la diaspora, Gombrowicz avait ajouté en préface, comme une déclaration de principe : « Lundi moi, mardi moi, mercredi moi. » C'était une forme de revendication à la fois face au communisme et face au catholicisme (et au romantisme national). C'était aussi une affirmation, parcourant toute l'œuvre, du moi incertain, labile, que cherche à pétrifier la réduction mensongère et commune de l'être humain à un « contour net et précis », cette « froide ligne de séparation » (*Ferdydurke*) qui le fige en une forme neutralisant ses diverses et divergentes forces.

ÀVRAI DIRE, le « journal » est pour lui le cadre idéal, qui permet la digression, le commentaire, l'expérimentation. Le journal d'écrivain en public est cousu de journal intime : « Ma manie croissante du calendrier. Dates. Anniversaires. Périodes. Avec assiduité, je me livre maintenant à la comptabilité des dates. Oui, oui... Pourquoi n'ai-je pas pris en note chaque journée depuis le moment où j'ai su écrire ? » (*Journal*, 1958). Mais *Kronos* est « beaucoup plus privé », ce qui explique sa publication tardive. « On peut lire le Journal sans *Kronos*, mais pas l'inverse » : Gombrowicz s'y retourne sur sa vie-œuvre et l'accompagne – Pologne, Argentine, reconquête de la Pologne et de la diaspora, de l'Europe et du monde via la France. Mais *Kronos* est aussi le journal d'un corps, d'une « pathologie », disait Bruno Schulz : vie de bureau de l'employé qu'il fut au Banco Polaco, lectures, musique, tabac, échecs... Des rubriques et une comptabilité closent chaque année : santé (eczéma, asthme, hypocondrie), argent, littérature, érotisme – le plus souvent masculin : « L'excès de l'élément érotique paralyse ma littérature. Je décide de "suspendre" les affaires érotiques jusqu'à l'obtention de la permanence définitive [permis de séjour définitif] » (1940). Dans cet aide-mémoire pour soi seul, on peut suivre la chronologie secrète de l'œuvre (*Kronos* fut d'ailleurs le « disque dur » de sa femme Rita quand elle composait ses deux livres sur Witold, parus en 1984 et 1988 [7]). Mois par mois... et moi par moi. Le *Journal* et *Kronos* se croisent à plusieurs reprises.

« *Journal du journal, journal au carré, méta-journal* », pour citer le préfacier Yann Moix, *Kronos* est tout sauf un dernier mot ou une clé. Gombrowicz n'est jamais nu, jamais in...

(1) Witold Gombrowicz, *Testament. Entretiens avec Dominique de Roux*, Gallimard, coll. « Folio Essais », Paris, 1996.

(2) Witold Gombrowicz, *Théâtre. Yvonne, princesse de Bourgogne. Le Mariage, Opérette*, Gallimard, coll. « Folio », 2001.

(3) Sous le titre *Moi et mon double* sont réunis les romans *Bakakaj*, *Ferdydurke*, *Les Envoûtés*, *Trans-Atlantique*, *La Pornographie*, *Cosmos*, Gallimard, coll. « Quarto », 1996 (également disponibles en « Folio »). *Les Envoûtés*, roman-feuilleton publié dans la presse en 1939, vient d'être réédité par Stock (432 pages, 22,50 euros).

(4) Witold Gombrowicz, *Journal, tome 1, 1953-58 et Journal, tome 2, 1959-69*, Gallimard, coll. « Folio », 1995.

(5) Witold Gombrowicz, *Contre les poètes*, Complexe, Bruxelles, 1999.

(6) Witold Gombrowicz, *Kronos*, présenté par Rita Gombrowicz et traduit par Malgorzata Smorag-Goldberg, Stock, Paris, 2016, 392 pages, 24 euros.

(7) On doit à Rita Gombrowicz deux ouvrages majeurs : *Gombrowicz en Argentine* (Noir sur Blanc, Paris, 2004) et *Gombrowicz en Europe* (Denoël, Paris, 1988).

* Critique, professeur à l'École nationale supérieure des arts décoratifs. Auteur notamment de *Gombrowicz, un structuraliste de la rue*, Éditions de l'Éclat, Paris, 2011.

DANS LES REVUES

□ **SENSIBILITÉS.** Cette nouvelle revue d'histoire, critique et sciences sociales consacre son numéro inaugural au charisme, ce mode de domination qui passe par un « enchantement affectif ». Une maquette inventive et joliment illustrée. (N° 1, octobre, semestriel, 22 euros. – Anamosa, Paris.)

□ **ACTUEL MARX.** Un échange de vues contradictoires et de haut niveau sur la notion de classe dominante mondiale, ou « classe capitaliste transnationale », qui serait l'agent du processus de mondialisation contemporain. (N° 60, second semestre, semestriel, 25 euros. – PUF, Paris.)

□ **MOUVEMENTS.** Où va l'*Homo detritus* ? Une enquête de Marie Percot sur les paysans sans terre du Bangladesh qui migrent vers l'Inde pour « ramasser les déchets du voisin » et une autre de Jeremy Cavé sur les conflits d'appropriation des ordures considérées comme un bien commun. (N° 87, automne, trimestriel, 15 euros. – La Découverte, Paris.)

□ **COMMENTAIRE.** Lettres de jeunesse de Simone Weil ; la laïcité selon Jules Ferry ; les primaires aux États-Unis. (N° 155, automne, trimestriel, 26 euros. – Paris.)

□ **CITÉS.** La pensée politique de Hannah Arendt, autour notamment d'*Eichmann à Jérusalem* et de la « banalité du mal » – et un texte inédit de 1955 sur l'apatridie. Un examen détaillé de la controverse suscitée par la tribune de Kamel Daoud à propos des agressions de la nuit du Nouvel An à Cologne. (N° 67, septembre, trimestriel, 18 euros. – PUF, Paris.)

□ **DIFFÉRENCES.** Les actes d'un colloque consacré au traitement de la banlieue dans les médias, et un dossier sur la répression menée par le régime turc contre le peuple kurde. (N° 299, octobre, trimestriel. – MRAP, Paris.)

□ **ÉTUDES.** Retour sur les violences ayant opposé des Corses et une famille d'origine maghrébine sur une plage de l'île en août dernier. Des incidents qui mettent en lumière de multiples logiques d'exclusion. (N° 4231, octobre, mensuel, 12 euros. – Paris.)

□ **GOLIAS HEBDO.** Le plan de sauvetage d'Alstom ne remet pas en cause le pouvoir des actionnaires. Comment pérenniser l'emploi dans l'industrie française ? À signaler aussi, la recension d'ouvrages écrits sur la Bible par des femmes au Moyen Âge. (N° 450, 13 octobre, hebdomadaire, 2 euros. – Villeurbanne.)

□ **CARTO.** Un dossier sur les migrations et l'environnement qui présente de nombreuses cartes et infographies sur les défis du changement climatique, son impact, son coût ou ses conséquences prévisibles en matière de migrations. (N° 36, septembre-octobre, bimensuel, 10,95 euros. – Paris.)

□ **PUBLIC EYE.** Le nouveau magazine de l'organisation non gouvernementale suisse (ex-Déclaration de Berne) est consacré aux mélanges d'essence et de diesel néfastes pour la santé et l'environnement que des négociants de pétrole helvétiques distribuent en Afrique, en profitant de normes moins restrictives. (N° 1, septembre, bimestriel, 8 francs suisses. – Lausanne, Suisse.)

□ **MÉDIACRITIQUE(S).** La revue de l'association Action Critique Médias (Acrimed) dissèque les différences de ton, doucereux ou accusateur, des journalistes selon qu'ils interrogent leurs complices politiques ou leurs ennemis. (N° 21, octobre-décembre, trimestriel, 5,50 euros. – Paris.)

□ **CQFD.** Un dossier sur le travail « mort-vivant » qui dénonce la « psychologie dépolitisée » de cette question. Reportage en Irak dans un camp de réfugiés kurdes qui met en œuvre le « confédéralisme démocratique ». (N° 147, octobre, mensuel, 4 euros. – Marseille.)

□ **LA DÉCROISSANCE.** Un entretien avec le géographe Christophe Guilluy sur la coupure entre classes populaires et bourgeoisie urbaine. Un rappel du rôle joué par Edwy Plenel, qui tonne aujourd'hui contre la « presse d'industrie », lors du tournant libéral et racoleur du Monde. (N° 133, octobre, mensuel, 2,50 euros. – Lyon.)

□ **COURANT ALTERNATIF.** À travers récits et synthèses de débats, un bilan approfondi du mouvement contre la « loi travail ». Le postmodernisme est-il « une mode qui sàpe la critique sociale » ? Débat avec Renaud Garcia. (N° 263, octobre, mensuel, 3 euros. – OCL, Reims.)

□ **LE POSTILLON.** À Grenoble, le plan d'austérité (dit « de sauvegarde ») de la municipalité divise la gauche : peut-on être « insoumis » une fois arrivé au pouvoir ? Également, un reportage parmi les salariés en lutte d'Écopla, fabricant d'emballages en aluminium pour l'agroalimentaire. (N° 34, février-mars, bimestriel, 2 euros. – Fontaine.)

□ **LA REVUE DU COMPTOIR.** « Le comptoir, ce Parlement du peuple ». Cette expression d'Honoré de Balzac indique la ligne de cette nouvelle revue, qui entend œuvrer à un socialisme vraiment populaire, au nom de « valeurs sociales, morales ou culturelles prémodernes, ou précapitalistes ». (N° 1, septembre, périodicité non indiquée, 12 euros. – Bagnolet.)

Retrouvez, sur notre site Internet, une sélection plus étoffée de revues : www.monde-diplomatique.fr/revues

Des missionnaires
aux mercenaires

PAR JEAN-MICHEL QUATREPOINT *

QUEL FIL peut bien relier les ministres ou anciens ministres Emmanuel Macron, Fleur Pellerin et Najat Vallaud-Belkacem, la présidente du conseil régional d'Île-de-France Valérie Pécresse, les journalistes Jean-Marie Colombani et Christine Ockrent, l'homme d'affaires Alain Minc, le banquier Matthieu Pigasse (l'un des propriétaires du Monde SA) ou encore l'ancien premier ministre Alain Juppé? Tous ont effectué un passage par la French-American Foundation dans le cadre de son programme «Young Leaders». Tout comme cinq cents autres personnalités françaises, parmi lesquelles le président François Hollande lui-même.

Depuis 1981, cette fondation privée organise des séminaires de deux ans où une douzaine de jeunes Français côtoient les élites américaines de la même classe d'âge. Officiellement, l'objectif est de favoriser le dialogue franco-américain. En réalité, il s'agit de bien faire comprendre aux futurs décideurs français – entrepreneurs, responsables politiques, journalistes – les bienfaits de la mondialisation à l'anglo-saxonne. Certes, on constatera ultérieurement que, ici ou là, l'opération de séduction a échoué (avec M. Nicolas Dupont-Aignan, par exemple). Mais, dans l'ensemble, ces jeunes gens effectueront une brillante carrière au sein des structures de pouvoir et dans les affaires. Des personnalités qui ne feront pas dans l'antiaméricanisme...

Ce programme est révélateur de la stratégie d'influence des États-Unis. Celle-ci s'exerce de manière encore plus spectaculaire à travers le pantouflage des élites, notamment européennes, dans de grandes entreprises américaines. Dernier exemple en date – ô combien symbolique : la décision de M. José Manuel Barroso de rejoindre la banque Goldman Sachs. L'ancien président de la Commission européenne va mettre son expérience et son carnet d'adresses – où figurent notamment tous les dirigeants politiques de l'Union – au service de ce prestigieux établissement... qui a participé au maquillage des comptes de la Grèce pour lui faire intégrer l'euro.

M. Barroso n'est pas le seul commissaire à se reconverter dans des fonctions lucratives : ce fut le cas récemment de M^{me} Neelie Kroes (Bank of America) et de M. Karel De Gucht, négociateur et thuriféraire du grand marché transatlantique (CVC Partners). M. Mario Draghi est, quant à lui, directement passé de Goldman Sachs à la présidence de la Banque d'Italie, puis à celle de la Banque centrale européenne (BCE) (1).

* Journaliste ; auteur notamment d'*Alstom, scandale d'État*, Fayard, Paris, 2015.

Ces allers-retours entre public et privé relèvent de pratiques courantes aux États-Unis. Sous la présidence de M. William Clinton, les instigateurs de l'abrogation – réclamée par Wall Street – du Glass-Steagall Act de 1933, qui séparait banques de dépôt et banques d'affaires, se sont facilement reconvertis dans de grands établissements financiers. Le *big business* sait récompenser ceux qui l'ont bien servi. À la tête de la Réserve fédérale (FED) de 2006 à 2014, M. Ben Bernanke a favorisé la création monétaire au profit des acteurs financiers en déversant 8 000 milliards de dollars dans l'économie au nom du sauvetage des banques. En 2015, il a intégré Citadell, l'un des principaux fonds d'investissement du pays. La même année, M. Timothy Geithner, l'un des protégés de M. Clinton, ancien secrétaire au Trésor de M. Barack Obama, a rejoint Warburg Pincus, un grand fonds d'investissement.

Le monde des affaires sait aussi miser sur ceux qui, demain, pourront faire prévaloir ses intérêts, lui ouvrir les portes des administrations, relayer son discours. Aux États-Unis, bien sûr, mais aussi dans le reste du monde. Cette stratégie permet de rendre désuet le recours aux pots-de-vin et autres enveloppes. Plus besoin de corrompre ! Fini aussi le chantage direct, les menaces, pour obtenir un marché ou des renseignements. On fait désormais dans le *soft power*, le lobbying.

Le coup d'envoi en France de cette stratégie de l'influence, que d'aucuns pourraient qualifier de trafic d'influence, a été donné en 1986 lorsque Simon Nora, figure tutélaire et emblématique de la haute administration, a intégré à 65 ans la banque d'affaires Shearson Lehman Brothers, devenue par la suite Lehman Brothers. Au cours de la décennie 1990, la mondialisation a accéléré le pantouflage. Désormais, les grands établissements financiers américains, qui veulent pénétrer le marché français et européen, font leurs emplettes au sein de l'élite hexagonale. Toute une génération d'énarques et d'inspecteurs des finances approche de l'âge de la retraite. Leur salaire en tant que hauts fonctionnaires, dirigeants de banques hier nationalisées ou de grandes entreprises, pour être correct, n'avait cependant rien à voir avec ceux pratiqués outre-Atlantique. Banques et fonds d'investissement leur font miroiter la perspective de gagner en quelques années autant que durant toute leur carrière passée. Tentant ! D'autant qu'ils éprouvent le sentiment d'aller dans le sens de l'histoire.



AURÉLIE PIAU. – « Le Sacré Pouvoir d'H A », 2011

C'est ainsi qu'en 1989 Jacques Mayoux, père de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) lorsqu'il était fonctionnaire, président de la Société générale, est devenu le représentant de Goldman Sachs à Paris. Il a été suivi de beaucoup d'autres. À commencer par M. Philippe Lagayette, ancien directeur de cabinet de M. Jacques Delors lorsqu'il était ministre de l'économie, des finances et du budget, ancien directeur général de la Caisse des dépôts, qui rejoignit JP Morgan en 1998. Les énarques dits « de gauche » ne sont pas les derniers à succomber aux sirènes de ce capitalisme de connivence. Ces personnalités sont choisies et touchent de confortables honoraires pour ouvrir les portes et pour faciliter les fusions et les rachats d'entreprises françaises que lanceront les banques.

AU FIL DES ANS, des centaines de sociétés sont passées de main en main par le biais d'achats à effet de levier (*leverage buy-out* ou LBO). Chaque fois, les banques d'affaires touchent une commission, leurs dirigeants français ayant bien mérité leurs émoluments. Peu importe, finalement, que la France se désindustrialise, que les salariés soient licenciés pour accroître le rendement du capital, que les déficits commerciaux se creusent. L'essentiel n'est-il pas de saisir la vague de cette finance triomphante ? Hier, ou plutôt avant-hier, les fonctionnaires issus des grands corps de l'État – s'ils pantouflaient déjà – s'estimaient investis d'une mission : ils servaient la nation. À partir des années 1990, les mentalités changent. La mondialisation a transformé les missionnaires en mercenaires. Le capitalisme débridé a remplacé le capitalisme d'État.

Ce mouvement s'est amplifié au fil des ans. En 2004, M. Charles de Croisset, ancien président du Crédit commercial de France (CCF), a marché dans les traces de Mayoux en devenant conseiller international chez Goldman Sachs et vice-président de

Goldman Sachs Europe. Les branches françaises des cinq grandes banques d'investissement américaines sont toutes dirigées par un énarque (2). M. Jean-François Cirelli, ex-dirigeant de Gaz de France et d'Engie, ancien membre du cabinet du président Jacques Chirac, vient de rejoindre la filiale pour la France et le Benelux de BlackRock. Peu connu du grand public, ce fonds est le premier gestionnaire d'actifs du monde (5 000 milliards de dollars).

Tout aussi symbolique est le parcours de M^{me} Clara Gaymard. Cette énarque, épouse de M. Hervé Gaymard, ministre de M. Chirac, avait été nommée en 2003 déléguée aux investissements internationaux. De quoi étoffer son carnet d'adresses, l'un des plus fournis de l'énarchie. En 2006, General Electric (GE) lui proposa de prendre la tête de son antenne France, puis la vice-présidence de GE International, l'entité chargée des grands comptes et des relations avec le gouvernement. Elle a servi d'intermédiaire lors du rachat par GE de la division énergie d'Alstom, au printemps 2014. Une fois l'opération achevée, le président du groupe, M. Jeffrey R. Immelt, s'est séparé d'elle brusquement, mais, soyons-en sûrs, avec de bonnes compensations. Pendant dix ans, M^{me} Gaymard a été l'un des relais essentiels

de l'influence américaine en France : membre de la Trilatérale (3), présidente de la Chambre américaine de commerce, membre du conseil d'administration de la French-American Foundation.

Proposer de belles fins de carrière aux seniors, miser sur quelques personnages-clés dans le Tout-Paris médiatico-politique, investir dans de jeunes cadres prometteurs : tels sont les axes de ce *soft power* qui s'exerce aux quatre coins de la planète. Cet investissement dans la jeunesse se retrouve dans le cas d'Alstom : à la demande du gouvernement français, GE a promis de créer 1 000 emplois nets en France sur trois ans. Mais le groupe s'est au passage engagé à recruter 240 jeunes de haut niveau à la sortie des grandes écoles pour ses « programmes de leadership ». Ces derniers se verront proposer une carrière accélérée chez GE, aux États-Unis et dans le reste du monde. Une opération fort habile de captation des cerveaux ; une manière aussi de vider un peu plus la France de ses forces vives.

Car l'expatriation des capitaux s'accompagne désormais d'un exode des jeunes diplômés vers les États-Unis, mais aussi vers Londres, Singapour ou ailleurs. Ce sont bien souvent les enfants de cette nouvelle caste de managers mercenaires, les relations des parents aidant à leur trouver des postes intéressants dans les multinationales. Dans ce monde globalisé, les élites françaises ont adopté les mêmes comportements et les mêmes ambitions que leurs homologues américaines.

(1) Lire Vicky Cann, « De si confortables pantoufles bruxelloises », *Le Monde diplomatique*, septembre 2015.

(2) Cf. Jean-Pierre Robin, « Créer son fonds d'investissement, ainsi font font font les petites marionnettes », *Le Figaro*, Paris, 17 octobre 2016.

(3) Créée en 1973 par M. David Rockefeller, la Commission trilatérale a pour but de resserrer les liens entre les États-Unis, l'Europe et le Japon. Lire Diana Johnstone, « Une stratégie "trilatérale" », *Le Monde diplomatique*, novembre 1976.

SOMMAIRE

PAGE 2 :
Au-delà d'un mot creux, par **SERGE HALIMI**. – Courrier des lecteurs.

PAGE 3 :
Crépuscule de l'« extrême centre », par **MIGUEL URBÁN**.

PAGES 4 ET 5 :
Aux sources du scandale UraMin, par **JUAN BRANCO**. – Une mine connue de longue date (**J. B.**).

PAGES 6 ET 7 :
Toutes les Américaines ne s'appellent pas Hillary Clinton, par **FLORENCE BEAUGÉ**. – Féminisme « new look » (**F. B.**).

PAGE 8 :
Haïti, l'imposture humanitaire, par **FREDÉRIC THOMAS**. – L'agriculture oubliée des élections (**F. T.**).

PAGE 9 :
Pourquoi les Colombiens ont rejeté la paix, par **GREGORY WILPERT**.

PAGES 10 ET 11 :
Amma, une gourou indienne à la tête de l'empire du câlin, suite de l'article de **JEAN-BAPTISTE MALET**.

PAGES 12 ET 13 :
Le Maghreb entre autoritarisme et espérance démocratique, par **HICHAM ALAOUÏ**.

PAGES 14 ET 15 :
Quitte ou double de la Russie à Alep, suite de l'article de **JACQUES LÉVESQUE**. – Casse-tête américain à Mossoul, par **AKRAM BELKAÏD**.

PAGE 16 :
La deuxième génération des « mingong », par **LOUP ESPARGILIÈRE ET THÉAU MONNET**.

PAGE 17 :
Avortement, l'obscurantisme polonais, par **AUDREY LABEL**.

PAGE 18 :
Les enseignants aux bons soins du patronat, par **SYLVAIN LEDER ET RENAUD LAMBERT**.

PAGE 19 :
Le libre-échange divise la société allemande, par **PETER WAHL**. – La confusion des sentiments (**R. L.**).

Novembre 2016

PAGES 20 ET 21 :
L'Union européenne au défi de ses frontières, par **MICHEL FOUCHER**.

PAGES 22 ET 23 :
Le beau Danube noir, par **EVELYNE PIEILLER**.

PAGES 24 À 26 :
« Le Promeneur d'Alep », de Niroz Malek, par **XAVIER LAPEYROUX**. – « Tabou », de Ferdinand von Schirach, par **PIERRE DESHUSSES**. – Vive la sociale !, par **PHILIPPE DESCAMPS**. – Yanis Varoufakis, l'Europe malgré tout, par **ANTOINETTE SCHWARTZ**. – Dérangées ou dérangeantes ?, par **VÉRONIQUE FAU-VINCENTI**. – De la Bastille à l'Élysée (**E. P.**). – Cristalliser l'air du temps, par **ÉRIC DUSSERT**. – Dans les revues.

PAGE 27 :
En finir avec la cuculture, par **JEAN-PIERRE SALGAS**.